

L'Iran
après Khomeiny

Enterré au milieu d'un désordre inouï par des millions de fidèles, Khomeiny apparaît désormais à l'histoire de l'Iran. Le 6 juin, une partie de la population, malgré sa désuétude qui relève des traditions du douzième siècle, montre qu'il sera difficilement remplaçable à la tête de la République islamique.

Sentant venir ses derniers moments, l'imam avait pourtant tenté, à l'occasion de l'effacement du nom de Khomeiny, d'insuffler une nouvelle vigueur à une révolution islamique en voie de déliquescence. Peine perdue. L'anathème jeté contre l'autorité des « Versets sataniques » n'a jamais réussi à mobiliser vraiment les masses iraniennes. En butte à de multiples difficultés quotidiennes, le peuple attend de la part de ses dirigeants des mesures destinées à remédier à la dégradation constante de son niveau de vie.

Celle-ci est dramatique, et l'imam défunt porte en grande partie la responsabilité de la faillite économique de son régime. Pour ne pas avoir voulu arrêter à temps les hostilités, en mai 1982, alors que ses troupes venaient de reconquérir Khorramshahr, Khomeiny a installé l'Iran dans une guerre ruineuse qui a détruit les fondements de son économie et entraîné la paupérisation de la population.

Les Iraniens ne veulent pas seulement du pain. Ils ont également soif de liberté et de démocratie. Ils pouvaient espérer que, dix ans après la révolution, des mesures de libéralisation seraient prises. La répression aveugle, les exécutions barbares qui ont marqué le règne de Khomeiny ont entraîné l'exode de centaines de milliers d'Iraniens, dont le pays avait un besoin pressant pour son développement. L'un des derniers gestes de Khomeiny aura été de destituer son successeur désigné, l'ayatollah Montazeri, qui avait osé suggérer que l'on mette fin aux mises à mort arbitraires, ne serait-ce que pour relever l'image de l'Iran à l'étranger et faciliter le retour des exilés.

Le plus grand échec de l'imam dépendant est sans doute d'avoir créé un système politique instable. Sous son règne, les centres de décision rivaux ont fleuri dans pratiquement tous les compartiments de la société. Afin de justifier son rôle d'arbitre suprême, Khomeiny a perpétué les divisions et s'est opposé à tout changement de l'équilibre intérieur des forces, favorisant tantôt les uns, tantôt les autres. Le résultat a été l'insubordination de la dualité du pouvoir et l'intensification constante de la lutte entre les différentes factions politico-religieuses.

Les successeurs de l'imam viennent de resserrer les rangs, afin de créer un sentiment de continuité et de rassurer leurs fidèles, en nommant avec précipitation un nouveau guide en la personne de M. Khamenei, personnage malléable qui ne fait peur à personne. Il ne s'agit là cependant que d'une unité de façade, imposée par les circonstances. La vraie lutte pour le pouvoir commence avec l'apparition des premières fissures dans cette façade, sans que l'imam soit là pour arbitrer et éviter l'épreuve de force qu'il avait toujours su ajourner.

Lire en page 5 le reportage
« Scènes de défile à Téhéran »
de notre envoyé spécial
YVES HELLER

M 0147-0808-4,50 F



3790147004500 06080

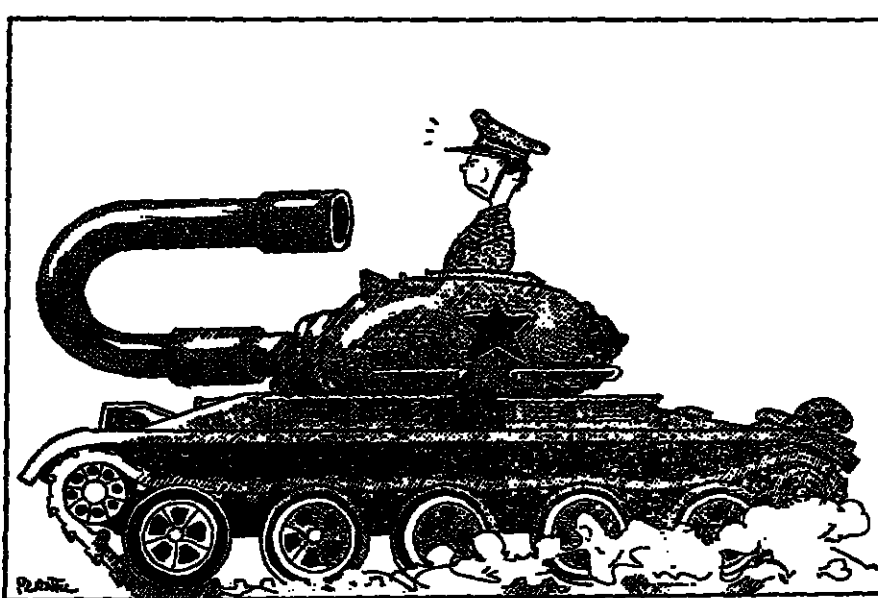
Pékin en proie au chaos

- Importants mouvements de troupes dans la région
- Les étrangers évacuent précipitamment la capitale

Pékin, où l'atmosphère était extrêmement tendue, le mercredi 7 juin, est en proie au chaos. Alors que l'on s'attend de plus en plus à des combats entre armées rivales, et que l'on assiste à d'importants mouvements parmi les quelque trois cent mille hommes qui sont concentrés dans la région de la capi-

tales, la radio a publié un message de félicitations adressé à M. Qiao Shi, membre du comité permanent du bureau politique du PCC, ce qui pourrait signifier qu'il aurait remplacé M. Zhao Ziyang. Mais aucun dirigeant n'est encore apparu en public, et il n'y a toujours pas de journaux à Pékin. Les étrangers se pressent pour évacuer la ville, tandis qu'une résidence diplomatique a été quelque temps occupée par la troupe. A l'étranger, les protestations contre le bain de sang de ces derniers jours s'amplifient, et M. Michel Rocard a annoncé, mardi, le gel des relations entre Paris et Pékin.

(Lire la suite page 4 ainsi que le reportage de notre correspondant FRANCIS DERON, page 2.)



Troubles en Ouzbékistan, débats parlementaires, activités diplomatiques

M. Gorbatchev sur tous les fronts

Après le Caucase, un nouveau foyer de violence inter-ethniques s'est allumé en Ouzbékistan où, selon un dernier bilan parvenu mercredi 7 juin à Moscou, les troubles ont fait près de soixante-dix morts et de nombreux blessés. Présent sur tous les fronts, M. Gorbatchev fait en même temps face à de vives attaques des conservateurs.

MOSCOU
de notre correspondant

A l'Ouest, le Parti communiste polonais s'effondre. Au Sud-Est, la Chine glisse dans le sang. A l'intérieur même du pays, l'Ouzbékistan devient, comme le Caucase, un foyer de tensions permanentes et M. Gorbatchev, mais à plat de chaque côté du micro, préside au Congrès des députés du

peuple, à l'épanouissement du parlementarisme soviétique.

A chaque suspension de séance, ses assistants se jettent sur lui puisque, même au ralenti, l'Etat doit continuer à fonctionner. Dimanche, il était dans l'horreur, les cadavres et les pleurs de la catastrophe ferroviaire de l'Oural. La semaine prochaine, il sera en Allemagne fédérale et déjà se profile, pour le début de juillet, la visite en France. Sauf en temps de guerre, aucun homme d'Etat n'aurait jamais été soumis à pareille pression, mais rien ne trahit chez M. Gorbatchev la moindre fatigue.

Non seulement il garde, attentif à tout sous son air bonhomme, une absolue maîtrise des débats, mais rien n'est oublié, ni de tendre la main aux nouveaux dirigeants iraniens, en envoyant le vice-président, M. Loukianov, signer le registre des condoléances à

l'ambassade, ni de faire adopter par le Congrès une déclaration sur la Chine, condamnant toute « ingérence » et prise de position « hâtive » mais appelant à la recherche de « solutions politiques », ni, bien sûr, de respecter les grands équilibres intérieurs.

Vendredi, au beau milieu d'une contre-offensive conservatrice, un député de Moscou, M. Kariakine, avait fait sensation en appelant à retirer la momie de Lénine du mausolée de la place Rouge et à lever le tabou sur la personne et les œuvres d'Alexandre Soljenitsyne. Mardi, l'affront fait à Lénine et aux conservateurs a été éliminé, lorsque le Congrès, M. Gorbatchev en tête, est allé nager le mausolée sous les gerbes. Le temps du culte n'est pas — pas encore, en tout cas — révolu.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

Un entretien avec M. Charles Millon

Rénover l'opposition
à partir des régions

Dans un entretien accordé au Monde, M. Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, l'un des principaux chefs de file du mouvement des « rénovateurs » de l'opposition fait le bilan de l'action engagée il y a trois mois par ses amis et trace des perspectives.

Avant que les rénovateurs ne se retrouvent, samedi 10 et dimanche 11 juin, dans les Alpes pour faire le point avec les élus-majors du RPR, du PR et du CDS sur l'état de santé de l'opposition, avant qu'ils ne lancent leurs invitations pour les assises nationales de la rénovation toujours prévues à Lyon samedi

24 juin. M. Millon propose aux parus politiques de l'opposition — qu'il juge dépassés et sclérosés — une sorte de « char-kiri ». Défendant l'idée d'un retour à la base, M. Millon préconise la création de partis régionaux, fédérés au sein d'une association nationale de l'opposition. Selon M. Millon, « les rénovateurs sont aujourd'hui condamnés à réussir » pour permettre, après le 18 juin, à l'opposition de se ressaisir et d'être apte à résister à l'émergence, sur sa gauche, d'un grand parti radical socialiste, perspective qu'il juge dangereuse.

(Lire page 12.)

- M^{me} Simone Veil sur les terres de MM. Bosson et Carignon (page 11).
- Le plan de M. Pasqua pour l'organisation de primaires dans l'opposition (page 12).

L'EUROPE : la préparation du grand marché de 1993

L'eurosepticisme des syndicats

A l'approche de l'échéance du 1^{er} janvier 1993, les syndicats européens s'interrogent : la fameuse « Europe sociale » verra-t-elle le jour ? Quelle forme prendra-t-elle ? Hormis quelques réfractaires, ils sont favorables au marché unique. Mais ils ne l'évoquent pas sans quelque inquiétude.

« Je fais un rêve, celui d'une Europe qui sera pionnière dans le domaine économique et social. L'homme qui s'exprime ainsi, à Bruxelles, en reprenant la formule de Martin Luther King, n'a pas toujours été un ardent partisan de la construction européenne. Mais aujourd'hui, Norman Willis, secrétaire général du Trade Union Congress (TUC), la Confédération syndicale britannique, a

opéré une véritable conversion en faveur d'une Europe qu'il a autrefois combattue. Avec son physique de colosse, plantureux et bonhomme, sa voix douce et résolue, il poursuit : « M^{me} Thatcher, elle, fait des cauchemars. L'Europe a ses désavantages, mais c'est un continent démocratique. Elle doit devenir un modèle pour montrer que la démocratie n'est pas seulement juste mais également rentable sur le plan économique. »

Le TUC britannique semble se rapprocher d'autant plus de l'Europe que la « Dame de fer » s'en éloigne. Et Bob Jones, secrétaire national pour le service public de santé, voit, parmi les raisons de cette conversion, « l'expérience d'un gouvernement voué à miner, à déréguler les droits des travailleurs ».

M^{me} Thatcher a certes réduit la puissance du TUC. Elle en a fait un colosse aux pieds d'argile. Mais il pèse encore lourd dans le concert syndical européen. Lors de son dernier congrès annuel, en septembre 1988, à Bournemouth, il a fait sensation en recevant Jacques Delors, qui l'a convié à rejoindre « le parti des architectes ».

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 8.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 23 à 25

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 180 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 4 000 L. ; Luxembourg, 50 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 385 F CFA ; Suède, 120 sk. ; Suisse, 1,50 F. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

مكة امه، لا حول

La répression du mouvement

Une atmosphère de fin du monde...

PÉKIN
de notre correspondant

Cinquante-cinq jours. Il y aura, jeudi 8 juin, cinquante-cinq jours que Pékin a commencé à plonger dans l'anarchie, pacifiquement et dans la bonne humeur tout d'abord, violemment et dans la douleur ensuite. Aujourd'hui, on se croirait plutôt à Beyrouth.

Le paradoxe est que le détonateur de cette crise ne fut pas la mort de son

mardi vers l'admission franche que cette situation est liée à l'état de M. Deng : le porte-parole de ce qui fut le gouvernement, M. Yuan Mu, est réapparu à la télévision - apparemment plus fermement contrôlée par la troupe après un début de « guerre des ondes » dans le courant de la journée de mardi - pour féliciter de démentir une information attribuée à la télévision de Taiwan selon laquelle le vieux dirigeant serait mort. Il s'agit là, a-t-il dit, d'une « rumeur contre-révolutionnaire ». Mais il n'a pas dit

de la diplomatie de Pékin sous leur mobilier en trébuchant pendant une dizaine de minutes dans tous les sens à l'arme légère, tout en se dirigeant vers les faubourgs de l'est en milieu de matinée mercredi. Ils avaient eu le bon goût d'ordonner par haut-parleurs aux résidents des immeubles diplomatiques de l'agglomération de s'écarter des fenêtres. L'un des immeubles en question était criblé d'impacts de balles après leur passage. La fusillade ne semble pas avoir fait de victime. Une partie des chars qui étaient en poste au pied de la résidence se sont dirigés mardi soir et mercredi matin vers l'est, en direction de Tsinjin.

Le but de ces manœuvres est encore incertain. Plus que de combattants partant à la rencontre d'un ennemi, ces soldats d'un genre spécial qui gaspillaient leurs munitions donnaient plutôt l'impression de tirer des salves d'adieu avant de se désolidariser des troupes qui tiennent le centre de la ville. Le sort des quelques chars de mitrailleuse lourde qu'ils ont cru bon d'ajouter à leur départ n'a pas été étudié.

Autre interprétation avancée par des experts : les forces qui tiennent Pékin auraient décidé d'élargir le périmètre sous leur contrôle pour englober la plus grande partie de l'agglomération jusqu'à son troisième boulevard périphérique, situé à une demi-douzaine de kilomètres de la place Tiananmen. Cette mesure stratégique aurait pour effet d'inclure à l'intérieur de la zone sous contrôle permanent des unités de la loi martiale la totalité des quartiers diplomatiques, y compris l'ambassade de France.

Le « Far-West »

Ce comportement de Far-West est en tout cas révélateur de l'atmosphère qui prévalait mercredi dans cette ville, qui n'a plus de capitale que le titre, de ville éternelle que le souvenir. Entre les salves d'armes légères et, très rarement, l'écho sourd d'explosions lointaines qui pourraient être des tirs d'artillerie, jamais la Khaibalik (l'ancien nom de Pékin au treizième siècle) de Marco Polo n'a été si silencieuse. On a l'impression que même les vagues roulent sur la pointe des pieds.

La nervosité est montée petit à petit dans l'après-midi de mardi quand les troupes amassées autour des blindés gardant le carrefour voisin de la communauté diplomatique ont fait savoir qu'elles tiraient « à vue » sur quiconque les observait à la jumelle ou avec des appareils photographiques. Les officiers n'appréhendaient véritablement d'être en permanence dans l'objectif des chaînes de télévision étrangères repliées sur la résidence... Conséquence, les journalistes qui s'y trouvaient hésitent à présent à pointer le nez à la fenêtre plus de quelques secondes, afin de ne pas provoquer l'ire de ces militaires nerveux.

Quelques journalistes étrangers sont encore postés à l'hôtel de Pékin, au bord de la place Tiananmen. Ce sont eux qui ont vu, mercredi matin, plusieurs centaines de camions de troupes quitter le centre de la ville en direction de la périphérie. La confusion sur la situation militaire, en l'absence de tout porte-parole accessible aux étrangers, est totale. Les rumeurs vont bon train sur tel ou tel accrochage qui se serait déjà produit entre troupes loyales à la ville et forces opposées à M. Li Peng. Rien n'a été pour le moment confirmé. La nuit de mardi à mercredi n'a pas donné lieu, en tout cas, à des opérations ou affrontements militaires audibles depuis les résidences diplomatiques.

Cette atmosphère de fin du monde et les actes irresponsables de ces militaires qui se précipitent comme les sauteurs de la politique d'ouverture et de réformes de M. Deng ont provoqué l'excès de la plus grande partie de la communauté internationale. Ne restent à Pékin qu'une population chinoise terrifiée, qui se met, quelques heures par jour, à la recherche d'illusions à stocker devenus bons de prix,

et un pouvoir militaire auquel aucune personnalité politique ne s'est publiquement ralliée, condamné à combattre par la télévision les rumeurs innombrables et à tenter de se justifier par des mensonges légalisés.

Vingt-trois étudiants tués...

M. Yuan Mu, un proche de M. Li Peng, le premier ministre qui avait décliné la loi martiale, est parvenu à rire sur les écrans de télévision en affectant de démentir, au cours d'une conférence de presse à laquelle n'assistaient que des journalistes officiels chinois, qu'il y ait eu un « massacre » lors de l'arrivée des troupes le soir du 3 juin. Son bilan est bien différent de celui fourni par des sources hospitalières, qui font d'environ mille cinq cents morts et dix mille blessés. Selon le porte-parole du « gouvernement », il

peut. Quels que soient les moyens utilisés, condamnation ou embargo, le peuple chinois n'a pas peur. S'il est mis en difficulté par un embargo économique, il lutera - c'est une question de vie ou de mort pour l'Etat et le parti. Nous espérons que les politiciens étrangers ne seront pas stupides en ce moment où le parti et l'Etat font face à une situation critique. La télévision a diffusé, mercredi, une déclaration attribuée au ministre des affaires étrangères faisant état de « l'énergique protestation » de la Chine face aux mesures adoptées par Washington à son encontre - dans le cas des ventes d'armes - « qualifiées de tentatives inacceptables de faire pression dans les affaires intérieures chinoises ».

Selon certaines sources, le porte-parole aurait, le même jour, tenu les mêmes propos sur l'ampleur de la répression et les réactions occidentales

publié lundi dernier un éditorial signé dans le *Quotidien du peuple* justifiant la répression. Mais l'agence Chine nouvelle ayant apparemment refusé d'en publier la traduction et le quotidien du PCC ne parvenant plus à ses abonnés, on reste sur sa faim quant au contenu de cet article.

La persistance de cet incroyable interrogatoire est évidemment due au fait que personne, au sommet, ne s'est mis d'accord pour un partage du pouvoir entre les hommes qui restent pour succéder à M. Deng. Les rumeurs, à ce jour invérifiées, sur l'attentat dont aurait fait l'objet M. Li Peng en témoignent. Comme l'annonce par la radio, mercredi, que la Cour suprême avait adressé, en signe d'obédience, un télégramme de félicitations à M. Qiao Shi, numéro trois du parti avant la crise d'avril-mai, ce qui laisserait entendre qu'il est devenu le patron du régime. La télévision n'en ayant pas



TANCAO

dirigeant suprême, M. Deng Xiaoping, mais celle d'un homme en qui ce dernier avait d'abord placé sa confiance pour lui succéder, avant de la lui retirer : Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général du Parti communiste. Les historiens se disputent sur les causes profondes de cette nouvelle tragédie chinoise. Le résultat est là : la Chine s'isole du monde extérieur par son chaos, et les chances de la voir se ressaisir diminuent avec chaque heure qui passe.

Le pouvoir anonyme armé qui fait régner une atmosphère de terreur depuis samedi dernier sur Pékin a franchi un pas de plus dans la soirée de

explicitement que M. Deng était encore en vie. Cette présentation des choses est une façon de préparer la population à l'annonce, qui apparaît inéluctable, de ce décès. Quant à savoir quand cette annonce interviendra, cela a probablement aussi, sinon plus, à voir avec l'état de la situation militaire dans et autour de Pékin qu'avec le bilan médical réel de celui qui est toujours nominativement le chef suprême de ces armées qui se disputent - sans encore se battre - sous nos fenêtres.

Littéralement. Une petite troupe de fantassins ont jeté les rares diplomates et les journalistes qui occupent encore des locaux dans la plus grande réac-



la loi martiale. Sa présence s'était guère été citée depuis lors.

M. Qiao Shi, homme d'ordre et d'ambition

En citant, mercredi matin 7 juin, un message adressé à M. Qiao Shi « et au comité permanent du bureau politique pour exprimer son soutien aux actions visant à supprimer les émeutes contre-révolutionnaires », Radio-Pékin a laissé entendre que celui-ci pourrait avoir remplacé à la tête du PCC le secrétaire général en titre, M. Zhao Ziyang.

Le regard toujours dissimulé derrière des lunettes teintées, M. Qiao Shi rêvait depuis des années d'occuper les plus hautes fonctions à la République populaire. Déjà, en 1987, après la limogeage de Hu Yaobang, on avait parlé de lui comme candidat de compromis à la tête du PCC. Il avait réussi à se placer, en novembre, au sein du comité permanent du bureau politique, à l'occasion de son treizième congrès. Il y disposait d'une position-clé et apparaissait comme une sorte de « faiseur de rois » dans cet organisme de cinq membres dont deux étaient réformistes et deux conservateurs.

Au cœur de la crise qui a éclaté à la mi-avril, M. Qiao Shi aura fait pencher la balance en faveur de M. Deng Xiaoping et de la solution de fermeté, lors d'une réunion extraordinaire du comité central, dont il prendra la direction quatre ans plus tard. Il semble qu'il ait été remarqué par Hu Yaobang, qui aimait s'entourer d'anciens dirigeants des Jeunesses communistes, en lesquels il voyait des alliés dans sa politique réformatrice. D'où la

réputation paradoxale de « libéral » qui fut un temps celle de M. Qiao. Pendant ce temps, il connut une ascension très rapide : membre du comité central et du secrétariat en 1982, entre au bureau politique en 1985, chef du département de l'organisation du parti, vice-premier ministre, il sera chargé, en 1986, de superviser la lutte contre la corruption. Ces fonctions lui auront permis de se créer un réseau de relations et de constituer des dossiers, tandis que son influence s'accroissait. Il a, en effet, ajouté à ses titres ceux de président de la commission d'inspection et de l'école centrale de cadres du PCC. Les rares discours de lui dont on dispose, insistant, surtout depuis l'année dernière, sur la nécessité de maintenir l'ordre en poursuivant les réformes, sont autant de mises en garde contre les risques d'affaiblissement du pouvoir central.

Devenu puissant, incontournable, il a en même temps évolué graduellement vers une position plus proche de celle des conservateurs. Sans doute plus par opportunisme que par conviction, sentant d'ouï souffrir le vent, il s'est comporté en fonction d'une succession éventuelle de M. Deng. Car les vétérans du parti sont trop âgés et M. Li Peng, en dépit de ses ambitions, ne fait pas le poids. Cet homme d'ordre rétorque-t-il au désordre établi dans lequel semble s'enfoncer la Chine ?

PATRICE DE BEER.

Des milliers d'étrangers évacuent la capitale Bousculades à l'aéroport

La plupart des ambassades à Pékin préparent l'évacuation de leurs ressortissants. Des scènes de bousculades, signalées, mercredi 7 juin, à l'aéroport de la capitale, ne laissent pas ailleurs aucun doute sur la volonté de nombreux étrangers de quitter la Chine au plus tôt. Les chancelleries ont été averties, mardi en fin d'après-midi, par les autorités gérant le complexe de Jian Guo Men Wai, que l'armée tirerait à vue sur les résidents qui seraient surpris en train de prendre des photographies ou d'observer les environs à la jumelle.

Les ambassades des Etats-Unis, d'URSS, des pays de la CEE, du Japon et du Canada, entre autres, ont mis sur pied des cellules de crise chargées d'organiser le rapatriement de ceux de leurs nationaux qui souhaitent partir. Plusieurs milliers d'étrangers n'ont pas attendu leurs conseils et leur assistance pour quitter la capitale chinoise. De nombreuses sociétés occidentales et de Hongkong ont également mis la clé sous la porte ces jours derniers.

Environ 1 200 Français

A Paris, le ministre délégué aux affaires étrangères, M. Edwige Avice, a indiqué mardi que son ministère suivait la situation « heure par heure », précisant que « toutes les mesures utiles seront prises » pour assurer la sécurité des quelque 1 200 Français vivant en Chine, dont

un millier environ à Pékin. D'autre part, pour répondre à un afflux de demandes, Air France se préparait à porter la capacité de ses vols hebdomadaires Paris-Pékin (les lundi et vendredi) de 250 à 450 passagers. Des touristes français, arrivés seulement lundi, attendaient dans un hôtel le premier avion pour regagner Paris.

Selon l'AFP, les ambassadeurs des douze pays de la CEE « ont mis en commun tous leurs moyens pour parer à toute éventualité ». Ils avaient vivement conseillé mardi à leurs ressortissants qui n'ont aucune obligation de rester en Chine de plier bagages sans attendre. Au vu de la violence dont la Chine est actuellement le théâtre, les ambassadeurs invitent également les familles des diplomates et hommes d'affaires à quitter le pays. Un millier de Japonais ont quitté la Chine depuis le début des troubles. Plusieurs gouvernements (Australie, Canada, RFA, Danemark, Suisse, Japon, Grande-Bretagne, Etats-Unis) prévoient de rapatrier des centaines de leurs ressortissants dans les prochaines heures, soit par vols réguliers soit par vols spéciaux.

Selon l'agence Reuter, d'autres étrangers, qui ne peuvent compter sur des vols organisés mais qui veulent partir à tout prix, ont envahi l'aéroport de Pékin où des témoins font état, mercredi matin, de « véritables scènes d'hystérie ». (AFP, Reuter.)

n'y aurait eu « que » trois cents morts au total, dont... vingt-trois étudiants. En revanche, a-t-il souligné, les émeutes sont parvenues à blesser plus de cinq mille soldats, ceux-ci ayant blessé dans leur riposte deux mille civils. M. Yuan Mu a consenti à reconnaître que quatre cents soldats avaient « disparu », mais s'est gardé d'évoquer la possibilité de désertions.

Retour à la xénophobie

Ce sont bien pourtant ces désertions qui expliquent probablement le bilan colossal, qui restera sans doute inchangé, des « pertes » matérielles subies par ces forces armées et dont on voit les « cadavres » à travers la ville : les soldats ont abandonné leurs véhicules blindés sans même prendre le soin d'en démonter les armes, et le résultat le plus tangible est sans doute la dispersion dans la population civile d'une quantité industrielle d'armes à feu - une situation qui n'est pas sans évoquer, elle aussi, la révolution culturelle.

De la révolution culturelle, précisément, on a encore vu réapparaître à la télévision mercredi l'une des formes d'expression les plus odieuses dans le monde : l'opérette « révolutionnaire ». En milieu de journée, la radio nationale déplorait que les étudiants chinois envoyés à l'étranger y eussent acquis les « idées et mœurs décadentes » de l'Occident et laissait clairement entendre que l'on souhaitait à Pékin leur retour immédiat.

Le plus célèbre dissident en liberté, M. Fang Lizhi, dont on avait un temps cru à l'arrestation, a refait surface mardi pour demander refuge à l'ambassade des Etats-Unis. Celle-ci le lui a fourni, mais M. Fang - dont on ignore s'il est accompagné de sa famille - ne rencontre pas d'étrangers.

La poussée de xénophobie a été sensible dans les réponses faites depuis mardi par le pouvoir militaire aux condamnations occidentales de la boucherie du 3 juin. A la conférence de presse de M. Yuan Mu, que la télévision rediffuse en permanence, un porte-parole militaire, le général Fang Gong, officier de second plan qui ne représente pas de personnalité de haut rang connue, a démenti vigoureusement que les troupes de l'armée populaire de libération se soient livrées à un massacre en pénétrant dans la ville. Puis M. Yuan Mu lui-même a adopté un ton très dur envers les critiques occidentales : « Nous n'avons pas

devant une assemblée de hauts fonctionnaires au grade de directeur de département, afin de tenter de les rallier au gouvernement militaire. Il n'est pas certain qu'il y soit parvenu : aucune information officielle n'a été annoncée pour le moment.

Car, de toute évidence, la résistance de la société civile et de son appareil reste très forte face au coup militaire. La radio a reconnu qu'une fusillade avait eu lieu mardi, entre soldats et civils armés, à Moumudi, le quartier de l'ouest où s'est produit le premier accrochage sanglant du 3 juin. On ignore son bilan. La radio a pris soin de préciser pourtant qu'il ne s'agissait que d'une riposte militaire à l'attaque d'insurgés, car « l'armée ne peut pas tirer sur le peuple ». Les divisions que ce drame a provoquées au sein de l'armée apparaissent distinctement par le simple fait qu'on se prépare à un affrontement, mais aucune ligne de démarcation claire n'est encore perceptible au sein de l'appareil militaire, faute d'informations autres que ce que par la voie des ondes.

On croit savoir par exemple que le chef du département politique de l'armée, le général Yang Baibang, frère du chef de l'Etat Yang Shangkun, a

fait état mercredi en milieu de journée, on était encore en droit d'en douter.

Quatre autres marques d'allégeance aux « troupes de la loi martiale de Pékin » ont été annoncées samedi mardi soir : celles des responsables, tout aussi anonymes, des régions de Mongolie-Intérieure et du Jiangsu, ainsi que de la province du Sichuan, la province natale de M. Deng. Elles n'ont guère plus de valeur que celles qui permettaient de féliciter il y a deux semaines et demi M. Li Peng pour sa décision d'imposer la loi martiale : tant qu'on ne voit pas apparaître sur les écrans de télévision un homme incarnant le régime, on peut penser que celui-ci n'existe que dans l'imagination des militaires qui s'érigent à la tête de l'armée. Pendant ce temps, la suspense chinoise continue, ponctuée régulièrement, encore que de moins en moins souvent, par le très particulier coup de trompe des locomotives qui pénètrent dans la gare de Pékin, non loin du quartier diplomatique où nous nous trouvons. Au moins un tout petit signe d'activité nationale qui subsiste dans la « capitale » assiégée de l'intérieur.

FRANCIS DERON.



La France des quatre pouvoirs

Par Alain Leroux

Les certitudes technologiques des années 1970 se sont consumées, les arrogances idéologiques des années 1980 n'ont pas fait long feu. Il est urgent que la pensée politique trouve son troisième souffle. A regarder la France des quatre pouvoirs, il n'est pas impossible qu'elle y parvienne.

Collection "Politique d'aujourd'hui" 320 pages - 145 F. PUF

Les forces armées : trois millions d'hommes

L'armée chinoise est numériquement la plus forte du monde avec plus de 3 millions d'hommes (dont 1,3 million d'appelés), selon des estimations occidentales, pour une population de plus de 1 milliard d'habitants.

L'armée de terre est de loin la plus puissante des trois composantes de l'Armée populaire de libération (APL). Elle compte 2,3 millions d'hommes, dont 1,1 million d'appelés. La marine compte 900 000 hommes (forces aéronavales et garde-côte inclus). L'armée de l'air regroupe 470 000 hommes.

En outre, la Chine dispose de 1,2 million de réservistes. Les forces paramilitaires, dont la police, comptent 12 millions d'hommes. Le service militaire est réglementé par une conscription sélective pour les hommes et les femmes entre dix-huit et vingt-deux ans et dure trois ans pour l'armée de terre,

cinq ans pour la marine et quatre ans pour l'armée de l'air.

Le budget militaire pour l'année 1988 s'est élevé officiellement à 21,5 milliards de yens (5,8 milliards de dollars), soit 8,17 % du budget de l'Etat.

Sur le plan matériel, selon la publication spécialisée britannique *The Military Balance*, l'armée de terre dispose notamment de 9 000 chars lourds, 2 000 chars légers, 14 500 pièces d'artillerie et 2 800 transports de troupes blindés. La région militaire de Pékin compte 5 groupes d'armées intégrés, 1 unité de missiles, 3 unités de blindés, 17 unités d'infanterie et 1 groupe aéroporté.

La Chine a restauré, en juin 1988, au sein de l'armée, les grades qui avaient été supprimés en 1965, un an avant le début de la révolution culturelle sur ordre de Mao Zedong.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

populaire à Pékin

Les réactions à travers le monde

Les douze États membres de la Communauté européenne ont réitéré, mardi 6 juin, dans un communiqué publié à Bruxelles, leur condamnation de « la violente répression exercée [en Chine] contre des manifestants pacifiques ». Notant que « des troubles sérieux se poursuivent », ils appellent les autorités chinoises « à cesser de faire usage de la force contre la population chinoise civile désarmée à Pékin et dans le reste du pays ».

La CEE a d'autre part annoncé, par la voix du ministre néerlandais des affaires étrangères, la suspension des relations économiques et culturelles avec la Chine. Seule l'Allemagne fédérale a manifesté son opposition à des sanctions économiques.

Tandis qu'à Tunis le président Mitterrand dénonçait à nouveau l'action des militaires chinois, le premier ministre, M. Michel Rocard, annonçait mardi, devant l'Assemblée nationale, le « gel des relations à tous niveaux » entre la France et la Chine. Plusieurs pays européens,

dont les Pays-Bas et l'Espagne, ont pris la même décision. D'autres pays, dont la Grande-Bretagne, ont décidé d'interdire la livraison de matériel militaire à la République populaire. La Suisse s'apprête à suivre le même exemple.

L'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui siège actuellement à Paris, a de son côté condamné, dans une résolution adoptée mardi soir à l'unanimité, les « massacres » de Pékin et « la brutalité injustifiable des actes commis par le régime chinois ».

A Londres, le directeur de l'Institut international de la presse, M. Peter Galliner, a adressé aux autorités chinoises un message protestant en particulier contre « les attaques brutales et gratuites » dont des journalistes ont été victimes à Pékin.

A Washington, le Sénat a demandé mardi soir, à l'unanimité, au président Bush d'engager des consultations avec les alliés des États-Unis

pour décider de sanctions internationales contre le gouvernement chinois.

A Tokyo, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué que le Japon procédait à un réexamen de sa coopération avec la Chine. « Nous n'envoyons aucune mission d'étude pour l'instant », a-t-il ajouté. Quant aux projets en cours, le Japon décidera « cas par cas » de leur réalisation. Des consultations prévues la semaine prochaine à Pékin pour promouvoir les relations culturelles ont également été reportées.

Parmi les pays de l'Est, la RDA confirme sa solidarité avec les autorités pékinoises. Le journal des jeunesses communistes est-allemandes a accusé mardi les médias occidentaux de chercher à déstabiliser le régime communiste chinois tandis que l'organe du parti, le Neues Deutschland, publie les déclarations officielles de Pékin attribuant la responsabilité des violences à un « soulèvement contre-révolutionnaire ».

A Varsovie, en revanche, un porte-parole du gouvernement a exprimé le « profond souci » des autorités polonaises et leur espoir que la crise chinoise sera « résolue par des moyens politiques ». « Nous exprimons, a-t-il ajouté, nos condoléances sincères aux familles des victimes ». Quarante intellectuels polonais de renom se sont, le même jour, déclarés « solidaires des aspirations démocratiques du peuple chinois » et une vingtaine d'étudiants ont entamé un mouvement de grève de la faim devant l'ambassade de Chine. A Belgrade, le bureau politique de la Ligue des communistes yougoslaves a également fait connaître sa « grande préoccupation » devant la répression du mouvement démocratique en Chine et ses « regrets » qu'elle ait entraîné des « victimes innocentes ».

A Alger, la Ligue algérienne des droits de l'homme (reconnue) a salué dans un communiqué « le combat exemplaire de la jeunesse chinoise » et a exprimé sa « consternation » devant le « massacre » dont elle a été victime.

M. Rocard annonce le « gel » des relations avec la Chine

Au cours du débat de ce soir à l'Assemblée nationale, mardi 6 juin, le premier ministre, M. Michel Rocard, a déclaré qu'il s'adressait directement aux députés : « Je communique suffisamment beaucoup d'entre vous pour penser qu'ils auraient sans hésiter rapporté ce débat de censure s'ils avaient mesuré ce qu'il peut avoir d'un peu étrange et, exécuté-moi ce mot, d'un peu dérisoire au moment où retentissent notre attention des événements considérables à l'extérieur de nos frontières, en Pologne, en Iran mais surtout en Chine. Je sais rejoindre vos préoccupations à tous en songeant à la Chine. Nul ne sait ce qu'il pourra en advenir mais il est clair qu'aucune répression n'a jamais eu durablement raison de l'idéal démocratique. Tous nous savons qu'un

pouvoir tout à la fois aveugle et anonyme n'est pas en mesure de s'imposer durablement face à la détermination collective et au courage individuel. Pour ces centaines de milliers, ces millions de Chinois, jeunes et moins jeunes, le sang qui a coulé dans les rues de Pékin n'est pas seulement une réponse inhumaine, c'est aussi une réponse inefficace. (...) Il est clair que nous entendons geler dès maintenant les relations à tous les niveaux avec la République populaire de la Chine ».

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, après le débat de censure, M. Valéry Giscard d'Estaing a approuvé totalement la décision annoncée par M. Rocard. L'ancien président de la République, qui est actuellement

président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a ajouté qu'il souhaite que « la mesure prise par la France soit approuvée et suivie par l'ensemble de nos partenaires européens ».

Toutefois, l'Élysée Matignon a fait savoir dans la soirée de mardi que le gel annoncé par le premier ministre ne touche que les « relations politiques » et diplomatiques. Matignon précise qu'il « n'y aura plus aucun contact entre le président de la République, le premier ministre et les membres du gouvernement avec les dirigeants chinois ». La position française pourrait être « adaptée », ajoute-t-on, si les membres de la CEE « adoptent une position commune ».

Hongkong : un traumatisme profond

HONGKONG
de notre envoyé spécial

« La dette de sang se paie par le sang. Vive la démocratie. » Ce slogan des étudiants de l'université de Pékin s'est répété sur l'immense bande noire qui pend, sur plusieurs étages de hauteur, d'une fenêtre au sommet du nouveau building de verre bleu de la Banque de Chine. Ce message de deuil et de colère, qui se diffuse du nord au sud du pays, témoigne d'une fracture dans les consciences du monde chinois.

Les habitants de Hongkong ne défendent pas seulement les modes de vie d'une enclave en surris. Si les intérêts spécifiques sont loin d'être absents - il y a aussi une motivation plus profonde. Une sorte de surréalisme devant l'indécence qui rattrape profondément, étonnement, Hongkong au grand corps chinois, qui progressivement se paralyse en signe de protestation et dont les villes grondent de colère avec les tanks à leurs portes.

Aux rangs de l'étudiant de Pékin qui déclarait, mardi soir, à la télévision de Hongkong : « Nous ne demandons qu'à vivre en paix », semblait répondre ces phrases, soudain hautes, prononcées les yeux embués de larmes de cette autre étudiante, elle de Hongkong, qui regardait la scène : « Je ne sens encore plus chinoise aujourd'hui qu'hier, mais j'ai honte de la Chine. On fusillait en Chine. Je le savais. Mais je n'aurais jamais cru qu'ils traitaient jusqu'à lui. Quel espoir restait-il aujourd'hui ? Nous sommes comme cette veuve en noir dont on a tué le mari et qui, hier, près de Tiananmen, s'est assise, seule, face à l'armée, priant la tête au sol qu'on lui rende son mari. Les bottes ont martelé la chaussée à côté de son visage. Les soldats sont passés en l'ignorant. Elle est restée seule avec ses larmes, comme nous ».

Ces réactions émotionnelles témoignent d'un traumatisme trop profond pour qu'il s'efface rapidement. Le massacre de Pékin (et désormais, comme tout semble le confirmer, ceux perpétrés dans d'autres villes : sans doute trois cents morts à Chengdu, capitale du Sichuan, seconde ville où a été imposée la loi martiale) est devenu

le ferment d'une résistance dont les motivations sont moins politiques que viscérales.

L'anxiété des habitants de Hongkong se double d'une profonde identification au destin de la Chine. Contrairement aux mouvements patriotiques du passé, nés en réaction à une agression étrangère, cette fois c'est un sentiment d'appartenance à une nation meurtrie par ceux qui sont chargés de la diriger qui unit les Chinois. A Shanghai, Canton, Xian, Chengdu, Nankin ou Wuhan, comme à Hongkong, règne le sentiment que le pays est en crise et que, en tant que compatriotes, il faut barrer la route à un régime qui a perdu toute légitimité.

Des « garanties » pour 1997

Sans doute parce que, cette fois, l'information circule, même avec retard le mouvement en faveur de la démocratie s'est étendu et a pris, dans certaines villes de province, un caractère insurrectionnel. « La démocratie, pour nous, c'est d'abord le respect du peuple par ses dirigeants », poursuit notre interlocuteur. Certes, par le passé, ce respect n'avait pas été non plus leur préoccupation majeure, mais, cette fois, personne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la Chine, ne peut l'ignorer. Ce qui change profondément la donne, estiment des spécialistes de la Chine à Hongkong.

Le fait que la population de la colonie soit sortie de son apathie est significatif de l'ébranlement dans les consciences. Tout aussi significatif est le consensus qui semble se faire jour : la classe politique de Hongkong, de l'oligarchie qui jouait la carte de la modernisation de M. Deng Xiaoping aux libéraux, en passant par les contestataires et les organisations provinciales (journalistes, syndicats) a condamné les dirigeants de Pékin.

« Un pays, deux systèmes », avait promis M. Deng pour rassurer Hongkong. Personne ne croit plus en ce subterfuge destiné à préserver la prospérité de Hongkong tout en évitant que le territoire, une fois réuni dans le giron national, ne « contamine » le reste du pays. Aujourd'hui, il sera difficile aux

futurs dirigeants de Pékin, quels qu'ils soient, d'ignorer ce que les habitants de Hongkong entendent par « garantie » et « démocratie ». Il en va de même pour Macao.

Pour les analystes de la situation chinoise à Hongkong, les « cinquante-cinq jours » du mouvement en faveur de la démocratie et les massacres ont déposé le PCC de ce nationalisme qui avait porté Mao Zedong au pouvoir. C'est une blessure à vif qui soude aujourd'hui le sentiment d'appartenance nationale des Chinois. L'isolement, la stagnation économique, l'instabilité, font partie de l'héritage, désormais empoisonné, de M. Deng, qui avait mis, il y a dix ans, la Chine sur le chemin de la modernisation.

Si la population de Hongkong a manifesté une nouvelle fois son unité, il est évident que le mouvement pour la démocratie commence à se faire jour une certaine tension. S'y ajoutent une anxiété caractérisée par les retraits dans les banques et les achats massifs de produits de première nécessité, et une appréhension : des affiches sont apparues, mercredi, montrant en garde contre les « agents communistes » qui seraient à l'origine des légères échauffourées survenues dans la nuit à l'occasion d'une manifestation.

PHILIPPE PONS.

● Médecins sans frontières et le Nouvel Observateur se sont associés pour affréter un avion-cargo à destination de Pékin. Leur objectif est d'envoyer « en urgence et dans un premier temps » 20 tonnes de médicaments et de matériel chirurgical à destination des hôpitaux pékinois.

● Une initiative d'avocats européens. Un collectif de dix avocats, dont M. Jean-Pierre Mignard, animateur des transcurants au sein du Parti socialiste, a lancé une initiative intitulée « 10000 avocats pour la Chine ». Il s'agit, selon M. Mignard, de « créer le plus grand collège mondial de défense » en appelant tous les avocats européens à « prendre la défense d'une famille de victime, d'un blessé ou d'une personne arrêtée auprès des légations de la République populaire de Chine », et ce en liaison avec les associations chinoises de défense des droits de l'homme. (Tél. : 42-60-32-96).

Le PCF : les responsables de la répression « se sont déshonorés »

L'humanité du mercredi 7 juin publie une déclaration du bureau politique du PCF « à propos des dramatiques événements de Chine ». Sous ce titre, le bureau politique affirme notamment : « La sanglante répression de Pékin soulève l'indignation des travailleurs et de l'ensemble des démocrates du monde. Tous les communistes français se reconnaissent dans le cri de cœur de leur secrétaire général : « Le socialisme ne peut que s'identifier à la libération humaine ».

Le bureau politique souligne que les étudiants « agissent pour que le socialisme chinois réponde aux exigences contemporaines ». L'organe dirigeant du PCF affirme, à propos du choix « de l'écrasement du mouvement populaire » par l'intervention armée : « Les responsables de cette décision se sont déshonorés à l'égard de leur peuple, du mouvement progressiste et du communisme ».

Le communiqué continue : « Ces événements ne condamnent pas le socialisme et les idéaux communistes. Ils en sont le contraire. Les méthodes autoritaires, le pouvoir d'une caste, la culture du chef, l'arbitraire et le recours à la force, la bureaucratie, les privilèges et la corruption, les inégalités sociales, l'incertitude, l'irresponsabilité ne sont pas le socialisme. Ils tiennent à des survivances, dans telle ou telle société socialiste, des tares du capitalisme ou du féodalisme, à des conceptions étrangères au socialisme. Le socialisme, c'est la libération de l'homme et de la femme, la propriété et la justice sociale, le respect de chaque personnalité, l'autogestion et la liberté. (...) »

« Le socialisme ne peut se développer, montrer sa supériorité qu'en procédant à de profondes réformes dont le levier essentiel est en tous les cas la liberté et la démocratie. (...) »

« Ce qui se passe en Chine est l'exemple le plus tragique des luttes après qui se déroulent dans bien des pays socialistes entre les forces révolutionnaires qui comprennent la nécessité de profonds changements et agissent pour les favoriser, les conservateurs qui s'y opposent, et les partisans du retour au capitalisme ».

Tout en se refusant à toute ingérence, les communistes français soutiennent avec détermination les forces qui agissent pour le renouvellement du socialisme partout, pour des réformes dans tous les domaines, pour la démocratie et la transparence.

« Le bureau politique du Parti communiste français renouvelle sa condamnation de la criminelle répression de Pékin et en exige l'arrêt immédiat. Il assure de sa solidarité active le peuple chinois et tous ceux - communistes ou non - qui, en Chine, espèrent que le socialisme et la liberté marchent du même pas ».

Premiers témoignages de touristes français rapatriés

« C'était Beyrouth »

Avec trente-sept autres touristes français, qui se trouvaient à Pékin et à Shanghai, Yves a eu la chance de trouver un vol pour rentrer à Paris, mercredi 7 juin au matin. « Nous avons eu les derniers billets délivrés par la CAAC » (la compagnie aérienne chinoise), raconte-t-il, visiblement soulagé d'être de nouveau sur le sol français.

Pris dans la tourmente de la répression qui s'est abattue sur Pékin le week-end dernier, Yves est un des rares parmi le groupe à avoir vu les événements de très près. Alors que les autres voyageurs étaient consignés à l'hôtel pendant trois jours, par mesure de sécurité, lui a pu s'aventurer dans les rues de la ville. « On a voulu aller faire un tour en voiture à la porte de la ville », on a vu des tanks qui viraient dans notre direction, dit-il. Ils tiraient sur tout ce qui bougeait, c'était Beyrouth. Surtout lundi, du côté de l'avenue de Shanghai, ça ferrailait beaucoup. Hier, c'était plus calme ».

D'autres témoins évoquent le commencement des émeutes, du vendredi 2 juin au samedi 3. « La nuit a été très chaude, raconte l'un d'eux. On n'a fermé l'œil. Puis il continue l'engrenage de la violence. « La journée avait été normale. On avait visité la muraille de Chine et

le soir on est allé au théâtre. Et c'est là, en rentrant du spectacle, qu'on a été pris d'assaut. Notre car était complètement encerclé, les cailloux volaient. On nous a interdit de prendre des photos, bien sûr. Le lendemain, les touristes ont pu constater l'ampleur des dégâts depuis les fenêtres de leur hôtel : plusieurs dizaines de camions militaires et aussi des chars légers, disent-ils, complètement calcinés.

De retour de Shanghai, un second groupe de Français fait état d'une situation plutôt moins tendue dans cette ville. « Je n'ai pas vu de gens tirer sur la foule. Dans notre quartier, à quelques kilomètres du centre, les gens sont restés très pacifiques », affirme un des accompagnateurs. « Mais les points stratégiques de Shanghai, les accès routiers et ferroviaires sont bloqués par la population pour empêcher l'armée de passer. Et j'ai vu des rues bouclées par des autobus », poursuit-il. Apparemment, les autorités de la ville sont débordées : le conseil de France a dû ouvrir la route pour accompagner la quinzaine de touristes à l'aéroport. Personne d'autre n'avait voulu en prendre la responsabilité.

J. R.

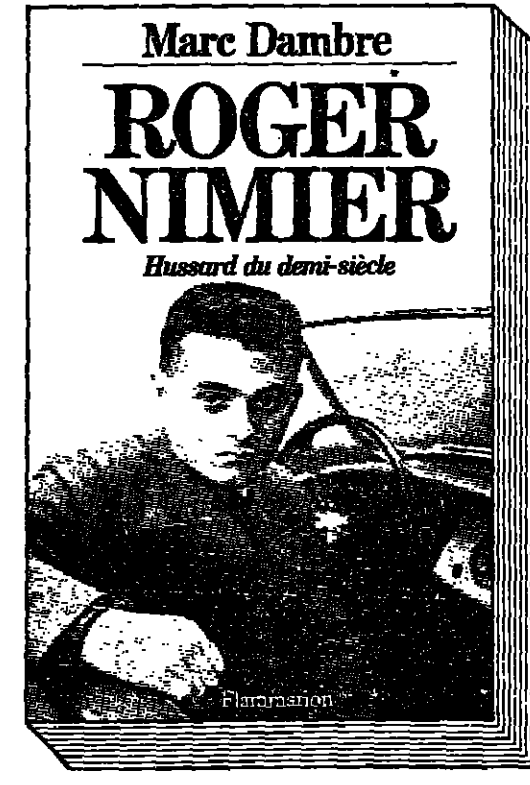
Avec Le Monde sur Minitel.

ENSTIM ALÈS
ENSTIM DOUAI

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le hussard des fifties.



Une patiente résurrection... Tous ceux qui enragent de n'avoir pu bavarder avec Nimier retrouveront un esprit fin, volatilis, érudit, de réelle fantaisie. On se réglera avec l'ouvrage de Marc Dambre.

Jean-Paul Enthoven
Le Nouvel Observateur

Sa rigueur dans l'analyse est exemplaire.

Angelo Rinaldi - L'Express

Avec brio et compétence... une monumentale biographie.

Patrice Delbourg
L'Événement du Jeudi.

Flammarion

مكتبة الأمل

La répression à Pékin

A Paris

Les heures de fièvre de Radio-Asie

Appuyé à une table caennaise par les dossiers, Peng Yan relit hâtivement des notes rédigées en chinois. Elles sont le résultat d'une journée de travail, d'une dizaine de coups de téléphone vers la Chine, d'une collecte de renseignements venus de Hongkong, de témoignages recueillis ici et là, à Paris, Shanghai ou Pékin. Peng résume les dernières nouvelles au directeur de la station, Michel Lefebvre, qui s'apprête à intervenir à l'antenne : la mort de Deng Xiaoping, annoncée par un journal de Hongkong, n'a pas été confirmée ; des unités de l'armée se sont affrontées dans l'après-midi dans la banlieue ouest de Pékin, les premiers soldats qui ont donné l'assaut seraient, dit-on dans la capitale, des prisonniers militaires à qui l'on aurait promis la liberté. Il est bien sûr 16 heures. L'heure à laquelle s'ouvre, tous les jours, l'antenne de Radio-Asie.

Depuis bientôt un mois, la station vit nuit et jour aux côtés de Pékin. Tous les programmes ont été bouleversés. Dans le petit studio envahi par les fils et les affiches, on ne parle plus que de ce qui se passe « là-bas ». Des flashs réguliers en français et en mandarin, des informations en laotien ou en thaïlandais, des tables rondes plusieurs fois par jour, des dialogues improvisés en cantonais, des coups de téléphone en direct de Hongkong. « Tous les jours, nous avons au téléphone des habitants de Pékin, et les Chinois qui vivent en France nous appellent à toute heure et nous disent ce que leurs familles, sur place, leur ont

annoncé, explique Richard Sola, le responsable de l'information. Les Français ont parfois du mal à obtenir des nouvelles au téléphone car les habitants de Pékin ont peur d'être sur écoute. Nous avons ici des Chinois qui parlent mandarin et cantonais et, pendant ces conversations, nous évitons de parler en français autour du téléphone. Nous évitons aussi de mentionner le nom de la radio. Du coup, nos interlocuteurs, qui savent, eux, que nous sommes, peuvent parler plus librement. »

Depuis le début du mouvement étudiant, Radio-Asie a été « corrépondant aux quatre coins de Pékin. Elle a appris la mise en résidence surveillée de Zhao Ziyang quelques heures à peine après l'événement : un voisin leur a téléphoné en voyant la police prendre position autour de la demeure du secrétaire général du Parti communiste chinois. Le téléphone, c'est vrai, sonne sans arrêt.

C'est une radio submergée par l'information et, parfois, victime des rumeurs. « Tout va très vite et les nouvelles se transforment à cause

de la peur qui règne là-bas, souligne Peng Yan. Nous nous en tenons donc aux témoignages directs, même s'ils sont partiels, et nous essayons de les vérifier auprès d'autres Chinois. En général, nos interlocuteurs nous disent ce qui se passe dans leur quartier, sous leurs yeux, et nous mettons tout à bout ces témoignages. »

Mais le temps est compté. Radio-Asie, qui affirme être écoutée par près de deux cent mille auditeurs, partage sa fréquence - 95,6 mégahertz - avec une station que ses détractés avec la CNCL ont fait connaître : Radio-Courtoisie. Un mariage houleux et déséquilibré : Radio-Asie dispose seulement de cinq heures d'antenne quotidiennes. Malgré la suppression de toutes les émissions, l'absence de musique et la priorité absolue donnée aux informations venant de Pékin, Radio-Asie maintient son partenariat à chaque fois qu'elle doit abandonner l'antenne. Comme si on lui coupait brutalement la parole. « Cela s'arrange pas nos désaccords politiques de toujours », explique M. Michel Lefebvre. Nous sommes une radio de communauté apolitique, et nos voisins sont clairement d'extrême droite. Le mariage est explosif. » A 18 heures, lorsque Radio-Asie reprend l'antenne, les ondes changent de ton. Des journalistes à la voix posée prennent le relais des débats pressés et bruyants de Radio-Asie. Et ces journalistes, eux, relèguent les nouvelles de Chine en fin de bulletin.

ANNE CHEMIN.

Autorisée in extremis il y a deux ans...

Radio-Asie est apparue sur les ondes parisiennes l'été 1987, autorisée in extremis par la CNCL submergée par les demandes pressantes des diverses communautés ethniques de la capitale. La station devait toutefois partager sa fréquence avec une autre station parisienne Radio-Courtoisie - et se contenter d'émettre cinq heures par jour (de 16 à 18 heures et de 21 heures à minuit). Association régie par la loi de 1901, Radio-Asie est présidée par M. Michel Lefebvre, un Français très lié aux milieux asiatiques, et compte une dizaine de salariés et une quarantaine de pigistes et bénévoles.

Elle vit essentiellement de la publicité - très présente sur l'antenne - des spots commerciaux et des messages institutionnels lui assurant des recettes d'environ 200 000 francs par mois. La radio est diffusée par Télédiffusion de France depuis la tour de Romainville sur la fréquence 95,6 MHz. Ses liens étroits avec l'ensemble des communautés asiatiques se traduisent par une répartition de l'antenne selon les nationalités : la communauté vietnamienne le mercredi, cambodgienne le jeudi, laotienne le vendredi, chinoise le samedi, thaïlandaise le lundi...

La capitale chinoise en proie au chaos

(Suite de la première page.)

Des milliers d'hommes et de nombreux véhicules et blindés ont quitté dans la matinée de mercredi la place Tiananmen pour se diriger vers l'est de la capitale. Ils ont ouvert le feu en passant devant un complexe résidentiel pour étrangers où vivent plusieurs milliers de personnes, le « ghetto » de Jianguomenwai. En début d'après-midi, des troupes prenaient position autour de ce complexe et à proximité de la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis ; l'ambassade américaine a donné asile lundi au plus célèbre dissident chinois, l'astrophysicien Fang Lizhi, inquiet pour sa sécurité.

Justifiant leur intervention par la recherche d'un tueur isolé qui aurait fait feu sur eux à partir d'un toit, les soldats ont bloqué les portes d'accès au complexe, créant un début de panique dans ce secteur à proximité duquel s'étaient déjà produits des affrontements. De nombreux résidents se sont enfuis. Selon les dernières informations en provenance de Pékin, les liaisons sont de plus en plus difficiles avec la

Chine - ces soldats se seraient retirés après avoir saqué des appartements et contrôlé l'identité du personnel chinois qui y travaille. Les marines procèdent à l'ambassade américaine ont immédiatement commencé l'évacuation des ressortissants américains se trouvant à Jianguomenwai pour les replier sur les locaux de l'ambassade. Des milliers de membres de la communauté étrangère de Pékin cherchent à quitter la Chine et certains préparent d'envoyer des avions spéciaux pour les évacuer.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré mardi matin 6 juin que les principaux dirigeants chinois semblaient avoir quitté Pékin pour des bases militaires proches de la capitale ou s'être dispersés. Le département d'Etat n'a pu entrer en contact qu'avec des cadres intermédiaires, mais pas avec les hauts dirigeants, et nous avons essayé. En période agitée, ils se rendent traditionnellement à des postes de commandement situés autour de la ville », a ajouté M. Fitzwater.

Selon des photographies prises par des satellites américains, « des centaines de milliers de soldats sont massés autour de Pékin ». Une source officielle à Washington a donné le chiffre de 350 000 hommes, mais d'autres estiment que ces effectifs sont un peu moins importants. Un autre responsable, citant les services de renseignements américains, a estimé que le bilan de la répression depuis le début de la répression s'élevait à 3 000 morts, mais qu'il pourrait être plus lourd. C'est pourquoi les Etats-Unis ont à la fois réitéré leur avertissement à leurs ressortissants de ne pas se rendre en Chine et décidé de prolonger d'une année les visas des Chinois se trouvant actuellement en territoire américain. Les experts américains des affaires asiatiques estiment que la lutte fratricide qui a commencé à Pékin pourrait se transformer en une guerre civile.

On dirait presque que la Chine glisse en arrière pour se retrouver au point de départ, dans la guerre civile, dans la lutte de pouvoir par le gouvernement central », a déclaré M. Kissinger. Le président de la Société asiatique, M. Robert Osnan, estime : « Ce que vous avez en Chine est un genre de guerre hautement personnelle et en même temps une guerre civile à l'échelle nationale. »

Quelle que soit l'évolution de cette situation, la Chine est désormais un pays sinistré et qui se reforme lentement sur lui-même. Si l'on en croit du moins les propos xénophobes et menaçants de ses rares porte-parole qui s'en prennent avec violence aux mesures de rétorsion et à l'annulation des visites officielles prises par de nombreux pays pour protester contre la sanglante répression. Pour sa part, le premier ministre français, M. Michel Rocard, a annoncé mardi à la tribune de l'Assemblée nationale le « gel » des relations entre Paris et Pékin.

P. de B.

Amériques

ÉTATS-UNIS : après la démission de M. Wright

M. Tom Foley a été élu président de la Chambre des représentants

Le monde politique américain compte un nouveau grand : M. Tom Foley, représentant démocrate de l'Etat de Washington, élu, mardi 6 juin, speaker - c'est-à-dire président - de la Chambre des représentants, - et à ce titre premier personnage du Congrès, et troisième personnage de l'Etat (il serait appelé à occuper la Maison Blanche si le président et le vice-président venaient à disparaître). L'élection n'a été qu'une formalité : les démocrates disposent d'une majorité écrasante à la Chambre, et le choix de M. Foley était acquis depuis que son prédécesseur, M. Jim Wright, objet d'une enquête du Comité d'éthique, avait annoncé, mercredi 31 mai, sa démission.

L'homme de toutes les vertus

WASHINGTON de notre correspondant

Jim Wright s'en va, les épaules chargées de tous les maux et de toutes les compromissions du Congrès (il s'est présenté lui-même en « victime exploitée ») et Tom Foley arrive, précédé d'une réputation d'homme de toutes les vertus. La vie politique américaine n'en sera peut-être pas soudainement changée, mais on attend au moins du nouveau speaker qu'il détende l'atmosphère acrimonieuse qui régnait ces dernières années au Congrès ; aussitôt après son élection, il s'est déclaré disposé à travailler avec la minorité républicaine « dans un esprit de coopération et de plus grande consultation ». « Fier d'être démocrate », il a demandé aux membres des deux partis « de renier l'amertume, l'hostilité et la division ».

Reputé pour son tempérament conciliateur, il devrait aussi rendre plus harmonieux les rapports - par nature conflictuels - entre le Congrès et la Maison Blanche, dont l'hôte actuel, George Bush, se réclame lui aussi d'un esprit de coopération. Enfin - et peut-être surtout - les démocrates attendent de lui qu'il redonne le blason de leur parti, un parti associé, plus encore que le républicain, aux turpitudes privées ou institutionnelles d'un Congrès qu'ils contrôlent, particulièrement la Chambre des représentants, où ils détiennent depuis trois décennies une majorité inébranlable.

Très grand et massif de corps, le visage serein et éminemment sympathique, c'est un homme qui inspire confiance et semble la rectitude incarnée, alors que son prédécesseur, avec ses voix rauques et ses sourires forcés, laissait une impression de malaise. On reconnaît aussi à ce descendant d'Irlandais, élu et réélu depuis vingt-cinq ans dans un district rural de l'Etat de Washington, de grandes qualités intellectuelles, une curiosité d'esprit et même de l'humour.

Seul reproche publiquement exprimé à son propos : il aurait un

peu trop tendance à peser longuement le pour et le contre, et même « les trois faces d'un problème », selon l'expression d'un de ses amis. Mais on apprécie son comportement de gentleman, qui l'a conduit, au lendemain de sa première victoire électorale, à offrir une réception en l'honneur de son adversaire républicain, et son fair-play, puisqu'il n'hésite pas à rendre hommage - à propos de l'aide aux désertés - à une administration pourtant bien décriée, celle de Richard Nixon, symbole de toutes les abominations aux yeux de ses collègues démocrates.

Toutes ces qualités ne l'empêchent pas d'être aussi un élu comme les autres, et même un élu particulièrement choyé par les groupes de pression et autres comités d'action politique, qui lui ont offert, en 1988, pour 550 000 dollars de contributions (un seul représentant a fait mieux en la matière, le chef de file républicain Bob Michel). Il arrondit aussi ses fins de mois en recevant, pour des discours ou des apparitions publiques, des « honoraires » dont il garde tout ce que la loi lui permet de garder. Il est fort apprécié par la National Rifle Association - le lobby des détenteurs d'armes et des armuriers - parce que hostile à toute forme de contrôle de la vente des armes à feu, comme ses électeurs et, comme, jusqu'à une période très récente, la quasi-totalité des élus de l'Ouest. Cela peut surprendre de la part d'un homme qui affiche par ailleurs de solides convictions libérales - il est hostile à la peine de mort et en faveur du droit à l'avortement.

M. Foley est marié, sans enfants, et, depuis qu'il siège au Congrès, sa femme travaille à ses côtés comme assistante parlementaire ; elle le fait bénévolement, un autre bon point pour le nouveau speaker. M. Wright, lui, avait dû expliquer pourquoi sa femme avait repris du travail : elle était devenue une sauteuse en correspondant à aucun travail apparent.

JAN KRAUZE.

ARGENTINE : initialement prévue le 10 décembre

La transmission du pouvoir entre M. Alfonsín et M. Menem serait avancée

L'ensemble de la classe politique argentine devrait se prononcer très prochainement pour une anticipation de la passation de pouvoir entre le président radical Raúl Alfonsín et son successeur élu, le péroniste Carlos Saul Menem. Les partis de gauche, comme ceux de la droite libérale, se sont déjà déclarés en faveur d'une telle solution. Le président du Parti justicialiste (péroniste), M. Antonio Cafiero, a estimé pour sa part, lundi 5 juin, que « le peuple ne peut attendre jusqu'au 10 décembre », date initialement prévue selon la procédure constitutionnelle. L'instance exécutive de l'Union civique radicale a décidé de réunir dans les prochains jours le plénum du parti pour se prononcer sur une anticipation qu'elle semble aussi appeler de ses vœux. La prise de fonctions de M. Menem pourrait avoir lieu le 9 juillet (date de la fête de l'indépendance) ou le 17 octobre.

Pour les milieux populaires les plus défavorisés, comme pour la classe moyenne ou le monde des affaires, le président Alfonsín ne dispose plus du minimum de crédibilité

nécessaire après l'échec de son parti aux élections générales du 14 mai dernier. M. Carlos Saul Menem, qui semblait jusqu'à présent à assumer ses fonctions avant la date prévue, a pratiquement constitué son gouvernement (1). Tout semble désormais dépendre de la volonté de l'actuel chef de l'Etat. (AFP, Reuters).

(1) Seul reste à pourvoir le portefeuille du travail, qui doit traditionnellement revenir à un syndicaliste. La composition actuelle du cabinet péroniste est la suivante : affaires étrangères : M. Domingo Cavallo ; intérieur : M. Eduardo Duhalde ; défense : M. Italo Luder ; économie : M. Miguel Roig ; travaux publics et services : M. José Oscar Bordón ; action sociale : M. Julio Corzo ; éducation : M. Antonio Salas ; secrétaire général de la présidence : M. Alberto Kohan. En marge de la désignation du cabinet, une nomination a été remarquée, celle du journaliste Juan Bautista Yofre, ancien collaborateur du prestigieux quotidien *América Financiera*, comme chef de Service de renseignements de l'Etat (SIDE).

BIBLIOGRAPHIE

« L'Empire immobile », d'Alain Peyrefitte

Voyage dans la Chine éternelle

Après les grands points d'interrogation de *Quand la Chine s'éveille*, et du *Mal français*, c'est tout de même un tour de force que vient de réussir Alain Peyrefitte en parvenant à nous passionner - je dirai même à nous passionner, et il ne fait pas de doute que ce qu'il est convenu d'appeler le grand public - suivre - à un an d'histoire de la Chine racontée avec force détails, notes et addenda en plus de 500 pages serrées. Encore cette année sur laquelle il s'attarde avec délectation n'est-elle pas 1911 ou la révolution, ni 1949 ou la prise au pouvoir de Mao, ni même 1966, qui marqua le début de la révolution culturelle, mais tout simplement un lointain 1793 qui vit l'échec de la première grande ambassade britannique de lord Macartney à Pékin.

A première vue, le propos même déconcerte. Quand les sinologues du monde entier s'interrogent sur ce qui se passera demain (c'est-à-dire déjà hier) sur la place Tiananmen ou tentent sans succès de définir le nouvel équilibre des pouvoirs au sein du Parti communiste chinois, pourquoi diable consacrer tant d'années, d'efforts et de voyages à étudier par le menu un événement que seuls les spécialistes de la Chine ont gardé en mémoire ? Si l'auteur s'en explique déjà dans sa préface, c'est pourtant le livre tout entier qui nous en fournit la clé - et l'on comprend alors pourquoi cet « Empire immobile » d'hier est soudain indispensable à la connaissance de la Chine de demain dont il donne (presque) toutes les clés.

Ayant lu par hasard les *Relations du voyage à la Chine et à la Tartarie* à la suite de l'ambassadeur du lord Macartney, publiées au dix-huitième siècle dans la « Bibliothèque des voyages », M. Peyrefitte n'a pas pu ne pas voir, lorsqu'il a découvert la Chine en 1971, ce qui lui sautait aux yeux : qu'entre l'empereur Qianlong, qui écrivait le premier émissaire officiel venu de l'Ouest, et Mao lui-même, entre le maître et la civilisation codée des Hans et des Mandchous, l'« édit sacré », qui réglait son protocole et la méfiance tant qu'on avait pour tout ce qui venait de l'étranger, la conscience surtout qu'il n'était de vérité ni de voir vers la vérité hors

de la voie chinoise, il n'y avait que peu de différence. On avait fait table rase du passé pour mieux en glorifier la règle, et la règle, c'était la lettre qui écrivait l'esprit. « Le tour de force de Mao, note Alain Peyrefitte, fut de donner aux Chinois le sentiment qu'ils restaient fidèles à leur héritage tout en l'abolissant. »

En deux cents ans, la Chine n'avait cessé, pour tenter d'aller de l'avant, d'appliquer des modèles strictement chinois : un peu moins de deux siècles après l'ambassade de Macartney, elle n'avait traversé crise après crise que pour en arriver au degré de non-développement que l'on sait - alors qu'il ne s'était écoulé que quinze ans au Japon entre la mission du commandant Perry en 1852 et le début de l'ère de Meiji. Voilà la constatation de départ. Bien sûr, l'immensité du territoire exigeait une méthode de gouvernement et un système de pensée unificateurs - en 1793 comme en 1971, la population chinoise représente le tiers de la population mondiale : qu'on en tire les conséquences ! Aussi, en 1971 comme en 1793, c'était toujours la lettre qui gouvernait l'esprit - et tout ce que le voyageur français pouvait découvrir en 1971 était déjà omprégné dans les récits de 1793.

Du Duby écrit par un Sultzer

Une fois éveillée cette première curiosité, Alain Peyrefitte ne pouvait qu'aller de l'avant. Il a alors lu, cherché, retrouvé, accumulé les sources sur ce voyage ; pas moins de six documents différents avaient paru sur le moment, dus à divers membres de la mission ; d'autres ont été retrouvés plus tard ; et, surtout, les autorités chinoises elles-mêmes, sollicitées par l'auteur, ont retrouvé leurs propres archives. Tout cela, traduit et publié, préfacé par Alain Peyrefitte, va bientôt paraître : cet *Empire immobile* qui nous arrive aujourd'hui en est en quelque sorte la fabuleuse somme : au jour le jour, c'est le récit d'une expédition, de son séjour et de ses débâcles qui nous est simplement raconté.

Et c'est là qu'Alain Peyrefitte réussit son tour de force : il fait de

ce récit à plusieurs voix un véritable ouvrage historique et romanesque où un Georges Duby rencontrerait (que tous nous pardonnent ce si hasardeux rapprochement !) un Sultzer pour raconter l'histoire d'un formidable échec. Parce que Macartney a refusé de se prosterner trois fois, le front à terre (comme savent si bien le faire les japonais et autres lazaristes) devant le Fils du Ciel, il est reparti les mains vides. C'est tout, mais on suit passionnément pendant cinq cents pages l'itinéraire de cet échec.

Ce choc des mondes, le car c'est bien de cela qu'il s'agit, la rencontre de deux incompréhensions : l'Anglais libéral d'Adam Smith et la centralisation absolue d'un royaume clos comme une boucle de billard - et le retour de chacun à sa propre vision ethnocentriste, peut se lire en réalité de deux manières.

Qu'en nous découvrons page après page le minutieux récit du rendez-vous manqué. L'abondance comme l'époustouflante diversité de l'information, les yeux européens et chinois qui se croisent et se répondent en font un document exceptionnel en même temps qu'un discours prémonitoire. Cette formidable entité qu'est la Chine mandchoue sait bien qu'elle est l'empire du Milieu, c'est-à-dire le centre du monde ; mais lovée sur elle-même, reformée, caduquée (un édit a paru au milieu du dix-huitième siècle qui interdisait aux étrangers d'apprendre le chinois et de parler à des Chinois sans le secours d'un interprète officiel), elle ignore superbement ce monde. Quand elle s'éveille...

Deux siècles avant les événements de la place Tiananmen, nous voyons déjà l'immensité du désir de roulement d'un pouvoir omnipotent qui observe tout, fût-ce derrière un rideau, et pousse en avant tel ou tel pion, tel ou tel mandarin ou ministre qu'il manipule comme une marionnette ; et dans le même temps, nous devinons l'aveuglement (ou mieux : la totale impossibilité de compréhension) de ceux qu'on appelle les spécialistes de la Chine, toujours en retard d'une interprétation.

Mais on peut aussi lire *L'Empire immobile* comme un roman d'aven-

tures admirablement ficelé, avec ses rebondissements, ses personnages principaux étonnants en grotesques, ses composites. Ainsi l'étonnant (et combien véridique, bien sûr !) personnage du petit page Thomas George Staunton, fils du second de l'expédition de 1793, qui, à onze ans, est le seul à se donner la peine d'apprendre le chinois, et qui voit tout, note tout : en 1816, il sera, comme son père, second d'un nouvel émissaire, lord Amherst, et lui, si inventif vingt-trois ans plus tôt, ne réussira pas mieux que ses prédécesseurs et se fera chasser comme un malpropre du Palais d'été - pour mieux réclamer, vingt-quatre ans encore après, en 1840, la guerre de l'opium !

Quant à l'écriture même de ce roman d'aventures, elle est d'une étonnante fluidité, aussi en l'espace et le temps. Ainsi le seul récit du voyage en mer, ces neuf mois de navigation tour à tour épuisante et radieuse, est-il tissé de courtes scènes qui sont autant de retours en arrière et de projections vers l'avenir, où le héros (lord Macartney) et ses compagnons voient ceux qu'ils vont affronter, ondoient entre Rio et les Indes avant, Saint-Petersbourg chez le prince Galitzine et Batavia déclinée par les fièvres, ajoutant à la multiplicité des points de vue celle des temps du récit.

Ainsi, comme les précédentes sommes d'Alain Peyrefitte, *L'Empire immobile* est-il le livre-clé d'un moment d'une histoire, lointaine cette fois, mais qui se révèle d'une telle actualité qu'elle balaye les mille et une anecdotes qui font le tout-les-jours de nos chroniqueurs et autres spécialistes. La gague, c'est que le livre même n'est fait que d'anecdotes ; mais Peyrefitte élève l'anecdote au rang d'histoire universelle, et l'actualité d'hier devient romanesque d'aujourd'hui pour nous en dire un peu plus sur la Chine de tous les temps.

PIERRE-JEAN REMY, de l'Académie française

* *L'Empire immobile ou le choc des mondes*, d'Alain Peyrefitte, Fayard, 552 p., 140 F.

LUNDI 12 DATÉ 13 JUIN

MARDI 13 DATÉ 14 JUIN

SECTEURS
DE POINTE

EXCEPTIONNELLEMENT
DEUX RENDEZ-VOUS

Proche-Orient

Scènes de délire à Téhéran

Les successeurs de l'imam Khomeiny ont transformé ses obsèques en une démonstration d'unité autour du régime

Commentant la mort de l'imam Khomeiny, M. François Mitterrand a estimé, mardi 6 juin, à Tunis, que la disparition du guide iranien « signifie un temps nouveau, un temps différent dans l'histoire de l'Iran ». « Il me paraît difficile d'imaginer que l'Iran pourra continuer au même diapason », a-t-il souligné, ajoutant : « Nul ne peut prévoir comment se résoudront des rapports de force et d'influence. » Je souhaite, a-t-il conclu, que l'Iran se retrouve

dans le concert international sur des bases de coopération acceptables. »

A New-York, le drapeau des Nations unies a été mis en berne au siège de l'ONU, mardi, pendant vingt-quatre heures. Au Caire, l'imam d'Al Azhar, la plus haute autorité théologique de l'Islam sunnite, a exprimé sa sympathie « au peuple iranien dans les circonstances qu'il traverse actuellement ». Il a, en outre, appelé l'Iran et

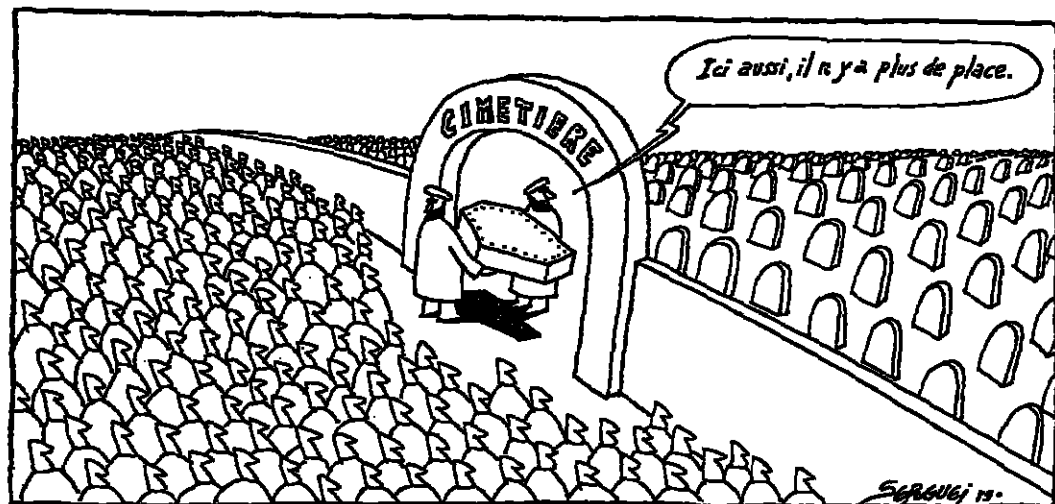
l'Irak à « éliminer les séquelles de la guerre et à s'atteler à la reconstruction ». A Moscou, M. Gorbatchev a adressé un télégramme au président Ali Khamenei, en notant que « les récents progrès dans les relations soviéto-iraniennes sont étroitement liés au nom de Khomeiny ». A l'Islamabad, enfin, l'Assemblée nationale pakistanaise a qualifié la mort de Khomeiny de « perte irréparable pour le monde musulman ».

La descente de l'avion qui le ramenait d'exil.

Manifestation la plus importante depuis le 11 février 1979, le défilé de mardi avait incontestablement, dans l'esprit des héritiers de l'imam, un objectif très clair, à un moment où leur capacité à assumer cet héritage est souvent mise en doute : démontrer que, contrairement

aux, irrésistiblement absorbés par une masse toujours plus compacte. Point de convergence de ce flux intertemporel : un mausolée — ou lieu de prière vaste étendue désertique entourée de hautes barrières en métal, au centre de laquelle reposait le corps de l'imam. Exposé sous une protection de verre, dans une sorte de sphère réfrigérée, sa

qui paraissent crêner les cimes. Dans la chaleur croissante, le survol d'hélicoptères militaires assourdissait les prières, conduites par le grand ayatollah Reza Golpayegani, l'une des plus hautes personnalités religieuses chiites, qui n'a jamais été considéré comme un grand admirateur de l'imam Khomeiny. Puis le flux s'est inversé, la marée



dépouille avait été placée sur une estrade noire. Autour, la foule. Plus loin encore, bien au-delà des barrières métalliques, toujours la foule, jusque sur les hautes collines du nord de Téhéran.

Le soleil, voilé par la pollution et la poussière, déclinait en ombres chinoises des silhouettes immobiles

humaine est descendue vers le sud, vers le grand cimetière de Behesht-e Zahra, à côté duquel l'imam devait être inhumé, là où un mausolée vient de dominer le cimetière des Martyrs. Mais la foule était trop dense.

Le convoi automobile a bientôt été bloqué. Alors, le corps a été déposé dans un chariot à bord d'un hélicoptère. A Behesht-e Zahra, la gravité du tout début de journée a fait place à une passion telle qu'à l'arrivée du corps, celui-ci fut littéralement arraché de l'hélicoptère : le lincoï blanc, déchiré. La bousculade a atteint alors son paroxysme. L'inhumation devint impossible.

Le tout-puissant président du Parlement, l'ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, n'a pu, lui, sortir de l'hélicoptère, noyé — tout comme celui qui avait transporté la dépouille de l'imam — dans la foule tournant au-dessus des têtes. Ceinture de containers, disposée en carré, l'espérance, où avait été creusée la tombe de l'imam, faisait penser à une mer déchaînée.

Le corps a finalement été escamoté et reconduit vers l'ancienne résidence de l'imam. Ce contretemps n'a pas découragé les fidèles, qui sont restés sur place, malgré une atmosphère rendue irrespirable par la poussière et le sable. Les cheveux, les visages, les habits étaient blancs. Les hommes s'évanouissaient, malgré les canons à eau des pompiers et des hélicoptères. Dans le plus pur style des manifestations iraniennes depuis la révolution, abatement et déchirement, immobilité et battements frénétiques de poitrines ou de têtes, alternaient sans cesse.

Ce n'est finalement qu'en milieu d'après-midi que l'imam Khomeiny a pu être inhumé, sans sans mêlées et bousculades, bien que les gardiens de la révolution aient tenté de garder la foule à distance. Extrait du corneil en métal, le corps de l'imam repose désormais tout près du cimetière où, il y a un peu plus de dix ans, celui qui venait de renverser le chah était venu, dans des conditions tout aussi tumultueuses — honorer les « martyrs de la révolution » des

Au Liban

La communauté chiite, orpheline

BEYROUTH de notre correspondant

La communauté chiite libanaise est orpheline de Khomeiny. Les deux autres communautés musulmanes, sunnite et druze, s'associent à son deuil, mais non à son affliction. Quant au républicain chrétien, l'événement y a été ressenti et soupesé, sans excessive satisfaction, sous l'angle de ses répercussions potentielles sur la crise libanaise, qui ne sont pas nécessairement favorables, du moins à court et moyen termes.

Les deux milices chiites rivales, Amal, qui n'a jamais eu de relations très chaudes avec la République islamique d'Iran, et le Hezbollah, à l'opposé, est une emanation du khomeinisme, ont appelé à une grève générale, tandis que le premier ministre (sunnite) décrétait trois jours de deuil officiel. Tout le secteur musulman a participé au mouvement. Seule nuance : la grève du Hezbollah est de trois jours, celle des autres formations, d'un seul.

Si les chiites du Liban sont loin d'être tous, politiquement et sociologiquement, acquis à la révolution islamique de type iranien, Khomeiny leur a incontestablement insufflé une identité et une dignité grégaire, comme naguère Nasser avec les Arabes. Sous cet angle, tous les chiites libanais sont khomeinistes. Mais si l'adhésion de la majorité d'entre eux — les « amalistes » et les sans-parti — s'arrête là, celle

des Hezbollah est inconditionnelle et illimitée.

C'est parmi ces derniers que le vide laissé par le « Guide » aura le plus d'effets, car ils risquent de devenir un terrain propice à la répartition. La Syrie, implantée dans toutes les régions où fleurit l'inséisme musulman, en particulier chiite, dont les zones de prédilection sont la Bekaa et la banlieue-sud de Beyrouth, est bien placée pour encadrer la situation. Et c'est bien ce qui inquiète les autres communautés du Liban : les chrétiens, mais aussi les musulmans sunnites.

Si donc à l'échelle régionale, Damas peut avoir à perdre avec le décès de Khomeiny, en cas d'affaiblissement de son allié iranien et, en conséquence, de montée en puissance de son ennemi irakien, sur le plan strictement libanais, l'événement lui est, paradoxalement, profitable. Les otages occidentaux auront-ils de meilleures chances de recouvrer la liberté ? C'est impossible à prévoir à ce stade. Cela dépendra de l'étendue et des conditions de la mainmise syrienne sur le mouvement intégriste — qui n'est que virtuelle — et aussi, de la politique de Damas à l'égard de l'Occident le jour où, éventuellement, les otages seront à sa seule discrétion. L'on n'ose, à Beyrouth, se hasarder à de telles prédictions.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL

« Permis d'entrée » pour les travailleurs de Gaza

JERUSALEM de notre correspondant

« Permis d'entrée en Israël » : telle est la mention figurant sur les cartes en plastique que l'administration israélienne a entreprise — pour la première fois depuis 1967 — de distribuer aux Palestiniens de la bande de Gaza désireux d'aller travailler en Israël.

La remise de ces cartes a commencé mardi 6 juin et a pour objet d'interdire l'accès en Israël à toute personne ayant été condamnée pour « atteinte à la sécurité » : ces nouvelles pièces d'identité magnétisées, qui coûtent 20 shekels (80 F) à chaque Palestinien, pourront être

lues par un système informatique à la sortie de la bande de Gaza. Ce filtrage, dit-on en général, devrait empêcher quelque 2 000 Gazans de travailler en Israël, sur les 45 000 à 50 000 qui s'y rendent quotidiennement.

Ce type de sanction économique et de mesure de contrôle de la population est parfois très mal vu de la droite et de l'extrême droite israéliennes : il officialise une distinction claire et nette entre les territoires occupés et Israël, distinction que ces partis ont toujours voulu gommer — au nom du Grand Israël.

Quelques centaines de cartes ont été distribuées mardi. La bande de Gaza avait été interdite à la presse,

alors que la journée était marquée par des affrontements qui se sont soldés par deux morts et près d'une vingtaine de blessés. A Jérusalem, plus de 2 000 personnes, y compris des députés arabes israéliens, ont suivi les funérailles nationales organisées par les militants nationalistes à l'occasion du décès d'Ornar Al Kassem (quarante-huit ans), le plus « vieux » prisonnier de sécurité » palestinien en Israël. Membre du FOLP, Ornar Al Kassem est mort dimanche en prison, après vingt et un ans de détention. Il avait été condamné à vie en octobre 1968 pour s'être infiltré de Jordanie avec un commando qui fut ensuite capturé par l'armée israélienne.

ALAIN FRACHON.

Afrique

TUNISIE : la visite de M. Mitterrand

Un accord a été conclu sur la diffusion d'Antenne 2

TUNIS de nos envoyés spéciaux

Avant de regagner Paris dans la soirée du mardi 6 juin, M. François Mitterrand a fait le bilan de sa visite de deux jours en Tunisie au cours d'une conférence de presse largement consacrée aux événements internationaux. Les relations franco-tunisiennes, a-t-il dit, « n'ont rien perdu de leur caractère affectif mais elles ont gagné en méthode ». Trois exemples en témoignent : les investissements français, qui feront l'objet d'accords, devraient augmenter de 30 % dans les trois prochaines années (le Monde du 7 juin) ; Paris est prêt à participer à la création d'un institut national des sciences appliquées et des technologies ; Antenne 2 va être diffusée en Tunisie.

La question de la présence en Tunisie d'une grande chaîne généraliste capable de rivaliser avec la première chaîne italienne, captée depuis 1960 à Tunis et en banlieue, suscitait des hésitations politiques et des marchandages financiers depuis plusieurs mois. Finalement, l'essai commencé l'avant-veille de l'arrivée de M. Mitterrand va prendre un caractère définitif. Antenne 2 continuera d'être diffusée sur le canal de ce qui était jusqu'à présent la chaîne internationale francophone, dont les programmes — essentiellement constitués par des productions françaises — devraient donc disparaître. Les autorités tunisiennes se réservent toutefois certaines plages, notamment entre 20 heures et 20 h 30 au moment du journal télévisé.

Ces dispositions sont susceptibles d'être modifiées avec le temps. Des modalités techniques restent à régler, mais il apparaît, d'ores et déjà, que Tunis a placé la barre très haut concernant l'apport financier de Paris à cette opération qui devrait permettre la couverture de tout le pays en plusieurs étapes.

Répondant à de nombreuses questions de journalistes tunisiens très intéressés par ce problème, M. Mitterrand a évoqué la discussion de la loi sur les immigrés et la motion de censure dont le dépôt a provoqué le départ de M. Joxe, présent dans la suite présidentielle des mardi matin. « On ne peut entrer illégalement en France, j'y tiens », a rappelé le chef de l'Etat. Cela posé, il a insisté sur son refus de toute discrimination à l'égard des immigrés en situation légale.

« Il ne peut y avoir deux droits, a-t-il dit, celui qui s'appliquerait aux Français et celui qui concernerait les étrangers. La loi sur l'immigration doit avoir une vertu pédagogique. » Chacun connaît ses orientations », a-t-il ajouté en écartant tout procès d'intention. Mais il a peut-être

suscité une certaine déception en précisant qu'il lui « semble prématuré de revenir » sur la décision d'imposer l'obligation de visas pour les Maghrébins.

En ce qui concerne la Chine, M. Mitterrand a rappelé le communiqué diffusé dimanche par l'Elysée. « Un régime qui pour survivre doit tirer sur la jeunesse qu'il a formée et qui la dresse contre lui n'a pas d'avenir », a-t-il constaté. Il s'est, toutefois, démarqué des mesures de rétorsion annoncées par Washington en écartant l'idée d'un boycottage économique. « Dans un premier temps, a-t-il dit, seulement les relations qui devaient se poursuivre par des voyages, des visites et de négociations commerciales n'auront pas lieu. » Pour la suite, personne « n'est en mesure de savoir ce qui se passera » à l'intérieur du régime chinois et on peut espérer que « la liberté marquera des points ».

Message

à M. Bourguiba

Les questions sur la Chine avaient été amenées par une observation humoristique sur la tenue vestimentaire que portait le chef de l'Etat lors de sa visite à Tzouar et dans les oasis de montagne de l'extrême sud mardi matin. L'ample vareuse grise de M. Mitterrand n'était en rien un « costume Mao », dit l'intéressé, c'était un vêtement porté à l'origine par les jardiniers français.

Pendant que M. Mitterrand marchait sous les palmiers-dattiers des oasis dans la tenue d'escapade qu'il affectionne, en compagnie de M. Baccouche, premier ministre tunisien, le porte-parole de l'Elysée, M. Védrine, rendait visite à M. Bourguiba à Monastir, puisque, a dit M. Mitterrand, « je lui avais demandé de porter un message de salut de ma part au président qui a marqué l'histoire de la Tunisie ». Dans la délégation française, on indiquait que M. Védrine avait trouvé Bourguiba « conscient mais fatigué ».

MICHEL DEURÉ et JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Les instants les plus mythiques ne sont pas les plus chers

ATHENES

VOL ALLER RETOUR
DÉPART DE PARIS
A PARTIR DE
990 F
50, RUE RAMBUTEAU
42 73 10 64 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

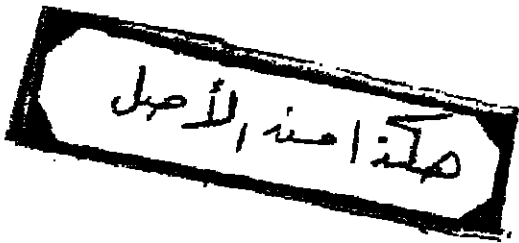
I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERNELLE
ANGLAIS - ESPAGNOL
PORTUGAIS - BRÉSILIEN

NOS OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des notions propres au pays avec lequel il sera en relation.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg



Afrique

ETHIOPIE : l'offre de pourparlers avec la rébellion

L'Erythrée « ne peut prétendre à l'indépendance » affirme le président Mengistu

ADDIS-ABEBA
de notre envoyée spéciale

La guerre d'Erythrée, en toile de fond lors du putsch manqué du 16 mai dernier, tient désormais le premier rôle dans la bouche des dirigeants éthiopiens. Les sept cent quarante députés du Shengo (le Parlement), réunis en « session extraordinaire » pendant toute la journée du lundi 5 juin, ont approuvé à l'unanimité un programme en six points visant à « engager des pourparlers de paix avec toutes les parties concernées », afin de « résoudre le problème des votes pacifiques ». Le président Mengistu Haile Mariam a, toutefois, précisé qu'il ne s'agit, en aucun cas, de négocier une quelconque « sécession ».

« Aucune composante de l'Erythrée ne peut prétendre à l'indépendance », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse réunie, mardi 6 juin, à Addis-Abeba. Citant notamment les rebelles indépendants du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), le chef de l'Etat a affirmé que son gouvernement était prêt à ouvrir le dialogue avec « tous ceux qui le désirent », et ce « aussi vite que possible ». L'hypothèse d'un cessez-le-feu, soulevée par un des correspondants de l'agence Tass, n'a pas suscité de démenti.

Rappelant le caractère « unique » du conflit érythréen qui déchire l'Ethiopie depuis près de vingt-huit ans, le chef de l'Etat a justifié cette soudaine volonté d'ouverture par les prochaines échéances nationales. « Nous sommes à quatre mois du Nouvel An éthiopien [qui se fête en septembre], période pendant laquelle vont se tenir le congrès national du Shengo et celui du parti », a-t-il expliqué. L'appel au dialogue, lancé par le gouvernement, n'a donc, selon les strictes « règles de la vie avec de prétendues pressions soviétiques ».

Voyage secret à Moscou

Selon plusieurs observateurs — d'Europe de l'Ouest, mais également de l'Allemagne de l'Est — le numéro un éthiopien se serait rendu à Moscou, non seulement en juillet 1988, à l'occasion de sa rencontre officielle avec M. Gorbatchev, mais aussi, secrètement cette fois, à la fin de mars 1989, c'est-à-dire au lendemain des cuisantes défaites subies par les troupes gouvernementales dans les provinces rebelles du Tigré et de l'Erythrée.

Outre les problèmes du Nord, le président Mengistu a longuement évoqué devant la presse la tentative de coup d'Etat perpétrée « par une poignée de généraux » ne bénéficiant, selon lui, d'aucun soutien sérieux au sein de l'armée. Rapidement écartée, la mutinerie du 16 mai se serait soldée par trente morts au total : trois à Addis-Abeba, « dont deux généraux qui se sont suicidés », et vingt-sept à Asmara, la capitale de l'Erythrée — onze généraux figurant officiellement parmi les tués. Selon d'autres sources, le bilan des victimes pourrait être nettement plus élevé.

Rafles

Concernant les arrestations opérées à la faveur du coup d'Etat, les versions, là aussi, divergent sensiblement. Selon le président Mengistu, « quarante-trois officiers dont dix-sept généraux », ont été interpellés à Addis-Abeba. Trois de ces généraux, « lavés de tout soupçon », auraient d'ores et déjà été relâchés. A Asmara, ce sont « cent trente-trois officiers, dont onze généraux », qui auraient été arrêtés, trente de ces suspects ayant également été libérés. Dans les milieux diplomatiques, on avait suggéré le chiffre de trois cents arrestations dès le lendemain de l'écrasement du putsch.

De toute façon, pour le pouvoir, c'est déjà de l'histoire ancienne, « la page est tournée », soupire un habitant d'Addis-Abeba. « Pour la population, c'est autre chose. Les rafles continuent. Et les souffrances aussi. » Depuis la mi-avril, les recrutements forcés de jeunes Ethiopiens continuent à être un réel problème. « Les rafles se font dans tout le pays, de jour comme de nuit. Certains observateurs parlent de cinquante mille nouveaux soldats « recrutés ». D'autres avancent le chiffre de cent mille.

L'expression du mécontentement populaire reste cependant bien limitée. Une centaine de mutilés de guerre auraient ainsi tenté de manifester publiquement en février : partis de Debre-Zeit, à une quarantaine de kilomètres au sud d'Addis-Abeba, les manifestants, les uns dans leur fauteuil à roulettes, les autres claudiquant entre deux béquilles, auraient été immédiatement embarqués par la police en arrivant, le soir, aux abords de la capitale.

Dans ce contexte difficile, l'initiative de paix lancée par le gouvernement laisse sceptiques de nombreux observateurs éthiopiens ou étrangers. « C'est nouveau dans la forme. Mais sur le fond, rien n'a bougé. Refuser d'embêter l'hypothèse de l'indépendance de l'Erythrée constitue, quoi qu'en disent les dirigeants, une condition préalable à des négociations », affirment, en privé, les plus désabusés.

Les autorités d'Addis-Abeba veulent-elles, par ce geste d'ouverture, créer ou creuser davantage d'éventuelles dissensions au sein du FPL et, plus largement, au sein de la population érythréenne ? Ou souhaitent-elles que s'engagent réellement des pourparlers de paix ? La balle est désormais dans le camp érythréen.

CATHERINE SIMON.

Europe

POLOGNE : après sa déroute aux élections

Le parti négocie avec Solidarité un « pacte post-électoral »

VARSOVIE
de notre correspondant

D'intenses contacts politiques, pris en coulisse dès le lendemain des élections législatives de dimanche, se poursuivent, mercredi 7 juin, pour tenter de dénouer la mini-crise institutionnelle provoquée par la défaite très probable de la plupart des 38 personnalités du pouvoir figurant sur une « liste nationale » bloquée qui leur garantissait théoriquement les meilleures chances d'être élus.

En raison de la complexité du scrutin, les résultats officiels n'étaient toujours pas publiés mercredi matin. Le décompte opéré par Solidarité, et visiblement confirmé par les données dont dispose le pouvoir, laissait prévoir que la plupart de ces 38 sièges, réservés à des personnalités comme le général Kiszczak, MM. Ciosek, Czerwinski ou encore le premier ministre, M. Rakowski, ne seraient tout simplement pas pourvus. Pêchant apparemment par excès d'assurance, le pouvoir n'avait pas prévu de second tour pour les candidats de cette liste, convaincu qu'ils rassembleraient sans problème les 50 % des voix nécessaires pour être élus.

Une quasi-unanimité au Sénat

Dans l'hypothèse où aucun d'entre eux n'est élu, 35 sièges se trouveraient non pourvus sur les 460 de la Diète. Premier problème : la Constitution prévoit expressément que 460 députés siègent à celle-ci. Second problème : ces 35 mandats partent des 65 % des sièges de la Diète alloués à la coalition du pou-

voir par les accords de la table ronde du 5 avril. En vertu de ces accords, le pouvoir devait disposer de 299 députés et l'opposition d'un maximum de 161.

Cette répartition permettait a priori au pouvoir de réunir les deux tiers des voix nécessaires pour repousser les vetos du Sénat (où Solidarité jouira d'une quasi-unanimité) ; elle devait aussi permettre l'élection sans difficulté du général Jaruzelski à la présidence de la République. Mais, si la coalition du pouvoir ne dispose plus que de 264 sièges au lieu de 269, et pour peu que les alliés du POUF, les petits partis paysans et démocratiques, lui fassent faux bond, le pouvoir pourrait se trouver confronté à de sérieux problèmes arithmétiques.

Cette situation, aussi inédite qu'imprévue, a sans nul doute été évoquée mardi, lors d'une réunion du bureau politique et des premiers secrétaires départementaux du parti. On y a examiné, selon l'agence officielle PAP, les premiers résultats partiels des élections, les préparatifs du second tour, ainsi que l'état d'esprit « de la base, où le moral n'est vraisemblablement pas au plus haut.

Volonté de conciliation

Tant Solidarité que le pouvoir s'accrochent maintenant à ces accords de la table ronde, qui, après le choc du verdict des urnes, prennent des allures de bouée de sauvetage. Pacta sunt servanda, répètent les dirigeants de Solidarité, qui veulent éviter à tout prix une situation où le pouvoir se trouverait totalement déstabilisé qu'il serait tenté de tout remettre en cause. Au cours d'une conférence de presse, le professeur Geresmek, l'un des principaux stratèges politiques de Solidarité, a déclaré très clairement que l'application des accords de la table ronde exigeait que le pouvoir dispose de

65 % des 460 sièges de la Diète ; si le parti trouve un moyen de pourvoir les 35 sièges qui risquent fort de lui manquer, libre à lui de le faire, cela ne regarde pas Solidarité, qui, elle, a pourvu ses propres sièges. On ne peut être plus conciliant, et M. Geresmek a d'ailleurs assez peu goûté les remarques de journalistes faisant valoir que les électeurs n'avaient peut-être pas voté pour voir Solidarité sauver les candidats du pouvoir.

On s'oriente donc vers une astuce juridique qui permettrait aux deux parties de contourner ce problème de la liste nationale en trouvant un moyen de faire siéger au moins les hauts responsables du POUF au Parlement. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Zbislav Rykowski, cette question « va être examinée par les organes compétents ». Pour sa première conférence de presse depuis les élections, avec plus d'une heure de retard inexpliqué, qui a fait courir les plus folles rumeurs, M. Rakowski a voulu faire bonne figure en soulignant le caractère démocratique des élections et la volonté du pouvoir de progresser sur la voie de l'entente avec l'opposition. Le porte-parole a réitéré les offres du général Jaruzelski d'un « pacte post-électoral », qui, selon M. Geresmek, consisterait en une « coalition des forces sociales et politiques » au Parlement « pour agir ensemble contre la crise ». Solidarité, qui tient en même temps à conserver son rôle d'opposition, devrait se prononcer dans les prochains jours sur cette offre du pouvoir. En attendant, M. Geresmek a d'ores et déjà indiqué que, dans la perspective d'élections totalement libres et démocratiques dans quatre ans, Solidarité allait réclamer un calendrier visant notamment à la création de partis politiques.

SYLVIE KAUFFMANN.

URSS : troubles en Ouzbékistan, débats parlementaires, activités diplomatiques

M. Gorbatchev sur tous les fronts

(Suite de la première page.)

Mais au moment même où se déroulait cette cérémonie expiatoire, l'agence Tass annonçait, comme elle avait annoncé la sortie d'une nouvelle édition de Pouchkine, la publication d'œuvres de Soljenitsyne. Il y a encore cinq mois, le responsable de l'Idéologie, M. Vadim Medvedev, un homme très proche de M. Gorbatchev, avait catégoriquement exclu cette possibilité. Quelques semaines plus tôt, un numéro entier de *Novy Mir* avait été envoyé au pilon pour avoir seulement annoncé la prochaine parution de lettres du prix Nobel de littérature.

La violence ambiante

Dimanche, pourtant, l'un des journaux de pointe de la presse soviétique, *Ogonyok*, commençait à publier en feuilleton la *Maison de Mariana*, et les éditions Sovetskaja Rossiya vont, à en croire Tass, bientôt mettre sur le marché *Une journée de la vie d'Ivan Denissovitch* et le *Pavillon des cancéreux*. C'est tout ? Non, puisque les *Nouvelles de Moscou* consacrent, mercredi matin, une page entière à Soljenitsyne dans lequel il publie la photo en laissant prévoir, sans détails ni précisions, la sortie de l'Archipel du goulag.

M. Karakine savait visiblement de quoi il parlait vendredi et, en faisant « le gros scandale Lénine », on a permis « le petit scandale Soljenitsyne ».

C'est du brodé main, et la broderie est si fine, le décalage avec la violence ambiante si frappant que les mains à plat de M. Gorbatchev semblent par instants bien insuffisantes à contenir l'orage.

Car si les émeutes de la région de Fergana, en Ouzbékistan, ont, comme un pugilat du village d'Assarix, commencé par une querelle de marché et un étal renversé, non seulement elles ont déjà fait plus de soixante morts, mais les troubles se poursuivent encore dans la nuit de lundi à mardi. Malgré le couvre-feu, la présence de blindés, quelque trois cents arrestations, d'innombrables blessés et l'évacuation vers un camp de fortune d'un millier de Turcs Meskhs, six nouvelles maisons ont été incendiées, des coups de feu échangés, et les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur ne se déplacent qu'en gilets pare-balles.

Harcelé de questions avant d'être élu (cinq voix contre et onze abstentions) président de la Chambre des nationalités du Soviet suprême, le premier secrétaire d'Ouzbékistan, M. Nicanov, n'a pas cherché à cacher, mardi, la réalité de l'antagonisme entre les Ouzbeks et ces Turcs déportés là de leurs terres géorgiennes par Staline. L'histoire, toujours l'histoire, remonte chargée de haines rétrospectives et d'espoirs fous.

En elle-même, l'élection de M. Nicanov est une victoire pour M. Gorbatchev puisque c'est lui qui avait, dès 1985, remis en selle cet

homme affable que la Mafia politique d'Ouzbékistan avait, sous Brejnev, écarté pendant quinze ans. Après M. Primakov à la tête de la Chambre de l'Union et M. Loukianov à la vice-présidence, M. Gorbatchev ne cesse ainsi de placer ses pions et de conforter son pouvoir.

Front judéo-maçonnique

Là aussi, c'est du connu-matin. Mardi, pourtant, un écrivain au physique fragile, mais au prestige immense, Valentin Raspoutine, grand chef de file du courant anti-occidentaliste du nationalisme russe, ne craignait pas d'interpeller directement M. Gorbatchev. Par sa bouche s'exprimait l'alliance, chaque jour plus ouverte, entre conservateurs du parti et intellectuels slavophiles. Les uns sont des bureaucrates communistes, héritiers d'une révolution de 1917 que les seconds honnissent comme fruit judéo-maçonnique de l'Occident pourri.

Tout le sépare. Tout, sauf leur haine commune d'une libéralisation inspirée des démocraties occidentales ; et M. Raspoutine de tonner contre « la propagande de la violence et du sexe », le manque de moralité des jeunes et la « remise en cause du patriotisme ». L'air était connu, mais M. Raspoutine a aussi attaqué de front les mouvements nationalistes des républiques, dénonçant les « slogans antisoviétiques qui s'unissent aux slogans anti-

russe » et le « front uni des émigrés de Lituanie et d'Estonie qui se rendent en Géorgie » avant que des « agitateurs locaux » ne repartent pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Il n'y a plus aujourd'hui, en URSS, de ministre de l'Intérieur pour s'exprimer ainsi. S'adressant directement aux députés bulgares, M. Raspoutine leur a lancé : « Peut-être serait-ce à la Russie de sortir de l'Union (...) si elle gène vos aspirations progressistes ? Nous n'aurions plus alors peur d'être rangés parmi les nationalistes, nous pourrions alors prononcer le mot Russe (car) croyez-moi, nous ne sommes pas de supporter railleries et crochets. »

Puis M. Raspoutine a demandé à M. Gorbatchev de dire s'il était vrai, comme l'avait déclaré l'historien et député Rur Medvedev, que, chaque fois qu'il quittait Moscou avec M. Iakovlev, son bras droit au bureau politique, « se créait une situation proche du coup d'Etat ». Par cette déclaration M. Medvedev avait, bien évidemment, visé le chef de file des conservateurs au bureau politique, M. Ligatchev, et Valentin Raspoutine de presser M. Gorbatchev : « Si les accusations du député Medvedev sont infondées, pourquoi ne vous prononcez-vous pas ? » Les mains de M. Gorbatchev étaient toujours à plat.

BERNARD GUETTA.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1983)
André Laurens (1983-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wotta.
Rédacteur en chef :
Daniel Verneil.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Les Meskhs : des Géorgiens musulmans

M. Georges Charachidze, professeur à l'Institut des langues orientales, nous prie de préciser que, dans les désordres récents d'Asie centrale, les « Turcs » ne sont pas les minoritaires meskhs, dits aussi meskhetas, comme les présentent les responsables locaux, mais, au contraire, les majoritaires ouzbeks. Il ajoute : « A la différence des Ouzbeks, peuple turc, les Meskhs sont des Géorgiens musulmans. Leur province d'origine, la Meskhétie, est située en Transcaucasie, dans le sud-ouest de la Géorgie, le long de la frontière turque. Connue depuis deux mille ans, elle a été le berceau du royaume de Géorgie et, notamment, de la dynastie des Bagration, qui régna sur le pays du neuvième au dix-huitième siècle, jusqu'à l'annexion par la Russie en 1801.

Islamisée au dix-septième siècle, ils n'en sont pas moins restés Géorgiens et se recon-

naissent comme tels. Pour des raisons encore inexpliquées, Staline décida, en 1944, leur déportation collective. Environ cent cinquante mille Meskhs, femmes et enfants compris, se retrouvèrent en Asie centrale, la plupart en Ouzbékistan.

Après la mort de Staline, en 1988, le gouvernement soviétique les autorisa à quitter leur lieu d'exil forcé, mais il les empêcha, en fait, de regagner leur patrie : la zone interdite le long de la frontière turque, habituellement de 15 kilomètres, a été tout simplement portée à plus de 50 kilomètres dans cette région, ce qui isole de facto l'ensemble de la province de Meskhétie, derrière un véritable rideau de fer. Aussi sont-ils demeurés en Ouzbékistan.

Le retour de ces Géorgiens musulmans, victimes du stalinisme, était justement l'une des revendications des manifestants de Tbilissi, jusqu'à la sanglante répression d'avril dernier. »



La France peut remercier le ciel

Le ciel a toujours fait rêver. C'est à des hommes et des femmes passionnés par tout ce qui vole que la France doit aujourd'hui sa position dans le ciel. Avec audace et savoir-faire, goût du risque et innovation, ils ont, tout au long du siècle, fait évoluer leur passion pour en faire une entreprise d'excellence et de renommée mondiale. Cette entreprise porte un nom : l'industrie aéronautique et spatiale française.

Grâce à des succès tels que les avions de transports commerciaux, les avions de combat, les hélicoptères, les moteurs aéronautiques et spatiaux, les missiles, les lanceurs de satellites ainsi que leurs équipements, la France est une puissance internationale. Ce secteur est le premier exportateur français. Son chiffre d'affaires est de 84 milliards de francs dont plus de 60% à l'exportation. Il emploie directement 120 000 personnes. A ces femmes et ces hommes qui ont su enrichir le pays en lui donnant une telle envergure, la France peut dire merci.

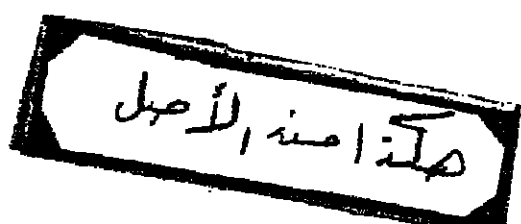
Les entreprises aéronautiques et spatiales françaises ont à cœur de maintenir et de développer ce rôle d'initiative qui est le gage de la présence française future dans ce secteur de pointe. Et ainsi de contribuer encore au rayonnement et à la défense de la France dans le monde.



GROUPEMENT DES INDUSTRIES FRANÇAISES
AERONAUTIQUES ET SPATIALES

4, rue Galilée - 75782 Paris - Minitel 3616-GIFAS

L'ÉLAN VERS L'AVENIR



Enquête

Les organisations de salariés et la préparation

L'eurosepticisme des syndicats

(Suite de la première page.)

« L'Europe s'affirme, avait lancé le président de la Commission européenne, mais dans sa diversité. Vous resterez pleinement Britanniques. » Ce langage a plu à Norman Willis, qui entend bien, au sein de la CEE, défendre l'intérêt national de nos travailleurs britanniques. Mais Thatcher n'est pas plus patriote que moi », ajoute-t-il en plaçant pour une intégration « en souplesse », respectant l'histoire de chaque pays, particulièrement le sien. Mais le TUC a bien pris le message. Delors, à l'heure de recevoir Jacques Delors, il avait publié un rapport sur le marché intérieur de 1993, avec un slogan simple : « maximiser les bénéfices et minimiser les coûts ».

Cent mille dépliant verts de douze pages, recensant les problèmes à résoudre afin que l'Europe représente effectivement une chance, ont été diffusés. « La Communauté est une réalité, poursuit Norman Willis. Le marché intérieur ne construit maintenant. Mais son succès ne sera possible que si l'Europe a une dimension sociale. Il ne faut pas que ce soit libre pour tout le monde mais juste pour tout le monde. Le développement de la Grande-Bretagne dans l'Europe est inévitable et souhaitable ».

Avec son secrétaire général jeune et dynamique, Peter Cassels, la Confédération syndicale irlandaise, ICTU, a une approche voisine. Elle se montre favorable à l'intégration européenne, mais à condition que la CEE ne devienne pas une zone « où prédominent les forces du marché » pour l'ICTU, il s'agit surtout de renforcer les économies faibles et de « créer de l'emploi ». Sur ce point pourtant, elle ne nourrit guère d'illusions, n'imaginant pas que le marché intérieur permette de venir à bout du chômage. Il est vrai que, en Irlande, près de 19 % de la population active sont sans emploi.

Attentisme teinté de méfiance

Au Danemark, un attentisme teinté de méfiance semble prédominer. Comme leurs homologues anglais, les syndicats danois de la puissante LO s'étaient montrés hostiles, en 1973, à l'entrée de leur pays dans la CEE. Mais le futur premier ministre social-démocrate, Anker Jørgensen, alors syndicaliste, avait prôné le oui au référendum d'adhésion. L'échec de 1993 est peu étonnant par des syndicats apparemment soucieux de conserver leurs droits et privilèges, quitte à ce que les centrales des pays les moins développés — Espagne, Portugal et Grèce — se hissent à leur niveau. La coopération semble plus étroite avec les organisations nordiques « sœurs » qu'avec la Confédération européenne des syndicats (CES) à laquelle LO appartient.

Dans l'immédiat, les préoccupations de LO sont très terre-à-terre. En 1993, les travailleurs ressortissants de la CEE seront-ils toujours tenus de s'inscrire à un syndicat avant d'obtenir un permis de travail ? Les multinationales vont-elles continuer à imposer leur loi, comme McDonald's, qui, à la suite d'un arrêt de la Cour suprême danoise, a été condamné à verser des dommages à un ouvrier de construction d'une des unités du centre de loisirs Scalet à Copenhague, a rompu le contrat qui liait la société de construction et l'embauche des... travailleurs danois ?

L'action des multinationales semble susciter moins d'inquiétudes en Belgique puisque, pour l'heure, elles respectent toutes la loi, même si l'ABM n'a pratiquement pas de personnel syndiqué. Le danger de « dumping social » (1) est pris plus à cœur, certains secteurs comme le bâtiment échappant aux contrôles de l'inspection du travail. « Quand nous voyons, confie des syndicalistes, qu'un Etat des Etats-Unis du dumping social existe entre des Etats, pourquoi l'Europe y échapperait-elle ? ». Cette Europe, affirme pourtant André Van Den Broecke, président de la FGTB (tendance socialiste), nous la ressentons comme un message d'espoir. Mais ce n'est pas vraiment un acte de foi car nous craignons que la CEE ne se

Enquête réalisée avec la collaboration de nos correspondants : Christian Chartier (Amsterdam), Patricia Claude (Rome), José-Alain Fralon (Bruxelles), Thierry Malinik (Madrid), Theodore Marangos (Athènes), Joe Mulholland (Dublin), Camille Olsen (Copenhague), et José Rebore (Lisbonne).

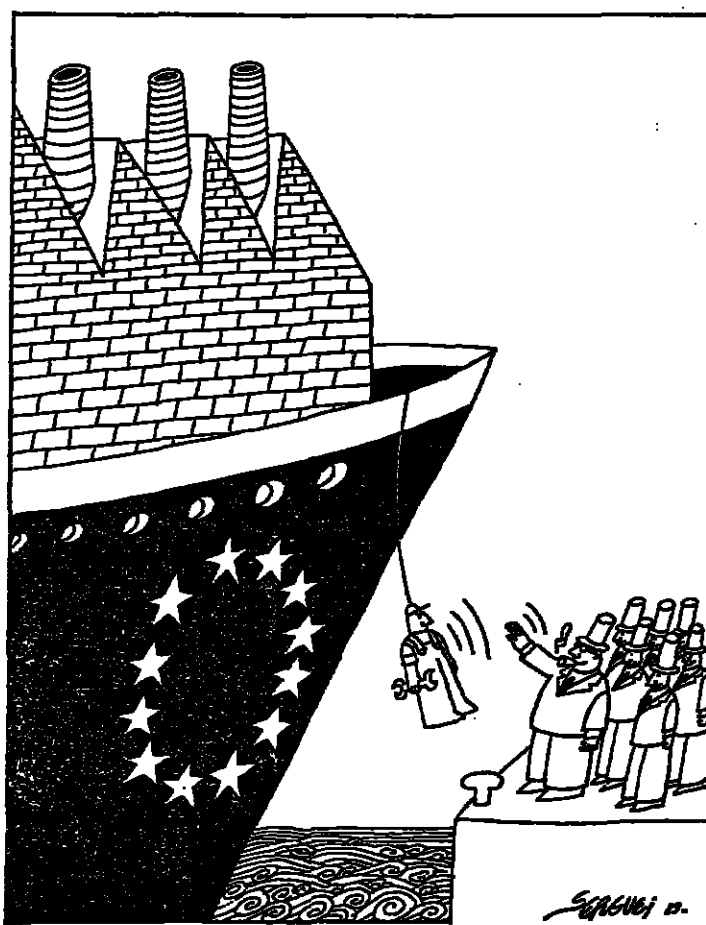
transforme en une vaste zone de libre-échange dominée par le néolibéralisme. « Dans le train en marche vers 1993, ajoute-t-il, je redoute que l'Europe sociale ne se trouve dans le wagon-lits ».

Au Luxembourg, dont un des dirigeants de la CGT, Mathias Hinterscheid, est secrétaire général de la CES, comme aux Pays-Bas, l'Europe est appréhendée « plus comme un défi que comme un problème », selon la formule de Johan Van Rens, conseiller au secteur international de la FNV (tendance socialiste). « Loin de tout débat idéologique, proclame-t-il, il s'agit de voir les avantages économiques de l'Europe sans négliger les aspects sociaux et sans adopter de position défensive ». Le responsable de l'Europe à la confédération chrétienne CNV, Barto Prunk, espère aussi que le marché intérieur « offrira des avantages économiques et des perspectives pour l'emploi ». Mais il a peur que la dimension sociale de l'Europe soit quelque peu oubliée.

« Communauté des patrons »

Certains syndicalistes néerlandais rechignent. La direction du FNV se voit reprocher par son syndicat des transports d'approuver « le concept libéral qui se cache derrière 1993 alors qu'elle le repousse de la part des employeurs ». Il est vrai que des menaces planent parfois, le gouvernement ayant envisagé un temps de recourir à la baisse des allocations sociales pour se mettre au niveau européen. Or, d'une même voix, FNV et CNV assurent que « le montant des allocations sociales dépendra, pays par pays, de la situation économique ». 1993 apportera son lot de fusions, de restructurations et de délocalisations, mais la CNV veut aussi croire qu'elle entrainera une embellie économique favorable à l'emploi et « créatrice de nouveaux secteurs ».

Aucune adhésion syndicale à l'Europe n'est donc dénuée d'inquiétudes. Même en Allemagne fédérale où le DGB milite depuis longtemps pour la construction européenne, Franz Stankhler, président du syndicat des métallurgistes (IG Metall), craint l'apparition « d'espaces de libre-échange au profit du capital avec réduction de la protection sociale aux dépens des salariés ». « La Communauté européenne a été depuis le début une communauté des patrons et elle le restera », estime de son côté Detlef Hensche, vice-président du syndicat du livre. Nombreux sont les syndicalistes allemands qui redou-



tent que des entreprises ne choisissent d'aller s'installer dans les pays ayant les charges sociales les plus faibles et que les disparités économiques et sociales ne s'accroissent entre les différentes « régions » européennes.

Président du DGB et de la CES, Ernst Breit tente de conjurer le double danger de nivellement vers le bas et d'augmentation des inégalités. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'il revendique une stratégie européenne concertée en matière de croissance et d'emplois et une véritable législation sociale européenne assurant une protection minimale : « Si le marché intérieur est réalisé selon les plans des patrons, assure-t-il, il y aura des années-lumière entre une telle Europe et les travailleurs européens. Or, sans l'accord et la participation de tous, on ne saurait poursuivre la construction de la Communauté européenne à moins de laisser dégrader le projet initial pour en faire une union économique et commerciale sans frontière. Et sans dimension sociale ».

Pour réaliser ses objectifs, le DGB joue la carte du pragmatisme :

« Nous nous sommes prononcés pour le marché intérieur, explique un de ses responsables, Peter Seidenbeck (2). Nous avons à essayer d'organiser, de transformer, de changer les conditions dans lesquelles ce marché intérieur se réalisera, pour faire notre travail comme mouvement syndical. D'où une adhésion à la « philosophie de l'ascenseur » de J. Delors, que P. Seidenbeck résume ainsi : « Les Portugais sont encore au rez-de-chaussée, les Allemands et d'autres sont au sixième étage. Il faut tout faire maintenant pour que les Portugais se retrouvent aux premier et deuxième étages. Cela signifie que le développement des pays avancés va se ralentir. C'est normal, réaliste et nécessaire. Mais cela ne veut pas nécessairement dire que doit être mis en péril notre niveau social... ».

Espérances déçues

« Tout doit être fait pour que l'Europe ne rejoigne pas le climat des espérances déçues », pro-

claimait Edmond Maire dans le Monde en août 1988. Comme André Bergeron à la même époque, celui qui était encore secrétaire général de la CFDT craignait un retournement de l'opinion contre la construction européenne en raison d'une absence de dimension sociale qui « aggraverait de façon cumulative l'écart entre les régions pauvres et les régions riches d'Europe ». « Le problème n'est pas de savoir si nous voulons l'Europe », dit-on à la CFDT, où Jean Kaspar, secrétaire général, a pris son bâton de pèlerin pour faire le tour des capitales européennes, mais de savoir quelle Europe nous voulons. La CFDT n'acceptera pas une Europe réduite à un simple espace économique de restructurations, d'OPA. Son objectif est une « Europe solidaire » permettant d'améliorer l'emploi, les conditions de vie et de travail.

A la tête de FO depuis février, Marc Blondel demande que l'Europe apporte « des garanties supplémentaires » aux salariés. Sinon, souligne-t-il, « il y aura de l'eurosepticisme, et ensuite les travailleurs deviendront anti-européens ». Plutôt que de se battre pour « l'Europe sociale » ou « l'espace social », Marc Blondel revendique « un droit social européen » dont une des dispositions les plus spectaculaires prévoirait l'impossibilité de faire travailler les enfants de moins de quinze ans, contrairement à ce qui se passe selon lui au Portugal, en Italie ou même, châtiment, dans le quartier du Sentier à Paris.

Si les syndicats réformistes français cultivent volontiers leur image pro-européenne, ce n'est pas pour autant pour faire n'importe quoi. « La CFTC, souligne Jean Bonard, son président, se doit d'être vigilante pour que le développement ne se fasse pas au détriment des exigences humaines et sociales ». Il s'agit d'éviter que, dans les restructurations industrielles que l'Europe de 1993 va entraîner, « les salariés ne soient des jouets ballottés au gré des décisions prises en dehors d'eux ». Quant à la CGC, qui a apporté la pierre principale à la création récente d'une Confédération européenne des cadres, elle réclame un « statut européen du personnel d'encadrement », en rappelant que c'est la catégorie professionnelle qui dans les prochaines années va croître le plus vite.

« L'Europe, nous sommes pour », a clamé haut et fort Henri Krasucki lors du dernier congrès de la CGT. Mais à condition qu'elle soit « débarrassée de la tutelle des multinationales, ouverte à toutes les coopérations profitables entre pays de la Communauté et avec le reste

de l'Europe et du monde ». Mais, de toutes les centrales de France et d'Europe, la CGT est de loin la plus hostile au grand marché de 1993 et à l'intégration européenne. H. Krasucki a décrit « l'Europe du recul social » comme une « jungle où règnera la loi du plus fort ». Les salariés constitueront « le gibier » et leurs conditions sociales seront allégées « vers le bas ».

Dotée également d'une direction communiste, la CGIL italienne est au diapason des autres centrales, qu'il s'agisse de la CISL (démocrate-chrétienne) ou de l'UIL (socialiste), pour appuyer la cause européenne. Au point que la « base » apparaît bien en retrait par rapport à l'enthousiasme des dirigeants. « Nous devons être moins protectionnistes qu'habituellement et inscrire toutes nos revendications dans le cadre européen », dit-on à la CGIL. Mais les syndicats se méfient aussi des projets du patronat et du gouvernement, qui ont tendance à invoquer l'Europe pour bousculer des situations acquises. L'introduction du ticket modérateur dans la santé publique, la fermeture de l'aciérie de Bagnoli, près de Naples, la privatisation des docks, ont été décidées au nom de l'Europe et ont provoqué conflits et manifestations.

« Coûtes antarciques »

Secrétaire général de la CGIL, Bruno Trentin plaide pour « une nouvelle discipline européenne de la solidarité » (2) entre les syndicats, qui ont été trop souvent « entraînés dans des guerres antarciques, les uns en conflit avec les autres, en essayant simplement d'arracher le plus possible au niveau national » et en esquissant l'enjeu de la division européenne du travail. Au Portugal, ces risques de conflits inter-syndicaux ne sont déjà pas des chimères. Ainsi, une multinationale chargée de l'extraction des pyrites dans l'Alentejo voulait procéder à leur enrichissement dans des usines situées au sud de l'Espagne. Les syndicats espagnols ont dit oui, les syndicats portugais ont dit non.

L'UGT, à majorité socialiste, depuis sa création en 1979, et la CGTP, à majorité communiste, plus récemment, se sont déclarées favorables à l'intégration européenne. Mais à la base, si certains salariés espèrent être socialement « tirés » par les pays économiquement développés, d'autres redoutent une aggravation du chômage, des secteurs industriels traditionnels se voyant condamnés. Dans cette perspective, la durée maximale du travail au Portugal a été réduite, avec l'accord de l'UGT, de 48 à 44 heures. La CGTP demande un horaire maximum de 40 heures tout de suite, que l'UGT ne revendique que pour 1993.

A l'époque où ils étaient dans la clandestinité et luttaient contre le franquisme, les syndicats espagnols adhéraient déjà à l'Europe. Depuis, tant l'UGT (socialiste) que les Commissions ouvrières (communistes) défendent l'intégration européenne. Pour Antonio Gutiérrez, secrétaire général des Commissions ouvrières, « les syndicats doivent eux aussi participer à la construction de l'Europe industrielle. Tout comme ils doivent veiller à ce que l'espace social européen ne se réduise pas à un simple programme de minimum ». Il y a des risques de dumping social », assure de son côté Nicolas Redondo, secrétaire général de l'UGT.

De fait, les syndicats espagnols ont peur d'une « inversion » progressive à partir de 1993 du marché du travail local pour les professions libérales, les cadres et les techniciens. Autre facteur d'anxiété : le départ de filiales locales de sociétés étrangères, nombreuses en Espagne, à la faveur de restructurations. L'inquiétude, on la rencontre aussi en Grèce. Mais là, la direction de la Confédération générale du travail (GSEE) a été jusqu'à présent plutôt hostile à la construction européenne. Sa position est toutefois en train d'évoluer sous la pression d'une base qui pense qu'elle a peut-être quelque chose à gagner avec 1993. Rappelons tout de même, d'ici là, l'« espace social commun » ne relève plus du mirage ou du vœu pieux. Sinon, l'eurosepticisme syndical gagnera du terrain partout en Europe.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Pratique consistant à aligner vers le bas les conditions de travail et de rémunération afin de produire et d'exporter au moindre coût.
(2) Revue politique et parlementaire, janvier-février 1989.

D'un pays à l'autre...

DANS les douze pays de la CEE, les syndicats ont de nombreuses caractéristiques communes, mais ils sont également très différents. Dans tous les Etats membres, la liberté de constitution des organisations syndicales est reconnue, sans contrôle préalable. Si le pluralisme syndical est théoriquement possible, certaines confédérations, comme le DGB en Allemagne fédérale, le TUC en Grande-Bretagne et LO au Danemark, sont en situation de quasi-monopole.

Dans les pays de l'Europe du Nord, la pratique du closed shop — réservant l'emploi au salarié qui est membre d'un syndicat — est restée quelque peu la liberté d'adhésion syndicale. Mais cette pratique est, de fait, de moins en moins appliquée.

En Allemagne fédérale, le DGB est en situation de quasi-monopole avec dix-sept syndicats de branche affiliés. Il revendiquait, à la fin de décembre 1988, 7,8 millions d'adhérents, soit une augmentation de 40 000 membres en un an. Mais d'autres organisations existent en Allemagne, comme la Fédération allemande des fonctionnaires (DBB), le Syndicat des employés (DAG) et la (petite) Confédération des syndicats chrétiens (CGB). Les liens entre le DGB et le Parti social-démocrate (SPD) sont plutôt étroits. Mais cela n'a pas empêché le DGB de soutenir des grèves et des mouvements sociaux quand le chancelier Schmidt était au pouvoir.

En Belgique, le taux de syndicalisation tourne autour de 75 %. Mais ce sont les syndicats qui distribuent la quasi-totalité des allocations de chômage. Les querelles linguistiques semblent épargner les syndicats puisque Flamands, Wallons et Bruxellois se retrouvent ensemble à la FGTB, proche des socialistes, et à la CSC,

chrétienne, surtout représentée en Flandre. La crise économique a mis fin à la période où les grandes décisions économiques et sociales étaient d'abord prises par les partenaires sociaux. La politique d'austérité menée par les gouvernements sociaux-chrétiens et libéraux a amoindri l'influence des syndicats. Mais le retour des socialistes au pouvoir pourrait les aider à retrouver plus d'influence.

Au Danemark, LO revendique 1 400 000 cotisants, soit plus de 80 % des salariés. Mais les syndicats sont seuls à administrer les caisses d'assurance-chômage. Un tiers de la cotisation correspond à une assurance anti-chômage, un autre tiers subventionnant le Parti social-démocrate, avec lequel les liens sont très étroits. Mais un petit syndicat chrétien commence également à s'implanter avec sa propre caisse d'assurance-chômage. Dans une même entreprise, il n'est pas rare que des salariés appartenent à cinq ou six syndicats différents. LO envisage une réforme de ses structures pour mettre fin à cette situation.

En Espagne, les syndicats ne sont légalement autorisés que depuis une dizaine d'années. Dans la dernière période, notamment lors de la grande grève du 14 décembre 1988, l'UGT (socialiste) et les Commissions ouvrières (communistes) se sont retrouvées du côté de la lutte contre la politique économique et sociale du gouvernement de M. Gonzalez. Selon M. Nicolas Redondo, secrétaire général de l'UGT, le taux de syndicalisation est tombé à 17 %.

En France, selon une étude du CREDOC, le taux de syndicalisation est passé de 14 % en 1978-1980 à 10 % en 1984-1988. Il est en fait estimé à 10,6 %, mais il n'est que de

5,6 % dans le secteur privé. Un maître gâteau à se partager entre cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC) dans le pays qui est, au niveau de la syndicalisation, la dernière rouge de la CEE.

En Grande-Bretagne, le TUC ne regroupe plus que 8,8 millions d'adhérents après l'exclusion, en septembre 1988, des 300 000 membres du syndicat des électriciens. Cette organisation affiliée veille scrupuleusement à son autonomie. Le TUC, qui a perdu 3 millions d'adhérents depuis l'arrivée de M. Thatcher, avec laquelle il est en guerre continue, voudrait développer les services aux adhérents (aide juridique, facilités de crédit).

En Grèce, la Confédération générale du travail (GSEE) est composée de cinq courants politiques organisés, de la Nouvelle Démocratie (ADSK) aux socialistes du PASOK (PASOK), en passant par les deux partis communistes. Dans la fonction publique, le taux de syndicalisation est de 80 %. Si l'image des syndicats était plutôt mauvaise, en raison de luttes intestines incessantes, elle s'améliore nettement, en raison d'une plus grande participation à la vie conventionnelle.

En Irlande, la confédération syndicale ICTU revendique 670 000 syndiqués, mais elle a également des syndicats affiliés en Irlande du Nord.

En Italie, où trois confédérations — la CGIL (à majorité communiste), la CISL (de sensibilité démocrate-chrétienne) et l'UIL (à majorité socialiste) — coexistent plutôt harmonieusement, le taux de syndicalisation, en moyenne, est tombé de 49,3 % en 1978 à 39 % en 1988. Malgré cette baisse d'influence, les syndicats ont les moyens de peser sur les orientations sociales et économi-

ques du pays, comme l'ont montré récemment les grèves contre le ticket modérateur, qui ont obligé le gouvernement à prévoir de nombreuses exonérations réduisant de moitié le supplément de recettes attendu.

Au Luxembourg, 80 000 salariés sont syndiqués, soit 49 % de la population active salariée. La CGT luxembourgeoise, proche du Parti socialiste, compte 45 000 membres. Quant au syndicat chrétien, (LCGB), il revendique 20 000 membres.

Aux Pays-Bas, le taux de syndicalisation est tombé de 39 % au début de 1980 à environ 30 %. Le FNV (socialiste) revendique 920 000 membres et le CNV 300 000. 100 000 cadres adhèrent à une troisième organisation. Si le dialogue social fait partie du modèle consensuel néerlandais — même s'il débouche souvent sur une impasse, — les syndicats se montrent de plus en plus combats, hésitant moins à recourir à l'arme de la grève.

Au Portugal, le taux de syndicalisation tourne autour de 60 %. Il atteint même 95 % dans les banques et les assurances, en raison d'un régime d'assurances sociales complémentaires, très avantageux, géré par les syndicats. La Confédération générale du travail portugaise (CGTP), créée aussitôt après la révolution d'avril 1974, est à majorité communiste. L'Union générale des travailleurs (UGT), créée en 1979, est à direction socialiste. La CGTP revendique 1 300 000 adhérents, et l'UGT un million. Les deux centrales siègent au Conseil de concertation sociale avec le gouvernement et le patronat. Mais, alors que l'audience du syndicalisme est stagnante, l'UGT entretient des relations privilégiées avec le pouvoir exécutif.

M.L.N.

Enquête

du grand marché de 1993

Inquiétudes, tâtonnements, dissonances

DANS une Europe des douze qui compte plus de 15,6 millions de chômeurs, les syndicats redoutent que, dans un premier temps, le grand marché intérieur n'aggrave encore le chômage. Mais ils ne demandent qu'à faire leurs conclusions du récent rapport Coccini prévoyant la création de 5 millions d'emplois sur 5 ans si des politiques économiques d'accompagnement sont mises en œuvre. Pour eux, l'essentiel est cependant que 1993 marque une importante avancée sociale pour les salariés. Utopie ? Leur attention se focalise dans l'immédiat sur l'adoption d'une « Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux » promise au plus tard pour la fin de 1989.

Une telle idée vient de la présidence belge qui, en mai 1987, avait proposé d'établir « un socle de droits fondamentaux ». Un an plus tard, devant le congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), à Stockholm, Jacques Delors allait plus loin en envisageant un socle « négocié par les partenaires sociaux et traduit ensuite en législation communautaire ». Une nouvelle étape était franchie le 22 février 1989 avec l'adoption, par

sont sur la même longueur d'onde. Pour la FGTB belge, une telle Charte doit être « plus avantageuse pour les travailleurs des pays les moins avancés que ce qu'ils ont actuellement ». M. Thatcher condamne la Charte sociale comme un produit du marxisme et de la haine des classes, tonne Norman Willis, secrétaire général du TUC, mais c'est un instrument de coopération et non de conflit. Mais à l'allége totale de M. Thatcher à toute réglementation sociale européenne, qui risquerait, selon son entourage, de « ressusciter » les syndicats, s'ajoute une difficulté propre à la Grande-Bretagne en raison de sa traditionnelle absence de codification écrite.

Pour autant, les approches du contenu de la Charte sociale, dont l'avant-projet de la Commission vient d'être présenté, ne sont pas tout à fait identiques. Les syndicats italiens comptent s'en servir pour obtenir l'instauration d'une sorte de SMIC européen, inexistant en Italie. FO parle aussi de « salaires minimaux européens ». Au contraire, aux Pays-Bas, la confédération chrétienne CNV a une attitude plus pragmatique : « Un salaire minimum européen serait inférieur à ce qui se pra-

sont juridiquement mandatés par leurs membres pour négocier de tels accords. Une difficulté qui amène Bruno Tremia, secrétaire général de la CGIL italienne, à préconiser « une réforme des statuts de protection sociale qui donne un espace à un pouvoir supranational de négociation ». Pour l'heure, les syndicats voudraient au moins arriver à des accords sectoriels européens, par branche d'activité, comme celui qui existe déjà sur la formation dans le commerce de détail alimentaire, ou développer les structures de concertation à l'intérieur des grands groupes européens, plusieurs sociétés françaises (Thomson, Saint-Gobain, Bull, BSN, Pechiney) s'étant déjà engagées dans cette voie.

Le projet de société de droit européen, cher à J. Delors, ne recueille pas non plus l'adhésion unanime des syndicats. Une société implantée dans plusieurs pays de la CEE et choisissant un tel statut devrait garantir la participation des salariés en optant parmi trois formules proposées : le système de cogestion à l'allemande, un accord collectif fixant les règles de la participation ou la mise en place d'un organisme

L'union patronale

CRÉE en 1958, à la suite de la signature du traité de Rome, l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE) est le porte-parole officiel des milieux d'affaires européens à l'égard des institutions communautaires.

Composée à l'origine des fédérations patronales des six États membres fondateurs de la Communauté, l'UNICE regroupe aujourd'hui trente-trois fédérations de vingt-deux pays d'Europe occidentale, depuis l'affiliation, en 1988, des deux fédérations suédoises et des deux fédérations suédoises, mais l'essentiel de son activité demeure tourné vers l'Europe des Douze.

L'UNICE veille notamment à la préparation de la réglementation communautaire, en faisant part aux institutions d'avis commun. Les membres des différents fédérations nationales participent, à tous les niveaux, à ses travaux afin de mettre au point des positions communes.

Le secrétaire permanent de l'UNICE est installé à Bruxelles. Son secrétaire général est un Britannique, M. Zygmunt Tyszkiewicz, dont le mandat renouvelable, arrivera à son terme fin 1990.

La Confédération européenne des syndicats

La plupart des syndicats ouvriers d'Europe occidentale sont membres de la Confédération européenne des syndicats (CES) : depuis l'adhésion du syndicat turc Turk-Is, trente-six organisations de vingt et un pays (appartenant tous au Conseil de l'Europe) en font partie, et la confédération revendique, officiellement, quarante-quatre millions d'adhérents.

Pour la France, seules la CFDT et FO sont membres. Depuis 1975, la CGT fait partie de la porte mais, de même que celle de la CGTP — Confédération portugaise de même tendance — son adhésion a été refusée. En revanche, l'affiliation des Commissions ouvrières espagnoles (CCOO), liées au parti communiste, reste à l'ordre du jour.

M.-P. S.

le Comité économique et social européen, d'un « avis », voté par 135 voix pour, 22 contre et 8 abstentions, sur le contenu de cette Charte sociale. Celle-ci devait garantir un certain nombre de droits (protection sociale, égalité des chances, liberté syndicale, formation, etc.) et en introduire de nouveaux, notamment en matière de licenciements et de restructurations.

Depuis, la Charte est devenue une pomme de discorde entre les syndicats et la Commission. A la fin avril, M. Vasso Papandréou, commissaire chargé des questions sociales, indiquait que la Charte ferait l'objet d'une « déclaration solennelle » adoptée par le conseil des ministres, une position partagée par la France, qui doit prendre la présidence de la CEE à partir du 1^{er} juillet, afin d'éviter un affrontement avec la Grande-Bretagne hostile à toute disposition contraignante. Pour M. Papandréou, il s'agit d'un « engagement ferme », la Commission ayant mandat d'élaborer « dans les six mois » un programme d'action avec les instruments juridiques appropriés à son application.

Législation communautaire

« Une déclaration solennelle, cela ne sert à rien », proteste Nicolas Redondo, secrétaire général de l'UGT espagnole. Appuyés par tous ses membres, la CES réclame que la Charte se traduise par « une législation communautaire de base permettant de faire converger progressivement tous les pays européens vers le meilleur niveau social », ce qui suppose des instruments juridiques « contraignants » (règlement ou directive-cadre), l'État contraignant pouvant alors être poursuivi devant la Cour de justice de Luxembourg. « Je n'ai jamais dit que ce serait une directive », confie-t-il à quelques semaines Jacques Delors. Une déclaration solennelle aurait une valeur morale considérable. Il faut une certaine harmonisation sociale, mais dans le respect de la diversité. L'Europe sera pluraliste et diverse ou ne sera pas.

Du DGB à la CFDT, en passant par FO qui demande un « droit social européen » — « l'espace social, c'est de la poésie », affirme Marc Blondel, — tous les syndicats

représentant le personnel. Les Portugais, les Hollandais, les Britanniques y sont favorables. Les Belges craignent qu'il s'agisse d'un « cadavre empoisonné » en raison de la difficulté à choisir entre les trois formules. Les Allemands privilégient leur modèle de « cogestion », ce qui irrite les Grecs qui prônent plutôt « le contrôle ouvrier ». Quant à la CGIL italienne, elle est opposée à une participation même minimale des salariés aux responsabilités dans l'entreprise européenne.

Conventions collectives

A défaut d'une charte contraignante, les syndicats feront-ils avancer l'Europe sociale par la voie du dialogue avec le patronat européen (UNICE) à Bruxelles ? Pour l'heure, les entretiens de Val Duchesse entre la CES et l'UNICE ont abouti à deux « avis communs », un troisième sur « l'adaptabilité » — ou la flexibilité — étant en panne en raison de réticences syndicales. Le 12 janvier dernier, à Bruxelles, Jacques Delors a spectaculairement relancé le dialogue social CEE-UNICE. Un « groupe de pilotage » CES-UNICE, dont les syndicats français sont absents, et qui s'est réuni une première fois le 21 mars, a été notamment chargé d'évaluer les avis communs déposés dans le cadre du dialogue social et leurs prolongements possibles. Mais quels prolongements ?

« Je suis passionnément favorable à une coopération avec les employeurs afin d'arriver à des accords », proclame Norman Willis. Comme les Grecs, les syndicats français défendent l'idée de « conventions collectives européennes ». La CFDT souhaite par exemple la négociation d'un accord-cadre européen reconnaissant le droit à la formation des salariés de l'Europe des Douze. « Je ne pense pas », assure Ernst Breit, président de la CES et du DGB, que la CES et l'UNICE puissent conclure des conventions collectives. « Soyons réalistes, s'entend », Johan Van Rens, de la FNV néerlandaise, une convention collective européenne est impensable. Il faut commencer par définir un certain nombre de concepts de base sur la formation, les restructurations et la durée maximum du travail.

L'obstacle est d'autant plus difficile à contourner que l'UNICE préfère toujours parler de dialogue que de négociation et est hostile aux conventions collectives européennes, et que ni le patronat ni la CES ne

représentant le personnel. Les Portugais, les Hollandais, les Britanniques y sont favorables. Les Belges craignent qu'il s'agisse d'un « cadavre empoisonné » en raison de la difficulté à choisir entre les trois formules. Les Allemands privilégient leur modèle de « cogestion », ce qui irrite les Grecs qui prônent plutôt « le contrôle ouvrier ». Quant à la CGIL italienne, elle est opposée à une participation même minimale des salariés aux responsabilités dans l'entreprise européenne.

Une CES plus active

Pour contraindre l'Europe sociale, les syndicats attendent de la CES qu'elle joue un rôle beaucoup plus actif. Les syndicats espagnols veulent qu'elle se transforme « en véritable syndicat international ». Et la GSEE grecque attend qu'elle s'ouvre enfin à la CGT française, à la CGTP portugaise et aux commissions ouvrières espagnoles. Pour les syndicats hollandais, la CES « peut et doit mieux faire ». Elle devrait devenir l'interlocuteur privilégié des multinationales », souligne la FNV tandis que la CNV regrette que « les possibilités matérielles de la CES soient sans comparaison possible avec les moyens dont disposent les entreprises pour leur lobbying ».

Pour obtenir une Charte sociale contraignante, la CES a déjà programmé une semaine de « mobilisation » européenne du 16 au 22 octobre, avec une manifestation le 18 à Bruxelles. Coup d'épée dans l'eau ? « Une manifestation de masse à Bruxelles rassemblant 100 000 personnes, cela impressionne qui ? », demandait Peter Seidenack, du DGB allemand, dans la Revue politique et parlementaire en février. « Personne », répondait le syndicaliste qui suggérait de passer des contrats avec des multinationales pour mettre en place des « commissions d'information ou de consultation ». Plus politique, Nicolas Redondo se demande si les « groupes de gauche » ne devraient pas bloquer les travaux du Parlement européen « tant qu'il n'y aura pas de législation sociale européenne ». Action de « masse » ou lobbying ? L'Europe syndicale cherche encore sa voie. Comme Soubise ses armées...

M. N.

CHANDERNAGOR

Les années Giscard de "la Sans Pareille"

FRANÇOISE CHANDERNAGOR



L'Archange de Vienne

Editions de Fallois
PARIS

"Ce volume ne prolonge pas seulement le portrait, passionnant et tourmenté, d'une jeune femme qui encourage « la méprise » et favorise « le malentendu » : il offre aussi le tableau, très fouillé, d'une époque récente, à peine défunte : les années Giscard."

François Bott Le Monde

مكتبة أمية الأصل

Politique

L'immigration à l'Assemblée nationale

L'opposition resserre les rangs autour d'une motion de censure repoussée

Contrairement à ce qui s'était passé lors du vote de la motion de censure des « rénovateurs » contre la politique européenne du gouvernement (le Monde du 18 mai), l'opposition a, mardi 6 juin, serré les rangs pour voter celle déposée à l'initiative de l'UDF et du RPR contre la politique d'immigration et, plus particulièrement, contre le projet Joxe (sur les conditions de séjour et d'entrée des immigrés) adopté en première lecture à l'Assemblée nationale dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juin. Les groupes UDF, RPR et UDC ont voté la censure. Seuls deux

députés centristes — MM. Bernard Stani (Marne) et Jean-Marie Dailliet (Manche) — ne les ont pas suivis. Trois des seize députés non inscrits ont voté la censure : M^{me} Yvonne Fiant (Var), MM. Jean Royer (Indre-et-Loire) et Maurice Sergherbert (Nord). Pour la première fois dans un tel débat, l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, a joint son vote à celui de l'opposition. En début de soirée, le président de séance devait constater la non-adoption de la censure : elle n'avait recueilli que 264 suffrages (132 RPR, 90 UDF, 39 UDC et 3 non inscrits) alors qu'il en

fallait 289 (majorité absolue) pour renverser le gouvernement.

Le débat de censure a été l'occasion pour M. Jacques Chirac d'un retour sur l'avenant-séjour depuis son échec d'il y a un an à l'élection présidentielle. Le président du RPR avait fait promesse à ses troupes de reprendre l'offensive contre le pouvoir. Pour M. Valéry Giscard d'Estaing, il s'agissait en fait d'une dernière grande intervention avant son départ pour Strasbourg. Les deux témoins de l'opposition ont dénoncé le contenu du projet Joxe : « Inadapté et

dangereux » selon M. Chirac, « inadapté et incertain » pour M. Giscard d'Estaing. L'émotion était bien remplie pour écouter les orateurs principaux et le premier ministre. Plusieurs ministres étaient au banc du gouvernement, notamment le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, qui la semaine dernière avait dû faire face à la guérilla parlementaire lancée par le RPR, et M. Jean-Pierre Solson qui prépare un projet de loi limitant contre ceux qui emploient de la main d'œuvre clandestine, ces « négriers » des temps modernes, dira M. Rocard.

Que retiendra-t-on de ce débat de censure ? L'analyse faite par le premier ministre du jeu des relations « à tous les niveaux » avec la Chine... Certes, personne ne pouvait prévoir ce tête-à-tête entre l'histoire en marche en Chine, en Iran et en Pologne et un débat typiquement franco-français dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. D'ailleurs ? Le mot a été prononcé par M^{me} Michel Rocard et Valéry Giscard d'Estaing, qui ont tous deux évoqué la situation de la Chine dans leur propos limitaire. Discussion délicate pour un sujet qui ne l'était aux yeux de personne. Mais plus d'un député avait fait l'ouverture de la séance que ce débat de censure avait quelque chose d'irréel, presque d'incongru tant les événements internationaux étaient présents à l'esprit de tous. L'opposition n'a évidemment pas de chance avec ses motions de censure pourtant péniblement mises sur pied.

M. Giscard d'Estaing : une alternative à la France unie

La politique intérieure française a toutefois retrouvé, durant deux heures et demie, tous ses droits. Premier orateur, M. Valéry Giscard d'Estaing a tout d'abord reproché au gouvernement d'avoir contrarié « la tradition républicaine » en faisant débattre le Parlement, pendant une période électorale, d'un sujet « susceptible de diviser l'opinion publique » : « À l'approche d'un effet suspensif, les intentions deviennent en effet suspectes ». Au passage, la tête de liste UDF-RPR a égrégé la tête de liste PS, M. Laurent Fabius, qui présidait les débats. Pensant sans doute appuyer une nouvelle fois sur la tradition républicaine, M. Giscard d'Estaing a, à mots couverts, fait reproche au président de

l'Assemblée de ne pas avoir abandonné momentanément ses fonctions pour aller tout simplement s'adresser à ses amis. Il est vrai qu'un discours de M. Fabius occupait une position dominante dans laquelle quelques esprits malveillants auraient pu déceler comme l'esquisse d'un funeste prétexte pour M. Giscard d'Estaing. M. Fabius répond qu'il avait toujours cherché à précéder « avec la plus grande neutralité », ce qui lui fut contesté sur les bancs de l'opposition : « C'est vrai, c'est vrai » entendit-on.

Comme M. Chirac le fera un peu plus tard, l'ancien chef de l'État a mis en cause implicitement M. François Mitterrand : « Le ministre de l'Intérieur avait élaboré un premier projet, plus proche sans doute des réalités, jusqu'à ce qu'une lumière venue d'en haut ne vienne l'éclairer (...). Votre projet ne traite en aucune manière du problème important et difficile posé par l'intégration des étrangers résidents depuis longtemps dans notre communauté nationale. C'est en réalité à ce problème que pensent nos compatriotes lorsqu'ils font allusion à notre devoir d'humanité et de générosité », a lancé M. Giscard d'Estaing avant d'ajouter : « La procédure de préparation de ce texte est une atteinte au bon sens, et une offense au slogan de la France unie ».

Estimant que le gouvernement a refusé de prendre en compte « les réalités de l'immigration clandestine », M. Giscard d'Estaing a affirmé : « Si nous voulons préserver la sérénité civile, assurer à notre population la sécurité et le bon mode de vie, et aussi garantir aux étrangers que nous avons volontairement et délibérément accueillis chez nous, et ceux qui viendront y chercher refuge contre des persécutions politiques menaçant effective-

ment leur sécurité, les égards, les droits et le respect dus à leur personne, il faut mettre un terme à l'immigration clandestine. Votre texte remet en question (la loi Pasqua), sans démontrer que vous savez mieux faire. » La tête de liste RPR-UDF sera applaudie chaleureusement par les députés UDF debout, rejoints mollement par les députés RPR (les « rénovateurs » et les « arches » restent ostensiblement assis).

M. Chirac : la responsabilité du président est entière

M. Chirac, quant à lui, n'a pas déçu ses partisans. Son message s'articulait autour de trois volets : le bilan de la loi Pasqua est excellent ; toute cette affaire a été manœuvrée par M. François Mitterrand ; cela ne durera pas. Le bilan de la loi Pasqua : « Immigration clandestine stoppée, délinquance en diminution sensible, terrorisme jugulé (c'est de préférence sur les bancs PS), étrangers en situation régulière rassurés, expulsions et reconduites à la frontière doublées, refus d'entrée sur le territoire portés à plus de cinquante mille par an... La responsabilité du président : « Le projet qui nous est soumis est issu d'une volonté étrangère à la réalité de notre société, étrangère à la volonté du pays et de l'opinion ; dans cette affaire, la responsabilité est de M. Mitterrand et de son gouvernement. Il est évident, sans ambiguë, que la situation personnelle de la situation des étrangers en France ».

Le président du RPR a dressé ensuite un tableau sombre de l'avenir : « Cette loi ne tardera pas à porter ses fruits amers. La paix publique, la tranquillité des étrangers installés légalement sur notre sol, en seront les premières victimes

sans compter une possible dégradation de la sécurité ». Sur les bancs socialistes, des députés ont crié : « C'est vous ! », « pyromane ! ». « Vous en prenez le risque », a répondu M. Chirac. Vous savez un jour à en rendre compte (...). Transformer la France en un « sanctuaire » des déshérités de la terre n'est ni responsable, ni conforme à un règlement sérieux de la question (...). Vous savez le doute et la division, vous comparez notre avenir national : craignez que notre peuple ne le supporte pas longtemps ! ». « Putschiste ! » a crié un député socialiste.

M. Rocard : les « négriers »

M. Michel Rocard a voulu éclairer le débat en le plaçant sous un double faisceau : « L'analyse idéologique de limiter l'afflux d'étrangers en France, l'impérieux devoir d'offrir à ceux qui vivent en situation régulière sur notre territoire la dignité et la sécurité auxquelles ils ont droit ». M. Rocard a également tenu à mettre en garde ceux qu'habituait le fantasme d'une France soumise, susceptible à l'immigration : « Vis du fin fond de l'Afrique ou de l'Asie, la France est toujours la France, que le premier ministre soit socialiste ou président du RPR. Il y a quelques illusions à croire que des étrangers se livrent à une analyse juridique des dispositions applicables avant d'entamer un voyage auquel le désespoir les pousse. Il y a quelque naïveté à penser qu'il y a pour eux une différence dans le fait que la loi en vigueur porte le nom de Pierre Joxe ou celui de Charles Pasqua ».

M. Rocard estime-t-il nécessaire d'agir sur les effets : « Cela signifie contribuer à ce que les populations concernées puissent avoir un espoir chez elles plutôt que de venir le chercher chez nous », a insisté le premier ministre en évoquant « comme l'avait fait M. Chirac — la nécessité d'une politique de coopération et de développement ambitieuse. Au chapitre des actions de fond menées dans ce sens, le chef du gouvernement a cité l'annulation de la dette de certains pays africains proposée par le chef de l'État. Il a également mis l'accent sur la lutte contre les personnes qui utilisent de la main-d'œuvre clandestine, « à ce point sous-jacent qu'elle s'apparente à une forme moderne d'esclavage ». « On va pleurer ! » a crié un député RPR. « Nous devons avoir la douleur de reconnaître qu'il existe aujourd'hui en France des sortes de négriers qui ont organisé des filières d'accès et d'entretien des fabriques clandestines qui sont de ce fait même des fabriques de clandestinité », a ajouté M. Rocard. A leur banc, deux députés RPR, « rénovateurs », MM. Philippe Séguin et François Fillon approuvent de la tête.

Le premier ministre a, d'autre part, dénoncé les amalgames faciles : « Il se trouve pourtant trop de gens pour dire face à un délinquant français : « C'est compréhensible, il était marginal », et face à un étranger : « C'est normal, c'est un immigré ». Sait-on le problème des étrangers dans sa complexité, c'est mesurer qu'il n'y a pas à proprement parler de problèmes propres aux étrangers, mais qu'il y a toutes les difficultés auxquelles nous en sommes confrontés en raison de la situation économique, sociale, culturelle, familiale, bien plus qu'en fonction de son origine, quand il s'agit de la population en situation régulière, le

premier ministre a affirmé : « Plus tôt que de marcher sur les brisées de l'extrême droite, vous faites valoir de chercher dans le gène national ce qui fait sa grandeur et son universalité. »

« Vous avez ouvert maladroitement, et dans les plus mauvaises conditions, un dossier important », reprochera M. Jean-Jacques Hysté (UDC, Seine-et-Marne). Vous avez à nouveau fait des immigrés des otages de la politique politicienne au moment où les passions commencent à s'apaiser (...). Si vous persistez à ne pas comprendre que l'on ne traite pas de ces problèmes à coup d'incantations élysées, vous serez obligés, un jour ou l'autre, malgré vous, de revenir ce dossier ».

M. Louis Mariné s'est demandé pour sa part si MM. Chirac et Giscard d'Estaing ne risquent pas « de réveiller la France des Dupont-Lô ». Comme représentants de la nation, nous devons nous opposer aux pulsions et impulsions de toutes sortes qui secouent la société », a-t-il expliqué. Défendant par le menu le contenu de la loi Joxe, le président du groupe socialiste a insisté sur le fait qu'elle écartait les membres « discriminatoires » de la loi Pasqua. Pour le groupe communiste, M. Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) a renvoyé dos à dos les députés de l'opposition et le gouvernement estimant que les premiers « tentent de récupérer les voix de l'extrême droite », tandis que le second « n'est pas mécontent d'une polémique qui donne à son projet la dimension humanitaire qu'il est assez loin de contenir ». Le groupe PCF, qui s'est abstenu sur le projet Joxe, estimant qu'il méprisait « des avancées par rapport à la loi Pasqua », n'a pas voté la censure.

PIERRE SERVANT.

Au palais du Luxembourg

Les sénateurs refusent au gouvernement le droit de fixer par décret le montant maximum des loyers

Le Sénat a adopté, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juin et après deux jours de débats, une version modifiée de la proposition de loi tendant à l'amélioration des rapports locatifs et modifiant la loi Méhaignerie adoptée deux semaines auparavant par l'Assemblée nationale (le Monde du 25 mai).

Equilibre, tel est le maître mot de M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement. Equilibre dans les rapports entre propriétaires et locataires, équilibre entre le rendement du capital et la stabilité du logement, indispensables, selon lui, pour la pérennité d'une loi en ce domaine. Quant aux sénateurs, ils sont aussi soucieux que le gouvernement de mettre en œuvre une législation durable.

La discussion au palais du Luxembourg n'a donc pas donné l'occasion de sévères empoignades, même si le climat dans laquelle elle s'est ouverte n'était pas des meilleurs. Les sénateurs se sont plaints en effet des conditions de précipitation dans lesquelles ils ont été saisis du texte. Cela les a empêchés, ont-ils assuré, de présenter des solutions plus satisfaisantes. C'est ainsi qu'ils souhaitent que leur position sur l'un des articles les plus importants de la proposition soit comprise : à la demande de M. Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des lois, mais au fond, le Sénat a supprimé l'habilitation donnée au gouvernement de fixer par décret en Conseil d'État, le montant maximum d'évolution des loyers, dans les zones géographiques où sont constatés des dérapages financiers anormaux dans le marché locatif. M. Dejoie a estimé que le texte était difficile à amender en raison du court délai dont il disposait pour étudier un dispositif différent, mais que cette suppression permettait d'ouvrir le dialogue en commission mixte paritaire. La majorité sénatoriale a convenu qu'il est impossible de rien faire face à la flambée des loyers dans les grandes agglomérations et en région parisienne notamment mais elle souhaite que la possibilité donnée au gouver-

nement d'intervenir par décret soit « mieux encadrée ». Quant à M. Besson, contre l'avis duquel socialistes et communistes avaient adopté cette disposition à l'Assemblée nationale, il ne pouvait soutenir ouvertement la position sénatoriale dans la mesure où cette même majorité avait considérablement modifié auparavant le dispositif de détermination des loyers. La combinaison des choix sénatoriaux rendait selon le ministre délégué, le texte « fort insuffisant ».

Après avoir refusé, dès le début de l'examen des amendements, d'abandonner purement et simplement la loi Méhaignerie comme le souhaitaient les seuls communistes (ces derniers par la voix de M. Jean-Luc Bécart, Pas-de-Calais, ont proposé sans succès une série d'amendements destinés à abolir également la loi Barre de 1977 et à reprendre nombre de dispositions de loi Quilès de 1982), le Sénat a adopté les modifications suivantes :

— Malgré l'opposition de M. Besson et du PS, mais avec le soutien du PC, le Sénat a prévu que le gouvernement déposera chaque année sur le bureau des assemblées, lors de la seconde session ordinaire, un rapport sur l'évolution des loyers, des aides publiques au logement, et de l'offre de logements à louer ainsi que sur l'évolution du secteur de la construction en fonction des types de financement utilisés ;

— La gauche s'est opposée en vain à la suppression de la disposition introduite à l'initiative des députés communistes prévoyant que pendant le premier mois de la période de chauffe, le locataire peut demander que l'état des lieux soit complété par l'état des éléments de chauffage ;

— Il en a été de même pour une autre disposition due au PC qui interdisait que le prix du loyer par mètre carré de surface habitable des locaux sous-locus excède celui payé par le locataire principal ;

Sur proposition de M. Besson, le Sénat, à l'exception du PC, a convenu que le mécanisme pour les échanges de logements ne devra pas s'appliquer aux logements soumis à la loi de 1948 ; sur celle du rapporteur de la commission des affaires économiques saisie pour avis, M. Jean Faure (Un. cent., Isère), il a confirmé que ce mécanisme sera étendu aux HLM ;

— Le Sénat est revenu aux dispositions de la loi Méhaignerie sur la durée du contrat de location, en supprimant la distinction entre la durée des baux consentis aux personnes physiques « au moins égale à trois ans » et celle consentie aux personnes morales « au moins égale, à six ans » pour l'uniformiser à trois ans ;

— Il a également restauré le principe de la liberté de fixation des loyers de tous les logements vacants ;

— Arguant de leur accord sur l'obligation de motiver le congé ou le droit au maintien dans les lieux au bénéfice du locataire, la majorité sénatoriale a voulu qu'en contrepartie le propriétaire puisse, à l'expiration du bail, proposer une réévaluation des loyers, sans que celle-ci soit liée au caractère « manifestement sous-évalué » du loyer précédent, écartant du même coup le droit de repentir consenti au locataire. M. Besson des lors qu'il était paré de la possibilité d'agir par décret ne pouvait accepter la position ainsi prise par le Sénat. Ce dernier a substitué au « taux d'évolution prévisionnel en glissement réel dans le rapport économique et financier annexé au projet de loi de finances pour l'année considérée », l'indice du coût de la construction comme limite à l'augmentation des loyers ;

Avec le soutien du PC, M. Michel Caidagère (RPR, Paris) s'abstenait, le Sénat a suivi ses commissions contre l'avis du gouvernement en rétablissant la loi Méhaignerie pour les transformations de logements en locaux professionnels, alors que la proposition de loi prévoyait que ces transformations fassent l'objet d'une autorisation préfectorale.

A. Ch.

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !



POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

- Philosophie
- Français (thèmes en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1)
- avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le Monde

Le service des corrigés vous est proposé par :



هكذا من الأصل

Politique

Un entretien avec M. Charles Millon

Rénover l'opposition passe par la mise sur pied d'une « association politique de formations régionales »

Trois mois après avoir lancé l'offensive des rénovateurs et avant les assises de la rénovation qui devraient se tenir le 24 juin prochain à Lyon, M. Charles Millon, président (UDF-PR) de la région Rhône-Alpes, livre le bilan et les perspectives de l'action de ses amis pour l'opposition. Il plaide pour la mise sur pied d'une « association politique de formations régionales ».

« Le mouvement des « rénovateurs » a aujourd'hui trois mois. On a pu parfois le comparer à un mai 68 de la droite. Ne trouvez-vous pas après coup ce rapprochement hasardeux ?

« Je ne le crois pas, il y a des fondements communs : la contestation d'une gestion technocratique et centralisée, la remise en cause des structures dépassées et la recherche d'une plus grande autonomie ; la contestation d'une approche exclusivement quantitative et économique des problèmes de société et l'aspiration à prendre en compte la dimension éthique de la politique ; la contestation d'une démarche purement idéologique, qu'elle soit d'inspiration socialiste ou libérale.

« D'ailleurs, avec du recul, on constate que le premier des « rénovateurs » fut le général de Gaulle. Il avait saisi quels étaient les ressorts profonds des événements de mai 68, il ne s'était pas réfugié dans une attitude défensive. Et pour répondre aux aspirations profondes de la société, il avait proposé deux grandes réformes : l'une par voie législative, c'était l'autonomie des universités, l'autre par voie référendaire, c'était la régionalisation.

« Ces deux réformes ont été démenties ou refusées. C'est dommage, car leur adoption aurait sans doute permis l'évolution du pays et obligé la réforme des structures politiques. Aujourd'hui, on se rend compte que le décalage entre des structures qui ont fait leurs révolutions internes telles que l'entreprise, les syndicats, les Églises et le monde politique. Le challenge des « rénovateurs » est de réformer les structures politiques pour qu'elles soient aptes à recréer les conditions d'un vrai débat politique, à favoriser la vraie participation des citoyens à la vie politique, à porter une philosophie sociale.

« Comme en 1968, la crise qui saisit l'opposition est tout à fait révélatrice d'une disparition des valeurs collectives et d'une incapacité de dégager une volonté commune. Tout cela se traduit par une montée extraordinaire de l'individualisme, chacun tentant de se réfugier dans l'éthosisme, l'affairisme ou le pragmatisme.

« Beaucoup vous reprochent à travers ce discours de faire passer des problèmes d'hommes et de structures !

« Notre intention n'est pas de proposer une nouvelle théorie politique, une nouvelle idéologie mais un nouveau discours de la méthode. Bien entendu cela ne signifie pas que cette démarche n'aura pas d'incidence sur le fond du débat politique.

« Car si ce débat s'est appauvri, c'est justement parce que les structures sclérosées de l'opposition ne lui permettent plus d'entendre, de capter les aspirations de la population. Elles ont non seulement étouffé la politique, mais, pire, elles ont laissé le champ libre au technocrate, à l'économiste, à l'idéologue.

« Le mouvement des « rénovateurs », c'est « la revanche du politique ». La revanche du politique sur le technocrate, qui, en réduisant la gestion du pays à une simple administration, a négligé le besoin d'autonomie des citoyens, la revanche du politique sur l'économiste, qui, en privilégiant les données quantitatives, a ignoré les besoins de la personne en matière d'environnement, de qualité de la vie, d'éducation. La revanche du politique sur l'idéologue qui, en réduisant le débat politique à un jeu de système, a attisé les luttes sociales et privilégié les extrêmes.

« Une grande formation pluraliste »

« Quelle méthode voulez-vous donc proposer ?

« La rénovation signifie avant tout clarification. Je ne suis personnellement pas favorable à une restauration de l'opposition à partir d'une espèce de mécanisme politique où l'on fédérerait, confédérerait les partis politiques tels qu'ils existent. La plupart ont des structures qui datent soit de la Quatrième République, soit du début de la Cinquième. Elles ne sont donc plus adaptées aux nouvelles évolutions et mentalités.

« Il faut bâtir une grande formation de l'opposition pluraliste et décentralisée composée de courants qui n'auront pas tous la même méthode, la même appréciation, la même conception, mais qui débattront entre eux pour pouvoir aboutir à une synthèse. Il faut, par conséquent, que chaque appareil politique accepte maintenant de faire sa révolution, à l'extrême accepte de faire hara-kiri.

« La campagne européenne de l'opposition contribue-t-elle à cette clarification ?

« Non, elle met plutôt le projecteur sur l'état archaïque de l'opposition.

« Cela ne vous fait-il pas regretter davantage le fait de ne pas avoir lancé votre propre liste ?

« Oui, je le regrette. Elle aurait été un révélateur beaucoup plus puissant. Nous avons néanmoins, il aurait fallu agir.

« Certains vous font aujourd'hui le grief de privilégier la liste de Simone Veil et de vouloir d'abord rénover le centre.

« Notre soutien à Valéry Giscard d'Estaing et notre accueil à Simone Veil sont, là aussi, la conséquence de notre analyse. Favorables dès le départ à une liste unique, nous pensons qu'il n'y a pas en fait de listes qui s'opposent, mais deux listes d'opposition. Alors que l'on ne nous demande pas de considérer l'une de ces deux listes comme étant une liste à marginaliser, à concurrencer ou à combattre.

« Le centre sera l'un des courants de la grande formation que nous appelons de nos vœux.

« N'obérons pas, à cause des péripéties des élections européennes, les conditions fondamentales de la reconstruction de l'opposition : comment ignorer que, au cours de ces dernières semaines, le centre a été le premier à manifester son intérêt pour cette rénovation.

« Pas de dissensions »

« Que se passera-t-il après le 18 juin ?

« La balle sera dans le camp des partis politiques. Soit ils acceptent d'entrer dans une cause et deviennent avec nous porteurs d'un projet, soit ils renforcent leur propre sclérose et nous prendrons des initiatives. Moi je souhaite en tout cas que des hommes comme François Léotard ou Alain Juppé, dont je sais qu'ils partagent les mêmes analyses, le fassent savoir publiquement et rejoignent vite notre démarche.

« Sera-t-il possible de rénover avec M. Giscard d'Estaing, toujours présent, et M. Jacques Chirac, toujours actif ?

« Ce n'est pas un problème d'âge mais de mentalité. Le Parti socialiste s'est réformé en 1971 avec un François Mitterrand qui avait derrière lui trente ans de vie politique. Nous souhaitons simplement que chacun sache tirer les conséquences de cette évolution et ne s'enferme pas dans un bunker pour continuer de perdre.

« La rénovation peut-elle échouer à cause des « rénovateurs » ?

« Il y a des discussions, mais pas de dissensions. Comment pourrions-nous être favorables à des discussions au sein de l'opposition et ne pas les accepter au sein de notre propre groupe ? D'ailleurs la richesse

du groupe des « rénovateurs » et son caractère significatif tiennent au fait qu'il rassemble des hommes de tous les courants de l'opposition.

« Votre principal handicap n'est-il pas d'avoir trop de prétendants à la fonction de leader ?

« Je ne crois pas que le projet de rénovation puisse être un projet individuel concentré sur une personne. Si tel avait été le cas, on aurait découvert ce leader charismatique depuis 1981. Ce doit être le projet d'une équipe qui soit décidée à dépasser les ambitions de chacun, les petits jeux présidentiels. Or deux périls aujourd'hui nous guettent :

« Le risque du ricolage qui reviendrait à dire que tout mouvement au-delà de la société n'a pour effet que de modifier des rapports de forces à l'intérieur des partis politiques existants. Et le risque du miroir aux alouettes. Je crains que, du fait du succès évident de notre démarche, certains imaginent qu'il suffise de faire des coups médiatiques pour faire avancer les choses. Ces coups-là passeront, les partis resteront. Car ce mouvement va bien au-delà de nos personnes.

« A quel service vous assies de 24 juin à Lyon ?

« Nous souhaitons prendre un rendez-vous solennel avec les partis, mais aussi avec l'opinion publique. Il est indispensable que sur l'organisation pratique de l'opposition des engagements soient pris.

« Par quelle méthode ?

« Au lieu de voir les partis fonctionner du haut vers le bas, il nous faut intégrer totalement la décentralisation en faisant l'inverse. Nous devons passer d'une fédération de mouvements politiques à une association politique de formations régionales.

« Combien de temps vous donnez-vous pour réussir ?

« Si cela ne se fait pas avant la fin de cette année, l'année 1990 sera celle de tous les dangers. Si nous échouons, la fuite des intellectuels continuera, les entrepreneurs continueront de prendre leurs distances. Le grand risque de l'opposition sera celui de la déqualification, voire de la marginalisation. Et la nature ayant horreur du vide, on verra la majorité socialiste occuper tout l'espace politique et créer en son sein sa propre opposition sur le modèle du grand parti radical-socialiste que la France a connu entre 1880 et 1940. Certains y verront la progression du consensus. En réalité ce sera, je le crois, la montée des positions extrêmes avec le risque d'éclatement de la société française.

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

En vue de l'élection présidentielle

M. Pasqua propose d'organiser des « primaires à la française »

On a tellement dit à la droite — et elle s'est tellement dit à elle-même — qu'elle avait perdu les élections présidentielles de 1981 et de 1988 en raison de sa division, c'est-à-dire de la pluralité de ses candidats, qu'il n'est pas étonnant qu'elle cherche à remédier à ce fatal handicap. Tous ses leaders, et notamment M. Giscard d'Estaing et Chirac, ont naguère souhaité que se dégage un candidat unique de l'opposition pour l'élection suprême. M. Mitterrand lui-même avait évoqué le système des « primaires » dans *Ma part de vérité*, en 1969.

Plus récemment, certains rénovateurs avaient émis un vœu comparable. M. Charles Pasqua les a en quelque sorte tous pris au mot en créant un groupe d'étude intitulé Initiative pour des primaires à la française, en compagnie de M. Philippe Mestre et Gérard Longuet, tous deux députés UDF. M. Alain Peyrefitte, député RPR, est venu se joindre au président du groupe RPR du Sénat, ainsi que quatre juristes, M. François Goguel, ancien membre du Conseil constitutionnel, M. Roland Drago et Mme Denise Flourent, professeurs de droit, et M. Dominique Latournerie, conseiller d'Etat.

Ce groupe a élaboré une « charte » en vingt articles, qui a été adressée à tous les dirigeants de l'opposition et qui constitue une base pour sélectionner le candidat de

celle-ci à l'élection présidentielle. La procédure proposée consiste en une adaptation « à la française » du système des « primaires » américaines. Toutefois, ce système ne sera pas contraignant, puisqu'il n'est de nature ni législative ni constitutionnelle. Il est une initiative privée prise par des membres de l'opposition qui espèrent que son succès dissuadera les candidats marginaux ou dissidents de se présenter au scrutin « réel ».

Un système complexe

Il s'agit pour tous les élus nationaux et locaux se réclamant de l'opposition et pour tous les électeurs se recommandant en elle de s'inscrire volontairement sur une liste qui sera à leur disposition dans chaque arrondissement où l'association aura un représentant. Une commission de centralisation et de contrôle (CCC) coordonnera l'ensemble des opérations de cette préélection. Cette commission sera composée de l'ancien président de la République, des anciens premiers ministres, des présidents et anciens présidents des Assemblées se réclamant de l'opposition... sauf s'ils sont eux-mêmes candidats.

La composition du corps électoral sera vérifiée chaque année par le comité d'arrondissement qui s'effor-

cera de détecter les inscriptions fallacieuses. Le scrutin se déroulera dans le cadre d'un « secteur » groupant deux régions ou seront comptabilisés les résultats. L'accomplissement des régions sera tiré au sort. Les constitutions se dérouleront chaque dimanche dans un secteur, de façon que la dernière ait lieu treize semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle officielle.

C'est auprès du CCC que seront déposées les candidatures à la « primaire ». La répartition des résultats se fera selon un système de points. Chaque région est affectée d'un nombre de points correspondant à sa population à raison d'un point par 3 000 habitants (542 pour la Bretagne, 313 pour l'Alsace, 147 pour le Limousin, 1161 pour la région de Paris, par exemple). Le système s'inspire du mode de scrutin pour les élections municipales : ainsi le candidat qui aura obtenu le plus de voix se verra attribuer la moitié des points du secteur. Les points restants sont répartis entre l'ensemble des candidats à la proportionnelle des voix recueillies. Les résultats, après vérification, par la CCC, sont publiés dans les trois jours qui suivent chaque vote régional. A l'issue de toutes les consultations est donc désigné le « candidat unique de l'opposition aux élections présidentielles ».

M. Pasqua a souligné que cette procédure permettrait d'éviter deux reproches souvent adressés aux candidats de s'auto-proclamer aux élections municipales de mars dernier à Descentes (Indre-et-Loire) au cours desquelles le maire sortant, M. Jacques Barbot (div. d.), avait été battu de 16 voix par M. Serge Petit (PS). Le tribunal a estimé que 17 et 24 procureurs étaient parties du second tour étaient entachées d'irrégularités.

● INDE-ET-LOIRE : annulation des municipales de Descentes. — Le tribunal administratif d'Orléans a annulé jeudi 1^{er} juin les élections municipales de mars dernier à Descentes (Indre-et-Loire) au cours desquelles le maire sortant, M. Jacques Barbot (div. d.), avait été battu de 16 voix par M. Serge Petit (PS). Le tribunal a estimé que 17 et 24 procureurs étaient parties du second tour étaient entachées d'irrégularités.

● PRÉCISION : M. Léotard et la loi d'amnistie. — M. François Léotard, président du Parti républicain et député du Var, a indiqué mardi 6 juin que, à titre personnel, il a voté en faveur du texte amnistiant les indépendants gaullois alors que l'ensemble de son groupe s'était prononcé contre. Lors du scrutin public sur ce projet, lundi 5 juin, M. Léotard avait été comptabilisé parmi les députés ne prenant pas part au vote.

aurait moins de 5 % de votants. L'autre risque est que des adversaires politiques s'inscrivent massivement pour fausser le résultat en privilégiant un candidat pour lequel ils ne voteront pas lors de l'élection réelle. En réalité, ses promoteurs espèrent que ce système amorcera un changement profond des mentalités électorales françaises. Ils assurent que leur réforme répond à une attente de l'électorat de l'opposition qui souhaite, selon M. Longuet, que soit « dédramatisé le premier tour de l'élection présidentielle vécu comme un affrontement fratricide ».

Pour M. Philippe Mestre, il s'agit de « rendre aux électeurs une élection conquise par les appareils des partis ». Cette procédure peut donc être perçue par les électeurs comme un moyen de contestation des partis en privilégiant le candidat antiparti comme ce fut le cas lors des élections municipales à Marseille et à Lyon ou, au contraire, un atout pour le parti politique qui aura la plus forte imagination locale par ses élus et par ses militants qui voteront pour leur leader.

ANDRÉ PASSERON.
★ Siège d'initiative pour une primaire à la française, 3, boulevard Lator-Maubourg, 75007 Paris.

Bicentenaire

Les protestants et la révolution

De la clandestinité à la liberté du culte



La Fédération protestante de France célèbre, mercredi 7 juin, le bicentenaire du premier culte public protestant à Paris. Une double manifestation est prévue : une cérémonie au grand amphithéâtre de la Sorbonne, avec notamment la participation de M. Michel Rocard ; un culte au temple de l'Oratoire, où la prédication sera assurée par le pasteur J.-P. Monsarrat, président du Conseil national de l'Eglise réformée de France.

par Jean Bauberot
directeur d'études
à l'Ecole pratique
des hautes études

« Paris veut bien une messe », avait écrit Henri IV. Dans cette ville épiscopale, capitale de la France, la messe était seule autorisée, même sous le régime libéral de l'édit de Nantes. La communauté réformée devait aller célébrer son culte au temple de Charanton. Sous le règne de Louis XIV, les temples protestants sont démolis, les uns après les autres, au tout le territoire. Après la révocation de l'édit de Nantes (1685), il n'en subsiste plus qu'en Alsace, province protégée par les traités de Westphalie. C'est le temps des assemblées clandestines, des exécutions, des enlèvements d'enfants et des condamnations aux galères. Dans le Midi cependant, la communauté huguenote relève la tête et, en certains endroits, les assemblées sont de moins en moins clandestines. A Paris, on laisse certains réformés fréquenter la chapelle de l'ambassade de Hollande et les intérieurs de l'ambassade de Suède, mais aucune manifestation protestante française n'est tolérée.

Aidé par Malesherbes, le pasteur Rabaut Saint-Etienne (1743-1793) tente d'obtenir l'autorisation d'un « culte obscur », célébré dans des « maisons d'oraison », qu'aucune description extérieure ne signalerait à l'attention des passants. Louis XVI hésite. Il lui est difficile de désavouer son oncle, le glorieux Roi-Soleil. Il signe finalement, en novembre 1787, un « édit de tolérance », qui accorde aux protestants un état civil, leur permet de se marier et les laisse accéder à la plupart des emplois. Mais le « culte obscur » est refusé.

Mettant à profit cette brèche, les réformés parisiens demandent à l'ancien chapelain de l'ambassade de Hollande, Paul-Henri Marcon (1754-1832), d'être leur pasteur. Ils s'organisent dans une semi-clandestinité et demandent l'autorisation d'ouvrir un lieu de culte qui leur est, naturellement, refusée. Mais la réunion des Etats généraux, les débats qui ont lieu désormais sur la place publique, l'effervescence des débats de la Révolution créent un climat nouveau. Les réformés parisiens passent outre à l'interdiction officielle et, le dimanche 7 juin, ils célèbrent leur premier culte dans une salle de noces et banquets (aujourd'hui disparue) appartenant à un marchand de vin de la rue Mondétour (l'actuelle rue Turbigo).

La liberté, pas la tolérance !

Dans la France de 1989, les réformés sont toujours minoritaires. Le thème de la « Révolution émanicipatrice des juifs et des protestants », cher à l'historiographie républicaine, reste présent dans une large mouvance laïque. Mais une historiographie antirépublicaine, qui a toujours voulu masquer la répression antiprotestante de l'Ancien Régime, continue à avoir des effets.

A la veille de la Révolution, l'opinion publique apparaît, en fait, très largement indifférente aux problèmes protestants. Les cahiers de doléances du Tiers Etat expriment le souci de contenir le protestantisme dans les limites d'une tolérance parcimonieuse et contrôlée. Le clergé catholique est, bien sûr, le plus réservé. Il ne semble pas prêt à une coexistence pacifique. Des différends débattus qui ont abouti à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, celui qui concerne la liberté religieuse a donc été le plus

vif. Le projet soumis à la discussion prévoyait essentiellement le « respect dû au culte public », indiquant par là que seul le culte catholique devait continuer à être autorisé. Rabaut Saint-Etienne déclara alors : « Ce n'est pas la tolérance que je réclame, c'est la liberté ! » Finalement, l'article adopté est le suivant : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » La liberté de conscience est affirmée, mais un doute subsiste sur la possibilité d'une pleine liberté du culte.

Le 24 décembre 1789, la Constitution décide que les protestants seront admis à tous les emplois civils et militaires. Un an plus tard, la nationalité française est rendue aux descendants « d'expatriés pour cause de religion » qui viendront demeurer en France. Le texte constitutionnel du 3 septembre 1791 garantit « comme droit naturel et civil » la liberté d'exercer « le culte auquel il [le citoyen] est attaché ». En septembre 1792, l'Assemblée législative complète cette mesure par la loi de l'égalité de l'évêque et par l'instauration de la possibilité du divorce (même les protestants d'Alsace étaient, depuis 1722, privés de ce droit).

Une « lune de miel » éphémère

Ces diverses mesures favorisèrent la mise en place d'un véritable pluralisme religieux. Les débuts de la Révolution furent donc, en général, selon l'heureuse expression de l'historien Daniel Robert, l'époque d'une « lune de miel » entre les protestants et les parisiens de l'ordre nouveau. La communauté réformée profita donc de l'avènement de la liberté religieuse pour se restructurer. Cela ne va pas, parfois, sans tension et, en 1790, des troubles politico-religieux eurent lieu à Montauban (10 mai) et à Nîmes (15 juin) entre le peuple catholique aristocrate et la bourgeoisie réformée patriote. Cette dernière est assaillie plutôt gironde que montagnarde (malgré de notables exceptions), comme le pasteur Jean-Bon Saint-André, 1749-1813). Cinq pasteurs seront guillotinisés (Albanel, Lasserre, Riboulet, Rabaut, Saint-Etienne, Hivies, Soulier) pour avoir été faillants ou girondins. Apparaissant, lors du vote sur la mort du roi, nous trouvons seize députés protestants favorables à cette mesure, deux soutenant un sursis et sept des points mineurs. La « lune de miel » est alors finie.

En 1793-1794, les protestants vont être atteints par la volonté de substituer à toute religion révoquée des cultes où la Révolution devient elle-même objet de religion. Pendant un peu plus d'un an, il va se produire, contre le judéo-christianisme, une répression qui n'est pas sans analogie — même si elle fut moins systématique et infiniment plus brève — avec des mesures qui accompagnèrent et suivirent la révolution de l'édit de Nantes.

Déroulés de voir leurs alliés de la veille se retourner aussi contre eux, les protestants résistèrent moins bien, en général, qu'un siècle plus tôt. Un bon nombre de pasteurs acceptèrent, sans la menace, d'abandonner leur fonction. Des formules variées furent utilisées. Souvent vagues, elles montraient qu'une partie des abdicataires considéraient leur acte comme une suspension de leur fonction et non comme une renonciation définitive. L'apaisement s'effectuait à partir de 1795. En février, le protestant Boissy-d'Anglas (1756-1826) est le rapporteur de la loi qui proclame la liberté des cultes et leur séparation avec l'Etat. En Alsace, les Eglises se réorganisent rapidement. Il s'en est passé de même dans le reste de la France, où l'absence (depuis la révocation) d'édifices religieux, les problèmes financiers, une certaine pénurie de pasteurs et parfois des discordes politico-sociales freinent la reconstruction. En 1804, la loi de 10 Germinal an X, promulguée par Bonaparte, donne au protestantisme luthérien et réformé le statut de « culte reconnu ».

En quinze ans, la situation juridique du protestantisme français a été complètement transformée.

★ A partir du 1^{er} juillet, une exposition sur « Les protestants pendant la Révolution à Paris » se tiendra à l'Eglise Saint-Marie (17, rue Saint-Antoine, 75004 Paris).

● PRÉCISION : le Bicentenaire du Sénégal. — Dans l'article de J.-P. Férone-Hugot relatif au spectacle historique *Toussaint Louverture*, présenté à Dakar à l'occasion du sommet francophone (le Monde du 31 mai), il fallait lire que cette création était due aux Productions (françaises) de l'Abbaye, avec le concours du Théâtre Sorano de Dakar.

Le Monde CAMPUS
SONDAGE EXCLUSIF
LES ÉTUDIANTS JUGENT LEURS UNIVERSITÉS
Supplément gratuit avec le Monde
LUNDI 12 JUIN (daté mardi 13)

Société

JUSTICE

Quatre ans après l'assassinat de Jacques Perrot

L'enquête sur un crime commis au Havre entraîne l'audition de Darie Boutboul et de sa mère

Interpellées, mardi 6 juin à Paris, et conduites dans un premier temps quai des Orfèvres, M^{me} Darie Boutboul et sa mère, M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, ont été transférées en fin de journée à Rome et placées en garde à vue — prolongée jusqu'à 8 au matin — pour être entendues par M. Michel Beauber, juge d'instruction chargé de l'enquête concernant la mort d'un représentant de commerce, assassiné en mai 1988 au Havre.

La victime, Bruno Dassac, cinquante-deux ans, représentant spécialisé dans la vente de trousseaux, avait été assassiné, au Havre, d'une balle de 357 magnum dans le cou, et son corps avait été retrouvé le 5 mai 1988 dans les eaux de l'avant-port, coincé contre des rochers découverts par la marée basse.

La police avait conclu, dans un premier temps, à une chute accidentelle du bord du quai, suivie d'une noyade. Un médecin-légiste avait expliqué la plaie du cou par le heurt contre les pierres. Mais, trois jours après la découverte du corps, et alors que le permis d'inhumer avait été délivré, la voiture de la victime — une Volvo — fut retrouvée en feu sur un quai du port. Le véhicule avait été arrosé d'essence. Dès lors, les policiers devaient reprendre l'enquête à zéro et une nouvelle autopsie révélait que Bruno Dassac avait en réalité succombé à une blessure par balle de gros calibre.

Les investigations policières mirent très vite en évidence la double vie du commerçant. S'il menait une existence sans histoires lors de ses retours en fin de semaine au Havre, où il louait un appartement, il fréquentait à Paris certains cercles de jeux — où, semble-t-il, il misait de fortes sommes — en même temps

qu'il était un habitué du milieu des courses. On évoqua encore le passé, sa présence ancienne dans l'entourage des frères Zemmour, et même un éventuel rôle de « porte-parole ».

L'enquête révéla aussi que Bruno Dassac connaissait de gros problèmes d'argent. Certains pensèrent alors qu'il avait tenté un « coup » avec de vieilles connaissances, et que le non-respect de la règle du jeu pouvait être la raison de son exécution.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent à nouveau Darie Boutboul et sa mère, Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, interrogées sans relâche par les enquêteurs depuis mardi matin. L'enquête sur le meurtre de Bruno Dassac aurait en effet montré que ce dernier connaissait intimement Darie Boutboul et sa mère.

Célèbre femme-jockey en même temps que pronostiqueur hippique, Darie Boutboul, aujourd'hui âgée de trente-trois ans, aurait pu faire la connaissance de Bruno Dassac alors qu'elle collaborait au groupe de presse *Tiercé Magazine*. Bruno Dassac, qui, de son côté, aurait travaillé dans plusieurs publications comme pigiste, fréquentait assidûment les champs de courses. La Société d'encouragement lui avait fourni, en août 1986, sa recommandation d'une personnalité de Deauville, une carte des Sociétés parisiennes lui donnant libre accès aux champs de courses et aux parkings des hippodromes. La carte avait été renouvelée l'année suivante.

Un personnage fantasque

Les policiers espèrent surtout que l'affaire Dassac leur permettra d'éclaircir les circonstances de l'assassinat, le 27 décembre 1985, à Paris, de Jacques Perrot, mari de Darie Boutboul. Et, si aucune information n'a filtré sur les liens qu'il pourrait y avoir entre les deux

affaires ou leurs protagonistes, on concède, dans les milieux de l'enquête, que « certaines coïncidences méritent d'être éclaircies ».

Jamais élucidé, l'assassinat de Jacques Perrot, avocat au barreau de Paris, avait été l'occasion d'un pittoresque défilé médiatique mettant en scène un couple — Jacques Perrot, séparé de son épouse, Darie Boutboul — se disputant la garde de son enfant unique ; une grand-mère Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, avocate radiée, en 1981, du barreau pour escroquerie, et qui avait toujours gardé secrète sa mésaventure ; des religieuses, victimes escroquées, ne souhaitant pas que l'on fouille trop avant dans leurs affaires ; un frère de Darie Boutboul qui passait pour mort et qui, subitement, se révélait n'être que demi-frère et bien vivant ; un grand-père, Robert Boutboul, répété décédé lui-même et qui, devant les caméras d'Antenne 2, opportunément averties, réapparaissait pour se jeter dans les bras de sa fille Darie en larmes.

Personnage fantasque, celle-ci avait couché de nombreux souvenirs sur les pages d'un livre à succès. L'enquête policière fut l'occasion de montrer la vivacité de son imagination, la variété de ses relations, et, parfois, la bizarrerie de ses comportements. Un avocat, reclus dans une maison bourrée de gadgets électroniques, lui interrogea ; on parla de trafic d'armes, d'affaires louches, de voyages en Suisse. On interrogea longuement Marie-Elisabeth Cons-Boutboul sur l'origine de sa confortable fortune connue sur sa modeste contribution fiscale. On évoqua, enfin, prenant prétexte de l'amitié qui unissait Jacques Perrot à M. Laurent Fabius, de troubles affaires politiques. Sans succès.

L'enquête semblait s'être endormie définitivement. Peut-être, cette fois, aboutir ?

GEORGES MARION et PATRICK PESLIER.

Meurtrier de six personnes

Pascal Dolique est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

A l'issue d'un délibéré d'un peu plus de deux heures, la cour d'assises de l'Oise a condamné, mardi 6 juin, Pascal Dolique, garçon charcutier de vingt-neuf ans, à la réclusion criminelle à perpétuité, et, par décision spéciale, la juridiction criminelle a porté à dix-huit ans la période de sûreté pendant laquelle le condamné « ne pourra bénéficier des dispositions concernant la suspension ou la fractionnement de la peine, le placement à l'extérieur, les permissions de sortie, la semi-liberté et la libération conditionnelle ».

BEAUVAIS de notre envoyé spécial.

Dans leurs réponses à trente-deux questions, la cour et le jury ont déclaré Pascal Dolique coupable de six assassinats (*Le Monde* du 6 juin).

Après six jours d'audience, la cour d'assises a rendu un verdict conforme au réquisitoire de l'avocat général, M^{me} Françoise Pavan-Dubois, et à la demande de peine formulée par M^{me} Christian et François Garnier, conseils de la famille des victimes, qui n'avaient pas hésité à déclarer : « En le condamnant enfin à la responsabilité de ses crimes, vous condamnez Dolique aux remords perpétuels. » M^{me} Pavan-Dubois devait relever ce dérapage en répliquant : « La partie civile, dans la saine et demandant justice, n'a pas pour fonction de demander une peine. »

Il est vrai que les familles des six victimes avaient quelque raison de se montrer inquiètes, car les divergences entre les experts sur la responsabilité de Dolique plaçaient la cour d'assises dans une situation quelque peu surréaliste. Ou Dolique était responsable de ses actes et sa condamnation était certaine. Ou

bien les jurés admettaient qu'il s'agissait d'un épileptique en crise, selon la thèse du professeur Jean Gache, ancien chef de service à l'hôpital Sainte-Anne, et cette circonstance entraînait l'acquiescement. « C'est tout ou rien ! », remarquait M^{me} Pavan-Dubois en soulignant : si la cour admet son irresponsabilité, « il sort ce soir, sans bénéficier d'aucun traitement ! » Même si les jurés, ou certains d'entre eux, ont été convaincus de la maladie de Dolique, ils se trouvaient devant un choix impossible qui les conduisait nécessairement à souhaiter qu'un malade dangereux soit écarté de la vie publique le plus longtemps possible. Mais, pour ce faire, ils ne disposaient que d'une seule arme : la prison.

« Cas limite »

Les avocats de la partie civile avaient d'ailleurs bien enfilé les jurés dans ce dilemme : « Si par impossible vous deviez admettre l'épilepsie, ce serait alors la mise en liberté. » De son côté, M^{me} Pavan-Dubois s'était attachée à détruire l'expertise du professeur Gache en parlant de « démarche antisociale ». Pour le magistrat, « Pascal Dolique n'est pas fou ! Il veut pour supprimer la famille qui l'a rejeté. Un point c'est tout ! Dolique est un tueur », avant de conclure : « Il faut que Pascal Dolique soit dans l'impossibilité de nuire à quiconque pendant un certain temps. »

A la fin des plaidoiries des parties civiles, le public a accueilli les réquisitions par des applaudissements, alors qu'une voix de femme criait : « A mort Dolique ! » sans que la présidente, volontiers autoritaire, fasse la moindre observation.

Elle lançait cependant un avertissement au public avant que la défense ne prenne la parole pour un combat apparemment perdu d'avance. « Le crime porte tellement en lui la folie de celui qui l'a commis qu'il montre bien que Dolique n'est pas fou. »

que la folie, ne serait-ce qu'un court instant, les limites de la normalité », a plaidé M^{me} Christiane Dagois-Gernez. Regardez le criminel et ne pas le crime. » A son tour, M^{me} Bernard Manduit avait rappelé les conclusions des experts évoquant le « cas limite » de Pascal Dolique.

Mais convaincre de la folie ne pouvait, de toute manière, rien apporter. M^{me} Dagois-Gernez devait le souligner en soupirant : « Au Moyen Âge on metait les épileptiques en dehors des villes. Nous sommes encore au Moyen Âge quand il s'agit de crime. »

MAURICE PEYROT.

L'affaire Pechiney

Longue audition de M. Samir Traboulsi

Convoqué une nouvelle fois par M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé de l'information judiciaire dans l'affaire Pechiney, M. Samir Traboulsi a été entendu, mardi 6 juin, en qualité de témoin, durant huit heures (*Le Monde* du 7 juin). Le magistrat a aussi procédé à une audition beaucoup plus brève de M. Nabir Traboulsi, frère de Samir, qui occupa, lui aussi, des fonctions de conseiller auprès du groupe Triangle au moment des négociations en vue du rachat par Pechiney d'American National Can.

M. Samir Traboulsi en quittant le cabinet de M^{me} Boizette a expliqué par une boutade la durée de son audition : « C'est tout simplement, a-t-il dit, parce que M^{me} Boizette m'aime bien... Maintenant je retourne vaquer à mes affaires. »

Mercredi 7 juin, le juge d'instruction devait entendre, toujours comme témoin, M. Alain Boublil, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère des finances.

DÉFENSE

Le débat sur l'armée de métier

M. Rocard ne remet pas en cause la conscription universelle

Devant les députés de la commission de la défense, le premier ministre, répondant sans le nommer à M. Valéry Giscard d'Estaing qui avait proposé la semaine dernière que la France se rallie à l'armée de métier, a déclaré, mardi 6 juin, que « la révision de l'actuelle programmation militaire ne remet pas en cause la conscription universelle et les principes d'égalité sur lesquels elle se fonde ».

M. Michel Rocard a ajouté qu'il souhaitait que soit poursuivie la diversification des formes du service national. « On pourrait envisager une plus large participation des appelés dans les activités de la défense et de la sécurité civiles [corps de sapeurs-pompiers, services d'aide médicale d'urgence, par exemple] et faire participer davantage le service national à l'insertion professionnelle des appelés », a-t-il affirmé le premier ministre.

De son côté, le ministre de la défense, dans un entretien accordé aux *Echos* du mercredi 7 juin, estime que « ceux qui préconisent l'abandon de la conscription pour une armée de métier que nous n'aurions pas les moyens de payer et qui serait moins efficace que l'armée d'aujourd'hui — ne font pas du bon travail pour la France. Le service national est l'un des principaux vecteurs de l'esprit de défense dans notre pays. La France n'est pas une démocratie anglo-saxonne, mais une République ».

ENFANCE

Des recommandations du Conseil d'Etat

Dans un rapport au premier ministre sur l'audition et la défense des enfants en justice, rendu public mardi 7 juin, le Conseil d'Etat présente l'audition de l'enfant chaque fois que celui-ci est concerné par une procédure judiciaire (divorce, adoption, émancipation) ainsi que sa défense effective quand il est demandeur ou intervenant.

Des industriels français et italiens se regroupent pour concevoir un système commun de missiles sol-air

Deux groupes industriels français (Aérospatiale et Thomson-CSF) et une société italienne (Selenia) ont décidé, lundi 5 juin, de créer le groupement d'intérêt économique Eurosam, qui développera, puis produira une gamme de systèmes de défense sol-air destinés à équiper les marines et armées de terre françaises et italiennes, et l'armée de l'air française. Cet accord fait suite à la conclusion, en octobre dernier (*Le Monde* du 29 octobre 1988), d'un protocole de coopération entre la France et l'Italie sur une défense sol-air commune par missiles.

Cette famille d'armes de défense antiaérienne et antissismiles comprend des missiles bi-étages Aster tirés verticalement, que produit l'Aérospatiale, et des conduites de tir radar Arabel ou Empar, conçues par Thomson et Selenia. Atteignant trois fois et demie la vitesse du son, les missiles Aster ont une portée de 15 à 30 kilomètres.

Selon la délégation générale pour l'armement, le groupement d'intérêt économique Eurosam est ouvert à d'autres participations européennes. En particulier, l'Espagne, la France-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale ont exprimé un besoin militaire identique dans le cadre d'une étude lancée par le Groupe indépendant européen de programmes (GIEP) et comme sous le nom de code de programme FAMIS (Family of Antismisile Systems).

Afin d'assurer le respect de ses droits et les meilleures conditions à leur exercice, le Conseil d'Etat recommande des mesures d'accompagnement : information des enfants et des parents sur le droit des mineurs ; formation des magistrats et des avocats ; expériences pilotes dans différentes juridictions pour tester les modalités d'assistance et surtout les modes de rémunération des avocats.

ÉDUCATION

Les sujets de philosophie au baccalauréat

Les candidats au baccalauréat ont passé l'épreuve de philosophie mercredi 7 juin au matin. Voici les sujets des séries de l'enseignement général dans plusieurs académies.

PARIS, CRÉTEIL, VERSAILLES

Série A : A quoi reconnaître qu'une science est une science ? — La révolte peut-elle être un droit ? — Commentaire d'un texte de J.-J. Rousseau sur nature et société.

Série B : Tout peut-il s'acheter ? — Une violence légitime est-elle une violence ? — Commentaire d'un texte de Descartes sur la vérité.

Séries C, D, E : Que signifie l'expression : « la force des faibles » ? — La mesure : pourquoi est-il difficile de mesurer et tout peut-il être ? — Commentaire d'un texte de Spinoza sur la liberté.

AIX-MARSEILLE

Série A : L'inégalité des hommes rend-elle impossible l'égalité des citoyens ? — Toute connaissance autre que scientifique doit-elle être considérée comme une illusion ? — Commentaire d'un texte de Merleau-Ponty sur le naturel et le culturel.

Série B : Les sciences humaines peuvent-elles adopter les méthodes des sciences de la nature ? — Le moi s'identifie-t-il à la conscience ? — Texte de Nietzsche sur l'inspiration et le travail des grands hommes.

Séries C, D, E : Suis-je le mieux placé pour savoir ce que je suis ? — Le droit à la différence est-il sans limite ? — Commentaire d'un texte de Rousseau sur la démocratie.

BORDEAUX

Série A : Peut-on nous reprocher une faute de goût ? — La recherche de la justice doit-elle se contenter de saisir le sentiment du juste et de l'injuste ? — Commentaire d'un texte d'Antoine-Augustin Cournot sur la diversité des langues et des langages.

Série B : Suffit-il de savoir pour pouvoir ? — En quel sens peut-on parler d'une rémunération juste ou injuste ? — Commentaire d'un texte de Platon sur le gouvernement des hommes.

Séries C, D, E : Comment les mathématiques, qui sont pourtant un produit de la pensée indépendante de l'expérience, rendent-elles compte si excellentement de la réalité ? — La morale n'est pas utile à la société, elle est utile à l'homme. Qu'en pensez-vous ? — Commentaire d'un texte de Kant sur la beauté.

STRASBOURG ET LYON

Série A : L'intérêt est-il l'unique lien social ? — Pourquoi les hommes éprouvent-ils le besoin de commémorer leur passé ? — Commentaire d'un texte de Descartes sur la vérité.

Série B : Être libre consiste-t-il à se suffire à soi-même ? — N'y a-t-il que ce qui dure qui ait de la valeur ? — Commentaire d'un texte d'Antoine-Augustin Cournot sur la connaissance scientifique.

Séries C, D, E : Si l'erreur est humaine, comment la science est-elle possible ? — Parler, est-ce le contraire d'agir ? — Commentaire d'un texte de Schlegel sur l'observation scientifique.

LILLE

Série A : 1) Suffit-il d'avoir raison pour convaincre ? 2) Les connaissances scientifiques peuvent-elles être à la fois vraies et provisoires ? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur la conscience.

Série B : 1) En quoi l'histoire représente-t-elle à la fois un savoir indispensable et une science impossible ? 2) Autrui peut-il m'aider ? 3) Commentaire d'un texte de Pascal sur nature humaine et société.

Séries C, D, E : 1) Peut-on établir une différence entre le temps mesuré par le physicien et le temps vécu par la conscience ? 2) Comment peut-on juger une œuvre d'art ? 3) Commentaire d'un texte de Saint-Thomas sur la loi.

M. Jospin annonce des mesures en faveur de la langue basque. — M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, mercredi 7 juin, dans une interview au journal *Sud-Ouest*, diverses mesures en faveur de l'enseignement de la langue basque. Un DEUG de langue et civilisation basque sera créé et permettra de former les maîtres qui font défaut. D'autre part, cinq postes seront déblocqués dès la rentrée prochaine pour apaiser l'impénitence des responsables de l'As B, l'association qui développe les classes bilingues dans l'enseignement primaire et secondaire de l'éducation nationale. — (Corresp.)

RELIGIONS

En visite au Danemark

Le pape explique pourquoi il ne lèvera pas l'excommunication de Luther

Jean-Paul II est arrivé, mardi 6 juin, à Copenhague, où il a été reçu par la reine Margrethe de Danemark. Il a participé à un office catholique à la cathédrale de Roskilde, à l'issue duquel il a prononcé un long discours sur Luther et expliqué pourquoi il ne lèverait pas la mesure d'excommunication prise contre lui au seizième siècle. Par ailleurs, il a condamné l'avortement et le divorce qu'il a qualifiés de ravages du péché dans les sociétés modernes.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Construite par des moines cisterciens, la cathédrale de briques rouges de Roskilde, à trente kilomètres de la capitale danoise, est l'une des plus anciennes (douzième siècle) d'Europe du Nord. C'est là que les rois et les reines du Danemark ont leur tombeau. La visite du pape en ce lieu avait été précédée par une violente polémique. L'épiscopat luthérien avait décidé que le chef de l'Eglise catholique ne prendrait pas la parole dans ce haut-lieu du protestantisme et se contenterait d'assister, muet, à un office de veilles. Par voie de pétitions et même de publicité dans les journaux, de nombreux pasteurs avaient alors reproché à leurs évêques une attitude jugée immorale et inhospitalière. Rien n'y fit : la cérémonie s'est déroulée comme prévu.

Mais l'événement s'est produit juste après, à la résidence de l'évêque de Roskilde. Pour la première fois depuis le début du voyage du pape en Scandinavie, on a assisté à un dialogue direct entre Jean-Paul II et ses hôtes, sur le sujet de fond qui depuis quatre siècles et demi, au-delà des divergences comme sur le culte de la Vierge ou des saints, le célibat des prêtres ou l'ordination des femmes, ne cesse de diviser luthériens et catholiques : la nature et le rôle de l'Eglise.

« Oui, l'Eglise peut être un obstacle à la relation du chrétien avec l'Evangile », a lancé l'évêque luthérien de Copenhague, Ole Bertelsen, connu aussi dans son pays comme membre du Parti socialiste du peuple, né d'une dissidence au sein du Parti communiste. « L'Eglise doit être constamment réformée et renouvelée, libérée de conditions

qui, au nom de Dieu, sont maintenant de manière blasphématoire. »

Depuis le concile Vatican II, a répondu le pape, l'Eglise catholique n'a pas cessé de se réformer et de se renouveler. « Il reste de gros obstacles », a-t-il convenu. Certains tiennent à la personne de Luther. En 1980 en Allemagne fédérale, le pape avait souligné l'héritage spirituel du moine réformateur. En 1985, dans une lettre restée célèbre au cardinal Willembrands, il avait rendu hommage à sa « profonde religiosité ». Certains protestants songeaient à une éventuelle levée par le Vatican de la mesure d'excommunication prise contre Luther en 1521 par le pape Léon X.

Jean-Paul II au Danemark, sur leur terre, leur a été tout espoir : « Les résultats de l'excommunication de Luther ont provoqué des blessures profondes qui, après cinq cents ans, ne sont pas encore guéries. Elles ne le seraient pas plus aujourd'hui par un acte juridique. » Le pape a ajouté que, dans la tradition catholique, la mesure d'excommunication expirait à la mort de celui qui a été sanctionné.

La levée de l'excommunication de Luther aurait toutefois pu avoir un caractère symbolique, comme la suspension des anathèmes qui, depuis le onzième siècle, frappaient l'orthodoxie, décidée par Paul VI après le concile. Jean-Paul II préfère « une évaluation nouvelle et concertée des nombreux problèmes qui ont suivi Luther ». Selon lui, « le désir d'entendre l'Evangile de manière neuve et de témoigner au monde, si vif chez le réformateur, doivent nous conduire à chercher d'abord le bien qui est chez les autres, à nous pardonner, à renoncer aux préjugés qui nous opposent encore ».

HENRI TINGCO.

هكذا من الأصل

Le Monde CAMPUS

LE BAC, LA LOI ET LE PROPHÈTE...

Éducation-fiction

■ Au moment où 475 000 candidats pâlisent sur les épreuves du baccalauréat, les députés planchent sur le projet de loi de M. Jospin, qui prévoit que 80 % des jeunes devront atteindre le niveau du bac. Quand ils seront revenus de leurs émotions, les uns et les autres liront avec plaisir le scénario catastrophe d'un haut fonctionnaire de l'éducation nationale : *Le baccalauréat n'aura pas lieu...*

Médecine douce

Le système d'enseignement français est-il menacé d'implosion ? Au moment où quelque 475 000 élèves de classes terminales — 34 000 de plus que l'an dernier — entament, avec la philosophie, le parcours d'épreuves qui les conduira début juillet vers la terre promise du baccalauréat, la question est posée de tous côtés. Et elle est au cœur du débat sur le projet de loi d'orientation sur l'éducation qui a débuté le 7 juin à l'Assemblée nationale.

Il y a quelques mois déjà, Bernard Toulemonde, ancien collaborateur d'Alain Savary et actuel recteur de l'académie de Montpellier, n'écrit pas la perspective d'un « effondrement du dispositif du baccalauréat compte tenu du baccalauréat continu du nombre de candidats (1) ». Guy Bourgeois, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Monory, vient à son tour de sonner l'alarme dans un ouvrage au titre aussi provocateur qu'évocateur : *Le baccalauréat n'aura pas lieu* (voir ci-contre). Le ministre de l'éducation lui-même soulignait il y a quelques jours (*Le Monde* du 2 juin) que l'on est proche du point de rupture : « Si l'on continue comme ça, l'organisation des examens en France d'ici deux ans deviendra extrêmement délicate ».

Au-delà des embarras du baccalauréat, c'est tout le système qui est en danger. Et qui le sera plus encore demain, puisque le texte défendu ces jours-ci par Lionel Jospin devant les députés entend donner force de loi à un objectif ambitieux : permettre à

tous les jeunes d'obtenir un diplôme minimum au terme de leur scolarité (certificat d'aptitude professionnelle ou brevet d'études professionnelles) et amener 80 % d'une génération au niveau du bac dans les années à venir. L'accélération, jusqu'au milieu des années 80, un tiers environ de chaque génération accède aux classes terminales des lycées. Selon les estimations du ministère, on dépasse cette année 45 %, soit une progression de douze points en cinq ans. Pour atteindre 80 %, il faudra doubler le rythme dans les années à venir. Formidable pari.

Sur l'autel

du dieu « consensus »

Les enjeux de ce grand bond en avant ont été maintes fois exposés et font l'objet d'un large consensus : droit à l'éducation pour tous et indispensable élévation du niveau de qualification. L'urgence des mutations n'est pas moins évidente. Capacités d'accueil, contenu des formations, recrutement des enseignants : le passage de l'enseignement universel de demain impose de repenser le système de formation. Mais là s'arrêtent les évidences.

De craintes de voir bouleversées certaines de ses habitudes et les règles du jeu bien établies de la profession, le monde enseignant est profondément divisé sur les innovations concrètes à introduire pour atteindre ces

objectifs. Organisation des études par cycle, limitation des redoublements, évaluation du système, projets d'établissement, renforcement du rôle des élèves, comme celui des parents... Autant de propositions qui figurent dans le texte de M. Jospin et portent en germe des améliorations non négligeables.

Mais le ministre de l'éducation, qui s'est déjà heurté à la grogne des enseignants au printemps dernier, a jugé plus prudent d'attendre au maximum chaque disposition de son projet de loi, finalement réduit au plus petit dénominateur commun à tous ses partenaires. Plus encore, les questions cruciales de la formation des enseignants, des programmes, des rythmes scolaires quotidiens et hebdomadaires ont été purement et simplement remises à plus tard. La simple possibilité pour les enseignants de réorganiser leur temps de travail (voir ci-dessous), a été gommée sous la pression des syndicats. La remise en cause de la définition hebdomadaire de leur obligation de service aurait sonné à leurs yeux comme un *casus belli*.

Bref, les rares audaces du texte initial ont été sacrifiées sur l'autel du dieu « consensus ». La méthode douce de M. Jospin sera-t-elle à la mesure des défis que le ministre de l'éducation s'est lui-même fixés ?

GÉRARD COURTOIS.

(1) Bernard Toulemonde, *Petite histoire d'un grand ministère*, l'éducation nationale. Ed. Albin Michel.

MEME en juin 1968, la cérémonie n'avait pas été décommandée. Cette année encore, 475 000 élèves et leurs familles la célèbrent dans les affres. Le baccalauréat appartient au patrimoine national, au même titre que le petit noir-croissant ou les embouteillages du dimanche soir. Imaginer qu'il puisse disparaître relève *a priori* du fantasme le plus incongru d'un technocrate provocateur, d'un hurluberlu ou d'un lycéen paniqué. S'il fallait classer Guy Bourgeois dans l'une de ces catégories, on choisirait de préférence la première. Enarque, polytechnicien, directeur adjoint du cabinet de René Monory à l'éducation nationale de 1986 à 1988, M. Bourgeois a une carte de visite qui ne prédispose pas à étaler au grand jour les heurts et les malheurs de l'administration, encore moins ses propres obsessions. Il le fait pourtant dans un livre décapant et iconoclaste (*Le baccalauréat n'aura pas lieu*) (1), parfois savoureux, qui ravira ou agacera tant les professionnels que les « clients » du système scolaire.

Paralyse

et gigantisme

Hypothèse de départ : nous sommes en 1992 ; un grain de sable bloque la monstrueuse machine du baccalauréat. Le programme informatique chargé de répartir les 128 000 candidats de la région parisienne déraile. Effet boule de neige. Les inscriptions dans l'enseignement supérieur sont compromises, les vacances d'été menacées. L'administration s'effondre, les professeurs protestent, les lycéens manifestent et, furieux, débordent des sujets. Le bac devra être reporté fin septembre. Le gouvernement est ébranlé, les universités sont en ébullition, et certaines décident de sélectionner elles-mêmes les élèves.

Cauchemar ? Certes, mais qui appartient au domaine du possible, et même du probable. L'actuel ministre de l'éducation

nationale ne vient-il pas de prophétiser pareille implosion pour dans deux ans si rien n'est fait d'ici là ? (*Le Monde* du 2 juin). M. Bourgeois sait, lui aussi, de quoi il parle, puisqu'il est dans la « boutique » depuis quinze ans. Conseiller technique de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation de M. Giscard d'Estaing, puis secrétaire général de l'académie de Versailles, la plus peuplée de France, il connaît bien son monde. C'est donc avec réalisme qu'il décrit un ministre et des syndicats jouant au chat et à la souris, des professeurs accro-boutés sur leurs habitudes, « tous d'accord pour faire des réformes mais à condition de ne rien changer », une administration paralysée par le gigantisme. Il imagine un ministre imposant au gouvernement, par un coup de force, une loi de programmation, exploitant les divisions syndicales pour briser les tabous du monde enseignant au prix d'une revalorisation de 20 % des salaires... modulée en fonction de la « valeur professionnelle », le secret désir de bien des ministres de l'éducation ! En réalité, le choc du baccalauréat n'est qu'un prétexte pour rêver à un avenir où sauterait tous les verrous auxquels M. Monory et M. Bourgeois, dans son ombre, se sont heurtés lorsqu'ils étaient aux commandes : l'inertie des corporatismes, les lobbies des disciplines, le conservatisme des syndicats et l'hypercentralisation qui paralyse les initiatives. Refrains connus, mais que l'auteur entonne avec un sens certain de la pédagogie par l'exemple.

Tout irait déjà mieux, explique-t-il, si les chefs d'établissement étaient de vrais patrons, si les professeurs volontaires pour lutter contre l'échec scolaire dans les zones difficiles y étaient encouragés, si les professeurs débutants étaient assurés de travailler dans des conditions stables et décentes, et si... on pouvait se débarrasser des enseignants qui ne font pas l'affaire. Un programme qui ressemble à celui de M. Monory,

mais rejoint sur certains points la politique actuelle, tant sont évidentes la nécessité de la cohésion dans les établissements, de la concertation à la base, et celle, impérieuse, d'attirer massivement les jeunes vers l'enseignement.

M. Bourgeois va plus loin encore dans sa réverie prospective. A l'orée de l'an 2000, les universités parisiennes explosent et de grandes entreprises décident de créer leur propre université ; le serpent de mer des rythmes scolaires s'agit toujours, jusqu'au jour où les exigences européennes s'imposent aux Français. Plus original : l'enseignement privé meurt lentement faute d'enseignants candidats. Seule solution pour le sauver : le fusionner avec l'enseignement public... Quant à la FEN, désormais contrôlée par les communistes, elle éclate elle aussi. Hypothèses toutes fort plausibles et fort justement étayées, mais que l'homme de cabinet exploite dans un sens unique : démontrer que l'éducation nationale meurt à petit feu de la syndicalité et du fait, précisément, qu'elle est nationale.

Apothéose

destructrice

Peinture réaliste des rouages et des angoisses de l'administration centrale, le pamphlet d'éducation-fiction de M. Bourgeois oublie trop souvent la somme d'initiatives découragées et de dévouement dont est fait — aussi ! — notre système éducatif. Sa seconde partie, dédiée à l'œuvre inachevée du ministre Monory, tient nettement moins en haleine. Mais son scénario fou, qui s'achève en apothéose explosive et destructrice, a le mérite d'exposer quelques-uns des grands défis auxquels notre système scolaire se trouve confronté. A lire donc, pendant qu'il en est encore temps.

Ph. Ba.

(1) Guy Bourgeois : *Le baccalauréat n'aura pas lieu*, Payot, 374 p., 95 F.

Collèges : le temps élastique

Des expériences sont tentées pour remplacer le découpage horaire des emplois du temps par un système flexible. Une souplesse qui peut faciliter le travail en équipe.

Le temps n'est plus où il suffisait de regarder sa montre pour savoir ce que tous les élèves de France étudiaient à un moment donné. Mais l'enseignement secondaire a conservé de ses origines napoléoniennes et monastiques une organisation du temps figée, basée sur une unité prétendument universelle : l'heure de cours. Dans tous les lycées et collèges de France, la sonnerie retentit chaque heure, donnant le signal d'un incroyable ballet. Elèves et professeurs se quittent précipitamment, pour voguer vers de nouvelles aventures. Les uns abandonnent les maths pour la géographie, les autres laissent les « petits » de sixième pour affronter les « ados » de troisième... Ce « saucissonnage » est si fortement ancré dans les traditions scolaires

et les mentalités qu'il est rarement remis en cause. A chaque rentrée, le chef d'établissement attribue aux professeurs leur « emploi du temps ». Il tire l'essentiel de son pouvoir de cette savante opération de troncage horaire, qui doit tenir compte des statuts de chaque enseignant, des horaires officiels, des transports, de la disponibilité des classes et... du confort des enseignants et des élèves, même si les deux peuvent être contradictoires. Pour le professeur, un « bon » emploi du temps est celui qui concentre sa présence au collège ou au lycée dans le minimum de demi-journées et le libère le mercredi matin. L'élève, qui passe beaucoup plus de temps en classe que son professeur (vingt-cinq heures à trente heures par semaine contre quinze à vingt et une heures), redoute lui aussi les « trous » dans sa grille et souffrira si les journées sont trop lourdes ou dispersées.

Mme Aniko Husi, chercheur à l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), est convaincue que l'amélioration de la vie scolaire passe par un assouplissement des emplois du temps. Elle milite depuis près de dix ans pour l'introduction des horaires mobiles dans les collèges (1).

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 16.)

(1) On lira l'exposé de la théorie de Mme Husi ainsi que le compte rendu vivant de plusieurs expérimentations dans le numéro 1 de la revue *Rencontres pédagogiques*, éditée par l'INRP (29, rue d'Ulm, Paris-5), sous le titre « Temps mobile ».

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1963, établissement d'enseignement technique supérieur
reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale

INVENTER LE TOURISME DU FUTUR GRAND PRIX 89 DE L'INNOVATION TOURISTIQUE

Un concours organisé par le Ministère du Tourisme pour récompenser les initiatives les plus originales dans le domaine du tourisme.

Vous êtes ÉTUDIANTS,

Le tourisme vous passionne, vous avez conçu un projet d'aménagement ou imaginé un nouveau produit touristique, ce concours s'adresse à vous.

Une bourse et un voyage d'étude seront offerts aux 2 lauréats.

Leurs projets bénéficieront du parrainage officiel du jury.

Attention : la date limite de remise des dossiers est fixée au 30 juin 1989.

Pour toute information complémentaire et pour obtenir le règlement du concours, vous pouvez vous adresser à :

Direction de l'Industrie Touristique
GRAND PRIX DE L'INNOVATION TOURISTIQUE
2, rue Linois - 75740 Paris Cedex 15 - Tél. : 45.75.62.16

FRANCE
MINISTÈRE DU TOURISME

مكتبة الأصيل

Un emploi du temps élastique

(Suite de la page 15.)

« Le découpage en heures date de l'époque où l'unique objectif de l'école était de transmettre des connaissances par un cours magistral, explique-t-elle. Aujourd'hui, les pratiques se sont diversifiées : exposés, échanges entre petits groupes d'élèves, travail interdisciplinaire, sorties... mais il faut adapter l'organisation du temps aux objectifs et aux pratiques et non plus l'inverse. »

Le sentiment actuel présente de multiples inconvénients : il impose un morcellement du savoir et de la communication au professeur-élève. Il s'oppose au travail interdisciplinaire et à la continuité des apprentissages. En début de cours, le professeur a la tâche difficile de relancer l'attention sur un sujet qui a été interrompu. Les élèves, eux, pensent à l'« interro » prévue à l'heure suivante qu'ils n'ont pas révisée. Puis, la sonnerie interrompt le cheminement intellectuel de l'enseignant.

Pour éviter ces aléas, Aniko Husti propose d'aménager le temps de la semaine de telle sorte que des professeurs de disciplines différentes enseignent dans plusieurs classes puissent échanger à l'heure de la récréation. L'horaire réglementaire est respecté, mais

le professeur de maths qui a besoin de deux, voire trois heures, pour compléter une démonstration par des applications « empruntera » le temps nécessaire à son collègue de français, qui les récupérera plus tard. Ce type d'échange régulier permet aussi de faire travailler deux classes sous la direction de deux professeurs complémentaires (français et anglais, maths et biologie par exemple) ou de scinder les classes en groupes de niveau homogènes, pour un soutien dans une discipline donnée.

Cette organisation, si elle favorise la souplesse horaire, ne remet pas en cause le principe de l'emploi du temps annuel. Les plages de travail restent fixes, seule varie la distribution interne des disciplines.

Pourtant la mise en place du temps mobile, d'apparence simple, soulève de multiples réticences. La plupart des enseignants redoutent, non sans raison, que ce premier aménagement ne conduise à une flexibilité totale du travail et à une définition non plus hebdomadaire, mais annuelle de leurs obligations de service. Dans ce cas, les horaires pourraient varier selon les semaines, en fonction d'un système de dominantes : plus d'heures de français

par exemple en début de sixième pour consolider les acquis fondamentaux en lecture et en écriture, puis renforcement en maths ; en classe de quatrième, à l'inverse, les maths, dont le programme est particulièrement ardu, peuvent constituer la dominante en début d'année. Le SNES, principal syndicat du second degré, s'est battu avec succès pour faire retirer du projet de loi Jospin la disposition qui prévoyait la simple possibilité pour les professeurs de moduler leur temps de travail. M^{me} Husti ne veut donc pas forcer le destin. Mais elle soutient, expérience à l'appui, qu'un simple aménagement du cadre actuel peut aider les professeurs à mieux s'adapter aux besoins des élèves, à découvrir aussi le plaisir d'enseigner, au prix d'un travail d'équipe et d'un minimum de réunions de concertation.

La course

contre la sonnerie

C'est bien là que le bât blesse. La plupart des enseignants reconnaissent que l'assouplissement des horaires peut les délivrer de l'éternelle course contre la sonnerie et les aider à lutter contre la passivité des élèves, en développant des formes d'apprentissage diversifiées. Mais plus rares sont ceux

qui acceptent de s'investir dans un travail d'équipe, d'affronter les conflits et les pertes de temps que cela implique inévitablement, au début au moins. La diversité de leurs statuts, de leurs obligations horaires et de leurs rémunérations constitue autant d'obstacles supplémentaires à surmonter. Comment faire travailler ensemble des fonctionnaires qui doivent quinze heures (agréés), dix-huit (certifiés) et jusqu'à vingt et une heures de cours (EGC) par semaine, et qui considèrent souvent comme du « bénévolat » le temps passé dans l'établissement en dehors de ces heures ? Le plan de revalorisation des salaires négocié par M. Jospin tend, à terme, à rapprocher les situations financières, mais reste muet sur la redéfinition des services et leur unification — sujet par trop brûlant.

Quand la cloche sonne, bien des enseignants quittent leur collège ou leur lycée pour préparer leurs cours et corriger des piles de copies, fuyant la « salle des profs », où il est impossible de travailler dans le calme. Faute d'une redéfinition des services et de locaux adaptés, le travail en équipe, corollaire immédiat du temps mobile, risque fort de rester un vœu pieux.

PHILIPPE BERNARD.

Trois heures à Georges-Braque

Gaelle, onze ans et demi, est ce qu'il est convenu d'appeler une élève « intelligente, mais lente » : « Des fois, constate-t-elle, je n'ai rien compris et ça sonne. Le prof n'a pas le temps de m'expliquer. » Voilà pourquoi elle se sent bien dans cette sixième du collège Georges-Braque (Paris, 13^e arrondissement) qui pratique l'emploi du temps mobile. Ce matin de mai, toute la classe de Gaelle a investi la vaste salle, du centre de documentation et d'information (CDI) baignée de soleil, pour une séance de trois heures de français.

Aucun élève ne se plaint, à l'issue de la matinée, d'avoir passé tant de temps avec M^{me} Michèle Touchard, la professeure de français. Au programme : l'étude des différents registres de la langue écrite — récit, dialogue, incise... — illustrée par des exemples tirés de tous les genres littéraires, du roman à la bande dessinée, en passant par le théâtre. Éléments de « cours » et exercices alternent sous des formes variées : questionnaires écrits individuels, interrogation orale, dialogue entre les groupes d'élèves répartis par tables de quatre. L'emploi du temps normal de ce matin-là prévoyait un panache indigeste d'anglais, de français et de maths. Il a été aménagé pour dégager trois heures de français. La professeure de maths a pris les 4^e au lieu des 6^e, cédant une heure à son collègue de français.

La troisième heure a été prélevée sur l'horaire du professeur d'anglais, qui le récupérera dans quelques semaines, au moment où sa collègue de français doit subir une intervention chirurgicale. L'échange s'est fait par accord amiable entre enseignants volontaires.

Le virus

du temps mobile

Installée au premier étage au même moment, M^{me} Hélène Turkel, une autre enseignante de français, a réparti ses élèves de cinquième par petits groupes, dans deux salles. La séance dure deux heures. Les élèves sont invités à analyser et comparer trois articles de journaux relatant le même fait divers. Après avoir confronté leurs observations, ils étudieront la Petite Fille aux allumettes, autre genre narratif avec leur professeur, qui leur demandera ensuite d'écrire chez eux un fait divers à leur manière. Au milieu de la séance, la sonnerie a retenti, mais la classe a continué sur sa lancée. « Mon rôle a changé depuis que je travaille en équipe et en heures mobiles, admet M^{me} Turkel. Les élèves sont moins passifs, car ils

voient mieux la cohérence de leur travail. »

La virus du temps mobile a pénétré en 1985 dans ce collège tout neuf, proche du parc Montsouris. M^{me} Ebenstein, son principal, et deux professeurs s'intéressent aux idées d'Aniko Husti (voir ci-contre), nançonnée dans un stage de formation continue. La volonté de ce chef d'établissement de moderniser l'organisation pédagogique de « son » collège rencontre le désir des enseignants de renouveler leur pratiques. L'horaire mobile a donc été mis au service des deux objectifs du projet d'établissement : la maîtrise de la langue et l'acquisition de méthodes de travail.

« Les élèves ne comprennent pas les questions qu'on leur pose », se plaignaient des professeurs de maths et de biologie. Leurs collègues de français ont donc fait travailler leurs élèves sur des énoncés de problèmes pour en éclaircir le sens. La souplesse horaire leur a permis d'organiser des interventions pluridisciplinaires, ou d'allonger la durée de certains cours. Dernière initiative : les heures dites de « soutien » en français des classes de 6^e et 5^e sont capitalisées et redistribuées à l'ensemble des élèves répartis en groupes de niveau homogène.

Touchée par la grâce du temps mobile, le collège Braque ne s'est pourtant pas mué en paradis pédagogique. L'innovation est à l'origine de la petite guerre de tranchée qui oppose la masse des professeurs à la minorité (15 sur 40) lancée à corps perdu dans l'expérience. On reproche à madame le Principal d'avoir pris fait et cause pour les « rénovateurs » au point de leur réserver les meilleures classes et les meilleurs horaires. Ce que l'intéressée nie catégoriquement.

Mais des critiques de fond jaillissent aussi : « Les débuts ont été capotés d'attention, de quarante-cinq minutes. Au bout de trois heures, ils doivent saturer complètement », explique un professeur de maths qui « préfère la régularité » et hésite à « prendre des risques » à la veille du brevet et de l'entrée en seconde. Une enseignante de musique avoue qu'elle ne pourrait pas occuper les élèves pendant « deux heures ». Pour d'autres enseignants, le travail en équipe est une utopie. Et une enseignante qui avait milité pour l'expérience ne veut plus en entendre parler. « J'en ai assez de me démenier pour un salaire minable », explique-t-elle, tout en reconnaissant que le temps mobile a eu « un retentissement assez fascinant » sur son travail.

Ph. B.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stage en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOBSTAGE.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : SMIC. Profil : école de commerce, ingénieur. Obs : participation à un projet de gestion logistique et d'optimisation des coûts. M 14514.

Lieu : Montrouge. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 450 F. Profil : bac+2. Obs : étude de marché sur le lancement d'un produit nouveau : distributeur de timbres à vocation publicitaire. M 14522.

Lieu : Jouanville-Pontchartrain. Date : septembre. Durée : 6 mois. Indemnité : à convenir. Obs : développement de la clientèle, prospection particulière pour mise en place de campagne et analyse des résultats. M 14520.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Indemnité : SMIC. Profil : bac+2. Obs : étude de marché, enquêtes. M 14519.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Indemnité : 1 500 F. Profil : bac+3. Obs : relevé linéaire en librairie et étude de marché. M 14518.

Lieu : Jouanville-Pontchartrain. Date : juin. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : campagne de prospection téléphonique pour la réalisation d'études de marché. M 14521.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Indemnité : 1 500 F. Profil : bac+2. Obs : relevé linéaire en

hypermarché, accompagnement des représentants. M 14517.

Lieu : Les Ulis. Date : juin. Durée : 5 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+3. Obs : étude de secteur. Positionnement, action commerciale. M 14514.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : à négocier. Profil : bac+2. Obs : besoins communication des entreprises françaises. Budgets construits. Prospection. M 14515.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 9 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : mise à jour base de données sur Lons, D Base, WP5 O. 17527.

Lieu : Montpellier. Date : ind. Durée : 2 à 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : développement micro-assembleur, Turbo Pascal. 17525.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : mise en place de logiciels et hard. 17524.

ÉLECTRONIQUE

Lieu : Nanterre. Date : mai. Durée : 2 mois. Indemnité : 5 500 F. Profil : bac+2. Obs : électronique de puissance. 20509.

Lieu : Châtenay. Date : juin. Durée : 6 mois. Profil : bac+2. Obs : installer logiciel standard destiné à la gestion des horaires dans les entreprises. 17499.

VENTE

Lieu : Aubervilliers. Date : juin. Durée : 3 mois. Indemnité : 1 500 F. Profil : bac+2. Obs : assistant du directeur commercial. 16449.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 1 an. Indemnité : 3 000 F. Profil : bac+2. Obs : gestion d'un secteur commercial. 16476.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 3 000 F/mois + %. Obs : recensement des différents

Obs : connaissance de la micro-info en tant qu'utilisateur. Profil : bac+2. Action commerciale. 16513.

Lieu : Montigny-Le Bretonneux. Date : juin à septembre. Durée : 1 à 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+3. Ecole de commerce. Obs : vente de composants électroniques. 16514.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : août. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : mise en place d'une campagne d'annonces dans la presse, relations presse. Organisme humanitaire. 18528.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : ind. Profil : bac+4. Obs : assistant responsable de communication. Expérience des médias et d'organisation de manifestations indisciplinées. 18527.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 1 mois. Profil : bac+2. Obs : gestion d'un budget de relations publiques. 18526.

Lieu : St-Ouen. Date : juin. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : assistante chef de pub. Saisie des budgets. Développement commercial. 18525.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : 4 000 F/mois. Profil : bac+2 mini. Obs : rédaction d'un manuel sur un logiciel informatique de gestion.

Commisseries générales en informatique et en gestion. Sens de l'écriture et bonne rédaction. Communication souhaitée. 18530.

Lieu : Saint-Ouen. Date : juin. Durée : 3 mois. Indemnité : 2 500 F/mois. Profil : bac+2. Obs : assistante chef de pub, suivi des budgets. Développement commercial. 18524.

GESTION

Lieu : Aubervilliers. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Obs : recensement des différents

régles et procédures de paie dans l'entreprise. 11520.

Lieu : Metz. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : 7500 F/mois. Profil : bac+2. 4. Assistants puis responsables d'unités dans grandes surfaces. Ecole de commerce, BTS commercial. 11519.

Lieu : Paris. Date : août. Durée : 2 mois. Indemnité : 4 500 F/mois. Profil : bac+3. Obs : étude à réaliser sur les coûts de la non-qualité dans divers restaurants.

SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : travaux de secrétariat dans un service du personnel. Langue maternelle anglaise indispensable. 24519.

Lieu : Vaux. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 3 900 F/mois. Obs : secrétaire de direction dans une multinationale leader dans le domaine des microprocesseurs. Connaissances : Mac Write, Mac Draw, Word, Excel. 24518.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 3 mois. Indemnité : à négocier. Profil : bac. Obs : secrétaire, traitement de texte, bonne présentation et organisée, formation secrétariat exigée. Embauche possible au terme du stage. 24521.

AUTRES

ARCHITECTURE

Lieu : Montrouge. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac+2. Obs : travaux de conception en architecture intérieure. 25516.

et de nombreux autres stages sur minitel : 3615 JOBSTAGE ou en appelant au : 47-35-43-43

SCHILLER
INTERNATIONAL UNIVERSITY - PARIS
Accredited Member A.L.C.S.

- MBA**
 - MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
 - DEGREE PROGRAM WITH MAJORS IN INTERNATIONAL BUSINESS OR HOTEL MANAGEMENT.
 - FULL TIME AND PART-TIME PROGRAMS.
 - EVENING COURSES FOR WORKING EXECUTIVES. OTHER MBA PROGRAMS IN LONDON, HEIDELBERG.
 - LIMITED CLASS SIZE.
 - OUTSTANDING ENGLISH-LANGUAGE BUSINESS LIBRARY.
- BBA**
 - BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION
 - DEGREE PROGRAM WITH MAJORS IN INTERNATIONAL BUSINESS, MARKETING, MANAGEMENT.
 - INDIVIDUAL ATTENTION AND COUNSELING.
 - ONE YEAR BI-LINGUAL TRANSITION PROGRAM.
 - STUDENTS MAY TRANSFER FREELY WITHOUT LOSING CREDITS TO OTHER CAMPUSES IN LONDON, HEIDELBERG AND MADRID.
- BA / MA**
 - GRADUATE AND UNDERGRADUATE DEGREES IN INTERNATIONAL RELATIONS AND DIPLOMACY.
 - HANDS ON DIPLOMACY WORKSHOP.
 - PRACTICAL SEMINARS, SITE VISITS, GUEST LECTURES AND SIMULATION EXERCISES.
 - CAREER OPPORTUNITIES IN GOVERNMENT, INTERNATIONAL ORGANIZATIONS, JOURNALISM, IMPORT-EXPORT, COUNTRY RISK ANALYSIS, THINK TANKS, ETC.

S.I.U., established in Paris for over 20 years, offers students a fully accredited American university education in Europe. We are a truly international school, with students from over 50 different countries. If you would like to know more about us, please telephone for an appointment.

S.I.U. - 103, RUE DE LILLE - 75007 PARIS - TEL : 45.51.28.93

Cours de vacances par correspondance
du CP aux Terminales
CUF - H. BORDAS
Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance
43, rue Boulard - 75014 PARIS
45.39.37.00

MOI JE SAIS OÙ JE VAIS

1^{er} CYCLE

- DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
 - BTS Informatique de Gestion
 - BTS Informatique Industrielle
 - CPES Gestion Industrielle
- DÉPARTEMENT COMMERCIAL
 - BTS Assistant Commercial
 - BTS Fournisseur de Vente
 - BTS Commerce International
 - BTS Commerce International - CPES
 - BTS Commerce International - CPES
- DÉPARTEMENT GESTION
 - CPES
 - BTS Comptabilité-Gestion

2^e CYCLE

- DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
 - CEL Informatique Appliquée - CELSA
 - OPTAS - Réseau - Brevet de données
 - Informatique Appliquée - DEET
 - OPTAS - Informatique - DEET
 - Systeme, Découverte
- DÉPARTEMENT COMMERCIAL
 - CEL European Management - CELSA
 - CEL Marketing International - CELSA
 - CEL Marketing International - CELSA
 - CEL Communication - CELSA
 - OPTAS - Coopération Internationale
 - European Communication
- DÉPARTEMENT GESTION
 - CPES

ESIG
L'ÉCOLE

PARIS - BORDEAUX - LILLE - LYON - MARSEILLE - NANTES - OREANS - RENNES - TOULOUSE

THE AMERICAN ACCENT
ETE 89

Cours d'anglais intensifs la journée ou le soir pour adultes et étudiants.

American Language Institute
The American University of Paris
B.P. AL-27 ■ 34, avenue de New-York
75116 PARIS ■ Tél : 47.20.44.99

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.E.R.I.)

Établissement d'enseignement supérieur libre

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél : 42-96-51-43

Fondé en 1948, l'institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les cours se répartissent sur quatre années. Le diplôme permet l'obtention d'équivalences avec des titres universitaires de 2^e cycle, ainsi que l'accès aux études de 3^e cycle dans les universités françaises et étrangères.

Baccalauréat exigé. Recrutement sur dossier et après entretien.
Statut étudiant.

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et 14 h à 18 h.

DES ECOLES POUR REUSSIR

INFORMATIQUE

ESIG 1^{er} CYCLE: INFORMATIQUE DE GESTION, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, ELECTRONIQUE.
2^e CYCLE: DES INFORMATIQUES APPLIQUEES, DES INFORMATIQUES LOGICIELLES.
28, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS (1) 42 78 20 91 18 centres en France. 17

CBI Dépt. INFORMATIQUE ET BUREAU LOGICIEL.
BTS INFORMATIQUE DE GESTION et 2^e CYCLE: Programme IMAGE.
40, rue de Liège 75008 PARIS (1) 42 93 12 58, et 33, rue Ch. St. Venant 59000 LILLE 20 56 30 55. 11

INIG 1^{er} CYCLE: INFORMATIQUE DE GESTION. 2^e CYCLE: SPECIALISATION CAD/CAM, bases de données, Réseaux, Modélisation et Systèmes, Analyse programmeur, renseignements.
18, rue d'Athènes 75008 PARIS (1) 42 81 09 22. 12

CONTROL DATA INFORMATIQUE DE GESTION-BUREAU LOGICIEL.
Formations progressives et pratiques en moins de 8 mois.
INSTITUT CONTROL DATA, 8, rue 154, 75023 PARIS Cedex 13 (1) 45 84 15 88. 18

INIG 3^e CYCLE INFORMATIQUE DU MANAGEMENT.
CONCEPTEURS DE SYSTEMES INFORMATIQUES - OPTION SECTORIELLE: BANQUE.
37, rue de Brouille 75738 PARIS CEDEX 15 (1) 48 58 31 88 - Minéral (1) 48 58 31 84. 14

EPIT CYCLE INGENIERIE (prépa intégrée 2 ans, 4 années de spécialisation haut niveau).
CYCLE POST BTS, DUT, Label AFN-ISO 9001. BTS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE/INFO DE GESTION.
88, rue Archereau 75018 PARIS (1) 40 38 38 00. 13

ES TI INFORMATIQUE DE GESTION/INDUSTRIELLE/ELECTRONIQUE (BTS).
2^e CYCLE: Intelligence artificielle, technique commerciale, Analyste.
14 bis, rue Lully-Jolanda 75018 PARIS (1) 42 82 12 43. 15

ES2 INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (diplôme d'Etat).
INFORMATIQUE DE GESTION (diplôme d'Etat).
73, rue Archereau 75018 PARIS (1) 40 38 38 00. 16

CLASSES PRÉPARATOIRES

NADAUD SCIENCES-PO prépa annuelle et d'été - MATH-SUP MATH-SPE. BIO MATH-SUP, BIO MATH-SPE.
PREPA VETU - Prépa MÉDECINE.
18, rue Jussieu 75005 PARIS (1) 43 37 71 18. 17

ACE PREPA NEG voie Economique.
PREPA NEG voie Technologique.
ACE 82, rue St Lazare 75008 PARIS (1) 48 74 34 64. 12

I.P.G.E. PREPA NEG, ESCA, ESCA-ECRISSE.
INSTITUT DE PREPARATION AUX GRANDES ECOLES.
147, rue de Charonne 75011 PARIS (1) 43 71 44 33. 13

gsh CLASSES PRÉPARATOIRES AUX ECOLES D'INGENIEURS: MATH-SUP, MATH-SPE,
CYCLE VETU: 5^e prépa française sur 24, 1er 871.
24, rue Charcut 75013 PARIS (1) 45 85 58 94. 15

OURANIA PREPAS MATH SUP et MATH-SPE M, P, M et P (depuis 1981).
PREPA NEG VOIE GENERALE: CLASSE PILOTE DE 14 ETUDIANTS MAXIMUM.
184, rue de Valenciennes 75015 PARIS (1) 47 34 58 81 et 45 67 51 88. 14

HEMI CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ECOLES DE COMMERCE ET DE GESTION.
A VOCATION INTERNATIONALE (HEC, ESCP, ESCR, ESCP International).
8, rue Picot 75018 PARIS (1) 42 53 57 92. 11

ISTH NEG/ESSEC/ESCP/ECRISSE (Sections classiques et économiques). Classes pilotes.
SCIENCES PO/ (PARIS et PROVINCE) 5 sessions différentes dans l'année. Tests d'entrée.
8, av. Léon-Hauzwy 75018 PARIS (1) 42 24 18 72, et 83, av. d'Italie 75013 PARIS (1) 45 85 58 35. 16

INTEGRALE PREPA NEG: meilleurs résultats nationaux 88, 87, 88 pour ESSEC, HEC, ESP (voie économique).
PREPA SCIENCES-PO (annuelle et d'été).
53/57, av. Paul Doumer 75018 PARIS (1) 48 72 74 88. 16

COMPTABILITÉ/GESTION

EPEC BAC 82 (comptabilité) BTS COMPTABILITE/GESTION (2 années).
DPEC, DECF, DESCE (diplômes d'Etat).
74, rue du Temple 75003 PARIS (1) 42 72 08 78. 15

ESIG 1^{er} CYCLE: BTS COMPTABILITE ET GESTION D'ENTREPRISE (diplôme d'Etat, 2 ans).
2^e CYCLE: DECE, DESCE (diplômes d'Etat).
28, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS (1) 42 78 20 91. BORDEAUX - LILLE - LYON - ORLÉANS - RENNES - TOULOUSE - MARSEILLE - NANTES. 13

ISEEC BTS COMPTABILITE ET GESTION D'ENTREPRISE (diplôme d'Etat, 2 ans).
2^e CYCLE: DECE, DESCE (diplômes d'Etat) au BTS session 88: 82,75%.
19, rue Jussieu 75005 PARIS (1) 43 37 71 18. 17

CBI Dépt. GESTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE.
BTS COMPTABILITE/GESTION, Diplôme Européen, DECF-DESCE.
40, rue de Liège 75008 PARIS (1) 42 93 12 58, et 33, rue Ch. St. Venant 59000 LILLE 20 56 30 55. 11

AE BTS COMPTABILITE GESTION, DPEC 2^e CYCLE: DECE, DESCE.
88 cycles de formation dont 8 préparant à l'EXPERTISE.
ACE: 82, rue St Lazare 75008 PARIS (1) 48 74 34 64. 12

ENGDE Cours de l'EXPERTISE COMPTABLE de A à Z.
BTS C/B: 88,6% de succès (en 88); DPEC/DECF/DESCF: de 43 à 71% selon UV.
ENGDE: 35, bd de Strasbourg 75010 PARIS (1) 45 23 05 41 et 45 23 01 98. 16

ICOGES 1^{er} CYCLE: BTS COMPTABILITE ET GESTION, DPEC.
2^e CYCLE: DECE, DESCE.
164, rue de Javel 75015 PARIS (1) 45 58 17 33. 15

EPEIGE BTS COMPTABILITE ET GESTION (diplôme d'Etat en 2 ans).
Admission: Bachelier ou niveau terminale.
EPEIGE: 3, rue de Logelbach 75017 PARIS (1) 42 27 67 55. 11

COMMERCE

ESIG BTS ACTION COMMERCIALE, FORCE DE VENTE, COMM. INTERNATIONAL, COMMUNICATION
et ACTION PUB. 2^e CYCLE: CES, MARKETING (CESM, CESM), COMMUNICATION, EUROPE.
23, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS (1) 42 78 20 91 18 CENTRES EN FRANCE. 17

EPEC BAC 83 (Commercial) BTS ACTION COMMERCIALE (2 années).
DEESM, Diplôme Européen Commercial de la FEDEI, 3^e année de spécialisation.
74, rue du Temple 75003 PARIS (1) 42 72 08 78. 15

ISEEC 1^{er} CYCLE: BTS ACTION COMMERCIALE, FORCE DE VENTE, COMMERCE INTERNATIONAL.
Moyenne résultats 88: 88,61%. 2^e CYCLE: DEESM, DEESMA, Diplôme supérieur Européen.
18, rue Jussieu 75005 PARIS (1) 43 37 71 18, 24, rue Tiphaine 75015 PARIS (1) 45 79 82 37. 17

icad ACTION COMMERCIALE, COMMERCE INTERNATIONAL, PME. En 3 ans: diplôme
européen (DEESM), 2 ans: diplôme d'Etat (BTS), 4^{ème} année à option: séjour à l'étranger.
91, rue l'Université 75007 PARIS (1) 45 51 23 90. 16

ISCA 1^{er} CYCLE: ACTION COMMERCIALE, FORCE DE VENTE, COMMERCE INTERNATIONAL,
COMMUNICATION et ACTION PUB. 2^e CYCLE: L'INSERTION EUROPEENNE.
81, rue St Lazare 75008 PARIS (1) 42 85 48 48. TOULOUSE - RENNES - C. FERRAND - AIX. 14

EFFICOM BTS ACTION COMMERCIALE - BTS COMMERCE INTERNATIONAL.
72, avenue Parmentier 75011 PARIS (1) 47 00 54 87. 11

EPEIGE 1^{er} CYCLE: ACTION COMMERCIALE, COMMERCE INTERNATIONAL, COMMUNICATION et ACTION PUB.
2^e CYCLE: SPECIALISATION MARKETING et DISTRIBUTION de COMMERCE INTERNATIONAL.
EPEIGE: 3, rue de Logelbach 75017 PARIS (1) 42 27 67 55. 11

EMI 1^{er} CYCLE: BTS ACTION COMM. COMM. INTER. (diplôme d'Etat). 2^e CYCLE: 3^e année de spéc.:
Expertise, PME/PMI, Marketing, Affaires internationales. 2^e CYCLE LONG: école de Commerce.
3^e CYCLE: 18 mois de spécialisation: 88, rue Archereau 75018 PARIS (1) 40 38 38 00. 16

CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT

1, rue de Choiseul - 75002 PARIS
Tél.: (1) 42 96 16 68 - Service télématique (1) 42 96 80 06 + Connexion

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

Pour recevoir gratuitement des informations sur ces écoles, veuillez retourner ce coupon au CIDE "Des écoles pour réussir", 1, rue de Choiseul, Paris 75002, en cochant les références des établissements qui vous intéressent:

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____ CP: _____ Tél.: _____
Ville: _____
Niveau d'étude: _____

11	12	13	14	15	16	17	18
G1	G2	G3	G4	G5	G6	G7	G8
P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8
C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8

مكتبة الامم المتحدة

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision ». **F** Film à éviter. **O** On peut voir. **N** Ne pas manquer. **U** Chef-d'œuvre ou classique.

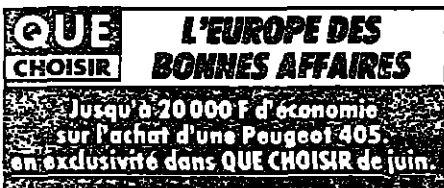
Mercredi 7 juin

TF 1

20.45 Variétés : *Sacré soirée*. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Michel Sardou, Léo Zéro, Mireille Darc, Variétés : Les Jacksons, Alain Bashung, Sandra, Kylie Minogue, Jeanne Mas, Georges Moustaki, François Valéry, Claude Dubois. Coup de cœur : Mireille Mathieu. 22.35 Magazine : *Ex libris*. De Patrick Poivre d'Arvor. Expliquez-moi : *Françoise Sagan (la Laisse)*, Alain Guillo (*Un grain dans la machine*), Gérard de Villiers (pour les *Carnets noirs du bourgeois de Jean Ker*), Françoise Rey (*la Femme de papier*). Extrait livre : Jérôme Charyn (*Frog*). Marie-Laure Augry et Anne Casse (*Peut mieux faire*). Emmanuel Berl : *Exploration*. Jean Genet. 23.40 Journal et Météo. 23.50 Magazine : *Créateurs studio Hollywood*. De Franck Maubert et Anne-Christine Fournier. Sommaire : Futura : Keith Haring, peintre new-yorkais. Europe : journal espagnol. 0.30 Série : *Drôles d'histoires*. 1.00 Feuilleton : *C'est déjà demain*.

A 2

20.35 Feuilleton : *La vallée des espoirs*. De Jean-Pierre



Marchand, avec Patrick Catalifo, Nicolas Navazo, Nour-dine Souli (1^{er} épisode). 22.05 Flash d'Informations. 22.15 Sport : Tennis. Résumé des Internationaux de Roland-Garros. 23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Météo. 23.40 Soixante secondes. M. A. Masoud, ministre saoudien des affaires étrangères. 23.45 Magazine : *Figures*. De Jacques Chancel. Invité : Jacques Goddet, créateur du journal *L'Equipe*.

FR 3

20.35 Opéra : *Falstaff*. Comédie lyrique en trois actes de Giuseppe Verdi, livret d'Arrigo Boito, mise en scène de Luis Pasqual, par l'Orchestre symphonique et les chœurs du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, dir. Sylvain Cambreling, sol. José Van Dam, William Stone, Laurence Dale, Ugo Benelli, Franco Caracciola, Mario Lupari, Barbara Madra.

Jeudi 8 juin

TF 1

13.35 Feuilleton : *La ligne de chance*. 14.30 Téléfilm : *Le coq de bruyère*. De Gabriel Axel, avec Pierre Mondy, François Christophe, Jean-Marie Proslier. 15.55 Série : *Drôles d'histoires*. 16.30 Quatre à l'antenne. 16.40 Variétés : *La chance aux chansons*. 16.55 Club Dorothée. George : Tu chantes, tu gagnes. 17.30 Feuilleton : *En cas de bonheur*. 17.55 Série : *Les rues de San-Francisco*. 18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : *Santa-Barbara*. 19.25 Jeu : *La roue de la fortune*. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Débat spécial élections européennes. Animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou. Invités : Laurent Fabius, Valéry Giscard d'Estaing, Philippe Herzig, Jean-Marie Le Pen, Simone Veil, Antoine Wacziarg. 22.10 Série : *Le signe de jésus*. Le tréfil chinois. 22.15 Série : *Haroun Tazieff raconte sa Terre*. Haroun Tazieff et les volcans. 23.55 Journal et Météo. 0.15 Série : *Drôles d'histoires*. Mémoires. Le voisin de palier. 0.40 Documentaire : *Histoires naturelles*. La chasse à l'arc. 1.10 Feuilleton : *C'est déjà demain*.

A 2

13.35 Campagne officielle pour les élections européennes. 13.55 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision (court central). Commentaires de Daniel Cazal, Christian Quidet, Lionel Chamoulaud. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 INC. Casques noirs. 20.35 Cinéma : *Adieu je reste*. Film américain de Herbert Ross (1977). Avec Richard Dreyfuss, Marsha Mason, Quinn Cummings. 22.35 Flash d'Informations. 22.40 Sport : Tennis. Résumé des Internationaux de Roland-Garros. 23.40 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen *Puissance*. 12. 0.00 Météo. 0.05 Soixante secondes. Jean-François Revel, journaliste et écrivain.

FR 3

13.00 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision (court central). 14.00 Flash d'Informations. Spécial Boerse. 14.05 Téléfilm : *Le cinquième missile*. D'Eric Bercovici, avec Robert Conrad, Sam Waterston. 17.10 Flash d'Informations : Spécial jeunes. De 17.15 à 18.03 Amuse 3. 17.15 Tom Sawyer. 17.40 Signé Car's eyes. 18.03 1789 au jour le jour. 18.05 Magazine : *Drevet* vend la météo. L'Etat Karen : Les chrétiens de l'Orient ou les oubliés de l'Histoire. 18.30 Jeu : *Questions pour un champion*. 19.00 Le 19-20 d'Information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Dossiers animés : *Denver, le dernier dinosaure*. 20.05 Jeu : *La classe*. 20.35 Téléfilm : *Fanny et Alexandre*. D'Ingmar Bergman, avec Pernilla Allwin, Bertil Guve (3^e partie). 22.05 Campagne officielle pour les élections européennes. 22.25 Journal et Météo. Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. 22.55 Magazine : *Océaniques*. Le monde du zen, de Tashimoro Ariz. 1^{re} partie : *La voie de l'éveil*. 23.55 Musiques, musique. Lieber Herr Gott. De J.C. Bach. 0.05 Mini-films. Michel, de Jean-Louis Cros. *Shout*, de Gérard Cuy.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : *American Justice*. Film américain de Gary Grillo (1986). Avec Jack Lucarelli, Gerald McRaney, Wilford Brimley. 15.00 Pochettes surprises. 15.30 Cinéma : *Too much!* Film anglais de David Leland (1987). Avec

Elzbieta Szymka, Livia Budai. Spectacle enregistré au Théâtre de l'Archevêché lors du Festival d'Aix-en-Provence 1987. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique. 23.00 Campagne officielle pour les élections européennes. 23.20 Journal et Météo. 23.50 Musiques, musique.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : *Sar ordre de l'Empire*. Film italien d'Ezio G. Castellari (1970). Avec Frederick Stafford, Van Johnson, Francisco Rabal. 22.45 Flash d'Informations. 22.50 Cinéma : *Les Bouillottes*. Film américain de Joseph Sargent (1973). Avec Burt Reynolds, Jennifer Billingsley, Ned Beatty. 0.30 Cinéma : *le Mépris*. Film français de Jean-Luc Godard (1963). Avec Brigitte Bardot, Michel Piccoli, Jack Palance. 2.10 Documentaire : *Aventures dans les mers du Sud*. 1. Les îles des épiques.

LA 5

20.30 Téléfilm : *L'aventurier de bout du monde*. D'Edie Romero, avec Sam Jones. 22.20 Coup de cœur : *Nomades*. 22.25 Téléfilm : *Alr Hawk*. 0.00 Journal de minuit. 0.05 *Alr Hawk* (suite).

M 6

20.35 Téléfilm : *La rage de vaincre*. De Robert Lewis, avec Sharon Gless, Frank Converse. 22.10 Magazine : *Libre et change*. De Michel Polac. Les livres de ma vie. Avec Jorge Semprun, ministre espagnol de la culture. 23.25 Six minutes d'Informations. 23.30 Série : *Chair de lune*. 0.20 *L'homme de fer* (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Bilan du troisième sommet franco-phonie de Dakar. 21.30 Correspondance. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 Commentaire des radios publiques de langues françaises. La légende de Georges Haldas. 22.40 Nuits magiques. Le rire. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. John Peel, de la BBC.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Falstaff, de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre royal de la Monnaie, dir. Sylvain Cambreling, sol. José Van Dam, William Stone, Laurence Dale, Hugo Benelli, Franco Caracciola, Mario Lupari, Barbara Madra, Livia Budai, Elzbieta Szymka. Diffusé en simultané sur FR 3. 23.07 Jazz club. En direct du Petit Journal Montparnasse, à Paris : la chanteuse Elisabeth Caumont.

LA 5

13.35 Série : *L'inspecteur Derrick*. 15.00 Débat en direct de l'Assemblée nationale. 16.00 Série : *Max la menace*. De 16.50 à 18.05 Dessins animés. 16.50 Rémi sous famille. 17.15 Les dessous de la Terre. 17.40 Grand prix. 18.05 Série : *Arnold et Willy*. 18.30 Boulevard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : *Supercopier*. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : *Mentire dans l'objectif*. De Nico Mastorakis, avec Mark Hennesey, Scott King. 22.35 Cinéma : *Outrage aux moeurs*. Film français de Pierre Uria (1985). Avec Leticia Thomas, Chris Gariel, Valérie Houliez. 0.00 Journal de minuit.

M 6

13.20 Série : *Madame est servie* (rediff.). 13.45 Série : *Chair de lune* (rediff.). 14.35 Feuilleton : *La jalousie de Chateaubriand*. 16.05 Série : *Destination danger*. 16.50 Hit, hit, hit, bourra. 17.05 Série : *L'homme de fer*. 18.05 Série : *Drôles de dames*. 19.00 Série : *Cagney et Lacey*. 19.54 Six minutes d'Informations. 20.00 Cinéma : *Madame est servie*. Quelle soirée. 20.55 Cinéma : *Défense de toucher*. Film italien de Nello Rossati (1976). Avec Ursula Andress, Duilio del Prete, Luciano Paluzzi. 22.15 Série : *Chair de lune*. 23.05 Six minutes d'Informations. 23.10 *L'homme de fer* (rediff.). 0.00 Musique : *Boulevard des clips*.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Je l'appellerai mon fils, de Jean Paget. 21.30 Profils perdus. Paul Delamare. 22.40 Nuits magiques. Le rire. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. John Peel, de la BBC.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donnés les 31 mai, 1^{er} et 2 juin, salle Pleyel) : Don Quichotte, variations symphoniques sur un thème chevaleresque op. 35, de R. Strauss ; Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur K. 466, de Mozart, par l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboim ; sol. : Martha Argerich, piano. Jean Dupouy, alto. Etienne Piclani, violoncelle. 22.30 Musique légère. Analogue, de Dubois : Grazioso pour harmonica de verre, de Reichardt ; Concerto pour trompette et orchestre, de Walberg. 23.07 Club de la musique contemporaine. Musiques pour instruments monodiques non accompagnés : œuvres de Stravinski, Bartok, Berio, Ferneyhough, Carter, Banquart, Leno, Monnet, Tanguy, Halm. 1.00 Une certaine idée de la musique. Le coq et l'arlecquin, de Cocteau.

Communication

Le marché du disque classique

Erato négocie l'entrée de Warner dans son capital

Erato, le grand éditeur français de disques de musique classique (100 millions de francs de chiffre d'affaires), souhaite renforcer ses liens avec la multinationale américaine Warner Communication Inc., avec laquelle elle avait déjà conclu, en 1988, un accord de commercialisation. La société négocie, actuellement, une prise de participation minoritaire du groupe de communication dans son capital et l'élaboration d'une stratégie commune dans le vidéodisque.

Ce projet d'alliance a débuté par un divorce. Celui d'Erato, qui produit uniquement — et de son dis-

tributeur traditionnel, l'américain RCA, récemment racheté par l'allemand Bertelsmann. Mécontent des résultats (ses ventes ont baissé l'an dernier de 20 % alors que le marché croissait d'autant), la société française ne souhaitait ni le renouvellement du contrat ni même sa poursuite jusqu'à son terme, le 31 décembre prochain.

Le tribunal de commerce de Paris doit statuer sur la question début juillet. A l'été 1988, Erato passa dans un nouvel accord de distribution avec WEA, une filiale du groupe Warner. L'américain, qui appartient au club des géants du disque (CBS, EMI, Polygram, RCA) et produit des chanteurs aussi célèbres que Barbra Streisand, Madonna, Prince ou Paul Simon, n'a, paradoxalement, pas de département « classique » ; il propose alors de prendre le contrôle d'Erato.

Son PDG, M. Daniel Toscani du Plantier, refuse. Stirement pas le contrôle, mais une prise de participation minoritaire qui associerait Warner aux résultats de sa société, pourquoi pas ? Inquiétude des pouvoirs publics, qui redoutent de voir ce fleuron national — le plus gros catalogue « classique » indépendant — passer sous une bannière étrangère.

Le compromis en cours d'élaboration sous l'œil vigilant du ministère de la culture vise à restructurer le capital d'Erato avant l'arrivée de l'américain. La maison-mère de la société française — les Editions Costallat — dont M. Toscani du Plantier et son associé M. Frédéric Slicher détiennent le contrôle avec 60 % et 25 % du capital (1) — serait renforcée par l'arrivée d'un investisseur institutionnel français : Warner entrerait à la hauteur de 20 % dans le capital de la seule filiale Erato-Disques en reprenant notamment les 15 % de la société de capital-risque Soginov, mais sans obtenir une option sur le reste du capital comme il le souhaitait. La filiale « cinéma » resterait en dehors de l'accord.

P.-A. G.

(1) Les 15 % restants sont détenus par la société de capital-risque, OSC-Developpement.

L'Agence centrale de presse en quête de nouveaux produits

L'Agence centrale de presse (ACP) ne sera ni vendue par son propriétaire, M. Robert Maxwell, ni liquidée dans l'immédiat. Le directeur général de la seconde agence de presse française, M. Michel Burton, a dément, lors d'un comité d'entreprise, les rumeurs qui inquiétaient les 150 salariés de l'agence. Il n'en reste pas moins vrai que l'ACP connaît une situation financière difficile que doit examiner le conseil d'administration convoqué pour le jeudi 8 juin. Après un déficit de 19,3 millions de francs en 1987 (pour 28 millions de chiffre d'affaires), l'ACP a réalisé un déficit du même ordre en 1988, mais avec un chiffre d'affaires en augmentation.

Avec les abonnements de journaux récemment enregistrés, l'ACP se fixe un objectif de 53 millions de francs de chiffre d'affaires cette année, et vise un retour à l'équilibre des comptes en fin 1990.

Pour y parvenir, estime M. Burton, l'agence doit développer ses services hors des médias, et créer de nouveaux produits. Pour compenser les pertes de son service général, en concurrence directe avec les autres agences, l'ACP chercherait à cibler des clientèles spécifiques (et solvables) comme les entreprises et les collectivités locales. Une série d'audits devra déterminer ces cibles et les produits adaptés.

● **Règlement amiable du désaccord Murdoch-Disney.** — Le groupe Murdoch, propriétaire des chaînes par satellite Sky Television lancées en Irlande, a décidé d'arrêter son projet de racheter le groupe américain Disney, auquel il réclamait 1,5 milliard de dollars pour rupture d'un contrat prévoyant une chaîne commune (*le Monde* du 17 mai). News Corp., la société de M. Rupert Murdoch, va racheter les parts de Disney dans leur société conjointe, et Sky TV pourra diffuser les films de Disney.

Culture

Dans une conférence de presse

M. Jack Lang a proposé six mesures pour le théâtre

M. Jack Lang, ministre de la culture, accompagné notamment de M. Bernard Dort, directeur du théâtre d'Antoine Vitez, de Jean-Pierre Vincent et d'Henri Viriojeux, a visité, le mardi 6 juin, le lycée Auguste-Renoir à Asnières, l'un de ceux — ils sont actuellement trois en France — qui ont formé des élèves pour une nouvelle option au baccalauréat, celle du théâtre. Le ministre en a profité pour confirmer les nominations à la tête des théâtres publics à Paris et en province (*le Monde* du 7 juin) et, enfin, annoncer les orientations de sa politique, détaillées en six chapitres.

● **L'activité des compagnies en région.** — Deux objectifs, contradictoires seulement en apparence : « Sauvegarder la fluidité d'un secteur en perpétuel mouvement », « Favoriser l'insertion par une aide accrue à la résidence ». Aide au projet. D'une part, aide contractuelle aux compagnies. Aides annuelles à des compagnies choisies par des comités d'experts. Le changement surtout au mode de fonctionnement des comités et à leur recrutement. D'autre part, est encouragée l'installation de metteurs en scène dans des structures — comme la Maison de la culture de Bourges, par exemple — où sans participer à la gestion, ils peuvent accomplir un travail suivi.

● **Aide aux compagnies, aux structures nationales, aux grands projets.** — Une aide financière réservée pour plusieurs compagnies indépendantes, travaillant ou non dans un lieu fixe. Et, puisque chacun veut être reconnu par la capitale, le projet d'un Théâtre des régions qui, comme l'Athénée jusqu'à présent, sera réservé à l'accueil, sans pour autant devenir une sorte de ghetto : la quadrature du cercle. De plus, pour découvrir la génération de la relève, on cherche la version années 90 du Concours des jeunes compagnies où, dans les années 60, ont été révélés Jorge Lavelli et Patrice Chéreau.

Surtout, et avec le concours de la Société des auteurs, le ministère souhaite stimuler la création de

textes nouveaux, écrits pour le théâtre, et à encourager leur diffusion par une « aide à la reprise », afin que, après les premières représentations, un spectacle puisse être convenablement exploité. Mais qui donnera l'habitude du « risque de la confiance » aux responsables des organismes subventionnés ? Le ministre dit souvent que les hommes sont plus importants que les structures ; il lui faut nommer « les bonnes personnes aux bonnes places ».

● **Les institutions.** — Il s'agit, d'abord, de mettre à jour les budgets des théâtres nationaux et des centres dramatiques, aussi malmenés que les compagnies dramatiques pendant le ministère de François Léotard. Cette apurement des comptes s'accompagne d'exigences dans le domaine de la gestion et de la création. « De 1980 à 1987, le nombre moyen de productions nouvelles a diminué de 30 % environ, celui des créations contemporaines est passé de 1,2 à 1, le nombre de mois de salaires versés aux comédiens a diminué, lui aussi, de 30 % tandis que les chiffres concernant les personnels administratifs et techniques restaient stables, quand ils n'augmentaient pas ».

Il est donc indispensable de responsabiliser les directeurs des établissements subventionnés, de leur imposer une obligation de résidence — c'est-à-dire que, en principe, ils ne pourront plus travailler ailleurs — de renforcer le rôle des administrateurs. Leur mandat, ainsi que celui des directeurs, sera de quatre ans (au lieu de trois), mais ils devront présenter un bilan équilibré, sinon ils pourraient ne pas être renouvelés dans leur fonction. Enfin, les centres dramatiques doivent redevenir des lieux permanents de création, au lieu de servir à un seul créateur et à l'accueil de ses coproductions. Le ministère compte sur la solidarité de la profession, et envisage une extension du rôle de l'ACID (Agence pour la création et l'innovation dans la décentralisation dramatique), une sorte de fonds de soutien qui aurait alors pour mission d'aider les spectacles exceptionnellement lourds.

● **Plus large circulation des spectacles.** — La diffusion et la promotion auprès du public doivent être améliorées, avec la collaboration des chaînes publiques — avec révision de leur cahier des charges — et d'organismes comme l'ARCANAL, chargé d'encourager les écritures originales audiovisuelles.

● **Le théâtre privé.** — L'appel de Jean-Claude Brialy, parlant, à la remise des molières, de neuf théâtres privés en perdition, a ému le ministre qui, d'ailleurs, nie l'exactitude du chiffre. Pourtant, il entend mettre en marche, en concertation avec le Fonds de soutien et la Ville de Paris, un mécanisme destiné à la sauvegarde des salles et à assurer leur reprise par des professionnels reconnus. Il souhaite, puisque le secteur privé est un phénomène parisien, une meilleure collaboration avec la Ville.

● **L'accession au théâtre.** — Formation des spectateurs, dès l'enfance, par le développement de spectacles spécifiques.

Formation des jeunes professionnels et aussi des amateurs, qui constituent un public averti, militant. Avec l'expérience de la section théâtre au lycée, l'éducation nationale intègre un enseignement théorique et pratique, donné par des professionnels. Et puisque les termes théâtre « amateur » ou « universitaire » sont trop fortement connotés, on cherche une appellation nouvelle.

COLETTE GODARD.

Mort du peintre Salmave Philippe-Auguste

Le peintre Salmave Philippe-Auguste est mort vendredi 2 juin à Port-au-Prince. Il était âgé de quatre-vingt ans.

Considéré comme l'un des grands maîtres de la peinture primitive haïtienne, Salmave Philippe-Auguste s'était consacré à cet art vers la cinquantaine, abandonnant alors son métier de juge. Grand coloriste, il représentait essentiellement sur ses toiles des jungles et des paradis peuplés d'animaux sauvages.

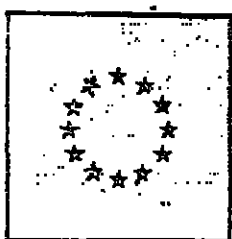


QUE L'ESPRIT MEDIA SOIT AVEC VOUS.

Pour faire le point sur la sélection des médias et leur utilisation en publicité, pour découvrir le langage média de votre marque, pour donner de la force et de l'impact à vos campagnes de publicité, voici l'Esprit Media, un livre de Xavier Dordor, Directeur de l'Agence Adiance. Maintenant, l'Esprit Media ne vous quittera plus.

à InterEditions

هذه امه الأصل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



Arianespace
première société commerciale de transport spatial

Nous recherchons pour notre Direction Industrielle un
Ingénieur d'affaires

Placé sous l'autorité du Chef de Département 3^{ème} étage du lanceur ARIANE, vous aurez la responsabilité de la conduite technique et contractuelle des activités industrielles auprès des partenaires fournissant les différents éléments de la structure du 3^{ème} étage d'ARIANE, de la mise en place et du suivi de la production, et de la préparation des dossiers techniques jusqu'à la campagne de lancement en Guyane.

Vous avez 30-35 ans; un diplôme d'une Université Technique à option Mécanique, Aéronautique ou Thermodynamique; une expérience de 5 ans minimum au sein d'un milieu industriel de haute technologie dans les domaines des Etudes Structures, Systèmes Mécaniques et Thermodynamique, Cryogénie.

Organisé, méthodique et rigoureux, vous êtes un habitué du travail en équipe. La maîtrise de la langue française est indispensable et une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée. Ce poste implique des déplacements fréquents en Europe et en Guyane Française lors des lancements.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en indiquant la référence 9150 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion. Cette offre figure également dans le Süddeutsche Zeitung.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

ACTIMAN

Télécom Bretagne recherche des enseignants chercheurs dans les disciplines suivantes :

□ **INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : RESPONSABLE DE COORDINATION DES ENSEIGNEMENTS** Réf. 5059

Il anime aussi l'équipe de Recherche en Intelligence Artificielle, participe aux enseignements généraux en informatique ainsi qu'aux définitions des objectifs du Département. Ce poste conviendrait à un candidat ayant un Doctorat d'Etat en Informatique ou équivalent. Il doit avoir fait ses preuves en Recherche. Ouvert, il a le goût du travail en équipe et celui d'animer un groupe.

□ **CIRCUITS INTEGRES TELECOM : CHEF LABORATOIRE** Réf. 5060

Il a pour mission principale, d'animer le laboratoire (8 personnes), dans le cadre de la conception de circuits intégrés numériques et l'organisation des enseignements associés. Responsable du groupe de Recherche, il participe aux enseignements généraux d'électronique et physique et à la formation optionnelle "Circuits Intégrés Telecom".

Ce poste conviendrait à un candidat ayant un Doctorat d'Etat, ou habilité à diriger des Recherches et qui maîtriserait une très bonne pratique des Techniques et Methodes d'Intégration des systèmes numériques complexes. Une large expérience de la CAO et une expérience industrielle seraient souhaitables.

Les postes sont basés à BREST.

Prière d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à JP MENASSIER en précisant la référence du poste choisi à CEGOS Département Recrutement

Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex



Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Paris - Rome

Le Monde INTERNATIONAL

DIRECTEUR COMMERCIAL AU PORTUGAL

Fichet-Bauche est un groupe industriel français implanté dans le monde entier, employant 6000 personnes, réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs et leader mondial des équipements de sécurité. Pour sa filiale portugaise en forte expansion, il recherche un directeur commercial. Rapportant au directeur général de la filiale, il animerait un réseau de concessionnaires et de revendeurs propres, implantés sur tout le territoire. Il participerait à la définition de la politique commerciale et sera responsable du respect de son budget. Ce poste s'adresse à un candidat de

formation supérieure, de préférence technique, disposant de bonnes connaissances ou d'une expérience de l'électronique. Doté de réelles qualités personnelles de vendeur, il aura animé avec succès un réseau de vente. Cette fonction offre à un candidat tout particulièrement motivé par le Portugal une perspective de carrière intéressante dans le groupe en Europe. Ecrire à PA Consulting Group, Rua Castilho 211-5 - 1000 LISBONNE - PORTUGAL ou à PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex en précisant la référence RH 2439. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien - Chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation, vous souhaitez évoluer vers l'international. Ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous permettra de conseiller et de négocier des plans médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Votre tempérament commercial et

vos qualités seront des atouts pour développer le chiffre d'affaires de la publicité commerciale. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrivez à Sophie COHEN en précisant la référence A/D 2047MI - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

BUREAU D'ETUDES ITALIEN

opérant à l'échelle internationale

recherche

pour importants Projets Hydroagricoles

Experts pour les postes suivants :

Agroéconomiste expert en organisation et gestion projets de développement
Agroéconomiste expert en statistique informatique et planification
Economiste expert en évaluation de projets agricoles et agro-industriels
Pédologue
Agronome expert en vulgarisation agricole
Zootechnicien
Hydrogéologue expert dans l'exploitation d'eaux souterraines pour irrigation
Sociologue expert dans le domaine rural
Ingénieur d'irrigation et drainage
Expert en formation dans le cadre du développement rural
Expert en crédit rural

La maîtrise de la langue française et la bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 7100

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7.

ARABIE SAOUDITE

HAUTE TECHNOLOGIE
800 PERSONNES

Créer la Gestion du Personnel pour l'une de nos filiales en ARABIE SAOUDITE

230000 F

Un pari difficile, une fabuleuse aventure?

Sans doute un peu des deux.

Mais à coup sûr, un sacré dépaysement à l'autre bout du monde à la mesure de vos talents.

Si ce challenge vous tente, nous vous proposons de rejoindre une équipe réduite et sympathique, animée par un jeune directeur de personnel qui délègue facilement... pour créer ensemble la gestion prévisionnelle de nos 800 personnes expatriées en Arabie Saoudite.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la réf. 980 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL Conseil - BP 19 - 06480 La Colle sur Loup, à qui nous avons confié ce recrutement.

Guy Postel

Top-Flight European Graduates...

...Even without professional experience!

If you are bilingual, eager to travel, with a diploma in Economics, MBA... (OXFORD, HEC, Heidelberg...), this opportunity is for you. Our client, a well known multinational group of companies offers you to start your career in a choice of European major cities. Your first assignment will be to join the Trading Department with a top-notch team of professionals.

You can qualify if you are: mobile, rigorous, creative, prompt to act with a strong taste for challenges.

Remuneration and prospects are very attractive.

To apply please send all details (CV and photo) to EKA Consultants. Applications will be treated in total confidence (ref. 027).



18 Avenue Matignon
75008 PARIS.

Importante société marocaine de T.P.
(CA annuel : 250 MF)
recherche pour le MAROC

INGENIEURS BTP

Formation grandes écoles
Nationalité marocaine.

DIRECTEUR GENERAL

Formation grandes écoles et
expérience.
Nationalité indifférente.

Merci d'adresser CV + photo à :
FADO - 17, 23 rue Alphonse Pluchel -
92220 BAGNEUX.

SORGEM SA

Cabinet Français d'Organisation recherche pour intervention en Afrique de l'Est francophone auprès d'un important organisme d'Etat agro-industriel

UN RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

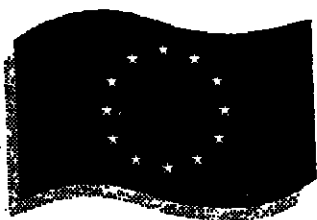
Formation supérieure (DECS ou équivalent), 7 ans d'expérience minimum dans la fonction, expérience africaine, maîtrise de l'informatique de gestion, sens des relations humaines. Pour séjour de longue durée (2 ans renouvelables), statut d'expatrié, intégration dans une équipe de travail, et responsabilités motivantes.

Merci d'adresser C.V., photo, prétentions et lettre manuscrite à :

SORGEM SA

152, Bd Péreire, 75017 PARIS. A l'att. de : M^{me} NEUMAGER.

INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

CHERCHE à titre temporaire **UN DIRECTEUR** à la DG XVI-E (niveau A/2) (n/v)

chargé, sous l'autorité du Directeur général, de coordonner l'activité des trois unités administratives suivantes :

- gestion financière, contrôles et évaluation ex-post ;
- information ; relations avec le Parlement européen et les autres institutions ;
- méthodes de travail et procédures ; informatisation et formation.

Qualifications requises :

- être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes ;
- études universitaires complètes dans le domaine de l'économie ;
- avoir une expérience professionnelle post-universitaire de 15 ans en matière financière et de management ;
- expérience dans les techniques de communication et d'information ;
- avoir un sens du contact et capacité de diriger et de coordonner de grandes équipes ;
- connaissance des problèmes de développement et de reconversion des régions de la Communauté ;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes ;
- avoir une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues ;
- être âgé, de préférence, de moins de 55 ans.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et au maximum cinq ans non renouvelables.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, de préférence dactylographié, (accompagné des pièces justificatives), au plus tard le 16-VI-1989 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, en précisant, sur l'enveloppe également, la référence 77/89.

MAROC

MATRISE DE L'ÉNERGIE

Société étrangère à Rabat
rech. ingénieurs et économistes marocains avec solide exp. econ. d'énergie secteur Indust. et hôp.
Cours angl. C.V. et photo à :
GEM (LMI), B.P. 5075,
Rabat-Souissi, Maroc.

Important bureau d'études
recherche pour prestations longues durées, dans le cadre de projets de développement en Afrique

GESTIONNAIRES CONSEILLERS FINANCIERS SPECIAL DU CRÉDIT EN MILIEU RURAL

minimum 5 ans d'expérience en Afrique.

Adressez CV détaillé, photo et présentations sous le n° 5382
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

Important bureau d'études
recherche pour prestations longues durées, dans le cadre de projets de développement en Afrique

AGRONOMES AGRO-ECONOMISTES

minimum 5 ans d'expérience en Afrique.

Adressez CV détaillé, photo et présentations sous le n° 5383
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

Amnesty International (AI) est un mouvement mondial, indépendant et impartial, qui s'efforce d'obtenir la libération des prisonniers politiques et s'oppose à la torture et à la peine de mort en toutes circonstances. Nous recherchons des candidats aux postes de direction ci-après :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT (SGA)

Le secrétaire général et deux secrétaires généraux adjoints assurent la direction des 250 membres du personnel du secrétariat international (SI) à Londres, ainsi que la liaison entre le SI et les sections d'AI.

Le SGA, chargé de la planification et de l'administration, est principalement responsable de la mise au point du plan stratégique biennal d'AI, du contrôle des recettes et dépenses du budget international (actuellement de 9 millions de livres), ainsi que du personnel, du budget et de l'allocation des ressources. Le titulaire de ce poste est le principal responsable de la gestion et de l'administration interne du SI.

Les candidats(es) doivent avoir l'expérience voulue en matière de gestion, être doué(s) d'un bon jugement politique, sensibles aux cultures diverses et dévoués à la cause des droits de l'homme. Ils (elles) doivent avoir l'expérience de la planification stratégique et du contrôle financier, ainsi que des problèmes de recrutement et doivent pouvoir s'acquiescer en équipe des tâches de gestion. Il est essentiel qu'ils (elles) soient capables de représenter AI et de voyager. Les candidats(es) doivent être capables de bien s'exprimer tant verbalement que par écrit. Une bonne connaissance de l'anglais est essentielle et la connaissance d'autres langues (particulièrement l'espagnol, le français ou l'arabe) est hautement souhaitable.

Traitement annuel : 24 953 livres sterling.

Date limite de réception des candidatures : 16 juin 1989 (pour les deux postes).

DIRECTEUR DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION

AI recherche un directeur des finances et de l'administration qui sera responsable des politiques de recrutement et de formation du personnel de la gestion financière, ainsi que de la gestion des bureaux et locaux du SI à Londres.

Le titulaire de ce poste est chargé de la gestion financière d'un budget dépassant 9 millions de livres. Il est chargé de l'établissement des prévisions budgétaires et de la liaison avec les sections d'AI en matière de planification financière.

Il est chargé d'administrer 35 membres du personnel par l'intermédiaire de trois chefs de service. Il fait partie de l'équipe principale de gestion et est chargé de la mise au point des politiques relatives à son contrôle et au sein du SI. Il fait fonction de secrétaire général d'AI Limited.

Les candidats(es) doivent avoir l'expérience ou les qualifications voulues en matière de planification et de contrôle financiers. Ils (elles) doivent avoir l'expérience de la direction et de la supervision du personnel d'un service ou d'une petite organisation ainsi que de l'adoption et de la mise en œuvre des politiques. Ils (elles) doivent savoir traiter des problèmes de personnel et de formation et avoir une certaine connaissance des relations professionnelles. Ils (elles) devraient être au courant de la gestion des locaux et bureaux, ainsi que des règles juridiques. Ils (elles) doivent être sensibles aux besoins d'une organisation internationale bilingue multiculturelle et, si possible, avoir quelque expérience. Anglais excellent : la connaissance d'autres langues (notamment le français et l'espagnol) est un avantage. Ils (elles) doivent être capables de bien s'exprimer tant verbalement que par écrit.

Traitement annuel : 18 853 livres sterling.

Pour obtenir des renseignements complémentaires et une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, service du personnel, 1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne). Téléphone : 8373305 (24 h/24 h).



SI VOUS ETES

Ingénieur commercial
Visiteur médical
représentant industrie pharmaceutique

SI VOUS ETES

Un vendeur avec au moins 5 ans de succès dans la vente de médicaments utilisés en cardiologie hospitalière

SI VOUS VOULEZ

Vivre une aventure passionnante au sein d'une entreprise jeune et dynamique s'implantant en Europe

SI VOUS ETES

Intéressé à promouvoir et à vendre des produits de haute technologie au plus haut niveau de la médecine moderne

Les interviews et la décision finale seront conduits durant le mois de juin

Contactez-nous, envoyez votre C.V. au journal qui transmettra.
Ecrire sous le n° 7106 au Monde publicité.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES, GENÈVE

Ouvre une inscription pour un poste à plein temps de professeur-professeur-adjoint de droit international.

Les candidats doivent justifier d'une connaissance approfondie du droit international public en général et démontrer un intérêt particulier pour le domaine de la protection des droits de l'homme sur les plans universel et régional.

Les candidats, titulaires d'un doctorat, doivent avoir une bonne expérience de l'enseignement universitaire et justifier de publications substantielles. Selon son dossier scientifique et son expérience, le candidat retenu sera en tant que professeur ou professeur-adjoint. L'enseignement pourra être donné en français ou en anglais, mais une connaissance suffisante de l'autre langue est nécessaire. Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1990 ou à convenir.

L'Institut se réserve le droit de recourir à une procédure par appel. Les dossiers complets, comprenant une lettre de candidature, un curriculum vitae détaillé et une liste de publications, doivent parvenir, le 30 septembre 1989 au plus tard, au directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, 132, rue de Lausanne, 1211 Genève 21. Le cahier des charges peut être obtenu à la même adresse.

Aucun dossier de candidature reçu après le 30 septembre 1989 ne sera pris en considération.

Tiercé Ladbroke

General Manager Football Betting

TIERCE LADBROKE is a subsidiary of the LADBROKE GROUP. Ladbroke, a British based company, has rapidly expanded internationally through their core business of sports betting. With its head office in Brussels, Tiercé Ladbroke, the Belgium market leader in horse racing betting, has recently expanded its operations through a new named "FOOT". This product is a new betting system and we have 2,000 independent agents, who will be working in Belgium and we have need to recruit an experienced General Manager to manage the business forward.

As General Manager, you will have full responsibility for the Foot activity and, as a member of the management team of Tiercé Ladbroke, will report to the Managing Director.

You will have to be a person with a strong background in retail sales and marketing, with a proven ability to manage a team and responsibility for developing new business. You will be bilingual in French and Dutch and will have a minimum of 5 years experience in a similar position. You will be responsible for the recruitment and training of a team of sales and marketing staff, who will be working in Belgium and we have need to recruit an experienced General Manager to manage the business forward.

This senior position will carry the appropriate executive salary and benefits package (including profit related bonus, share options, pension scheme and company car). Together with the personal development opportunities within an international market leader.

If you consider you have the required experience and ability to succeed in this demanding business development opportunity, send your C.V. at once to André BEHIELS, Human Resource Director, at:

TIERCE LADBROKE
Chaussée de Waterloo 715 Bte 3
1180 Brussels - Belgium
who will treat your application as strictly private and confidential.

PURCHASING MANAGER

Computerland, the world's largest franchisor in microcomputers with over 800 centres, is looking for its European Headquarters in Luxembourg for a (m/f).

- whose main tasks will be:
 - to manage the purchasing department;
 - to purchase products hard and software from approved vendors;
 - to forecast requirements of the European Network from studies and marketing input;
 - to manage inventory;
 - to liaise effectively with all CIE departments and vendors.

The ideal candidate should have:

- a university degree. A level or equivalent in mathematics and/or business studies;
- an excellent knowledge of the PC industry;
- at least 5 years of high level experience in a similar position;
- excellent knowledge of English, French and German.

We offer:

- participation in relocation to Luxembourg;
- extra-legal benefits;
- flexible working time;
- possibilities of promotion.

Please send your application with C.V. and photo to the Personnel Director, Computerland Europe S.A., BP 2722, L-1027 Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

Computerland

NOUVELLE-CALÉDONIE

Un établissement public (développement foncier et agricole), de 200 personnes, situé en Nouvelle-Calédonie à Nouméa, recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

pour assurer la gestion du personnel, le contentieux administratif ainsi que le montage financier d'opérations.

Profil : compétences en droit social, Administration et Finance. Expérience d'encadrement et de gestion de personnel.

Nombreux avantages liés à l'expatriation.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à Media-System (réf. 54284), 6 Impasse des 2 Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra. (Discretion assurée).

مكتبة الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE		
3^e ARRONDISSEMENT			3 pièces + 2 park. 80 m ² , 3 ^e étage			3 pièces 66 m ² , 4 ^e étage		
2 pièces duplex	7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG - 43-21-63-21	9.034 + 622	3 pièces	Versailles 1 à 13, av. Gal-Pershing COFIMEG - 39-54-21-99	4.500 + 1.082	Studio	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	4.300 + 600
2 pièces, parking	7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG 43-21-63-21	6.556 + 515	3 pièces	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	5.460 + 780	55 m ² , rez-de-jardin	Puteaux 16, av. G. Pompidou AGF - 42-44-00-44	3.600 + 540
11^e ARRONDISSEMENT			4 pièces + balcon	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	8.090 + 1.120	3 pièces	Puteaux 16, av. G. Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.710 + 740
4 pièces	12, place Joffre GCI - 40-16-23-89	14.700 + 1.839	4/5 pièces	Versailles-le Bretonneux 1, rue des Mustas SGI/CNP - 30-57-94-57	3.754 + 700	4 pièces	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	4.950 + 740
5 pièces, parking	4, rue Mouffle LOC INTER - 47-45-19-97	7.415 + 831	118 m ² , 3 ^e étage			2 pièces	Saint-Cloud 2, rue du Bois-de-Boulogne SGI/CNP - 45-02-39-81	4.650 + 997
Studio meublé	74, rue Amélot HOME PLAZA - 40-21-20-00	3.675 CC/SEM	91 - ESSONNE			2 pièces	Saint-Cloud 2-6, sq. Sainte-Clotilde AGF - 42-44-00-44	4.055 + 350
Studio meublé	74, rue Amélot HOME PLAZA - 40-21-20-00	3.150 CC/SEM	Pavillon 5 pièces	Brières 13, rue de la Couture SAGSEL - 46-08-80-36	6.000 + 731	50 m ² , 3 ^e étage	Suresnes 16-22, rue S.-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	3.540 + 800
2 pièces meublé	74, rue Amélot HOME PLAZA - 40-21-20-00	6.300 CC/SEM	6 pièces, jardin	Gif-sur-Yvette Avenue du Gal-Lacour COFIMEG - 69-28-15-32	4.006 + 1.232	3 pièces	Vanves 4, rue Rabelais SAGSEL - 47-42-44-44	4.400 + 1.041
12^e ARRONDISSEMENT			5 pièces	Massy Avenue Nationale COFIMEG - 69-20-48-91	6.000 + 731	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
3 pièces	104, rue de Charenton SAGSEL - 47-42-44-44	4.800 + 582	106 m ²			4 pièces duplex	Pantin 33, avenue Jean-Lévesque LOC INTER - 47-45-19-97	4.550 + 787
13^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			5 pièces	Tramblay-lès-Gonesse 2, rue Nicolas-Copernic LOC INTER - 47-45-19-97	2.735 + 1.210
4 pièces	14, rue des F.-d'Assier SGI/CNP - 45-85-64-18	5.800 + 795	3 pièces	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	5.300 + 550	94 VAL-DE-MARNE		
15^e ARRONDISSEMENT			4 pièces	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	6.500 + 800	4 pièces, parking	Charenton 160, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	5.550 + 1.055
3/4 pièces	11, rue Edmond-Roger SAGSEL - 47-42-44-44	6.800 + 1.471	5 pièces	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	6.500 + 800	4 pièces	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGSEL - 42-66-61-05	4.474 + 671
Studio	85-89, bd Pasteur COFIMEG - 43-21-63-21	5.222 + 522	2 pièces	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	4.400 + 390	3 pièces	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGSEL - 42-66-61-05	4.146 + 740
3/4 pièces + Park.	85-89, bd Pasteur COFIMEG - 43-21-63-21	6.733 + 1.510	2 pièces	Antony 2, rue de la Providence SOFIAM - 46-66-26-51	2.100 + 110	2 pièces	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGSEL - 42-66-61-05	3.235 + 475
16^e ARRONDISSEMENT			Studio	Boulogne 24, rue des Abondances LOC-INTER - 47-45-19-97	4.385 + 463	3 pièces + parking	Saint-Mandé 1, place Gal-Lacour LOC-INTER - 47-45-19-97	4.380 + 563
3 pièces + park.	10, rue Auguste-Marquet LOC INTER - 47-45-19-97	7.515 + 668	18 m ² , 1 ^{er} étage	Courbevoie 9, place Charras AGF - 42-44-00-44	5.700 + 520	2 pièces + parking	Saint-Mandé 35, avenue Joffre LOC-INTER - 47-45-19-97	
Studio + parking	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-24-50-00	3.500 + 200	2 pièces + park.	Courbevoie 2, avenue du Parc AGF - 42-44-00-44	4.700 + 420	95 - VAL-D'OISE		
2 pièces	15-17, rue Raymond SAGSEL - 47-42-44-44	5.100 + 1.306	46 m ² , 3 ^e étage	Garaches 11 bis, rue des Saisons CIGIMO - 48-24-50-00	8.155 + 800	4 pièces, parking	Enghien 103, rue du Gal-de-Gaulle GFF - 49-02-36-66	6.200 + 664
60 m ² , 1 ^{er} étage	48, rue Raffet SAGSEL - 47-42-44-44	5.900 + 1.194	4 pièces	Garaches 19, rue des Quatre-Vents SAGSEL - 48-08-80-36	4.040 + 1.204	2 pièces + parking	Enghien 103, rue du Gal-de-Gaulle GFF - 49-02-36-66	3.800 + 432
3 pièces	9-10, rue Mirabeau SAGSEL - 47-42-44-44	5.500 + 1.862	77 m ² , 1 ^{er} étage	Maillon 3, av. du 11-Novembre SAGSEL - 48-08-80-36	4.608 + 705	33 - GIRONDE		
4 pièces	2-4, rue Pierre-Louis SAGSEL - 47-42-44-44	7.700 + 1.100	3 pièces	Neuilly 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	7.650 + 1.350	4 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.540 + 585
17^e ARRONDISSEMENT			4/5 p. + parking	Neuilly 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	8.000 + 1.350	3 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	3.750 + 445
3 pièces	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-27-00	8.134 + 1.398	115 m ² + balcon	Neuilly 43 bis, bd Victor-Hugo SGI/CNP - 46-24-54-46	5.700 + 781	Studio + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	2.000 + 180
2 pièces	4, rue de Puteaux GCI - 40-16-27-00	4.400 + 710	2/3 pièces	Neuilly 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-68	19.200 + 2.980	5 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.970 + 650
18^e ARRONDISSEMENT			2 pièces	Garaches 11 bis, rue des Saisons CIGIMO - 48-24-50-00	4.040 + 1.204	33 - GIRONDE		
Studio	57, rue Mont-Cenis AGF - 42-44-00-44	2.400 + 530	50 m ² , r.-de-ch.	Maillon 3, av. du 11-Novembre SAGSEL - 48-08-80-36	4.608 + 705	4 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.540 + 585
19^e ARRONDISSEMENT			4 pièces + parking	Neuilly 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	7.650 + 1.350	3 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	3.750 + 445
2 pièces	10, rue de Belleville AGF - 42-44-00-44	3.460 + 690	90 m ² + balcon	Neuilly 43 bis, bd Victor-Hugo SGI/CNP - 46-24-54-46	5.700 + 781	Studio + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	2.000 + 180
78 - YVELINES			3 pièces + parking	Neuilly 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-68	19.200 + 2.980	5 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.970 + 650
3 pièces + loggia	3, avenue des Ursulines SGI/CNP - 30-74-32-14	2.700 + 827	85 m ² + balcon	Garaches 11 bis, rue des Saisons CIGIMO - 48-24-50-00	4.040 + 1.204	33 - GIRONDE		
3 pièces	Saint-Cloud Village 14, rue de la Liberté SAGSEL - 46-08-80-36	4.990 + 578	73 m ² , r.-de-ch.	Maillon 3, av. du 11-Novembre SAGSEL - 48-08-80-36	4.608 + 705	4 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	4.540 + 585
2 pièces + 2 park.	Versailles 1 à 13, av. Gal-Pershing COFIMEG - 39-54-21-99	2.780 + 625	4 pièces + box	Neuilly 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-68	19.200 + 2.980	3 pièces + parking	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	3.750 + 445

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).

NOGENT-SUR-MARNE



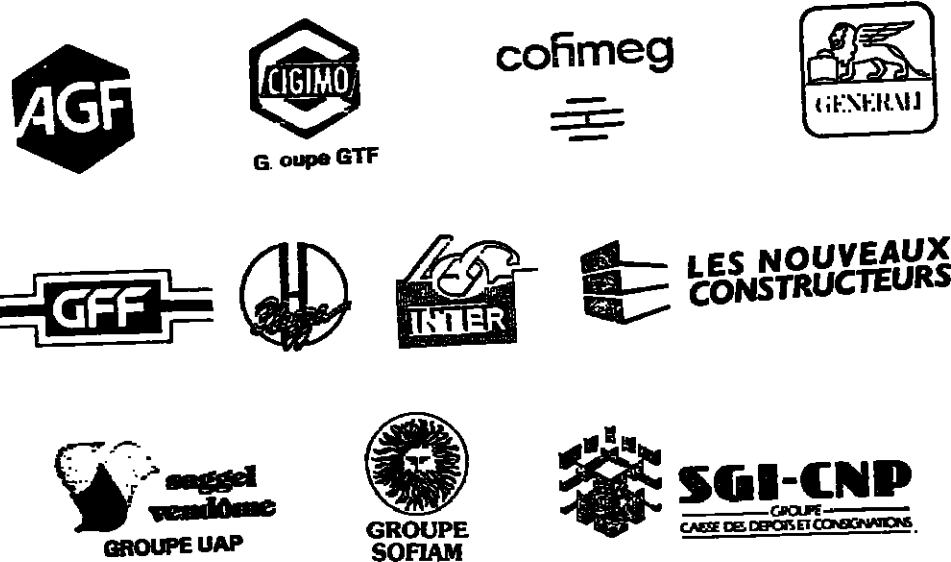
Résidence du port

Dans ces immeubles de qualité construits en 1984, la variété des plans est très grande et de nombreux appartements donnent sur le port de plaisance. Quelques appartements (2 pièces, 3 pièces et 4 pièces) sont actuellement disponibles.

SAGSEL-VENDOME

Agence AUBER (M MAILHE)
30, rue des Mathurins, 75008 PARIS. Téléphone : 43-66-61-05.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE :



مكتبة الأمل

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Une nouvelle liaison entre la Défense et Orgeval

L'autoroute de la discorde

Comme l'A86 - le périphérique d'Ile-de-France, - la future A14, qui devrait être, entre la Défense et Orgeval, la première autoroute urbaine française à péage, soulève déjà beaucoup de polémiques.

La première autoroute urbaine à péage, avant même d'être mise en chantier, est l'autoroute de la discorde. Michel Péricard, maire de Saint-Germain-en-Laye et député RPR des Yvelines, vient de qualifier d'« inacceptable » le rapport de la commission d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. Sa position, qui est celle de tout le conseil municipal, s'ajoute aux critiques qui n'ont cessé à l'égard du tracé de cette voie future, dont l'objectif est de décharger l'autoroute A13, à l'ouest de la capitale.

Depuis qu'en 1987 Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement du gouvernement Chirac, a décidé de relancer un projet vieux de vingt ans, les embûches n'ont cessé de s'accumuler. Et, à la différence de l'A86, le « périphérique de l'Ile-de-France », les difficultés ne sont pas nées cette fois, d'abord, de l'égoïsme des communes.

Premier accroc : le mode de financement. Pierre Méhaignerie le voulait privé. Mais les concessionnaires consentaient à supporter l'investissement avec l'espoir de se rembourser en restant maîtres des tarifs des péages. Ce que le gouvernement, craignant la contagion, ne pouvait accepter. C'est donc à une société d'économie mixte, la Société de l'autoroute Paris-Normandie, qu'a été confié le projet.

Les hostilités sont venues ensuite des communes traversées. Pas tellement pour obtenir que le tracé passe... chez le voisin, mais plutôt pour modifier sa réalisation.

Il est vrai que l'autoroute traverse un territoire très sensible. Pour décongestionner le tunnel de Saint-Cloud et l'A13, on transite cent cinquante mille véhicules chaque jour, l'idée consiste à créer une liaison nouvelle d'Orgeval jusqu'à la Défense, à travers un terrain semé d'obstacles : tissu urbain serré, plaine maraîchère de Montesson, terrasse historique de Saint-Germain-en-Laye, eaux de la Seine et forêt de l'Ile-de-France.

Les habitants de la plaine de Montesson supportent mal la destruction des surfaces maraîchères. La saignée où reposera la chaussée sera plus profonde que prévu, afin de pouvoir être ultérieurement recouverte. Mais cette zone, prolongement naturel du quartier d'affaires de la Défense, aura bien du mal à refuser longtemps toute urbanisation.

Viaduc et échangeurs

Les habitants de Montesson, Meudon-le-Roi, Carrières-sur-Seine se liguent pour demander la limitation du nombre des échangeurs. Surtout, la traversée de la Seine par un tunnel sous-fluvial soulève de nombreuses difficultés. Les pouvoirs publics continuent de s'y opposer, avec un argument technique : si l'on doit descendre sous le lit de la Seine, il faudra remonter ensuite. La pente sera rude et il faudra prévoir une voie

pour les véhicules lents. Or, actuellement, les « tunneliers » ne savent pas forer un diamètre suffisant pour loger trois voies.

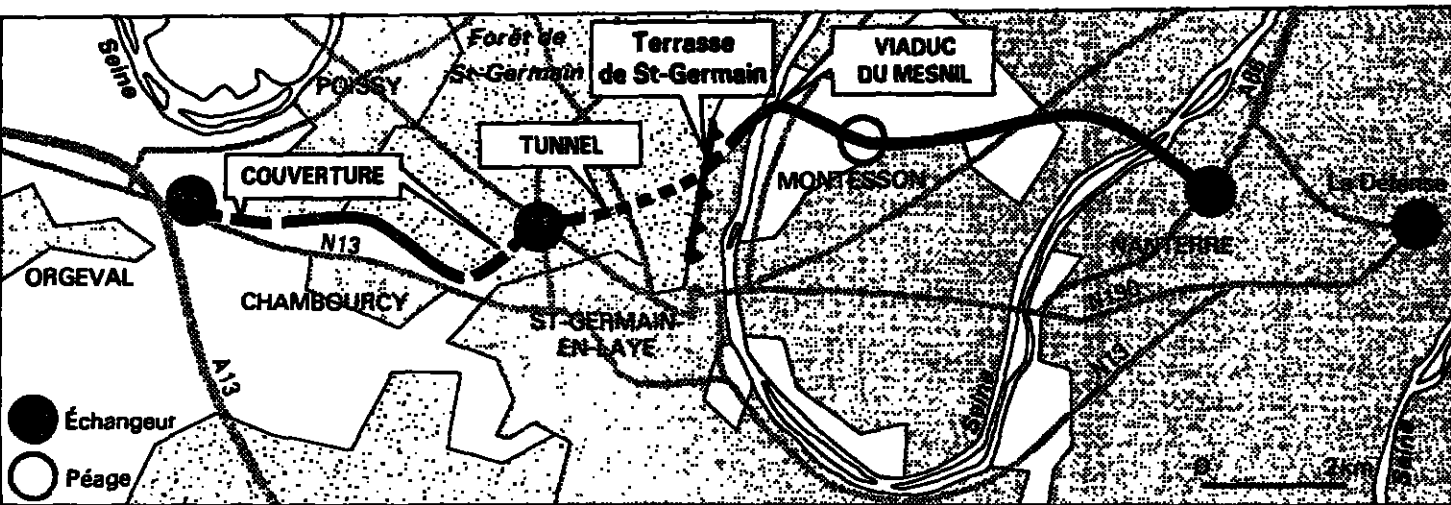
En l'état actuel du projet, un viaduc en courbe enjambrera la Seine et entrera sous terre au flanc de la terrasse de Saint-Germain. De cette terrasse classée monument historique, les promeneurs auront ainsi vue sur un viaduc autoroutier.

Ce n'est pourtant pas le principal motif de la colère de Michel Péricard. Le maire de Saint-Germain rappelle qu'il n'est pas hostile « par principe » à l'A14. Le reproche fondamental qu'il adresse aujourd'hui au projet est que l'échangeur prévu près de la ville natale de Louis XIV sera inaccessible. Les voies prévues pour l'atteindre sont des axes existants qui sont déjà saturés matin et soir. Il l'a fait savoir à la commission d'enquête, mais il l'accuse d'être restée sourde à toute sug-

gestion. Michel Péricard rappelle que, voici trente ans, ses prédécesseurs ont accepté le tracé d'une déviation qui coupe la ville en deux et lui coûte très cher actuellement. Avec l'A14, il a déjà une victoire à son actif : elle avancera en tranchée couverte dans la forêt, ce qui préservera la végétation. Il espère convaincre les pouvoirs publics, et singulièrement le ministre de l'équipement, Michel Delebarre, « qui n'est pas compromis dans cette affaire », que l'échangeur doit être déplacé.

Le coût du projet de l'A14 atteignait, en 1988, les 2,4 milliards de francs. C'est une coquette somme. Mais le maire de Saint-Germain compte sur un allié de poids pour que l'on n'hésite pas à mettre le prix afin de limiter les dégâts à l'environnement : son voisin et maire de Conflans-Sainte-Honorine, le premier ministre, Michel Rocard.

CHARLES VIAL



Le redémarrage de la ville nouvelle

Un vrai centre pour Melun-Sénart

Créée officiellement le 15 octobre 1973, Melun-Sénart est la dernière-née des cinq villes nouvelles de la région parisienne. Située au sud-est de la capitale, à 27 kilomètres du périphérique, Melun-Sénart dispose de 12 000 hectares. Ses responsables s'efforcent de renforcer sa cohésion en créant en son centre un véritable espace urbain.

DE 25 000 habitants en 1973, Melun-Sénart est passée à 77 000 habitants aujourd'hui : elle comptait 1 800 logements en 1975, elle en compte actuellement près de 15 000. Dans le même temps, 8 000 emplois ont été créés, dans les 1 250 entreprises qui se sont installées sur son site. 8 000 emplois créés, pour plus de 50 000 nouveaux habitants. Ces chiffres montrent un déséquilibre inquiétant par rapport aux objectifs de l'Etat qui entendait créer, grâce aux villes nouvelles, des « pôles équilibrés d'habitat et d'emploi ». Ce déséquilibre est extrêmement coûteux, dans la mesure où la réalisation des équipements publics (scolaires, sportifs, sociaux, de voirie, d'adduction d'eau et de transports en commun, etc.) ne peut être financée que par la taxe professionnelle prélevée sur les entreprises ou par les subventions de l'Etat quand le rapport de la première est insuffisant. D'où la menace du gouvernement, en 1986, d'abandonner définitivement le projet de ville nouvelle à Melun-Sénart.

Il a fallu, à cette époque, toute la conviction des élus locaux, mais surtout l'atout exceptionnel que représentaient les 3 000 hectares de « réserve » foncière (propriété de l'Etat) situés à seulement une trentaine de kilomètres de Paris, pour convaincre l'Etat de donner une deuxième chance à la ville nouvelle. La visite, le 23 février dernier, de Michel Rocard à Melun-Sénart confirmait la volonté du gouvernement de créer ici, « dans la prochaine décennie,

l'un des points d'appui importants du développement de la région parisienne ». Cette volonté a été clairement prise en compte par la dernière révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région parisienne, présentée au même moment par Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional.

Le premier ministre pouvait prédire sans risque d'erreur, à cette même occasion, que « la grande aventure de Melun-Sénart ne fait que commencer ». Car un spectacle désenchanté du site est en cours, qui va intégrer la ville nouvelle aux réseaux de circulation nationaux et européens les plus importants. A la fin de cette année, la rocade dite la Francilienne, qui fait le tour de Paris à une distance d'une trentaine de kilomètres et relie entre

elles les autoroutes A1, A4, A5, A6, A10 et A11, traversera le nord de Melun-Sénart. L'autoroute A5 (Paris-Troyes-Dijon-la Suisse), qui traversera la ville nouvelle par le milieu, sera ouverte en 1992-1993.

Grand carrefour

Avant mars 1994, la voie ferrée Paris-Melun sera transformée en ligne D du RER, avec une gare ouverte sur la commune centrale de Lieusaint. Enfin, et c'est le plus important, la SNCF envisage l'implantation, toujours à Lieusaint, d'une gare de TGV où serait établie la connexion des réseaux sud-est et sud-ouest. Une décision définitive à ce sujet doit être prise avant mars 1990. Dans cinq ans à peine, l'époque où Melun-Sénart n'était accessible que par une seule voie ferrée traditionnelle et la nationale 6 (que le fameux bouchon de Villeneuve-Saint-Georges rend impraticable) ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Les investisseurs privés ne s'y sont pas trompés, qui ont déjà acheté, en 1988, 45 hectares à l'Etablissement public d'aménagement de Melun-Sénart (EPAMS), alors qu'ils n'en avaient acheté que douze en 1987, et seulement six en 1986. De plus,

en 1988 encore, et pour la première fois, la ville nouvelle a enregistré plus de créations d'emplois que de constructions de logements. Déjà, une vaste surface d'entrepôts vient d'être aménagée, sur les communes de Lieusaint et de Combe-la-Ville, desservie par l'échangeur de la Francilienne et de la départementale 50, et cinq distributeurs ou transporteurs en ont acquis, cette année, presque 50 hectares.

Un peu plus à l'ouest, sur un terrain de 350 hectares appartenant aux trois communes de Lieusaint, Tigery et Saint-Pierre-du-Perray, les entreprises Bouygues, Meunier Promotion et SOCY Investissement ont commencé l'aménagement de « Greenpark » : trois parcs de golf de dix-huit trous, un plan d'eau de 50 hectares, 600 résidences individuelles et, surtout, 200 000 mètres carrés de bureaux, qui en feront « le premier grand complexe golf-affaires d'Europe ». L'ensemble sera achevé en 1992 et sera servi par un échangeur réalisé spécialement sur la Francilienne.

Enfin, dans la toute récente révision de son schéma directeur, Melun-Sénart a inscrit en priorité sa volonté de se doter d'un « espace de centralité » destiné à

fédérer enfin son agglomération particulièrement éclatée entre dix communes. Situé sur la « réserve » foncière de la ville nouvelle, essentiellement à Lieusaint, ce centre s'étendra d'est en ouest, entre la future gare TGV-RER de Lieusaint-Moissy et la rive orientale du plan d'eau de « Greenpark ». Seule la partie occidentale de cet ensemble de 600 hectares est actuellement prise en compte, grâce aux efforts conjoints d'Alain Vivien, président de l'EPAMS, maire de Combe-la-Ville et député, et de Jean-Jacques Fournier, président du SAN, le Syndicat d'aménagement de Melun-Sénart et maire de Moissy-Cramayel, tous deux socialistes.

Francilia pour le commerce et les loisirs

Sous le nom de « Quartier du lac » ou de « Francilia », un projet de « complexe commerces-loisirs » a été présenté aux élus locaux de la ville nouvelle, réunis en comité syndical exceptionnel, le 3 juin. Ceux-ci ont un délai de deux mois pour corriger certains points du projet élaboré par le groupe Tourisme-Loisirs-Développement (Caisse des dépôts), pour lequel plusieurs investisseurs ont déjà manifesté leur intérêt. Ainsi, pour le futur centre commercial « Jardins de Sénart », les sociétés Carrefour (22 000 m²), C & A, Darty, Galeries Lafayette, Marks et Spencer et, pour la galerie centrale, « Crystal Palace », la FNAC, Go Sport, Cineplex ou AMC (cinémas). Un parc aquatique serait géré, sur 5 hectares, par la société Océade. Le parc d'attractions « Tivoli » (10 à 20 hectares) devrait accueillir le cirque Pinder-Jean Richard, l'institut des forains et le Club Méditerranée, et le parc animalier (24 hectares) serait créé et géré par Marine World Africa, de Valejo, Californie...

ANTOINETTE PELLON

La Seine en croisière

JEUNE filiale tourisme du groupe SOGESTAN, basé au Havre, et des sociétés de développement régional de Normandie et de Picardie, Aqua Viva vient de lancer le premier paquebot fluvial français, destiné à effectuer, de juin à octobre, des croisières de six jours sur la Seine, entre Paris et Honfleur. Véritable hôtel flottant, le M/S Normandie a été construit par les chantiers hollandais de Biesbosch-Dordrecht, près de

Rotterdam. Un équipage de 20 personnes assure le service des 108 passagers répartis dans 53 cabines doubles climatisées (avec salle d'eau, douche, WC et télévision) et deux cabines « lit », disposées sur deux ponts où l'on trouve également solarium, bar, boutique, sauna, salon, piano-bar et un restaurant où sera servie une cuisine de haute qualité.

De Paris à Honfleur, la croisière type comprend une découverte

de Paris la nuit, des visites de Vernon, de la maison de Monet à Giverny, des Andelys et de Chateau-Gaillard, de Rouen, de Jumièges, de la maison de Victor Hugo à Villequier et des plages du débarquement. Selon la catégorie de la cabine choisie, il en coûte (tarifs indicatifs) de 850 F à 1 200 F par personne, en pension complète, par tranche de 24 heures.

P. Fr.

Les entreprises et l'Europe

La Commission des Communautés européennes vient de choisir le réseau Points Europe comme son correspondant officiel auprès des entreprises d'Ile-de-France. Le réseau Points Europe devient donc un des cent quatre-vingt-sept Euro Info. Centres répartis sur les douze pays de la CEE. Créé à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et de la chambre régionale de commerce et d'industrie de l'Ile-de-France, il comprend dix points d'accueil pour l'information européenne.

Les entreprises franciliennes auront ainsi accès à une information complète sur la construction du marché unique mais aussi sur la réglementation et les pratiques dans les autres pays membres ; elle facilitera les échanges, notamment les rapprochements avec des entreprises de la CEE.

Très concrètement, les entreprises régionales pourront trouver dans chacun des Points Europe : de l'information ; des banques de données ; une assistance réglementaire fiscale, sociale, juridique (avec, en particulier, la Cour européenne d'arbitrage à Versailles) ; de l'aide à la recherche de partenaires européens.

Pour tout renseignement sur l'Euro Info Centre, s'adresser à : - Martine Frager-Berlet (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) : chambre de commerce et d'industrie de Paris. Point Europe 2, rue de Viarmes 75001 Paris. Tél. : 45-08-35-90.

- Dominique Collet (Yvelines, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne) : chambre régionale de commerce et d'industrie de l'Ile-de-France, 21, avenue de Paris 78021 Versailles Cedex. Tél. : 39-50-33-56.

La télévision contre l'insécurité

Près de trois cents actes de malveillance au cours du premier trimestre 1989, plus de deux cents agressions pendant la même période, soit quatre fois plus que pendant les trois premiers mois de 1988, 176 000 procès-verbaux pour fraude établis en 1988 : la gare du Nord est devenue sur le réseau de la SNCF un des points chauds pour l'insécurité.

Sur ce vaste territoire, d'où partent chaque jour 1 500 trains et par où transitent quotidiennement 400 000 voyageurs, plusieurs bandes, allant d'une dizaine à une cinquantaine d'individus, s'affrontent régulièrement pour préserver leur territoire respectif, marqué le plus souvent par des graffitis que les agents de la SNCF, tant bien que mal, s'efforcent de nettoyer sitôt qu'ils apparaissent.

Jusqu'à présent, une quarantaine de CRS, une cinquantaine d'agents de surveillance de la SNCF, un commissariat de police et l'annexe d'un autre poste étaient chargés de maintenir l'ordre. Le doublement des agents de surveillance et l'annonce, par Michel Rocard, du recrutement de cinq cents policiers supplémentaires devraient permettre de contenir ce phénomène.

Mais, souligne Patrice Leroy, chargé de mission à la SNCF, cela ne suffira pas, et toute une série de mesures vont être prises par la SNCF, pour la seule gare du Nord, plus de 10 millions de francs supplémentaires pour tenter de changer ce mauvais climat.

La priorité des priorités, indique-t-il, va être donnée à l'équipement, d'ici à la fin de l'année prochaine, de tous les trains : une liaison radio entre les rames et les postes de contrôle d'abord, puis dans les rames elles-mêmes entre les wagons et le poste de pilotage.

Une des grandes gares de banlieue (Erment ou Aubray-sous-Bois, le choix n'ayant pas encore été arrêté) va en outre être entièrement équipée, à titre expérimental, d'un réseau de contrôle télévisé qui pourrait être, plus tard, généralisé dans les lieux où l'insécurité est la plus grande.

SOMMAIRE

■ L'entrée de l'Espagne dans le système monétaire européen entraînera un réajustement de la peseta (lire ci-dessous).
■ Réunis en conférence monétaire internationale à Madrid, les banquiers occidentaux résistent

à l'idée d'un effacement partiel de leur dette sur le tiers-monde (lire ci-dessous).
■ En achetant les unités européennes de la firme agro-alimentaire américaine Nabisco,

BSN accroît sa puissance en Europe (lire page 28).
■ La préparation de la quatrième convention de Lomé tend à favoriser l'assainissement des pays en voie de développement (lire ci-contre).

La réunion de Madrid

L'Espagne annonce sa décision d'adhérer au SME avant juillet 1990

En annonçant, mardi 6 juin, sa décision d'adhérer au système monétaire européen (SME) — avant juillet 1990, — le ministre espagnol de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a détourné l'attention du monde bancaire de la réduction de la dette mexicaine. (Lire ci-dessous).

MADRID
de notre envoyée spéciale

Devant les banquiers et les gouverneurs de banques centrales réunis pour la conférence monétaire internationale (IMC), la profession de foi européenne de l'Espagne prend les allures d'un défi.

Ce pays tente de briller les étapes de la croissance pour rattraper son retard par rapport à ses partenaires

de la CEE, mais connaît toujours une inflation de 6 % et une dégradation de sa balance des paiements courants. Un défi calculé pourtant, si l'on en croit le gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Mariano Rubio. La politique de monnaie forte poursuivie par Madrid a sans doute été dépassée par un mouvement spéculatif alimenté par des taux d'intérêt élevés : le taux d'escompte est à 14 %. Si les dirigeants espagnols parviennent à ramener une inflation jugée excessive « à la moyenne des autres pays membres de la CEE », comme l'espère M. Rubio, la discipline même du SME favorisera la stabilisation. Il n'y aurait ainsi, selon le gouverneur, que des avantages et peu d'inconvénients à jouer le jeu de la coopération monétaire européenne.

Le calendrier favorisera ce dessein. En septembre prochain,

comme tous les cinq ans, le poids relatif de toutes les monnaies entrant dans l'ECU sera recalculé (voir ci-contre). Une opportunité pour Madrid de mieux évaluer la parité de la peseta. Mais un gouverneur de banque centrale européen ne cachait pas la difficulté de la tâche qui devrait aboutir, en juillet 1990, à l'adhésion de la peseta au mécanisme de change du SME. « Il n'existe pas de bonne parité pour les monnaies. Une appréciation doit tenir compte de nombreux et complexes critères économiques et financiers qu'il appartient au Comité monétaire et au Comité des gouverneurs de la Communauté de déterminer... tout en tenant compte de cet élément inquantifiable : éviter que le SME enrichisse les riches et appauvrisse les pauvres ».

Un sonnet partagé par M. Solchaga. Dans son intervention devant l'IMC, le ministre avait souligné

l'importance qu'il y a de tenir compte des pays d'Europe du Sud « dont le produit national brut ne représente que 50 % de la moyenne européenne ». Pour que l'abandon d'une part de la gestion des taux de change ne comporte pas le risque de ne pas parvenir à une croissance adéquate ou celui d'une crise de la balance des paiements, un mécanisme de « transfert des ressources du nord vers le sud est nécessaire ». Constat partagé par les Portugais. Le gouverneur de la Banque centrale du Portugal, M. Carlos Alberto Tavares Moreira, compte bien, pour sa part, voir l'escudo adhérer au SME « à l'horizon de 1993 », après la libéralisation des mouvements de capitaux prévue pour 1992. D'ici là, Lisbonne devra lutter contre l'inflation, encore plus forte que celle de l'Espagne, 11 % en rythme annuel.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Une dévaluation inévitable

Entrée en 1986 dans la CEE aux côtés du Portugal, l'Espagne s'est depuis attachée à assainir sa situation économique intérieure, préalable indispensable à l'intégration monétaire dans la Communauté. Son taux de croissance a été l'un des plus élevés parmi les douze membres de la CEE (5 %) et le taux d'inflation a été ramené à 5,8 %. Depuis le début de l'année, pourtant, des signes de surchauffe inquiètent les autorités.

L'Espagne a fait savoir, même si rien n'est officiel pour l'instant, qu'elle entendait profiter du réajustement en septembre prochain du panier de l'ECU prévu tous les cinq ans par les statuts de la Communauté pour faire entrer la peseta dans ce panier.

Le Portugal pourrait faire de même, permettant ainsi à l'ensemble des devises des pays de la Communauté d'être prises en compte dans la détermination du cours de l'ECU. La drachme grecque a été intégrée au panier de l'ECU lors de la dernière révision de

celui-ci, en 1984, et représente 1,31 % du panier, contre 8,14 % pour l'Italie, 19,08 % pour la France, et 32,7 % pour la RFA. Le poids de l'Espagne, qui dépendra tout autant de critères objectifs, comme le PIB et dans le commerce total de la Communauté, que du résultat d'un marchandage politique, devrait se situer entre 6 % et 8 %.

L'intégration au panier de l'ECU n'est que la première étape de l'intégration européenne de la peseta, qui ne sera effective que lorsque la devise espagnole participera véritablement au mécanisme de change du SME. Il reste donc un an, si la date fixée par le ministre des finances, M. Solchaga, est respectée, pour s'assurer de la participation de la peseta au système européen de changes ajustables.

Dans ce cadre, la principale nécessité, comme le reconnaît M. Solchaga lui-même, sera de parvenir à une dévaluation du cours de la peseta, artificiellement sou-

tenue par l'afflux des capitaux étrangers (plus de 50 milliards de francs l'an dernier). Le ministre des finances a exprimé son souhait d'obtenir une marge de fluctuations de part et d'autre du taux pivot de l'ECU de 6 %, identique à celle de l'Italie. Une telle marge, supérieure aux 2,25 % en vigueur pour les autres pays, donne en effet une souplesse supplémentaire dans la conduite de la politique monétaire.

« Serrer la vis »

Si l'Italie n'utilise pas plus de 4 % de la marge de fluctuation qui lui est allouée, l'Espagne devra « serrer la vis » pour vaincre l'inflation et prévenir les attaques spéculatives contre son monnaie. Certains redoutent que les tensions sociales, très vives depuis quelques mois, s'exacerbent.

L'entrée de la peseta dans la CEE sera probablement amplement discutée lors du sommet européen

qui se tiendra justement à Madrid, les 26 et 27 juin. Les partenaires de l'Espagne tiendront à s'assurer que les dirigeants espagnols ne réitéreront pas le précédent fâcheux de la Grande-Bretagne qui ne participe pas au mécanisme de change alors que la livre est prise en compte dans le panier de l'ECU. La réussite de l'entrée de la peseta dans le système européen est également primordiale pour la bonne tenue des emprunts en ECU sur les marchés internationaux des capitaux et qui s'inquiètent déjà des conséquences de l'introduction de la devise espagnole plus généralement, pour la crédibilité de l'unité de compte européenne. Les déclarations de M. Solchaga ont provoqué le 8 juin une baisse de la peseta contre les principales devises, en raison d'anticipations de dévaluations. Le cours de la peseta est tombé à Paris à 0,05245 francs, contre 0,05338 la veille.

F. L.

La dette du tiers-monde au centre des discussions monétaires

Les banquiers résistent aux projets d'effacement partiel de leurs créances

La tension a monté d'un cran à Madrid, à la veille de la réunion, mercredi 7 juin, du Comité de coordination des banques engagées au Mexique. Réunis dans la capitale espagnole pour leur traditionnelle conférence monétaire internationale (IMC), des responsables de quelques deux cents grandes banques se cachaient pas leur hésitation face à la stratégie d'effacement partiel de leurs créances que les gouvernements des principaux pays industriels cherchent à leur faire appliquer. Le Mexique jouant, pour la troisième fois en sept ans, le cobaye dans une expérience de traitement de la dette du tiers-monde.

MADRID
de notre envoyée spéciale

« Il n'est pas question de nous forcer la main comme en 1985 », a déclaré un banquier européen. A l'époque, les banques se sentaient vulnérables et craignaient, en cas de suspension de remboursements des pays endettés, d'assister à une désagrégation du système financier international. Elles avaient accepté d'assouplir les conditions de remboursement dans le temps les paiements de Mexico. Tout en jurant qu'on ne les y reprendrait plus.

Les années ont passé. La croissance des débiteurs les plus ouverts à une politique de redressement économique n'est pas venue consacrer leurs efforts, alors même que le poids de la dette menaçait l'équilibre financier, mais aussi politique et social de leur pays. Les gouvernements des nations industrielles ont tiré la leçon en plaçant, depuis

l'automne 1988, pour une réduction pure et simple de la dette. Les banquiers, entre-temps, ont eu à assainir leur propre situation, hésitant à s'engager dans un processus dont l'urgence leur semble moins immédiate.

Pour les persuader du contraire, les témoins ont afflué à Madrid : le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, le président de la banque mondiale, M. Barber Conable, le président de la Réserve fédérale de New-York, M. Corrigan, le plus proche des banques américaines, très impliquées au Mexique, le ministre mexicain des finances, M. Aspe, et le principal négociateur de la dette, M. Garcia.

Chaque partie sait quel précèdent le cas du Mexique peut créer pour d'autres pays plus endettés, comme les Philippines et le Maroc, et chacun de durcir ses positions. Mexico veut obtenir un allègement de la moitié de sa dette auprès des banques.

Ces dernières s'en tiennent à 22 %. L'idée même d'un crédit relais, octroyé par les instituts de crédit pour donner plus de poids à des négociations complètes, est repoussée avec une belle unanimité par les banquiers présents à Madrid.

Appel au réalisme

Eclipsé, le thème de la rencontre de l'IMC, les implications du grand marché européen de 1993 pour la communauté bancaire. Ouvertes sur le thème de la dette par le secrétaire américain au Trésor, M. Nicolas Brady, les discussions avaient, dès le départ, tourné à l'aigre.

Déjà tancées pour leur hésitation à apporter une contribution essentielle à la réduction de l'endettement des pays à revenu intermédiaire par M. Camdessus, lors de son passage à Paris la semaine dernière (le Monde

du 1^{er} juin), les banques se sont vu rappeler, au « réalisme », par M. Brady. Le thème était connu : entre la perte de revenu provoquée par le non-paiement des échéances et une approche concertée de réduction de l'endettement permettant d'améliorer la qualité du portefeuille de créances restantes, le pari « raisonnable » plaide en faveur de la seconde solution. Les termes employés par M. Brady ont paru bien ternes à son auditoire et ne l'ont pas convaincu.

Certes, durant la réunion madrilène, les organismes multilatéraux feront valoir l'importance de leurs contributions et de leurs garanties, directes ou non, pour appeler les banquiers à suivre le mouvement. Le FMI rappellera la décision de son conseil d'administration de consacrer une part des crédits alloués aux Mexicains à la réduction du capital de la dette, une part supplémentaire à l'allègement des remboursements. Au total, 1,7 milliard de dollars sont mis dans la corbeille.

La Banque mondiale a élaboré un schéma sommaire d'environ 2 milliards de dollars, avec un atout sur le Fonds : contrairement à ce dernier, ses statuts lui permettent de garantir directement des opérations d'effacement de dettes, ce qu'attendent avec impatience les banques. Sur les prêts octroyés durant trois ans à Mexico, 25 % seront mis à part pour la réduction du capital, soit 1,1 milliard de dollars ; plus de 15 %, soit quelque 700 millions, pour celle des remboursements de la dette. Cette dernière enveloppe, bloquée pour couvrir d'éventuelles difficultés de paiement, assure les créanciers contre tout arriéré durant un à trois ans renouvelables. Une arithmétique qui ne convainc pas encore.

Certains banquiers se prenaient à rêver de refus. D'autres, plus pragmatiques, demandaient « aux gouvernements d'apporter eux aussi leur contribution et d'étendre aux

pays comme le Mexique la politique d'annulation des dettes qu'ils appliquent aux pays les plus pauvres ».

Cette demande, adressée en fait au Club de Paris qui réunit les créanciers publics du tiers-monde, faisait recette dans les couloirs de la conférence monétaire internationale. Mais si le désintéressement des banques allemandes, les réticences des banques françaises et britanniques ou l'inquiétude des banques américaines, les plus impliquées dans le test mexicain, constituaient un cocktail détonant, la lucidité perceait parfois sous les propos offensifs.

De par la situation politique, stratégique et financière des principaux débiteurs, les banques seront amenées, tôt ou tard, à s'exécuter. En haussant le ton, elles espèrent seulement obtenir quelques garanties supplémentaires.

F. Cr.

● Les banques américaines et la dette de l'Argentine. — Les banques américaines devront déclasser une partie de leurs créances sur l'Argentine, en raison du retard pris par le pays dans le remboursement des intérêts de sa dette. Conformément à la réglementation bancaire américaine, les banques devront constituer des provisions représentant 20 % de leurs créances sur l'Argentine, la valeur de celles-ci ayant été déclarée « diminuée ».

Cette information n'a pas encore été confirmée officiellement, mais le bilan trimestriel des banques publié au 30 juin devrait faire état de la constitution des provisions. L'Argentine n'a pas versé d'intérêts depuis le mois d'avril, et le total de ses arriérés est estimé à 3 milliards de dollars (20 milliards de francs environ) sur une dette extérieure totale de 60 milliards.

Le renouvellement de la convention de Lomé

Soixante-six pays d'Afrique et du Pacifique dans l'attente du soutien de la CEE

Les négociations ministérielles qui se sont déroulées, du 2 au 5 juin, entre la CEE et les soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vue du renouvellement de la convention de Lomé, ont enregistré des avancées significatives. Les Douze ont notamment présenté un texte sur la réforme des économies du tiers-monde que les ACP ont accueilli favorablement. Les pourparlers reprendront à la mi-octobre à Luxembourg sous la présidence de la France.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La quatrième convention de Lomé devrait donc innover par rapport à ses devancières. A la demande des ACP et de la Commission européenne, les Douze ont arrêté une position qui va largement à la rencontre des souhaits des pays en développement. Afin de marquer sa différence avec le FMI et la Banque mondiale, qui ont jusqu'ici été les seuls organismes internationaux à conduire une politique d'ajustement structurel, la Communauté s'engage à ce que son action « soit non seulement viable au plan économique mais aussi acceptable du point de vue politique et social ». En d'autres termes, les Européens renouent à leurs partenaires que leur aide ne sera pas soumise à des conditions draconiennes comme c'est souvent le cas pour les prêts accordés par les institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international, Banque mondiale).

Les ACP ont toutefois modéré leur satisfaction, tant ils tiennent à baisser le plus possible le niveau de la « conditionnalité » des soutiens que leur offrent les Douze. M. Sy, ministre sénégalais du commerce, a ainsi déclaré qu'il fallait maintenant négocier « les termes contractuels » du nouveau guichet.

Augmenter les crédits

Actuellement, les interventions de la CEE se limitent à des opérations sectorielles négociées avec les Etats bénéficiaires et faisant l'objet de « programmes indicatifs ». Cette programmation donne lieu à une répartition préalable des crédits (subventions et prêts à des conditions privilégiées) du Fonds européen de développement (FED) entre les ACP. La demande d'ajustement structurel sera jugée par les responsables européens selon ses mérites propres avant de bénéficier de l'aide communautaire.

Reste désormais à fixer la somme que les Douze voudront bien mettre dans la tirelire. La CEE va en principe augmenter, ne serait-ce que pour couvrir l'inflation, le montant du FED (59 milliards de francs pour la période 1985-1989). Pour les ACP, il est clair que le fonds pour les ajustements structurels devra disposer de ressources propres, donc

additionnelles. Certains Etats, notamment le Royaume-Uni et les Pays-Bas, ne l'entendent pas ainsi. Pour eux, l'aide communautaire sera plus efficace avec la mise en place des financements destinés aux réformes structurelles. Dans cette logique, et si le système fonctionne bien, l'argent de la CEE devrait se diriger en priorité vers ce genre d'opérations. Ce qui n'implique pas forcément, estiment Londres et La Haye, un accroissement substantiel de l'effort financier des Douze.

En réalité, toute la négociation tourne autour de cette affaire de gros sous. Les discussions sur l'aménagement du système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits de base des ACP (stapex) en sont une preuve significative. La Commission propose que les pays les moins pauvres, à l'instar des pays démunis, soient à l'avenir dispensés de rembourser les transferts opérés par la Communauté. Seule la France pour le moment appuie Bruxelles.

Le cas de Saint-Domingue

Même les éventuelles adhésions de Haïti et de la République dominicaine à Lomé IV relèvent de ce souci pécuniaire. Les ACP ne font aucune difficulté pour Haïti, mais entraînent quelque peu les pieds en ce qui concerne Saint-Domingue. Leurs réticences tiennent à ce que les Dominicains sont d'importants producteurs de sucre. Or, pour assurer l'achat du sucre ACP, la CEE dépense 500 millions d'ECU (3,5 milliards de francs) par an et a nettement dit qu'il n'était pas question de dépasser cette somme. Le bénéfice pour la République dominicaine du « protocole sucre » conduirait donc les Douze à réduire les quantités garanties aux bénéficiaires actuels.

An-delà de ces deux pays, il s'agit surtout de « verrouiller » Lomé afin d'éviter que les pays d'Amérique centrale ne frappent aussi à sa porte. Pour M. Marin (espagnol), le commissaire chargé du dossier, « l'adhésion des Etats de l'isthme latino-américain est exclue, la nature de leurs difficultés relevant plus d'obstacles politiques qu'économiques ».

Politiquement, il paraît extrêmement délicat de refuser à l'Espagne — le seul Etat membre qui n'a pas pu encore intégrer une seule de ses anciennes colonies à la convention — l'adhésion de Saint-Domingue. Pour des raisons de politique communautaire générale, M. Pelletier, ministre français de la coopération, soutient fermement, face à l'opposition de ses homologues britannique et allemands, la position de Madrid, en acceptant l'idée de « réponse globale » aux candidatures haïtienne et dominicaine. Comme le soulignait M. Ricardo, ministre des affaires étrangères de Saint-Domingue, le rejet de la demande de son pays ferait que « la République dominicaine serait le seul Etat des Caraïbes [mis à part Cuba] à ne pas être membre de Lomé ».

MARCEL SCOTTO.

SOCIAL

Réunis à Paris au siège du CNPF

Les partenaires sociaux se sont accordés sur un calendrier de négociations

Très rapidement, le 6 juin, les partenaires sociaux réunis à Paris au siège du CNPF sont parvenus à un « accord de méthode dans la méthode » pour aborder les trois derniers volets d'une négociation commencée depuis plus d'un an. Ils se retrouveront le 3 juillet prochain sur les thèmes des conditions de travail et de l'égalité professionnelle, puis auront une nouvelle rencontre, en séance plénière, le 26 septembre. Outre les deux sujets déjà prévus, ils pourraient également, à cette date, s'intéresser à la mobilité professionnelle et géographique des salariés, puisque le groupe de travail chargé de défricher le dossier se sera réuni pour la première fois le 7 septembre.

Normalement, ainsi que l'a souhaité le CNPF, les négociations devraient s'achever d'ici à la fin de l'année et être menées de front, le recours à un groupe de travail particulier ayant reçu l'assentiment de tous. Après les accords obtenus sur les innovations technologiques puis sur l'aménagement du temps de travail — qui, selon M. Yves Lemoine

(CNPF), relevaient du compromis, — la longue négociation devrait maintenant porter sur des préoccupations plus favorables aux intérêts des salariés, affirme le patronat. Ayant choisi de grouper les trois thèmes « sans les confondre », il se veut même rassurant en déclarant que, sur la mobilité, « on verra que le CNPF est loin de vouloir en tirer profit pour modifier les droits acquis ».

Hormis la CGT, qui ne s'est pas exprimée à la sortie de la réunion, les organisations syndicales se sont montrées satisfaites de la manière dont le calendrier s'agencait. M. Alain Delon (CFTC) s'inquiète toutefois d'une possible confusion qui pourrait « brouiller l'image » de la négociation alors qu'elle porte sur « la mobilité volontaire ». Plus inattendue, M^{me} Paulette Hoffman (FO) a fait savoir que son organisation ferait des propositions en adressant au CNPF un projet d'éventuel sur les conditions de travail, puis qu'elle élaborerait un document de base sur l'égalité professionnelle.

مكتبة المصلح

Économie

TRANSPORTS

Les Douze s'entendent sur la longueur des camions

Après dix-sept ans de discussions sur les poids et dimensions des poids lourds, les ministres des transports de la CEE sont parvenus, le 5 juin, à un accord sur la longueur maximale des camions semi-remorques. Celle-ci sera fixée à 16,50 mètres. Cette décision peut sembler dérisoire, mais elle était impatiemment attendue par les professionnels, routiers et constructeurs, qui ne savaient pas comment investir.

D'autre part, la dérogation au poids maximal, dont bénéficiaient les Britanniques, soit 38 tonnes au lieu de 40 tonnes sur le continent, prendra fin le 31 décembre 1993. La Grande-Bretagne avait obtenu cette mesure en faisant valoir que ses ouvrages d'art étaient trop fragiles pour supporter sans dommages les plus grands camions continentaux.

D'autre part, les ministres des transports ont décidé, sur une proposition française, de s'occuper à l'expérience du cabotage routier.

● La CFTC pour un « minimum social » européen. — La CFTC a demandé, mardi 6 juin, l'établissement d'un « minimum social » s'imposant à tous les Etats membres de la Communauté européenne, afin d'éviter le « dumping social ». Elle réclame aussi des négociations entre patrons et syndicats dans le cadre européen pour examiner les problèmes de mobilité géographique et professionnelle, afin de faire reculer la précarité de l'emploi. Par ailleurs, pour compléter sa présence dans les instances sociales européennes (notamment au Comité économique et social), la CFTC a entrepris de demander son adhésion à la Confédération européenne des syndicats,

AFFAIRES

Insatiable BSN, boulimique Antoine Riboud! Un mois à peine après la mise en vente par l'américain RJR Nabisco (racheté par Kohlberg Kravis Roberts) de cinq filiales européennes, le numéro un français de l'agro-alimentaire a déjoué de nombreux pronostics en ramassant la mise. Sur le tapis vert, BSN a poché 2,5 milliards de dollars (près de 17 milliards de francs) pour s'approprier un ensemble dont le chiffre d'affaire représentait, en 1988, 8 milliards de francs, avec un bénéfice net de 620 millions de francs. Le groupe dirigé par M. Riboud « a acquis cinq sociétés possédant une forte position dans le domaine des marques, des unités de production, des réseaux de distribution et du management », indiquait le 6 juin un communiqué de BSN.

En France, l'acquisition de BSN, leader national des biscuits salés, conforte la prise de contrôle de Générale Biscuits en 1986. Comme sous les marques Lu, l'Alsacienne ou Hendaï, BSN le sera aussi désormais sous l'étiquette Petit Casier et Cookies, ou sous le sombrero de Pepito. Mais l'opération, rondement menée avec le concours de la banque Lazard et du Crédit lyonnais, paraît surtout les ambitions européennes du groupe français. « BSN a pour objectif d'être en 1992 parmi les premiers grands groupes alimentaires multinationaux en Europe à satisfaire le plus grand marché du monde avec 320 millions d'habitants », écrit M. Riboud dans la plaquette du groupe. Ce n'est donc pas par un accès subit de « fièvre acheteuse » que le patron de BSN s'est lancé dans le plus gros achat jamais réalisé par son entreprise. Jacob's Bakery, Smiths et Walkers lui donneront accès au marché britannique du biscuit, tandis que la firme génoise Saira le placera au cœur du marché italien. La Grande-

Bretagne, l'Italie, deux extrêmes de l'Europe réunies sous la même coupe, le tout représente un ensemble de vingt-deux usines qui emploient 13 000 personnes. Antoine Riboud dessine sa propre carte du marché unique en hissant BSN au premier rang des biscuitiers de la Communauté.

Depuis 1986, BSN n'a cessé de placer l'Europe dans sa ligne de mire, avec une prédilection pour l'Italie et l'Espagne. Parmi les prises de contrôle ou de participation les plus récentes, on se souvient du rachat en 1988 de 35 % de Star, une

grosse affaire d'alimentation (épices, sauces), implantée à la fois dans la péninsule ibérique et de l'autre côté des Alpes. L'achat, la même année, de HP Foods en Grande-Bretagne a permis à M. Riboud de développer sa théorie sur les sauces, devenue selon lui le seul signe distinctif de la cuisine moderne mondialisée.

Le premier groupe agro-alimentaire français (35 milliards de francs de chiffre d'affaires fin 1988, 4 200 employés, 150 Sites de production), cumule les tiercés gagnants en place : BSN est le premier producteur mondial de pro-

duits laitiers frais (Gervais, Danone), et d'eaux minérales (Evian, Badoit, Saint-Galmier). Il figure en outre le numéro un du conditionnement en verre en Europe.

BSN est aussi devenu le deuxième groupe mondial de pâtes alimentaires (avec, entre autres, Panzani), et le deuxième brossier européen (avec Kronenbourg, Kantar, Peroni et Alken-Maes). Si l'on ajoute un troisième rang mondial occupé par BSN dans le Champagne, on apprécie à sa juste dimension la place tenue par le groupe de M. Riboud dans le concert alimentaire européen.

Parmi les représentants des filiales mises en vente par Nabisco, le groupe britannique United Biscuits et l'anglo-suisse Unilever paraissent bien placés. BSN a dû se montrer convaincant pour que l'annonce officielle de la transaction avec Nabisco soit faite avant la date prévue pour le dépôt des soumissions. BSN, en rangeant dans son escarcelle toutes ces petites biscuiteries, sucreries et salées, crakers, gâteaux secs, biscuits et amuses-gueule pour adultes. De quoi faire craquer... la concurrence.

ERIC FOURNIER

Avec le rachat de cinq filiales de Nabisco

BSN premier biscuitier européen

Un financement sans difficultés

Bien que l'acquisition, par BSN, des filiales européennes de RJR Nabisco constitue la plus grosse opération de l'histoire industrielle française, avec ses 17 milliards de francs comptant, elle ne présente pas de difficultés réelles, ni en trésorerie ni en financement. Stet l'affaire conclue, lundi 5 juin, le Crédit lyonnais, chef de file des banques commerciales de BSN, a pu lever tout seul, sous sa signature, dans la journée, la somme nécessaire en attendant, naturellement, de mettre sur pied le consortium bancaire (syndicat bancaire) qui se répartira le crédit.

En financement, BSN peut, sans difficultés non plus, encaisser le choc. Tout d'abord, le groupe est peu endetté : 5,3 milliards d'emprunts à plus d'un an, soit un peu moins du tiers des fonds propres (16 milliards de francs), ce qui est relativement faible : on peut facilement aller jusqu'à 50 %. Si BSN fait, comme cela est possible,

une augmentation de capital de 3 milliards de francs, ses fonds propres pourraient atteindre 21 à 22 milliards de francs en 1990, en y incluant les bénéfices réinvestis.

Du coup, l'endettement à long terme reviendrait à moins de 50 % des fonds propres, et représenterait trois fois et demie à quatre fois la marge brute d'auto-financement, qui, l'an prochain, dépassera sans doute les 5 milliards, coefficient considéré comme tout à fait acceptable. Enfin, il n'est pas exclu que BSN revendra une partie de ses acquisitions, notamment l'une des trois filiales anglaises de Nabisco. Si la rentabilité des sociétés rachetées, 628 millions de francs de bénéfice net pour 8 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 7,75 %, est satisfaisante, le prix d'achat, en revanche, est très élevé, plus de deux fois le chiffre d'affaires annuel, alors que le prix habituel est un an de chiffre d'affaires.

Mais, aujourd'hui, un investissement stratégique comme celui-ci vaut très cher, d'autant plus que les occasions risquent de ne plus se représenter de sitôt sur des marchés où tout ce qui traîne est ramassé par les grands crocodiles mondiaux, comme Unilever, Nestlé, Philip Morris, etc.

C'est pourquoi Antoine Riboud et son vice-président et principal actionnaire, Michel David-Weill, ont cherché à convaincre Lazard de Paris et de New-York, n'ont pas hésité à conclure pour le tout, de façon à éviter des surenchères sur l'unique quelconque des filiales mises en vente. Ces derniers mois, après le rachat l'an dernier, de RJR Nabisco par la firme américaine KKR, au prix de 23 milliards de dollars, tout le monde s'attendait à un dépeçage pour financer l'acquisition. Quand on en parlait à M. Antoine Riboud, il éludait la question en affirmant qu'à la rigueur, les filiales anglaises et italiennes finiraient

seulement, mais pas vraiment la propriété filiale française Biscuits BSN. En fait, toujours avec Michel David-Weill, il envisageait de tout vendre. D'autre part, avec son directeur financier, M. Christian Loubie, il préparait BSN depuis des années à un tel bond, renforçant les fonds propres et limitant l'endettement.

En 1988, les 5,4 milliards de francs d'investissements et achats ont été intégralement autofinancés par la marge brute et le reversement d'écarts. C'est la démonstration qu'avait suivie l'Air Liquide pour l'acquisition au prix de 1,1 milliard de dollars, record de l'époque, du groupe américain Big Thermo, préparée depuis quatre ans. Aujourd'hui, pour jouer dans la cour des grands mondiaux, il faut une situation financière en béton et une rentabilité plus que confortable : en France, c'est chose récente et fragile.

FRANÇOIS RENARD

Paramount lance une OPA sur Time Inc.

Alors que la fusion des groupes américains Time et Warner semblait acquise, la société Paramount vient de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité des actions de Time. A raison de 115 dollars par action, cette offre représente une valeur de 10,7 milliards de dollars (environ 70 milliards de francs). Paramount compte financer cette OPA grâce au soutien de la Citibank et d'autres banques qu'elle se fait fort de convaincre.

En avril dernier, le président de Paramount (qui s'appelle, alors, Time Warner), Michael D. Eisner, a pris depuis le nom de sa principale filiale), M. Marvin Davis, avait annoncé son intention de vendre sa filiale financière The Associated Press (évaluée entre 3 milliards et 5 milliards de dollars) pour se consacrer sur la communication. Le chef de cette offensive est maintenant connu : il s'agit du groupe Time, lancé avec Warner dans une opé-

ration de fusion qui devrait aboutir à la constitution du premier groupe mondial de communication (le record du 7 juin).

Time a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de dollars et un profit de 289 millions. D'abord éditeur de périodiques (Time Magazine, People, Sports Illustrated, Fortune, Money...), Time a aussi des intérêts importants dans l'édition, les programmes télévisés (les chaînes payantes HBO et Cinemax) et les réseaux câblés (ATC). Sa fusion avec Warner avait été approuvée fin mai par la Commission fédérale des communications américaine (FCC). Mais le coup de théâtre de Paramount (le détenteur des grands studios hollywoodiens) vient remettre en cause ce schéma. Le conflit est la résultante de la communication aux États-Unis.

ÉNERGIE

L'OPEP s'oriente vers un relèvement de sa production au second semestre

VIENNE
de notre envoyée spéciale

Les trois principaux exportateurs de pétrole, réunis à Vienne depuis le 5 juin, semblent décidés à relâcher de 16,5 millions à 20 millions de barils/jour, soit d'environ 8 %, leur plafond de production pour le second semestre de l'année. Pour la première fois depuis le retournement du marché pétrolier en 1982, la demande de brut adressée à l'OPEP devrait, en effet, selon toutes les prévisions, dépasser le seuil de 20 millions de barils/jour d'ici à la fin de l'année. L'Agence internationale de l'énergie prévoit pour sa part une demande de 21 millions.

Toutefois, après cinq jours de discussions, les membres du cartel paraissent toujours incapables de s'entendre sur la répartition de ce nouveau plafond. Rien que la majorité des délégations restent optimistes sur l'issue, personne n'imaginant un échec qui risquerait, à nouveau, de provoquer un effondrement des cours alors que la conjoncture est fondamentalement favorable. Le Koweït, suivi par les Émirats arabes unis et deux autres petits producteurs — Gabon et Équateur —, continue de s'opposer à la solution proposée par l'Arabie saoudite et approuvée par la majorité : une hausse proportionnelle des quotas, égale pour tous en pourcentage. En dépit d'intenses pressions, y compris politiques, exercées sur l'Arabie, le Koweït s'accroche à sa demande d'une révision des quotas lui donnant une part plus conforme à ses réserves et lui permettant d'honorer tous ses contrats en cours sans perdre de clients. Comme les Émirats arabes unis, le Koweït a en effet demandé la conférence à un effet décalé : environ 600 000 à 700 000 barils/jour de plus que son quota officiel (1,03 million de barils/jour). Or la hausse proportion-

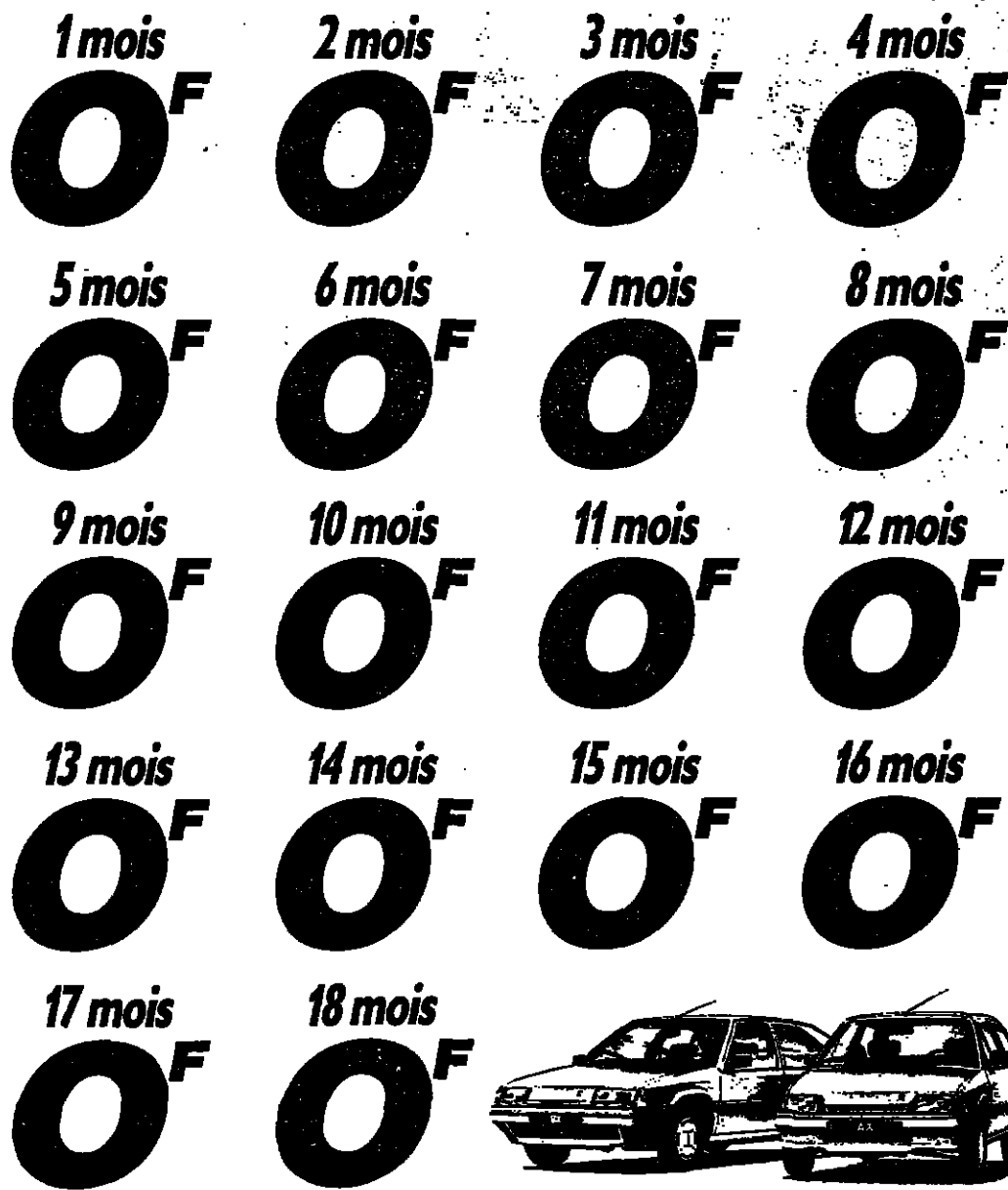
nelle proposée par l'Arabie saoudite ne donnerait à l'un comme à l'autre qu'environ 100 000 barils supplémentaires par jour.

Remettre dans le rang équivalait donc pour les deux pays à réduire considérablement leur rythme d'extraction actuel et à annuler des contrats. En dépit du risque de voir les deux « dissidents » continuer à se battre, risquant ainsi de ruiner la portée de l'accord, l'Arabie saoudite, appuyée par une large majorité de producteurs de plus en plus agacés par leur intranquillité, refuse catégoriquement de céder, assurant que sa responsabilité du plafond global (24,5 %) est sacrée et qu'il ne faut pas créer de précédent.

Une position d'autant plus ferme que le royaume s'apprête à annoncer une découverte majeure sur son territoire. Pressés de conclure la conférence au plus tard jeudi 8 juin, les Saoudiens ont, semble-t-il, finalement accepté, sous la pression de la majorité, de reprendre le prix cible de 18 dollars pour le reste de l'année, contrairement à ce qu'ils avaient assuré il y a quelques jours. Ils ne paraissent toutefois pas décidés à accepter la signature compromettante sur la responsabilité des quotas officiels. Le seul « compromis » possible à ce stade paraît être un engagement informel du Koweït et des Émirats de ne pas « tricher » au-delà des limites supportables par le marché, soit d'environ 300 000 barils par jour chacun. Ces dépassements tolérés et tolérables compte tenu de la demande prévue permettrait au cartel de sauver la face tout en limitant la production effective en dessous des 21 millions de barils escomptés. Il faut toutefois pas croire que les deux dissidents acceptent de réduire ainsi leur production sans obtenir des garanties plus précises.

VERONIQUE MAURIS

NOUVEAU



18 mois à 0 F*

Jusqu'au 19 juin, Citroën vous offre tous les modèles AX et BX véhicules particuliers pour 0 F par mois pendant 18 mois.

Vous possédez une voiture? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la Citroën neuve de votre choix sans rien payer de plus jusqu'en 1991.

Possibilité d'interruption de cette L.O.A. en cours de contrat, par exemple, au bout des 19 mois, pour un coût total en cas d'acquisition de 10 734 F.

* L.O.A. sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple pour 10 000 F TTC hors assurance : à la livraison, apport initial de 4 000 F (dépôt de garantie de 1 500 F et 1^{er} loyer de 2 500 F), suivi de 18 loyers à 0 F puis 41 loyers à 236 F, option d'achat en fin de location 20 000 F couverts en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 14 176 F.



CITROËN

هكذا من الأصل

AEROSPATIALE, CAPITAL DE LA FRANCE



aerospatiale

GAGNER

La France est le pays qui a vu naître l'aéronautique, Aerospatiale est l'entreprise qui l'a fait grandir au point de rapporter 15 milliards de francs par an à son commerce extérieur. En investissant chaque année près de 30 % de son chiffre d'affaires dans la recherche et le développement (pourcentage unique au monde dans ce domaine), Aerospatiale anticipe et domine les projets du futur. Avec 35 000 emplois sur tout le territoire, une grande diversité de métiers pour une diversité des produits, Aerospatiale représente pour la France un capital humain, technologique et commercial que beaucoup nous envient.

L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.

مكتبة امنه الاصل

Al....	9 3/8	9 5/8	9 3/8	9 1/2	9 1/4	9 3/8	9 1/16	9 3/16
6 3/8	6 5/8	6 3/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 1/8	6 7/8	6 1/2
edu....	6 5/8	6 7/8	6 7/16	7 3/16	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/2
(P)H...	6 1/2	7	8 3/8	8 11/16	8 3/8	8 11/16	8 5/16	8 5/8
000...	8 5/4		7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 1/4	7 3/8
12	13	13	12 3/8	12 7/8	12 1/2	12 1/2	12	12
12	1 1/8	13 3/4	13 3/4	13 7/8	7/16	14	1 1/8	14 1/4
frase.	7 1/16	8 11/16	8 9/16	8 3/4	8 5/8	8 3/4	8 13/16	8 15/16

BOURSE DU 7 JUIN

Compan- ies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan- ies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan- ies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Deuxième cours	% + -	Compan- ies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Deuxième cours	% + -
3588	C.M.E. 2% R.	3620	3620	3620	- 0.47	3680	Co. Lyon. (C) R.	583	585	580	- 0.51	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	- 0.47
3590	B.L.P. 2% R.	3620	3620	3620	+ 0.84	3680	Co. Lyon. (C) R.	583	585	580	- 0.18	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.90	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
3592	C.F.P. 1% R.	3200	3210	3215	+ 0.31	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	- 0.50	385	Suez-Cahors	632	632	629	- 1.22
1120	Co. Lyon. T.P. 1%	1126	1126	1126	+ 0.47	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1700	Remont. T.P.	1720	1735	1735	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632	629	+ 0.37
1844	Stimont-Pont. T.P.	1824	1824	1824	+ 0.87	3680	C.E.E.E. 2% R.	578	578	578	+ 0.34	3720	Lak. Bellair	2040	2080	2050	+ 0.48	385	Suez-Cahors	632	632		

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

6/6

VALEURS	% du sem.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission	Emission
Obligations						Étrangères															
Imp. 6,00 5/77	128 78	0,282	C.C. (France) del	229	1270	Veolia	1270	1290	A.A.A.	1071 84	452 27	447 70	447 70	447 70	447 70	447 70	447 70	447 70	447 70	447 70	447 70
6,00 5/78/80	101 01	0,800	C.I. Méditerranée	676	80 80	Vie	80 80	80 80	Acilia	223 47	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22	227 22
10,00 5/78/84	104 01	0,107	Classe 1	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
12,25 5/78/84	104 03	0,146	Classe 2	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
10,20 5/78/80	103 93	0,438	Classe 3	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
10 5/82	103 85	0,182	Classe 4	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
14,00 5/82/83	103 80	0,240	Classe 5	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
12,25 5/82/84	103 85	0,188	Classe 6	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
11 5/85	113 85	3,185	Classe 7	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
10,20 5/85/86	107 27	2,446	Classe 8	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 12/75 5/83	2051		Classe 9	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	106 12	0,301	Classe 10	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	107 85	4,774	Classe 11	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1988	106 43	3,457	Classe 12	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 13	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 14	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 15	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 16	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 17	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 18	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 19	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 20	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 21	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 22	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 23	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 24	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 25	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 26	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 27	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 28	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 29	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 30	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 31	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 32	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 33	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 34	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 35	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 36	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 37	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 38	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 39	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 40	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 41	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 42	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 43	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 44	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 45	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 46	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 10/75 5/83	101 85	0,858	Classe 47	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France	528 27	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01	518 01
007 5/80 5/1987	106 43	3,457	Classe 48	1294	1294	Alcatel	1294	1294	Acilia France												

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2-3-4 La répression à Pékin et les réactions dans le monde. 5 Les obsèques de l'imam Khomeiny à Téhéran. - La visite de M. Mitterrand à Tunis. 6 Pologne : le parti négocie un « pacte post-électoral » avec Solidarité.	10 L'immigration à l'Assemblée nationale. - Les sénateurs et le montant maximum de la hausse des loyers. 11 La préparation du scrutin européen. 12 Un entretien avec M. Charles Millon.	13 Les Internationaux de tennis de Roland-Garros. - La conférence de Montréal sur le sida. 14 Pascal Dolique est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. - Les sujets de philosophie au baccalauréat.	16 M. Jack Lang propose six mesures pour le théâtre. COMMUNICATION 18 Le marché du disque classique : Erato négocie l'entrée de Warner dans son capital.	27 La réunion de Madrid : l'Espagne annonce sa décision d'adhérer au SME avant juillet 1990. 28 BSN, premier biscuiter européen après le rachat de cinq filiales de Nabisco. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 6 Annonces classées 20 à 25 Carnet 19 Radio-télévision 18 Mots croisés 19 En raison de la grève affectant les services de la Météorologie nationale (lire ci-dessous), le Monde n'est pas en mesure de fournir à nos lecteurs les prévisions habituelles.	• Chine, Iran, et demain ? • Les résultats des grandes écoles • 3615 tazes LEMONDE • Commandez vos livres et disques par téléphone... DIS • Les offres d'emploi du Monde... EMPLOI 3615 tazes LM

Au conseil des ministres

103,1 milliards de francs de crédits militaires en 1990

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 7 juin, le projet de loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1990-1993 présenté par M. Jean-Pierre Chevènement. Le communiqué diffusé par le service de presse de l'Élysée indique à ce propos :

« Une défense indépendante fondée sur la dissuasion et maintenant l'équipement dans les limites de la stricte suffisance demeure le garant de la sécurité et de la liberté de la France. Elle contribue à l'équilibre des forces en Europe. La modernisation des diverses composantes de la dissuasion nucléaire sera poursuivie. Les objectifs de la défense de la France ne changent pas ; les grands programmes d'armement ne sont pas remis en cause. »

En prenant le contrôle de Cementia

Lafarge devient le numéro deux mondial du ciment

Lafarge Coppée devait annoncer, mercredi 7 juin, la prise de contrôle prochaine du cimentier suisse Cementia AG et son entrée chez le numéro un espagnol Asland, sous réserve de certaines autorisations administratives. L'investissement global serait de 5 milliards de francs.

Cette opération, la plus importante jamais réalisée par le groupe, portera la capacité de Lafarge de 32 millions à 46 millions de tonnes et le hissera de la troisième place au deuxième rang mondial, derrière le suisse Holderbank (60 millions de tonnes) et devant le britannique Blue Circle (35 millions de tonnes). Elle permettra à Lafarge de se renforcer dans le ciment en Europe, en Amérique du Nord, et de prendre pied en Asie et dans l'Océan Indien. Cementia AG, l'un des plus anciens cimentiers d'Europe centrale, est en effet un holding principal actionnaire du numéro un espagnol Asland, dont Lafarge Coppée a, par ailleurs, acquis 20 % du capital. Il est également le premier actionnaire privé du leader autrichien du ciment, Perle Mooser. Cementia possède un usine au Kenya, en Indonésie, ainsi que dans l'Océan Indien, une flotte de sept tankers, en association avec Blue Circle. Enfin, en Amérique du Nord, le groupe dispose de deux sociétés installées sur le Mississippi.

Cotée à la Bourse de Zurich, Cementia a enregistré, en 1988, un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs suisses (4 milliards de francs) et 80 millions de francs suisses de bénéfices (320 millions de francs). Quant à la firme espagnole Asland, cotée à Madrid et à Barcelone, son activité a atteint 43 milliards de pesetas (2 milliards de francs), et son résultat 10 milliards de pesetas (500 millions de francs).

Grève à la Météorologie nationale

Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) de la Météorologie nationale ont lancé une grève qui a débuté le 7 juin et était suivie à 60 %. Le préavis, qui avait été déposé pour la période du 7 au 13 juin, est éventuellement reconductible.

Après la grève de février dernier, le directeur de la Météorologie nationale avait été chargé par le ministre des transports de faire, avant le 31 mai, un rapport sur un projet de revalorisation des statuts des personnels. Ce rapport, qui vient d'être rendu public, aboutit, selon les syndicats, à « des propositions dérisoires de modifications statutaires, avec en contrepartie la sortie de la Météorologie nationale du budget général de la fonction publique et l'imposition d'un service minimum. Pour les personnels, le contenu de ce rapport est totalement inacceptable ».

• **FOOTBALL :** le Racing Paris 1 succède au Metz RP en première division. — L'association Metz Racing de Paris reprendra son ancien nom de Racing Paris 1 et sa place en première division du championnat de France de football à partir du 15 juin, a annoncé, mardi 6 juin, M. Jean-Louis Piette, directeur général du Metz RP.

• **Accès en première division.** — En match aller de barrage pour la première division, mardi 6 juin, Strasbourg et Brest ont fait match nul (2-2).

NAMIBIE : nouvelle étape vers l'indépendance

Une amnistie va permettre le retour des réfugiés

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Une nouvelle étape vers l'accession à l'indépendance de la Namibie a été franchie, mardi 6 juin, avec l'accord obtenu sur l'abolition d'un certain nombre de textes discriminatoires en vigueur dans le territoire, ainsi que sur une loi d'amnistie. Le décret a été signé par le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, et devrait être publié très rapidement à Windhoek. Cet accord lève le dernier obstacle pour le retour de quelque 41 000 réfugiés recensés par le Haut Comité des réfugiés (HCR), principalement en Angola. L'opération de rapatriement devrait, en principe, commencer à partir du lundi 12 juin, à raison de 1 000 à 1 400 par jour et cela pendant six semaines au plus.

L'abrogation des lois discriminatoires ou sur la sécurité prévues par la résolution 435 des Nations unies était rendue nécessaire pour la tenue d'élections « libres et équitables » programmées pour le début de novembre. Tous les textes imposant la ségrégation n'ont pas été abolis, notamment ceux concernant l'éducation et celui qui découpe le territoire suivant une base ethnique.

L'accord ne concerne que la réglementation pouvant avoir une influence directe sur le déroulement du processus électoral. Des pourparlers sont toujours en cours pour la

suppression d'une autre série de textes, ainsi que pour la libération des prisonniers politiques. Un juriste indépendant, le professeur Carl Norberg de Norvège, a été chargé d'arbitrer les conflits pouvant surgir sur le point de savoir si tel ou tel prisonnier doit être considéré comme « politique » ou de « droit commun ». Cela concerne principalement les auteurs d'attentats.

L'échéance du 1^{er} juillet

Après la décision prise, le 19 mai, en Angola, de poursuivre la mise en application de la résolution 435 et l'accord intervenu mardi 6 juin, la route est désormais dégagée pour l'ouverture de la campagne électorale le 1^{er} juillet, ainsi que pour le début de la procédure d'inscription sur les listes électorales. La loi d'amnistie permettra à tous les Namibiens de participer au débat et à la consultation.

A cette date, toutes les troupes sud-africaines auront quitté le territoire à l'exception de 1 500 hommes consignés dans deux bases. Pretoria a annoncé que l'évacuation serait même terminée le 20 juin, soit avec dix jours d'avance sur l'échéance prévue en dépit des sept semaines de suspension de la résolution 435 provoquée par l'infiltration de 1 600 maquisards de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) à partir du 1^{er} avril.

MICHEL BOLE-RICHARD.

JAPON

M. Uno entretenait-il une geisha ?

Premier ministre depuis le 2 juin, M. Sosuke Uno est accusé par l'éditorial dominicain de *Miami-Chi* d'avoir entretenu une geisha, il y a plus de trois ans, qui lui aurait coûté l'équivalent de 140 000 F. Ces accusations se fondent sur un entretien avec une ancienne geisha, dont le nom n'est pas cité mais dont les propos sont confirmés par le propriétaire du bar dans lequel ladite geisha travaillait.

Un porte-parole de M. Uno a démenti l'histoire, sans pour autant convaincre, car la fréquentation des geishas est une tradition admise. Pour cette raison, ce « scandale » ne devrait pas trop faire de vagues au Japon. La geisha a eu beau décrire le nouveau premier ministre comme un homme grossier et égocentrique, on n'attache guère d'importance, au Japon, aux portraits brossés dans une alcôve. — (IUPI.)

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1989 a été tiré à 557 077 exemplaires

(Publicité)

Les bonnes raisons du discount de luxe, actuellement contraint de réaliser son stock

Dommage qu'il n'y ait pas un mot français pour remplacer le français de « discount ». Ces discounters, dont l'activité est aujourd'hui prépondérante aux Etats-Unis, imposent peu à peu leur nouvelle forme de commerce au public français, ravi de payer au minimum 30 % de moins le même vêtement qu'il a vu exposé dans la vitrine d'une boutique classique. Ne pas confondre avec les vendeurs qui, eux, bradent des lots de vêtements, sans que vous soyez jamais assuré de trouver ni la taille ni le coloris souhaités, et encore moins qu'on vous fasse les remises.

Parmi les discounters s'est établie une hiérarchie en fonction du niveau qu'ils occupent. Ainsi le Club des Dix est par excellence le discount de luxe puisqu'il propose, en prêt-à-porter masculin et féminin, les griffes prestigieuses, Dior, Carven, Fath, Laroche, etc.

C'est par un ravallement inoppor-

ment légers pour inciter ses clients à entrer dans la cour du 58, rue de Valenciennes, que le Club des Dix, premier étage, les hommes découvriront les costumes Dior à 2495 F (au lieu de 6000 F), des vestes J. Fath à 990 F (au lieu de 3500 F) ; en tissu Cerruti, 1995 F le costume (5500 F), le blazer 1995 F (4500 F). Egalement un superbe choix de vêtements coupés dans le fameux « Super 100 », ce tissu particulièrement léger, qui néanmoins possède une merveilleuse tenue : 2290 F le costume, 1690 F la veste.

Au féminin, c'est un arc-en-ciel de coloris pour leurs robes, ensembles et allures couturées à partir de 1590 F ; les remises sont souvent supérieures à 50 %. A noter qu'ils sont ouverts tous les jours, même le dimanche, de 10 heures à 18 heures.

On fait aussi de très intéressantes affaires au Club des Dix, 60 bis, rue de Paris à Saint-Germain-en-Laye et 5, rue des Arènes à Lyon.

— Sur le vif

Chic, une grève !

Les impôts en grève, non mais je révo ! Ils étaient huit mille, hier, huit mille agents massés rue de Rivoli sous les fenêtres de Béré à réclamer des sous. Du coup, ils nous laissent les nôtres. On palera pas l'Etat tant que l'Etat les paiera pas. Enfin des fonctionnaires en colère qui ont la bonne idée d'annuler l'employeur au lieu d'annuler l'usager, de renoncer à la prise d'otage, de pas foutre en fait nos salaires pour améliorer les leurs, c'est pas super, ça ?

Moi, ce que je comprends pas c'est que ce soit l'exception, pas la règle. Les contrôleurs de la SNCF l'ont bien faite, la grève de la pince, le mois dernier. Ils nous invitaient à prendre le train sans acheter de billet : allez-y, les mecs, installez-vous, vautrez-vous sur les coussins des premières, on vous dira rien ! Pourquoi ils feraient pas pareil à EDF-GDF ? Au lieu de congeler ces pauvres petites pré-maturés dans leurs fameuses cuvettes en nous coupant le gaz et l'électricité, ils pourraient s'épargner des courses fatigantes, des étages à grimper, des avis de passage à scotcher sur des portes closes en ne venant plus relever nos compteurs. Et les flics, qu'est-ce qu'ils

attendent pour se croiser les bras quand ils sont pas contents ? Pas d'augmentation, pas de contrevenance.

Quant aux taxis et aux infirmières, là, c'est le contraire. Faut pas les interrompre, les soirs aux malades, faut les intensifier. Faut les faire passer et repasser à la radio, au scanner et à l'échographie, les laisser ficeler pendant des semaines à l'hôpital, se mettre à quatre pour leur pécher les fesses et à sept pour leur poser un plâtre. Alors, quoi, un peu de zèle ! Ce serait le bonheur, un bonheur qui ferait un malheur !

Vous croyez que je blague ? Pas du tout. Prenez cette grève des profs en plein pendant le bac, c'est complètement débile. Ça stresse-qui, ça ? Nos gamins. Eux, ils en dorment pas de la nuit et c'est pas les seuls. Nous aussi. Non, ce qui aurait été chouette, c'est de leur donner, le bac. Vous le voyez, vous l'avez. Tous repus ! Voyez un peu le bordel à la rentrée dans des universités déjà bondées. Ça, oui, ça requiert de le réveiller, Jojo. Alors que là il roupille à poings fermés, et c'est bien le seul.

CLAUDE SARRAUTE

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure. VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU QUAI DES ORMES Paris 4^e

VOLVIC

LOCATIONS

1.400 LOCATIONS

PARIS ET REGION PARISIENNE

7 jours / 7
24 heures sur / 24

36.15 LOCAT

SV MICRO SCIENCE & VIE MICRO

HORS SÉRIE IMAGES & PAGES

LE GUIDE DE LA

MICRO-EDITION & DE LA

PRESENTATION VISUELLE

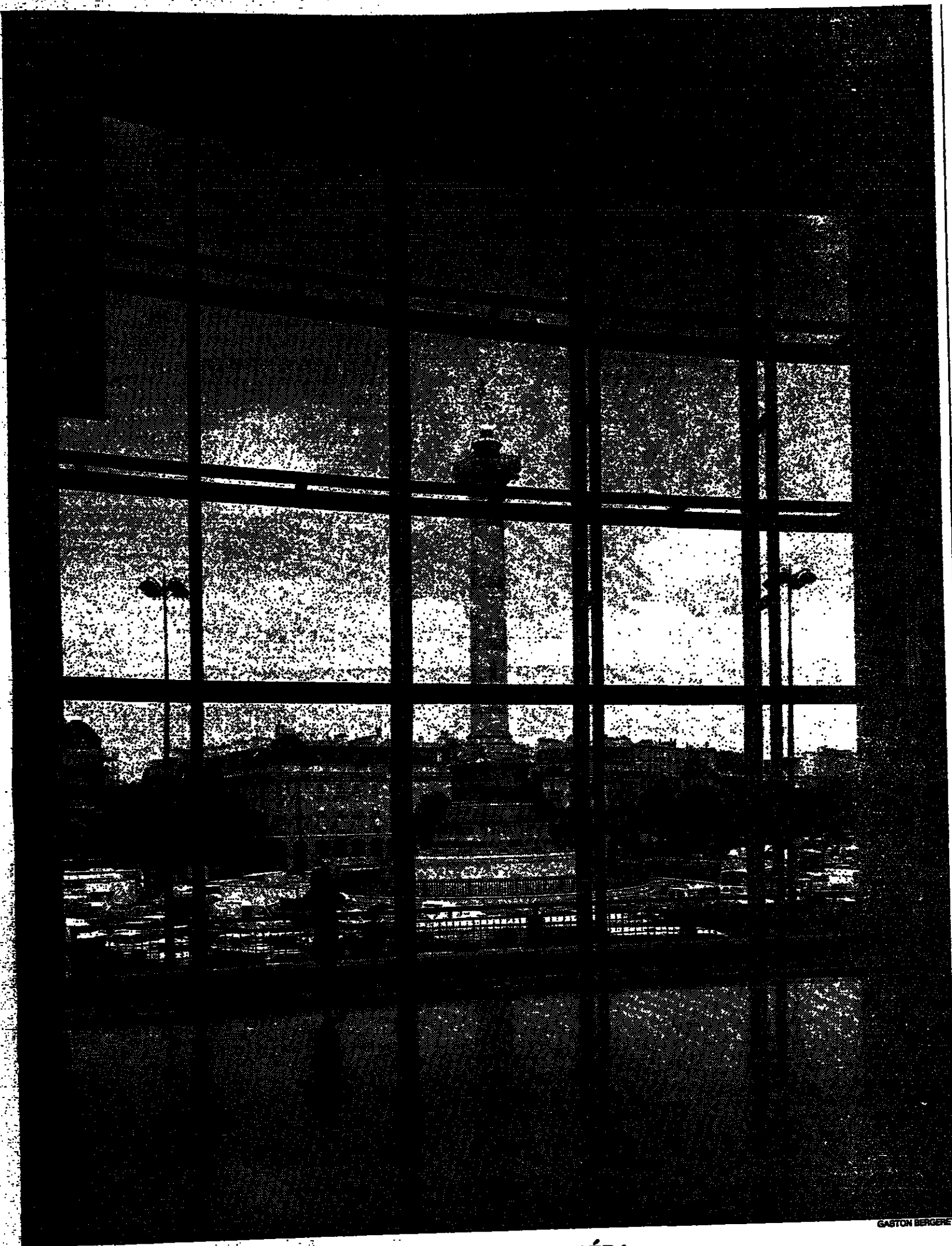
- FAIRE UN JOURNAL, UNE AFFICHE, UN DIAPORAMA... 10 problèmes posés, 30 solutions comparées.
- IMPRIMANTES, ÉCRANS, SCANNERS : les meilleurs produits analysés, l'invasion de la couleur.
- QUADRI, PIXEL, DPI, POSTSCRIPT... Les explications pour comprendre.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
45-55-81-82, poste 4356

A C D E F G H

ARTS • SPECTACLES



VISITE DU NOUVEL OPÉRA

Les transparences de la Bastille

Avant même sa naissance, on le compara à un rhinocéros coincé dans une baignoire-sabot. Ce fut le plus aimable de ses qualificatifs. Le concours, à l'issue duquel fut choisi le projet de Carlos Ott, se déroula dans la confusion. Certains jurés affirmèrent que le travail de l'architecte canadien avait été confondu avec celui de Richard Meier, un de ses confrères, infiniment plus prestigieux. De tous les grands travaux entrepris au cours du premier septennat, ce fut le plus critiqué par l'opposition. On épliqua sans fin sur l'intérêt et le sens d'une telle construction. On en supputa le coût - « extravagant » - et la future gestion - « impossible ». Les querelles du vieux palais Garnier rejaillirent sur l'Opéra de la Bastille avant même qu'il ne fût sorti de terre. Dans les premiers temps de la collaboration, il fut même question de fermer le chantier, voire d'en détourner la destination. Ce fut ensuite l'hôtel des Quinze-Vingt qui tempêta contre le « mur de béton » qui allait gêner la vue de ses malades. Il

fallut attendre 1988 pour que le programme initial fût confirmé.

La polémique se déplaça alors sur les personnes chargées de faire tourner la nouvelle machine. De nouveaux responsables furent nommés. Le directeur musical - Daniel Barenboim - fut remercié. Les démissions en cascade se succédèrent. Conférences de presse, lettres ouvertes et mises au point des différents protagonistes se multiplièrent. Des chiffres - « scandaleux » - furent à nouveau brandis. Pendant le mimodrame, les travaux continuaient. Et ce n'était pas sans inquiétude que l'on voyait, semaine après semaine, se profiler, derrière le génie de la Bastille, la lourde masse du nouveau bâtiment.

Aujourd'hui, l'aménagement intérieur s'achève. Dans la grande salle, on met au point l'éclairage ; le peintre Cy Twombly peaufine son rideau de scène pendant

que les acousticiens testent la sonorité de l'espace : tout doit être prêt pour le 13 juillet. Ce jour-là, devant un parterre de chefs d'Etat, Georges Prêtre dirigera l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Paris accompagnant les voix les plus célèbres de la scène internationale. Les travaux pourront ensuite reprendre, histoire de régler la machine ultra-moderne qui doit permettre les productions simultanées. Début 1990, ce nouveau temple de la musique lyrique ouvrira enfin définitivement ses portes.

La pompe joyeuse du palais Garnier, ses ors, ses marbres et ses majestueux escaliers ont fait place à une rigueur toute fonctionnelle. Ainsi le veulent les conventions académiques du vingtième siècle. « Académique, nous dit le Petit Robert : qui suit étroitement les règles conventionnelles, avec froideur ou prétention. » Les générations futures trancheront.

EMMANUEL DE ROUX.

MUSIQUES

X

Susan Dunn chante les adieux de Barenboim



La carrière de la soprano Susan Dunn grimpe en flèche depuis qu'elle a gagné le concours Pavarotti. Son premier récital (Decca 421 420-2) montre l'étendue incroyable de dons qui se rient du *Ab! Perfido* de Beethoven comme de la *Force du destin* de Verdi. Pour sa première apparition française, Daniel Barenboim a eu la bonne idée de la programmer dans le *Requiem* de Verdi : ce sera la dernière apparition du chef comme directeur musical de l'Orchestre de Paris.

THÉÂTRE

VII

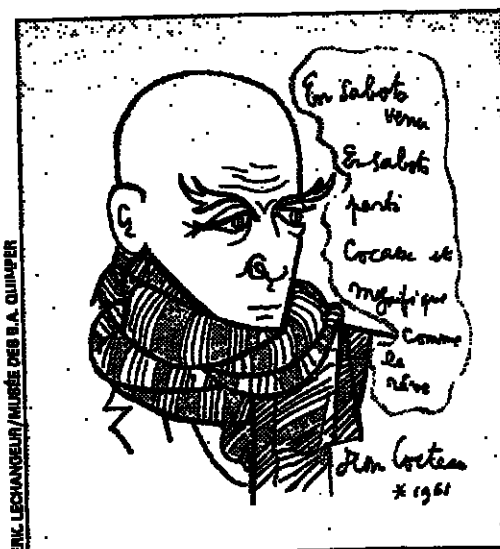
La grande bouffe selon Jérôme Deschamps

Gare à ce drôle de *Lapin-chasseur* ! Jérôme Deschamps, dépositaire quasi-unique du burlesque sur les planches, revient à Paris pour un drôle de spectacle. De part et d'autre d'un mur qui sépare les cuisines de la salle d'un restaurant et une moitié des spectateurs de l'autre, un petit monde s'active. Au concours du meilleur lancer de soupapes, Jean-Marc Bilsour, l'un des piliers de la famille Deschamps, et Lorella Cravotta, qui l'a rejointe de plus fraîche date, s'entraînent depuis de longues semaines. Récit de l'élaboration douloureuse d'un spectacle burlesque.

ARTS

XI

Max Jacob témoin des modernes



« Cocasse et magnifique », affirme de Max Jacob le portrait posthume qu'en fit Cocteau. Cocasse, oui, mais encore subtil, ardent défenseur du cubisme, poète tenté par le mysticisme, ami et avocat de Picasso aux temps de la bohème de Montmartre. Une exposition, à Orléans, rend hommage à ce témoin essentiel de l'art moderne avec des toiles de Picasso, Derain, Braque et Modigliani.

Supplément au numéro 13798. Ne peut être vendu séparément

مكتبة أمية الأصل

VISITE DE LA BASTILLE

Une machine à rêves

Le rideau de fer est toujours baissé. Les essais acoustiques sont en cours, en principe confidentiels. L'oreille n'a pas accès aux secrets de l'Opéra Bastille. A l'œil donc de juger, même s'il manque encore à l'esthétique d'ensemble le rideau peint par Twombly.

Le voici, ce grand chantier autour duquel, depuis sa conception même, la polémique n'a jamais cessé. Les débats restent d'ailleurs ouverts sur son utilité, sur son implantation dans la ville, sur son intégration au quartier. De tous les grands travaux entrepris par le régime, l'Opéra Bastille est le seul qui n'aura finalement remporté la franche adhésion d'aucun de ses futurs usagers, que ceux-ci s'intéressent au bel canto ou à l'harmonie de la cité.

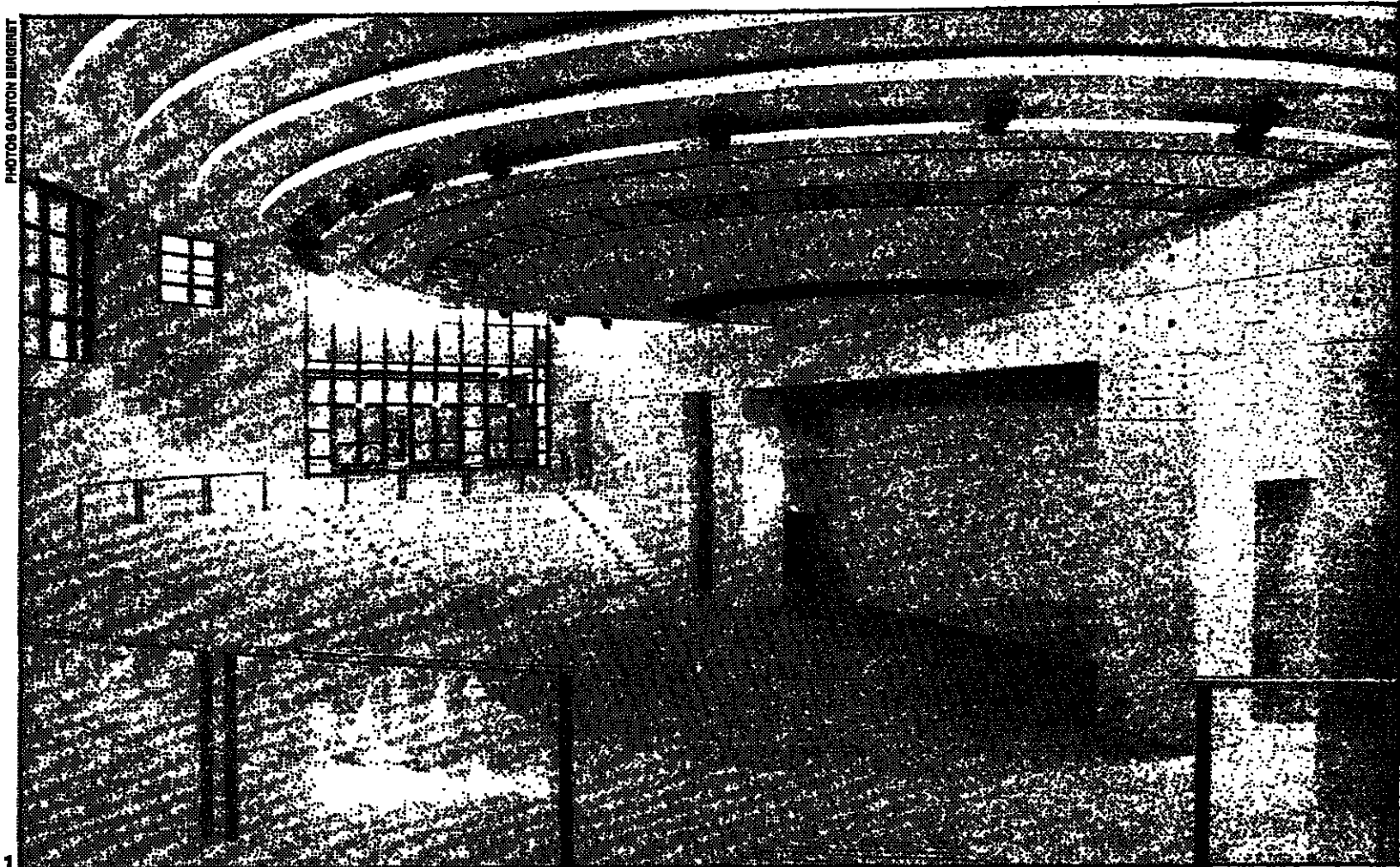
RAREMENT accouchement aura été aussi douloureux. Il faut dire qu'on n'accouche pas d'un rhinocéros avec autant d'aisance que d'une souris. Le rhinocéros, car c'est sous ce nom-là, et en l'imaginant dans une baignoire sabot, que nous avons présenté aux lecteurs du *Monde* le projet du nouvel Opéra proposé par l'architecte Carlos Ott, vainqueur en 1983 d'un concours resté fameux. C'était sans doute une confusion zoologique : à l'époque, nous pensions vraisemblablement davantage à un hippopotame, au regard de la forme molle et envahissante qu'on allait laisser s'avachir sur la place de la Bastille, près du canal Saint-Martin.

Hippopotame ou rhinocéros, l'accouchement a été d'autant plus douloureux qu'il a été entouré d'un nombre considérable de mauvaises fées piaillantes. Les unes, comme nous-mêmes, se lamentaient sur cette architecture, d'autres étaient pris de vapeurs à l'idée de quitter Garnier, d'autres encore s'affolaient d'une dépense jugée excessive, d'autres enfin ricanaient sur l'idée, il est vrai assez téméraire, d'un « opéra populaire ». Mais la plus mauvaise des fées a été — on pouvait s'y attendre — la fée Politique. L'Opéra Bastille a été le seul grand projet culturel que le gouvernement d'alternance dirigé par Jacques Chirac ait tenté d'arrêter, entraînant des retards dont on mesure aujourd'hui l'inefficacité et la stupidité.

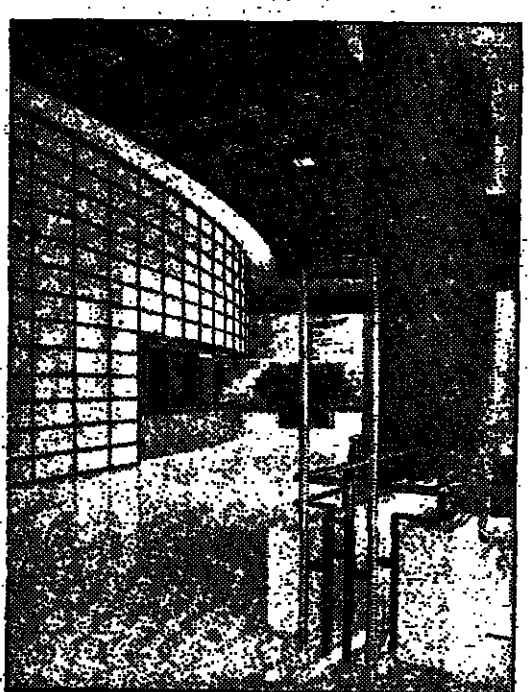
Les mauvaises fées ont parfois raison. Mais comme elles s'influencent, s'échangent des arguments, les mélangent et quelquefois les confondent, il n'est pas mauvais de faire de temps à autre le point, de trier le vrai du faux, le subjectif de l'objectif. Et, à défaut d'une véritable ouverture, l'achèvement des travaux et l'inauguration prévue le 13 juillet paraissent l'occasion toute trouvée. L'écart qui sépare cette inauguration de la mise en route réelle de la nouvelle salle, sans doute en 1990, permet précisément de considérer ce bâtiment pour lui-même, indépendamment des questions de programmation, sinon de gestion. Même si la programmation et la gestion seront largement conditionnées par l'architecture, la machinerie, l'informatique.

Lorsqu'en 1982 le président de la République a annoncé sa décision de faire construire un nouvel Opéra à Paris, il s'appuyait sur un premier rapport de Béjart, de Boulez et de Vilar, rédigé en 1968, sur un deuxième rapport de François Bloch-Lainé, en 1977, enfin sur un troisième du Conseil économique et social, en 1980. Pour se garder de toute mauvaise surprise, il eut la sagesse de confier au même Bloch-Lainé le soin d'organiser un concours international et de prendre la première présidence de l'établissement public de l'Opéra Bastille (1). Le concours international suscita sept cent cinquante projets. Dieu sait, pourtant, si le site choisi, à l'emplacement de l'ancienne gare de la Bastille et d'un brave cinéma, était à l'évidence peu propice à ce genre d'exercice, sauf à remodeler complètement la place.

Or, la place de la Bastille n'est justement pas une place. C'est un carrefour hasardeux, où se rencontrent le Vieux Paris et le Paris d'Hausmann, le centre de l'Est populaire, l'habitat et les ateliers ; où le réseau



1. Légèrement enterré, l'amphithéâtre de six cents places accueillera concerts, récitals lyriques, conférences et projections.
2. Le hall, qui s'ouvre de plein-pied sur la place de la Bastille.
3. L'annonce du grand escalier qui s'incure en épousant la façade du bâtiment.
4. Billetteries et vestiaires viennent rompre la trame géométrique qui habille les grands couloirs circulaires.



des rues croise à la va-comme-je-te-pousse un canal, trois lignes de métro et l'amorce de cette ligne de chemin de fer qui, dans le prolongement du nouvel Opéra, doit plus ou moins perdurer sous le délicat nom de « coulée verte ». Le génie de la Bastille, c'est d'avoir fait disparaître le caractère hétéroclite de tous ces éléments par la présence de la colonne de Juillet et par un léger bombement du carrefour. Intervenir à cet endroit, c'était donc soit carrément remodeler la place, soit veiller à préserver l'équilibre de ses bizarreries, ce qui, compte tenu du programme, paraissait proprement impossible. L'affaire était mal embarquée.

On a dit que le jury avait « attribué » à Richard Meier le projet de Carlos Ott et que, à défaut de tomber sur la proposition exemplaire, il avait trouvé la signature qui garantirait à l'affaire la meilleure évolution possible. Le travail de Portzamparc fut écarté parce qu'il avait trop d'ambition pour la place. Le projet Ott, décidément, était le moins mauvais de ceux qui répondaient le mieux au programme.

En général, on s'attend à de notables modifications entre le projet vainqueur d'un concours et sa réalisation. Des obstacles insoupçonnés apparaissent au cours de la maturation qui conduit l'esquisse, puis l'avant-projet, à devenir l'amorce d'un plan, de coupes, de détails qui es le projet définitif. Dans le cas de l'Opéra Bastille, Carlos Ott est resté fidèle, excessivement fidèle, à l'esquisse d'origine, comme s'il avait voulu à tout prix prouver que ce projet controversé était initialement le bon dans chacun de ses détails. Ainsi, lorsque le restaurant qui fait l'angle de la rue de Charenton a dû être démoli pour des raisons de sécurité (ce qui, aurait-on pensé, était une chance à saisir), l'architecte a souhaité sa reconstruction à l'identique. Comme si l'exercice besogneux qu'aura été l'accomplissement d'un frère pastiche du Paris traditionnel et du mastodonte Opéra ne pouvait laisser place à une réflexion plus globale, à un aménagement plus souple de la place.

D'où cette entrée contournée plus que monumentale, vaniteuse plus qu'ambitieuse, et qui ne débouche sur rien, alors qu'une astuce (mais laquelle ?) aurait peut-être permis une organisation plus naturelle et une présence moins brutale de l'édifice dans la ville. En particulier, le bâtiment pastiche souligne la disso-

nance des couleurs et des matières de l'Opéra qui joue, dans un registre vertical, du gris, du blanc et de l'immatériel du verre que la ville, tout autour de la place, ordonne confusément mais horizontalement dans sa répartition de la pierre, des toits, des fenêtres.

Avec le temps, ce qui est bizarrerie deviendra peut-être originalité, ce qui est vilain acquerra aux yeux du vingt et unième siècle la beauté qu'on ne perçoit pas aujourd'hui, comme jadis la tour Eiffel, sans qu'on puisse alors séparer ce qui relève de l'habitude visuelle, de l'émotion nostalgique et de qualités plastiques que les modes banniront ou reconnaîtreont. Mais l'Opéra n'est pas la tour Eiffel, il n'a ni son insolence ni sa brutalité. Et s'il faut reconnaître le soin et la sincérité qui ont présidé à son édification, il est difficile de ne pas constater l'absurde contradiction qu'il y a entre son assise pachydermique et sa prétention à la discrétion, à l'urbanité. Né la contradiction tout aussi patente entre, d'une part, la volonté urbaine des façades sur la rue de Lyon et la rue de Charenton — volonté exprimée par des redans, des retrais, des colonnes, par la suggestion d'une fonction ou par un gabarit citadin, par la douceur des matériaux — et, d'autre part, une réalité qui pourrait être celle de n'importe quel immeuble de bureau. L'architecte de l'Opéra paraît avoir oublié que la ville n'est pas seulement faite de perspectives et d'objets proprement taillés, qu'elle n'est pas juxtaposition mais dialogue.

Un autre parti agaçant de l'Opéra Bastille est l'utilisation du carré, omniprésent dans tout le bâtiment, dehors comme dedans. Le carré, c'est le « symbole de

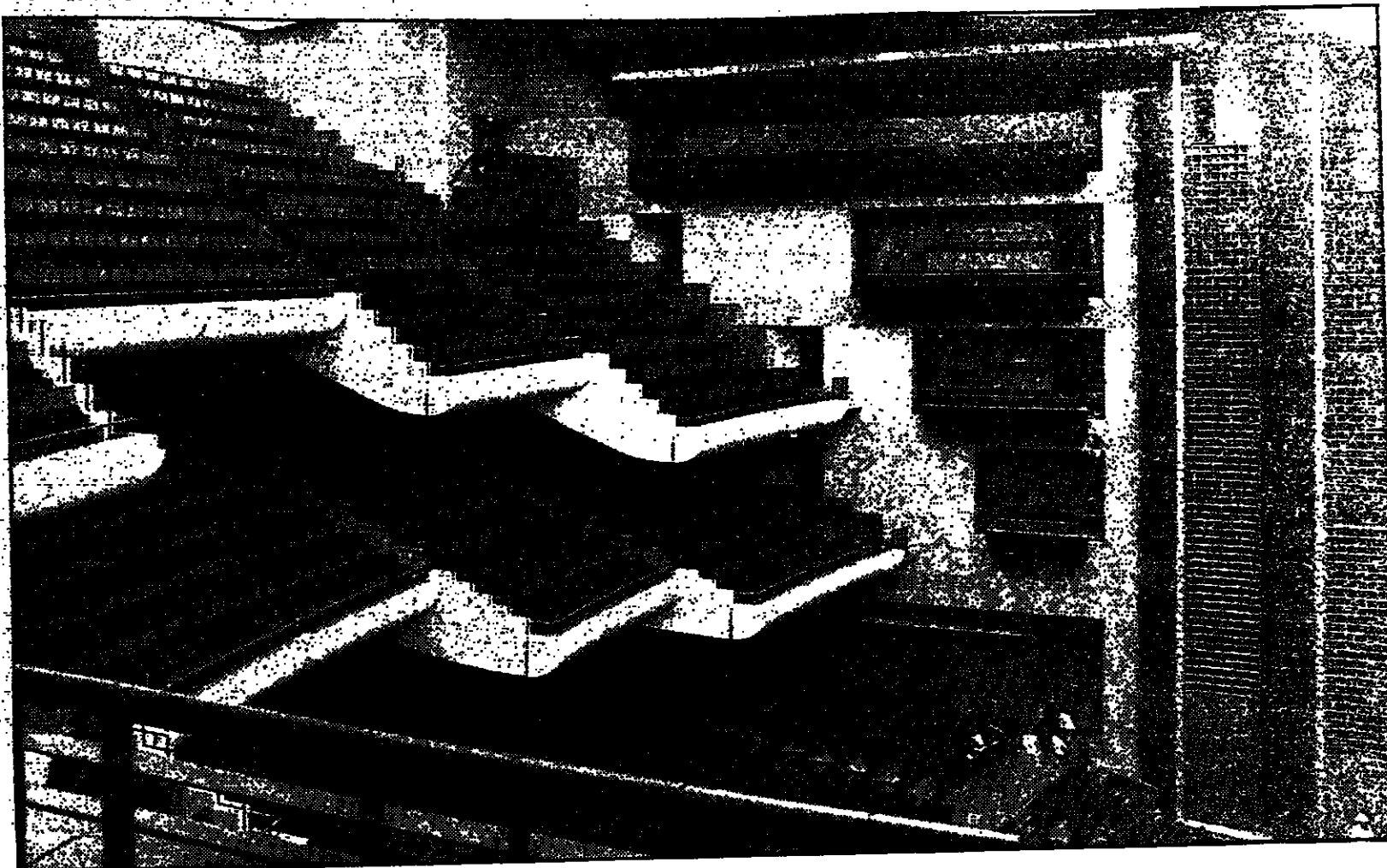
l'homme », s'entend-on dire avec un demi-sourire. C'est surtout une mode extrêmement antistante, une épidémie mondiale qui a déjà montré ses effets à Orsay. Et comme c'est une forme assez exclusive, une fois le premier carré posé, il se met à proliférer sans que les architectes aient le courage de l'arrêter. Ces derniers ont en outre, manifestement, et Ott comme les autres, le plus grand mal à définir, pour eux-mêmes, et donc pour nous, ce qui, dans le carré, relève de la trame et ce qui relève du motif décoratif. Si bien qu'il est soit insignifiant et déshumanisé, soit trop souligné et patand, au lieu d'être un signe fort et sensible.

On connaît déjà le contenu du nouvel Opéra. C'est d'abord une machinerie étonnante sur le papier et

ARCHITECTURE

VISITE DE LA BASTILLE

carrossée en noir, blanc, gris



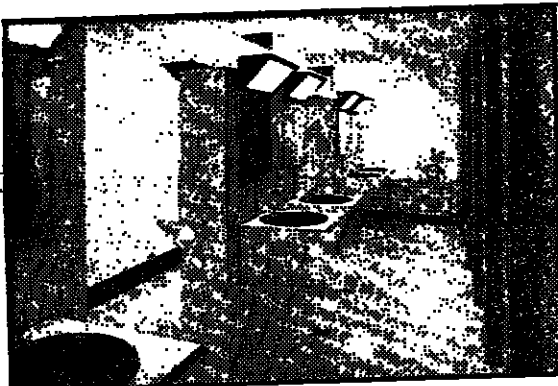
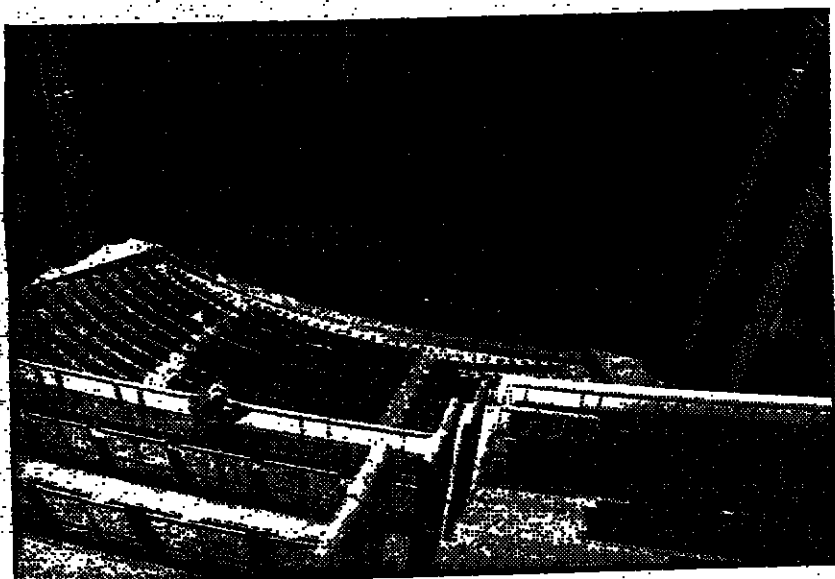
Mais l'Opéra Bastille ouvre, envers et contre tous, pour la Fête nationale. Cela méritait bien une visite guidée dans ses entrailles, du grand escalier aux foyers, de l'immensité de sa salle à l'étroitesse des marches d'accès aux balcons superposés. Noir, blanc, gris. Aux ors du palais Garnier se sont substituées les couleurs de la froideur ; aux excès, un bon goût modéré, aux rondeurs, toutes les variations sur le carré, à la somptuosité des espaces perdus, une rigueur toute fonctionnelle. Opéra populaire ? Encore faudra-t-il s'assurer que la technique la plus sophistiquée d'Europe peut être domptée et que, s'il n'est pas ici de places aveugles, il n'en est pas non plus d'acoustiquement défavorisées.

que la question n'est plus celle d'un Opéra populaire mais d'un Opéra familial, et que *La Traviata* a vaincu *Nabucco*.

On l'aura compris, l'Opéra est une merveilleuse machine, assez sottement implantée, mais accueillante et dont les qualités plastiques, pour être au plus loin de l'inventivité, sont au plus près de la solidité, de l'efficacité. Sur la colonne de Juillet, le génie de la Bastille, fatigué, hésite à s'envoler. Vers le Grand Louvre ou vers la Grande Arche ?

FREDERIC EDELMANN.

(1) A François Bloch-Lainé a succédé Pierre Viot. La direction de l'établissement a été confiée depuis son départ à Michèle Andon.



1. Deux mille sept cents spectateurs bénéficieront du même confort « visuel » grâce à la proximité des places et de la scène. Seuls les habitants des loges placées sur le côté auront le torticolis.
2. L'entracte, c'est bien connu, vide les loges et empêche les lavabos. Ceux-ci sont d'une luxueuse sobriété.
3. L'excursive pente des balcons donnera peut-être le vertige.
4. Pour éclairer la grande salle : une vague lumineuse.

saïres du projet, l'acoustique sera ce qu'on découvrira une fois la salle pleine de son public, puisqu'on sait le rôle que joue la matière inerte des corps associés au volume, aux formes et aux matières des murs, du plafond, des fauteuils, etc. En revanche, sans l'aide de la musique, on peut juger la visibilité, l'éloignement de la scène et, pour aller dans des domaines plus subjectifs, le confort, l'ambiance, enfin la « valeur esthétique » d'un tel espace.

En cours de chantier, dans le dépouillement du béton, la salle apparaissait comme une méchante bête traquée aux épaules étroites, à la mâchoire pendante. L'habillage révèle un espace beaucoup plus pacifique et remarquable par la visibilité qu'il accorde à chacune des places, jusqu'à la plus éloignée d'entre elles. Pour rapprocher ces places de la scène, Carlos Ott a joué sur le principe de deux balcons à la pente marquée, le second d'entre eux flirant avec le vertige. Le confort visuel a en effet pour conséquence une stabilité précaire lorsqu'il faut se rendre à son fauteuil et sera sans doute une source inépuisable de joie pour les utilisatrices de hauts talons et pour ceux qui se font accompagner d'une cane. Les marches du deuxième balcon, en particulier, sont si étroites qu'elles paraissent avoir été dessinées pour le pied d'une impératrice chinoise. Si notre mémoire ne nous trahit pas, on retrouve d'ailleurs ce type de marche dans un ou deux escaliers auxquels n'accède pas le public, ce qui tend à prouver que le pied chinois, de préférence au pied anglais, est une mesure habituelle de cet architecte canadien d'origine sud-américaine.

effectivement spectaculaire dans la réalité, avec ses neuf plateaux qui, sur deux étages, peuvent tourner, grimper, se ranger, se sortir, se fragmenter au gré des spectacles et des programmations. Lorsqu'on sait que la scène a 20 mètres de hauteur, on mesure l'immense cavène que représente cet ensemble qui, jusqu'à plus ample informé, passe pour le plus grand et le plus sophistiqué du monde. Faut-il ajouter que tout cela est placé sous le règne de l'informatique et de la haute précision ? De la même manière, ce n'est plus une surprise, on sait qu'il y a deux mille sept cents places dans la grande salle de l'Opéra Bastille soit environ le double des places non aveugles du Palais-Garnier de Paris.

Au-delà des assurances données par l'équipe de la Bastille et, bien sûr, au-delà des *a priori* des adver-

Demandez le programme

De Leonard Bernstein à Michael Tilson-Thomas, de l'Orchestre de l'Opéra de Paris à celui du Conservatoire de Moscou, de June Anderson à Shirley Verrett, ils seront tous là. Et c'est très bien ainsi. Une fête de la musique, un vrai festival donc, qui se déroulera dans une maison d'opéra à laquelle on souhaite un avenir le plus radieux possible.

Le 13 juillet, Grande Salle, 19 heures, concert d'inauguration (sur invitation exclusivement), avec June Anderson, Teresa Berganza, Martine Dupuy, Alain Fondary, Barbara Hendricks, Alfredo Kraus, Jean-Philippe Lafont, Ruggero Raimondi, Neil Shicoff, Shirley Verrett et Plácido Domingo, l'Orchestre, les Chœurs et le Ballet de l'Opéra de Paris, Georges Prêtre (direction). Bob Wilson (mise en scène).

Le 14 juillet, Grande Salle, 17 heures (concert gratuit) : la *Marseillaise*, orchestrée par Berlioz, le *Te Deum*, de Berlioz, par Thierry Druan (ténor), l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Paris, Georges Prêtre (direction).

Le 15, amphithéâtre, 15 heures, récital Hélène Perreguin (mezzo-soprano), David Miller (piano). 18 h 30, récital Isabelle Poulenard (soprano), Mirella Ghiardelli (piano-forte).

Le 16, amphithéâtre, 18 h 30, récital Brigitte Desnoues (mezzo-soprano), Quatuor Ravel. Grande Salle, 20 h 30, Orchestre du Schleswig-Holstein, Leonard Bernstein, Carl Saint-Clair, Eiji Que (direction).

Le 17, amphithéâtre, 18 h 30, récital Raphaële Ivery (mezzo-soprano), Gérard Parmentier (piano). Grande Salle, 20 h 30, Orchestre du Festival des conservatoires soviétiques, Yosef Domarkas, Vladislav Tchernushenko (direction).

Le 18, amphithéâtre, 18 h 30, récital Valérie Chevalier (soprano), Elisabeth Cooper (piano). Grande Salle, 20 h 30, Orchestre de l'université d'Indiana, Georges Hanson (direction), Corey Cerovsek (soliste).

Le 19, amphithéâtre, 18 h 30, récital Martine Mahé (mezzo-soprano) David Selig (piano). Grande Salle, 20 h 30, Orchestre symphonique du Nouveau-Monde, Michael Tilson-Thomas (direction).

Le 20, amphithéâtre, 18 h 30, récital, Marie-Thérèse Keller (mezzo-soprano), Antoine Garcia (basse), David Selig (piano).

Les 21 et 22, 20 h 30, projection de *Michel Strogoff*, un film de Tourjansky. Orchestre de l'Opéra de Paris, Amaury du Clausel (direction).

* Prix unique : 100 F (sauf concerts du 14). Renseignements, tél. : (1) 43-43-96-96 (à partir du 15 juin).

ملکة امنه الأصل

LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

Prises de vue en famille

Family Viewing, d'Atom Egoyan

DÈS le générique, on est dans le piège jusqu'au cou. Une main retire des plateaux-repas d'un chariot et découvre peu à peu la scène : un jeune homme au chevet d'une vieille dame alitée regarde la télévision dans une chambre d'hôpital. Quand le programme ne lui plaît pas, il change de chaîne, cherche. Nous le voyons tout à coup de l'intérieur du téléviseur, comme des poissons dans un aquarium observant passionnément le maître distributeur de daphnies, nous guetons l'expression riante et froide de ce garçon au visage de jeune fille, un peu poupin, aux longs cils, qui lève la main vers notre écran, notre salle, et tranquillement nous zappe.

Atom Egoyan, vingt-huit ans, Canadien d'origine arménienne né en Égypte, dont on a pu voir à Cannes les *Figurants*, son troisième et dernier film en date, est donc dans le droit-fil de ses obsessions avec *Family Viewing*, son deuxième film, le mieux conçu. Il n'est pas le seul cinéaste de cette génération à s'interroger sur le rôle des images dans l'univers d'aujourd'hui et sur la manière, parfois perverse, dont elles nous reflètent. *Marie des étoiles* de Thomas Bauch (voir *Le Monde* du 20 mai) en est un autre exemple, et surtout la récente *Palme d'or* à Cannes : *Sexe, Mensonges et Vidéo*, de Steven Soderbergh.

C'est peut-être maintenant que l'on trouve au cinéma l'équivalent le plus juste du moment d'auto-analyse que fut le nouveau roman en littérature. On se gardera toutefois d'y voir un signe et de parler d'école, ce qui est toujours fâcheux pour les élèves.

Le jeune homme s'appelle Van (Aidan Tierney). Il a dix-huit ans et vit chez son père Stan (David Hemblen) et la maîtresse de celui-ci, Sandra (Gabrielle Rose), qui, on le devine assez tôt, est aussi la sienne. La vieille dame de l'hôpital est sa grand-mère, Armen, la mère que Stan ne pouvait plus supporter et dont il s'est débarrassé en payant son lit et ses soins. Quant à la mère de Van, elle est partie, on ne sait pourquoi. Van passe tout son temps avec Armen et fait la connaissance d'Aline, une jeune femme qui rend visite à sa propre mère dans le lit voisin d'Armen. Elle a une drôle de façon de gagner sa vie, cette Aline un peu farouche : elle se rend régulièrement dans un studio où elle répond au téléphone pour une messagerie rose des cochonneries suaves selon le goût des clients. L'accent français plaît beaucoup pour ce genre de murmures.

L'appartement du père est rempli de magnétoscopes, de caméras et d'écrans. Il enregistre les journaux télévisés, les faits divers en direct, à mesure



Gabrielle Rose, maîtresse du père et du fils.

qu'ils se déroulent dans la réalité, comme s'il ne les supportait pas sans cette précaution, ce pare-brise cathodique. Il filme aussi ses ébats avec Sandra, sur des cassettes — comble de mauvais goût — où il avait déjà tourné des scènes de la famille ancienne, unie : Van à l'âge de trois ans avec sa mère envolée, Armen encore vaillante... C'en est trop pour Van qui décide de soustraire ces bandes au vandalisme paternel. Lui, au moins, il a le sens de la famille ; il aime Armen et les souvenirs, il pense que l'on doit s'occuper de ses vieux dans un monde où les adultes répondent, un peu gênés : « Ce n'est pas si simple... » Le père n'est qu'un égoïste lubrique sans conscience qui ne sait proposer

une réconciliation à son fils autrement que par : « Et si on regardait la télévision ensemble ? »

Tout cela paraît un peu grave s'il n'y avait quelques scènes plaisantes, comme lorsque le père va voir Armen à l'hôpital, ne la reconnaît pas, se trompe de lit, embrasse une autre vieille dame éperdue ; quand il se penche enfin sur sa vraie mère, celle-ci lui salue à la gorge, furieuse. Ou la substitution de grands-mères à laquelle se livre Van pour sauver la sienne. S'il y a une morale, elle est trop liée à la forme du vaudeville qui domine dans la seconde partie pour peser trop lourd. Atom Egoyan déclare : « Pour moi, la vidéo dans le film est une métaphore de la façon dont la pensée travaille, dont la conscience travaille. » Et il

illustre son propos en jouant sur le grain de la pellicule, tantôt très gros pour les scènes imaginées, tantôt fin pour le niveau premier du récit, ou moyen pour les relations père-fils qui ne baignent pas en effet dans une clarté limpide. C'est une idée simple et forte, jamais systématique, qui donne une ampleur angoissante à ce titre discret qui pourrait signifier, entre autres nuances, « prises de vues en famille ». Avec une pointe de méchanceté gaie, ce petit film d'Egoyan, produit avec une économie exemplaire, offre une sobre et ironique leçon sur les avantages dangereux d'un instrument laissé, comme on dit, à notre discrétion.

« LA PETITE VÉRA », DE VASSILI PITCHOUL

Quand passe une hirondelle

ON sait que la politique de « transparence » en URSS a eu des effets bénéfiques sur le cinéma. Certains films, que retenait la censure, sont enfin sortis. Et la liberté d'expression, balayant quelques conformismes, a soufflé sur des œuvres comme *Le Garçon de courses* et *Ville zéro*, de Karen Chahmazarov (le *Monde* du 4 mai 1989 et du 23 juin 1989). Rien pourtant d'aussi radical que *La Petite Vera*, premier film de Vassili Pitchoul (il a écrit le scénario avec sa femme, Maria Khvelikh), réalisé en 1988 et qui nous arrive auréolé de récompenses. Son interprète, Natalia Negoda (vingt-quatre ans), est devenue le symbole d'une génération. Et, après, tout de même, une interdiction de six mois, *La Petite Vera*, avec ses quarante-cinq millions de spectateurs en son pays, a tout du film culte. A cause de son réalisme, et d'un langage cinématographique qui ne s'est pas embarrassé de précautions oratoires ou d'académisme pour passer les barrières. Certes, depuis longtemps, le mythe obligatoire du « héros positif » avait du plomb dans l'aile. Mais, là, c'est une fameuse surprise.

Dans un port de la mer d'Azov où s'élève encore sur une place la statue de Jdanov (gardien du « réalisme socialiste » ironiquement déboussolé au détour d'une image), Vera, adolescente, vit dans un appartement exigü de HLM soviétique avec son père, chauffeur de camion très porté sur la vodka, et sa mère, contrôleur d'usine qui cherche à maintenir à tout prix un ordre familial en train de se dégligner. Vera porte minijupes et bas résille, se coiffe de façon extravagante, a quitté l'école, traîne dans les cafés, fait l'amour quand elle en a envie, subit les engueulades à la maison mais refuse d'obéir.

Vera n'est pas exemplaire. Vassili Pitchoul ne la juge pas d'un point de vue moral, non plus que ses parents et son frère, médecin à Moscou, qu'on appelle parfois à la rescousse pour la sermonner. Non plus que

ses amis et Sergueï, l'étudiant en métallurgie dont elle s'est éprise, et qui vient habiter avec elle, d'où une nouvelle source de conflits.

Vassili Pitchoul constate des faits de société : la vie difficile en milieu prolétaire, le chômage, la pollution industrielle, l'alcoolisme, le conflit des générations, le refus par les jeunes des valeurs auxquelles se raccrochent encore leurs parents. Ce qu'il montre n'est pas tellement différent de ce qu'on pourrait constater dans les sociétés industrielles occidentales. En URSS comme ailleurs, il s'agit bien d'une crise de civilisation.

Pourtant, c'est une sacrée occasion de voir un concert rock en plein air surveillé par des policiers (avec chiens) et où éclate une bagarre, des beuveries, des scènes de sexe pensées assez loin, des pianes d'étudiants miteuses, des tas de ferraille, une plage sinistre, une chambre d'hôpital où s'entassent six lits, une vie qui s'enlise dans la grisaille. La rébellion de Vera passe par la provocation, les ruses, les disputes. A ce jeu, on s'use, et un vrai drame éclate.

Vassili Pitchoul a filmé des comportements avec une caméra extrêmement mobile et libre, scrutant avec une rare acuité aussi bien un espace clos, où la promiscuité exaspère les disputes, qu'un espace ouvert où l'on sent le vide. La violence des affrontements familiaux est à la mesure des incompréhensions qui bloquent les sentiments et la tendresse. On ne sait pas si Pitchoul a vu des films de Maurice Pialat mais sa mise en scène et sa façon de diriger les acteurs (tous d'une vérité étonnante, instinctive) sont de la même force. C'est, avec le sujet, une prodigieuse nouveauté pour le cinéma soviétique. *La Petite Vera* pourrait bien annoncer un vrai printemps de la liberté. Et la France n'a plus qu'à adopter Natalia Negoda ; en ayant, pour elle, les yeux du cinéaste.

JACQUES SICLIER.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-L. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2° 40-15-00-30/40-15-06-08	T.L.J. Au 1° et, le premier repas, identique de Paris, déj. offert, spécial de saumon fumé et poisson d'Inde, menu dégust. à 95 F. Au 2° et 3°, menu à 95 F. Au 3° et 4°, menu à 95 F. Au 4° et 5°, menu à 95 F. Au 5° et 6°, menu à 95 F. Au 6° et 7°, menu à 95 F. Au 7° et 8°, menu à 95 F. Au 8° et 9°, menu à 95 F. Au 9° et 10°, menu à 95 F. Au 10° et 11°, menu à 95 F. Au 11° et 12°, menu à 95 F. Au 12° et 13°, menu à 95 F. Au 13° et 14°, menu à 95 F. Au 14° et 15°, menu à 95 F. Au 15° et 16°, menu à 95 F. Au 16° et 17°, menu à 95 F. Au 17° et 18°, menu à 95 F. Au 18° et 19°, menu à 95 F. Au 19° et 20°, menu à 95 F. Au 20° et 21°, menu à 95 F. Au 21° et 22°, menu à 95 F. Au 22° et 23°, menu à 95 F. Au 23° et 24°, menu à 95 F. Au 24° et 25°, menu à 95 F. Au 25° et 26°, menu à 95 F. Au 26° et 27°, menu à 95 F. Au 27° et 28°, menu à 95 F. Au 28° et 29°, menu à 95 F. Au 29° et 30°, menu à 95 F. Au 30° et 31°, menu à 95 F. Au 31° et 32°, menu à 95 F. Au 32° et 33°, menu à 95 F. Au 33° et 34°, menu à 95 F. Au 34° et 35°, menu à 95 F. Au 35° et 36°, menu à 95 F. Au 36° et 37°, menu à 95 F. Au 37° et 38°, menu à 95 F. Au 38° et 39°, menu à 95 F. Au 39° et 40°, menu à 95 F. Au 40° et 41°, menu à 95 F. Au 41° et 42°, menu à 95 F. Au 42° et 43°, menu à 95 F. Au 43° et 44°, menu à 95 F. Au 44° et 45°, menu à 95 F. Au 45° et 46°, menu à 95 F. Au 46° et 47°, menu à 95 F. Au 47° et 48°, menu à 95 F. Au 48° et 49°, menu à 95 F. Au 49° et 50°, menu à 95 F. Au 50° et 51°, menu à 95 F. Au 51° et 52°, menu à 95 F. Au 52° et 53°, menu à 95 F. Au 53° et 54°, menu à 95 F. Au 54° et 55°, menu à 95 F. Au 55° et 56°, menu à 95 F. Au 56° et 57°, menu à 95 F. Au 57° et 58°, menu à 95 F. Au 58° et 59°, menu à 95 F. Au 59° et 60°, menu à 95 F. Au 60° et 61°, menu à 95 F. Au 61° et 62°, menu à 95 F. Au 62° et 63°, menu à 95 F. Au 63° et 64°, menu à 95 F. Au 64° et 65°, menu à 95 F. Au 65° et 66°, menu à 95 F. Au 66° et 67°, menu à 95 F. Au 67° et 68°, menu à 95 F. Au 68° et 69°, menu à 95 F. Au 69° et 70°, menu à 95 F. Au 70° et 71°, menu à 95 F. Au 71° et 72°, menu à 95 F. Au 72° et 73°, menu à 95 F. Au 73° et 74°, menu à 95 F. Au 74° et 75°, menu à 95 F. Au 75° et 76°, menu à 95 F. Au 76° et 77°, menu à 95 F. Au 77° et 78°, menu à 95 F. Au 78° et 79°, menu à 95 F. Au 79° et 80°, menu à 95 F. Au 80° et 81°, menu à 95 F. Au 81° et 82°, menu à 95 F. Au 82° et 83°, menu à 95 F. Au 83° et 84°, menu à 95 F. Au 84° et 85°, menu à 95 F. Au 85° et 86°, menu à 95 F. Au 86° et 87°, menu à 95 F. Au 87° et 88°, menu à 95 F. Au 88° et 89°, menu à 95 F. Au 89° et 90°, menu à 95 F. Au 90° et 91°, menu à 95 F. Au 91° et 92°, menu à 95 F. Au 92° et 93°, menu à 95 F. Au 93° et 94°, menu à 95 F. Au 94° et 95°, menu à 95 F. Au 95° et 96°, menu à 95 F. Au 96° et 97°, menu à 95 F. Au 97° et 98°, menu à 95 F. Au 98° et 99°, menu à 95 F. Au 99° et 100°, menu à 95 F. Au 100° et 101°, menu à 95 F. Au 101° et 102°, menu à 95 F. Au 102° et 103°, menu à 95 F. Au 103° et 104°, menu à 95 F. Au 104° et 105°, menu à 95 F. Au 105° et 106°, menu à 95 F. Au 106° et 107°, menu à 95 F. Au 107° et 108°, menu à 95 F. Au 108° et 109°, menu à 95 F. Au 109° et 110°, menu à 95 F. Au 110° et 111°, menu à 95 F. Au 111° et 112°, menu à 95 F. Au 112° et 113°, menu à 95 F. Au 113° et 114°, menu à 95 F. Au 114° et 115°, menu à 95 F. Au 115° et 116°, menu à 95 F. Au 116° et 117°, menu à 95 F. Au 117° et 118°, menu à 95 F. Au 118° et 119°, menu à 95 F. Au 119° et 120°, menu à 95 F. Au 120° et 121°, menu à 95 F. Au 121° et 122°, menu à 95 F. Au 122° et 123°, menu à 95 F. Au 123° et 124°, menu à 95 F. Au 124° et 125°, menu à 95 F. Au 125° et 126°, menu à 95 F. Au 126° et 127°, menu à 95 F. Au 127° et 128°, menu à 95 F. Au 128° et 129°, menu à 95 F. Au 129° et 130°, menu à 95 F. Au 130° et 131°, menu à 95 F. Au 131° et 132°, menu à 95 F. Au 132° et 133°, menu à 95 F. Au 133° et 134°, menu à 95 F. Au 134° et 135°, menu à 95 F. Au 135° et 136°, menu à 95 F. Au 136° et 137°, menu à 95 F. Au 137° et 138°, menu à 95 F. Au 138° et 139°, menu à 95 F. Au 139° et 140°, menu à 95 F. Au 140° et 141°, menu à 95 F. Au 141° et 142°, menu à 95 F. Au 142° et 143°, menu à 95 F. Au 143° et 144°, menu à 95 F. Au 144° et 145°, menu à 95 F. Au 145° et 146°, menu à 95 F. Au 146° et 147°, menu à 95 F. Au 147° et 148°, menu à 95 F. Au 148° et 149°, menu à 95 F. Au 149° et 150°, menu à 95 F. Au 150° et 151°, menu à 95 F. Au 151° et 152°, menu à 95 F. Au 152° et 153°, menu à 95 F. Au 153° et 154°, menu à 95 F. Au 154° et 155°, menu à 95 F. Au 155° et 156°, menu à 95 F. Au 156° et 157°, menu à 95 F. Au 157° et 158°, menu à 95 F. Au 158° et 159°, menu à 95 F. Au 159° et 160°, menu à 95 F. Au 160° et 161°, menu à 95 F. Au 161° et 162°, menu à 95 F. Au 162° et 163°, menu à 95 F. Au 163° et 164°, menu à 95 F. Au 164° et 165°, menu à 95 F. Au 165° et 166°, menu à 95 F. Au 166° et 167°, menu à 95 F. Au 167° et 168°, menu à 95 F. Au 168° et 169°, menu à 95 F. Au 169° et 170°, menu à 95 F. Au 170° et 171°, menu à 95 F. Au 171° et 172°, menu à 95 F. Au 172° et 173°, menu à 95 F. Au 173° et 174°, menu à 95 F. Au 174° et 175°, menu à 95 F. Au 175° et 176°, menu à 95 F. Au 176° et 177°, menu à 95 F. Au 177° et 178°, menu à 95 F. Au 178° et 179°, menu à 95 F. Au 179° et 180°, menu à 95 F. Au 180° et 181°, menu à 95 F. Au 181° et 182°, menu à 95 F. Au 182° et 183°, menu à 95 F. Au 183° et 184°, menu à 95 F. Au 184° et 185°, menu à 95 F. Au 185° et 186°, menu à 95 F. Au 186° et 187°, menu à 95 F. Au 187° et 188°, menu à 95 F. Au 188° et 189°, menu à 95 F. Au 189° et 190°, menu à 95 F. Au 190° et 191°, menu à 95 F. Au 191° et 192°, menu à 95 F. Au 192° et 193°, menu à 95 F. Au 193° et 194°, menu à 95 F. Au 194° et 195°, menu à 95 F. Au 195° et 196°, menu à 95 F. Au 196° et 197°, menu à 95 F. Au 197° et 198°, menu à 95 F. Au 198° et 199°, menu à 95 F. Au 199° et 200°, menu à 95 F. Au 200° et 201°, menu à 95 F. Au 201° et 202°, menu à 95 F. Au 202° et 203°, menu à 95 F. Au 203° et 204°, menu à 95 F. Au 204° et 205°, menu à 95 F. Au 205° et 206°, menu à 95 F. Au 206° et 207°, menu à 95 F. Au 207° et 208°, menu à 95 F. Au 208° et 209°, menu à 95 F. Au 209° et 210°, menu à 95 F. Au 210° et 211°, menu à 95 F. Au 211° et 212°, menu à 95 F. Au 212° et 213°, menu à 95 F. Au 213° et 214°, menu à 95 F. Au 214° et 215°, menu à 95 F. Au 215° et 216°, menu à 95 F. Au 216° et 217°, menu à 95 F. Au 217° et 218°, menu à 95 F. Au 218° et 219°, menu à 95 F. Au 219° et 220°, menu à 95 F. Au 220° et 221°, menu à 95 F. Au 221° et 222°, menu à 95 F. Au 222° et 223°, menu à 95 F. Au 223° et 224°, menu à 95 F. Au 224° et 225°, menu à 95 F. Au 225° et 226°, menu à 95 F. Au 226° et 227°, menu à 95 F. Au 227° et 228°, menu à 95 F. Au 228° et 229°, menu à 95 F. Au 229° et 230°, menu à 95 F. Au 230° et 231°, menu à 95 F. Au 231° et 232°, menu à 95 F. Au 232° et 233°, menu à 95 F. Au 233° et 234°, menu à 95 F. Au 234° et 235°, menu à 95 F. Au 235° et 236°, menu à 95 F. Au 236° et 237°, menu à 95 F. Au 237° et 238°, menu à 95 F. Au 238° et 239°, menu à 95 F. Au 239° et 240°, menu à 95 F. Au 240° et 241°, menu à 95 F. Au 241° et 242°, menu à 95 F. Au 242° et 243°, menu à 95 F. Au 243° et 244°, menu à 95 F. Au 244° et 245°, menu à 95 F. Au 245° et 246°, menu à 95 F. Au 246° et 247°, menu à 95 F. Au 247° et 248°, menu à 95 F. Au 248° et 249°, menu à 95 F. Au 249° et 250°, menu à 95 F. Au 250° et 251°, menu à 95 F. Au 251° et 252°, menu à 95 F. Au 252° et 253°, menu à 95 F. Au 253° et 254°, menu à 95 F. Au 254° et 255°, menu à 95 F. Au 255° et 256°, menu à 95 F. Au 256° et 257°, menu à 95 F. Au 257° et 258°, menu à 95 F. Au 258° et 259°, menu à 95 F. Au 259° et 260°, menu à 95 F. Au 260° et 261°, menu à 95 F. Au 261° et 262°, menu à 95 F. Au 262° et 263°, menu à 95 F. Au 263° et 264°, menu à 95 F. Au 264° et 265°, menu à 95 F. Au 265° et 266°, menu à 95 F. Au 266° et 267°, menu à 95 F. Au 267° et 268°, menu à 95 F. Au 268° et 269°, menu à 95 F. Au 269° et 270°, menu à 95 F. Au 270° et 271°, menu à 95 F. Au 271° et 272°, menu à 95 F. Au 272° et 273°, menu à 95 F. Au 273° et 274°, menu à 95 F. Au 274° et 275°, menu à 95 F. Au 275° et 276°, menu à 95 F. Au 276° et 277°, menu à 95 F. Au 277° et 278°, menu à 95 F. Au 278° et 279°, menu à 95 F. Au 279° et 280°, menu à 95 F. Au 280° et 281°, menu à 95 F. Au 281° et 282°, menu à 95 F. Au 282° et 283°, menu à 95 F. Au 283° et 284°, menu à 95 F. Au 284° et 285°, menu à 95 F. Au 285° et 286°, menu à 95 F. Au 286° et 287°, menu à 95 F. Au 287° et 288°, menu à 95 F. Au 288° et 289°, menu à 95 F. Au 289° et 290°, menu à 95 F. Au 290° et 291°, menu à 95 F. Au 291° et 292°, menu à 95 F. Au 292° et 293°, menu à 95 F. Au 293° et 294°, menu à 95 F. Au 294° et 295°, menu à 95 F. Au 295° et 296°, menu à 95 F. Au 296° et 297°, menu à 95 F. Au 297° et 298°, menu à 95 F. Au 298° et 299°, menu à 95 F. Au 299° et 300°, menu à 95 F. Au 300° et 301°, menu à 95 F. Au 301° et 302°, menu à 95 F. Au 302° et 303°, menu à 95 F. Au 303° et 304°, menu à 95 F. Au 304° et 305°, menu à 95 F. Au 305° et 306°, menu à 95 F. Au 306° et 307°, menu à 95 F. Au 307° et 308°, menu à 95 F. Au 308° et 309°, menu à 95 F. Au 309° et 310°, menu à 95 F. Au 310° et 311°, menu à 95 F. Au 311° et 312°, menu à 95 F. Au 312° et 313°, menu à 95 F. Au 313° et 314°, menu à 95 F. Au 314° et 315°, menu à 95 F. Au 315° et 316°, menu à 95 F. Au 316° et 317°, menu à 95 F. Au 317° et 318°, menu à 95 F. Au 318° et 319°, menu à 95 F. Au 319° et 320°, menu à 95 F. Au 320° et 321°, menu à 95 F. Au 321° et 322°, menu à 95 F. Au 322° et 323°, menu à 95 F. Au 323° et 324°, menu à 95 F. Au 324° et 325°, menu à 95 F. Au 325° et 326°, menu à 95 F. Au 326° et 327°, menu à 95 F. Au 327° et 328°, menu à 95 F. Au 328° et 329°, menu à 95 F. Au 329° et 330°, menu à 95 F. Au 330° et 331°, menu à 95 F. Au 331° et 332°, menu à 95 F. Au 332° et 333°, menu à 95 F. Au 333° et 334°, menu à 95 F. Au 334° et 335°, menu à 95 F. Au 335° et 336°, menu à 95 F. Au 336° et 337°, menu à 95 F. Au 337° et 338°, menu à 95 F. Au 338° et 339°, menu à 95 F. Au 339° et 340°, menu à 95 F. Au 340° et 341°, menu à 95 F. Au 341° et 342°, menu à 95 F. Au 342° et 343°, menu à 95 F. Au 343° et 344°, menu à 95 F. Au 344° et 345°, menu à 95 F. Au 345° et 346°, menu à 95 F. Au 346° et 347°, menu à 95 F. Au 347° et 348°, menu à 95 F. Au 348° et 349°, menu à 95 F. Au 349° et 350°, menu à 95 F. Au 350° et 351°, menu à 95 F. Au 351° et 352°, menu à 95 F. Au 352° et 353°, menu à 95 F. Au 353° et 354°, menu à 95 F. Au 354° et 355°, menu à 95 F. Au 355° et 356°, menu à 95 F. Au 356° et 357°, menu à 95 F. Au 357° et 358°, menu à 95 F. Au 358° et 359°, menu à 95 F. Au 359° et 360°, menu à 95 F. Au 360° et 361°, menu à 95 F. Au 361° et 362°, menu à 95 F. Au 362° et 363°, menu à 95 F. Au 363° et 364°, menu à 95 F. Au 364° et 365°, menu à 95 F. Au 365° et 366°, menu à 95 F. Au 366° et 367°, menu à 95 F. Au 367° et 368°, menu à 95 F. Au 368° et 369°, menu à 95 F. Au 369° et 370°, menu à 95 F. Au 370° et 371°, menu à 95 F. Au 371° et 372°, menu à 95 F. Au 372° et 373°, menu à 95 F. Au 373° et 374°, menu à 95 F. Au 374° et 375°, menu à 95 F. Au 375° et 376°, menu à 95 F. Au 376° et 377°, menu à 95 F. Au 377° et 378°, menu à 95 F. Au 378° et 379°, menu à 95 F. Au 379° et 380°, menu à 95 F. Au 380° et 381°, menu à 95 F. Au 381° et 382°, menu à 95 F. Au 382° et 383°, menu à 95 F. Au 383° et 384°, menu à 95 F. Au 384° et 385°, menu à 95 F. Au 385° et 386°, menu à 95 F. Au 386° et 387°, menu à 95 F. Au 387° et 388°, menu à 95 F. Au 388° et 389°, menu à 95 F. Au 389° et 390°, menu à 95 F. Au 390° et 391°, menu à 95 F. Au 391° et 392°, menu à 95 F. Au 392° et 393°, menu à 95 F. Au 393° et 394°, menu à 95 F. Au 394° et 395°, menu à 95 F. Au 395° et 396°, menu à 95 F. Au 396° et 397°, menu à 95 F. Au 397° et 398°, menu à 95 F. Au 398° et 399°, menu à 95 F. Au 399° et 400°, menu à 95 F. Au 400° et 401°, menu à 95 F. Au 401° et 402°, menu à 95 F. Au 402° et 403°, menu à 95 F. Au 403° et 404°, menu à 95 F. Au 404° et 405°, menu à 95 F. Au 405° et 406°, menu à 95 F. Au 406° et 407°, menu à 95 F. Au 407° et 408°, menu à 95 F. Au 408° et 409°, menu à 95 F. Au 409° et 410°, menu à 95 F. Au 410° et 411°, menu à 95 F. Au 411° et 412°, menu à 95 F. Au 412° et 413°, menu à 95 F. Au 413° et 414°, menu à 95 F. Au 414° et 415°, menu à 95 F. Au 415° et 416°, menu à 95 F. Au 416° et 417°, menu à 95 F. Au 417° et 418°, menu à 95 F. Au 418° et 419°, menu à 95 F. Au 419° et 420°, menu à 95 F. Au 420° et 421°, menu à 95 F. Au 421° et 422°, menu à 95 F. Au 422° et 423°, menu à 95 F. Au 423° et 424°, menu à 95 F. Au 424° et 425°, menu à 95 F. Au 425° et 426°, menu à 95 F. Au 426° et 427°, menu à 95 F. Au 427° et 428°, menu à 95 F. Au 428° et 429°, menu à 95 F. Au 429° et 430°, menu à 95 F. Au 430° et 431°, menu à 95 F. Au 431° et 432°, menu à 95 F. Au 432° et 433°, menu à 95 F. Au 433° et 434°, menu à 95 F. Au 434° et 435°, menu à 95 F. Au 435° et 436°, menu à 95 F. Au 436° et 437°, menu à 95 F. Au 437° et 438°, menu à 95 F. Au 438° et 439°, menu à 95 F. Au 439° et 440°, menu à 95 F. Au 440° et 441°, menu à 95 F. Au 441° et 442°, menu à 95 F. Au 442° et 443°, menu à 95 F. Au 443° et 444°, menu à 95 F. Au 444° et 445°, menu à 95 F. Au 445° et 446°, menu à 95 F. Au 446° et 447°, menu à 95 F. Au 447° et 448°, menu à 95 F. Au 448° et 449°, menu à 95 F. Au 449° et 450°, menu à 95 F. Au 450° et 451°, menu à 95 F. Au 451° et 452°, menu à 95 F. Au 452° et 453°, menu à 95 F. Au 453° et 454°, menu à 95 F. Au 454° et 455°, menu à 95 F. Au 455° et 456°, menu à 95 F. Au 456° et 457°, menu à 95 F. Au 457° et 458°, menu à 95 F. Au 458° et 459°, menu à 95 F. Au 459° et 460°, menu à 95 F. Au 460° et 461°, menu à 95 F. Au 461° et 462°, menu à 95 F. Au 462° et 463°, menu à 95 F. Au 463° et 464°, menu à 95 F. Au 464° et 465°, menu à 95 F. Au 465° et 466°, menu à 95 F. Au 466° et 467°, menu à 95 F. Au 467° et 468°, menu à 95 F. Au 468° et 469°, menu à 95 F. Au 469° et 470°, menu à 95 F. Au 470° et 471°, menu à 95 F. Au 471° et 472°, menu à 95 F. Au 472° et 473°, menu à 95 F. Au 473° et 4
--	--

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

L'amour est un chien de l'enfer

de Dominique Deruddere, avec Jesse De Pauw, Gaëtane Vanthomme, Michaël Pua, Gene Barvoet, Annel Chakir. Belge (1 h 28).

A quinze ans, Harry Voss voit la vie et l'amour comme au cinéma. Il veut croire que son père est un héros, qu'il a enlevé sa mère pour un mariage éhémé. Mais il va découvrir la réalité des rapports sexuels.

Harry Voss adolescent est défiguré par une éruption de pustules. On l'appelle « Frankenstein » et sa tête de crapaud dégoûte les filles. Même une fille facile, amenée par un copain complaisant. Au bal du collège, Harry Voss réussit pourtant à danser avec la plus belle des étudiantes, en s'enroulant le visage de papier hygiénique.

Harry Voss adulte a repris figure humaine. Mais il est alcoolique, se saoule avec un ami retrouvé. Tous deux dérobent le cadavre d'une très belle femme dans un fourgon mortuaire. Et Harry Voss a tellement envie de faire l'amour !

Une atmosphère nocturne baigne ce film, étouffant par son style baroque et morbide, hyperréaliste et fantastique. De ces trois nuits d'un rêveur du sexe, la dernière est directement empruntée à Charles Bukowski et c'est, délire éthylique et nécrophilie, la plus réussie. Dominique Deruddere l'avait tournée comme un court métrage. Ensuite, il est remonté, à son idée, dans le passé de son personnage. L'étrangeté des acteurs ajoutée à la fascination d'une œuvre plastiquement influencée par la peinture belge : l'expressionnisme de James Ensor, le surréalisme de Paul Delvaux.

J.S.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapée, 1^{re} (40-38-83-74) ; Pathé Supérior, handicapée, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Houtiaudville, 3^e (45-33-78-38) ; George V, 4^e (45-32-41-45) ; Saint-Paul, 14^e (43-20-32-20).

La Barbare

de Mireille Darc, avec Aurélie Gilbert, Angela Molina, Murray Head. Française (1 h 30).

Première mise en scène de Mireille Darc. Sympathie. Portrait d'une adolescente, divorcée d'elle-même, Sophie, répudiée par son père, son Dieu, lorsqu'elle avait six ans et qu'il s'est séparé de sa mère. Le père meurt, Sophie va entrer, est inconnue, qu'elle n'a cessé d'aimer, en Tunisie, terre d'enfance. Un couple

facouille, harmonieux, aisé, uni. Comme un chat sauvage lâché dans un jardin à la française, Sophie, « la barbare », va semer une sacrée pagaille. Se faire les dents, le cœur, sur cet homme marié dont elle a l'âge d'être la fille...

Travail de dent, transfert, salut oncle Sigmand. La photo est jolie, toutes les images, d'ailleurs, sont des photos qui bougent succinctement. Le dialogue, en revanche, n'est pas fameux. Exemple : la légitime trompée (Angela Molina) à son volage époux (Murray Head) : « Si tu franchis cette porte et si tu reviens, je te préviens, rien ne pourra jamais plus être pareil. » On ne cause comme ça que dans les romans photos. La petite (Auréli Gilbert) pleure beaucoup et fait énormément l'amour, elle a un joli corps qui bouge avec franchise. Il y a quelque chose de sincère dans cette affaire, qui attendrit. Pas assez d'expérience, cependant, et peut-être pas assez d'argent. La plage paradisiaque où se réfugient les amants à des allures de terrain vague...

Mireille Darc qui fut *Gallia*, incarnation de « la femme libre », en 1965, a vu en Sophie une descendante, une héritière. On le comprend. Mais la vraie « barbare », à l'évidence, ce fut elle.

D.H.

Rex, 2^e (42-38-83-83) ; Ciné Beldouze, handicapée, 3^e (42-71-82-38) ; U.G.C. Montparnasse, handicapée, 4^e (45-74-44-04) ; George V, 5^e (45-32-41-45) ; Saint-Louis-François, 6^e (43-37-35-43) ; U.G.C. Barrière, 7^e (45-32-20-40) ; Paramount Opéra, handicapée, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-88) ; U.G.C. Châteaux, 13^e (43-38-23-44) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

Dead Bang

de John Frankenheimer, avec Don Johnson, Penelope Ann Miller, William Forsythe, Bob Odenkirk, Tim Reid, Frank Stallone. Américain (1 h 45).

Jerry Beck fut un vrai flic à Los Angeles et tira de sa carrière mouvementée quelques belles histoires vécues pour grandes personnes, dont celle qui sert de trame à *Dead Bang*. Jerry (Don Johnson) est un inspecteur de la criminelle solitaire, picaresque, divorcé mélancolique, aux méthodes musclées. Il se laisserait bien aller au dégoût de tout, si l'un de ses collègues n'était sauvagement tué dans la rue. Jerry enquête partout, au bal de la police, dans les bras d'une jolie Linda, chez de gros *Hell's angels* veus, dans un ranch perdu d'Oklahoma, chez les membres de l'élite de la nation aryenne. Il réchappe à des douzaines de rafales, quelques incendies, résiste à la mauvaise

volonté des flemmards du FBI, à la férocité des néonazis de l'Ouest qui préparent le grand soir. Le plus dur et le plus comique est sans doute son interrogatoire par un minuscule psychiatre de la police, freluquet, susceptible et bizarre qui veut savoir pourquoi Jerry ne peut se déplacer sans faire tellement de dégâts.

Don Johnson, ex-compagnon de Barbra Streisand et chanteur de charme, héros de la série *Deux Flics à Miami*, a beaucoup d'humour même s'il est trop propre pour son personnage dégingoté. La mise en scène de John Frankenheimer (*French Connection*) est efficace, rapide, générique en bagarres. On découvre en outre le visage caché d'une Amérique fasciste assez effrayante, dépourvue des fions-fions de *Mississippi Burning*.

M.Br.

VO : Forum Horizon, handicapée, dolby, 1^{re} (45-06-57-57) ; George V, TTX, dolby, 2^e (45-02-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 3^e (43-53-52-82).

VF : Rex, 2^e (42-38-83-83) ; Pathé Français, dolby, 3^e (47-70-33-88) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-88) ; Fauvette, handicapée, 13^e (43-31-56-88) ; Minerva, handicapée, 14^e (45-33-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

Este Tempo

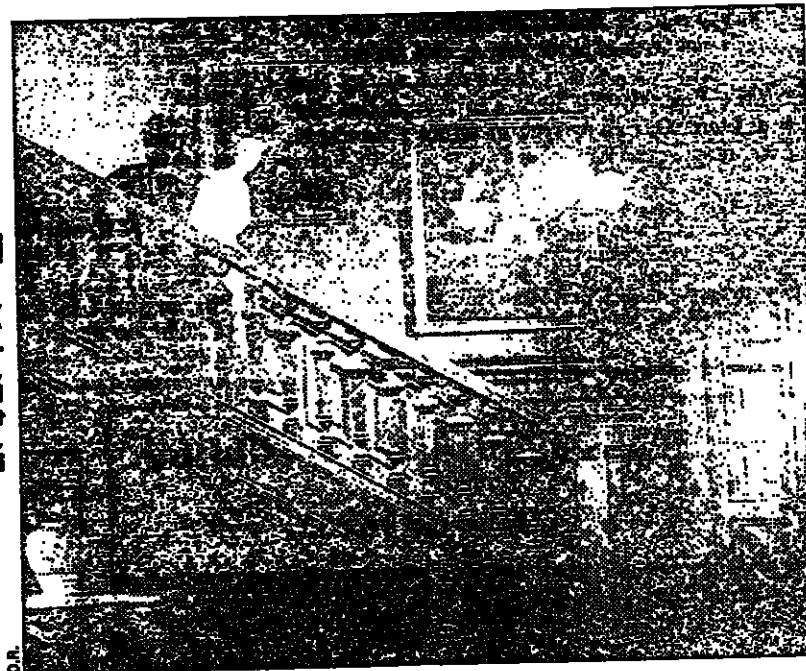
de José Botelho, avec Henrique Viana, Julia Britton, Roy Furtado, Isabel de Castro, Eunice Munoz, Ines Medeiros. Portugais, noir et blanc (1 h 50).

Transposition, dans une ville imaginaire et à l'époque contemporaine, du roman de Charles Dickens, *Les Temps difficiles*. Une fable morale qui vaut aussi bien pour le Portugal en voie d'industrialisation que pour l'Angleterre victorienne des années 1850 : usines et appartements bourgeois, foule d'ouvriers, quartier prolétaire et affaires de famille. On y trouve la quintessence d'une intrigue dont sont gommés les éléments mélodramatiques et larmoyants au profit d'une ligne narrative rigoureuse.

Ce film avait été présenté dans la sélection officielle du festival de Venise en 1988. Il est admirablement mis en scène, souvent en plans-séquences avec profondeur de champ ; les acteurs adoptent dans leur jeu une théâtralité stylisée. Leurs personnages sont comme sculptés dans le noir et le blanc des images, au sein d'étonnants décors, qui semblent vivre avec eux et par eux. Une manière d'événement.

J.S.

VO : Latine, 4^e (42-78-47-88) ; Retnet Logos I, handicapée, 5^e (43-54-42-34).



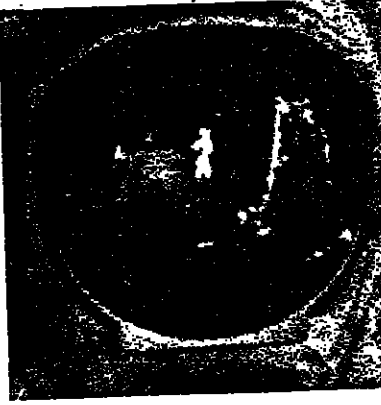
Dans *Este Tempo*, adaptation portugaise des *Temps difficiles* de Dickens, Mrs. Gradgrind s'appelle Luisa, et c'est Julia Britton, actrice anglaise, qui l'incarne.

PRATT & WHITNEY

HAMILTON STANDARD

SILVERSKY

SPACE SYSTEMS



United Technologies: un groupe de sociétés leaders de la terre à la lune, et au-delà. Sikorsky: des hélicoptères qui font toujours référence pour le vol vertical. Pratt & Whitney: des moteurs d'avion et des fusées qui battent des records par delà la vitesse du son. Missiles and Space Systems: à la limite de l'atmosphère, l'exploration de domaines qui vont de la propulsion à l'optique. Hamilton Standard: dans les profondeurs de l'espace, des systèmes qui permettent la vie des astronautes. De toutes ces expériences, nous tirons des enseignements nouveaux. Partagés entre les sociétés du groupe, ces enseignements nous permettent de bénéficier au mieux de nos technologies unies.

UNITED TECHNOLOGIES

ملكا من الأصل

galerie framond

THÉÂTRE

« LAPIN-CHASSEUR » AU THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

Aux risques d'en rire

Jean-Marc Bihour et Lorella Cravotta sont deux des comédiens réunis par Jérôme Deschamps pour son nouveau spectacle, qui clôt dans une humeur joyeuse la saison de Chaillot. Tous deux ont en commun, et partagent avec leur metteur en scène, une même envie de rire et de rire des mêmes choses. A tout prix, au prix d'un engagement physique et spirituel total.

A droite, les cuisines, à gauche, le restaurant. La scène est dans la grande salle de Chaillot, dont on s'est souvenu qu'elle était modifiable au moment d'accueillir le nouveau spectacle de Jérôme Deschamps et Macha Makeloff, ce tandem passé maître dans l'art sourcilieux du burlesque, genre dont ils ont désormais la quasi-exclusivité. Pour *Lapin-chasseur*, on n'utilisera pas le plateau du théâtre mais la salle, scindée en deux. A l'entracte, les spectateurs passeront de part et d'autre du mur central du décor pour en découvrir l'envers.

Jean-Marc Bihour, compagnon de route de Deschamps depuis cinq ans, et Lorella Cravotta, qui l'a rejoint de plus fraîche date, sont deux des protagonistes de cette nouvelle histoire drôle. Deux comédiens donc, mais aussi, comme tous les personnages de Deschamps, acrobates, chanteurs, fantaisistes, gymnastes, hommes et femmes à tout faire sur une scène qui n'est en commun qu'un seul - mais impératif - mot d'ordre : le rire.

Ce qui nous rapproche les uns des autres, et nous-mêmes avec les spectateurs, est notre envie de rire et la façon de manier ce rire. Jérôme Deschamps a le génie de discerner tous les petits détails, toutes les petites manies de la vie quotidienne, et de les déformer, le talent d'observer les petites gens lors de rencontres de fortune et d'en faire des héros de théâtre, dit Lorella Cravotta dont la joie d'être là paraît, malgré la proximité de la « première », évidente. Elle tient sa rencontre avec Jérôme Deschamps pour l'un des grands moments de sa courte carrière qui, depuis sa sortie du Conservatoire, l'a conduite de Claude Régy, qui fut son professeur, à André Engel.

DES SÉQUENCES RÉGLÉES A LA DEMI-SECONDE

Il a aussi une manière bien à lui de rassembler les comédiens. « Beaucoup de gens viennent le voir à la fin de ses spectacles, beaucoup aussi lui écrivent. Chaque année, au printemps, il organise donc un « stage » avec une quinzaine de personnes qui lui ont fait signe et c'est comme cela que je l'ai rencontré pour la première fois en 1986, après les répétitions de la Veillée », se souvient la jeune actrice. Ce jour-là, elle travaillait avec Daniel Mesguich au rez-de-chaussée d'une chocolaterie désaffectée de Pantin tandis que les Deschamps « répétaient au premier étage ». « Il m'a demandé de faire une improvisation et je me suis lancée, première tentative désastreuse, dans un sketch sur Nadia Comaneci. Après quoi il m'a demandé de chanter une chanson de Dalida et j'ai interprété Gigi l'émoroso... »



Jean-Marc Bihour et Lorella Cravotta.

« Une performance qui est restée dans les mémoires », se souvient Jean-Marc Bihour qui est venu chez Deschamps dans les basques d'un de ses copains : « J'étais alors employé à la Sécurité sociale et en congé de maladie... » Il est aussitôt devenu l'un des personnages de la Veillée et l'un des piliers de la « famille Deschamps » - du nom de second spectacle de Jérôme Deschamps - aux côtés du metteur en scène, qui joue lui-même dans ses propres spectacles.

L'élaboration de *Lapin-chasseur* ressemble à celle des autres spectacles de Deschamps. Chaque œuvre naît d'abord dans le regard que portent les comédiens sur eux-mêmes, de l'impact des scènes. « Tout est basé sur l'humour des comédiens, explique Jean-Marc Bihour. On commence par travailler des petits morceaux de trente secondes d'abord improvisés autour d'une idée puis soigneusement mis en scène. Petit à petit, ces différents moments sont reliés les uns aux autres par Jérôme et Macha Makeloff. Le montage est terminé assez tôt pour nous laisser le temps d'intégrer la technique du spectacle. On chante, on parle et évidemment on fait beaucoup de choses, comme ces lancers de couverts, de verres, de soucoupes. Tandis que, dans une première phase, on peut tout dire et essayer, il est impossible d'avoir une quelconque fantaisie au moment du spectacle lui-même où certaines séquences sont réglées à la seconde ou même à la demi-seconde. »

Une telle minutie exige une troupe soudée. Il faut sur le plateau exécuter un travail de haute précision et, lors des passages en coulisses, non seulement changer de costumes, comme souvent, mais aussi rassembler ses accessoires, nombreux, ou préparer un bruit qui ponctuera l'action d'un camarade. Pour les aider et garder le rythme, les comédiens, comme le fait Lorella Cravotta, s'appuient souvent sur la bande sonore d'André Sarré, sur les musiques concoctées par Alain Margoni, Philippe Rouèche et Jacques Dejean. Car, si dans *Lapin-chasseur* on parlera un peu plus qu'à l'habitude, une fois encore le jeu des acteurs et l'univers visuel se nourriront de sons, souvent incongrus, bizarres mais indispensables.

Ainsi naît le rire. Un rire à faire peur quelquefois, parce qu'il s'en va, presque innocemment, révéler certaines de nos vieilles frayeurs. A faire peur encore, tant il demande de précision dans le geste, le déplacement, un excellent timing comme on le dit d'un swing de golf. Chez Deschamps, si les comédiens tiennent le club, les spectateurs sont bel et bien la petite balle qui s'envole à une vitesse vertigineuse, sous les coups répétés des acteurs, vers des espaces drolatiques infinis.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre national de Chaillot. Du 7 juin au 9 juillet. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 45. 50 F et 130 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

L'Amour-Goût

de Christian Fila, mise en scène d'Éric Lavoire, avec Aurélien Blancheseau, Dominique Borg, Florence Montagnier, Sideris Cornille, Patrick Coulels et Éric Lavoire.

Reprise à Paris de cette pièce qui a obtenu l'an passé le prix du Festival off d'Avignon. L'occasion d'entendre l'un des grands dramaturges du XVIII^e siècle et de retrouver Dominique Borg, comédienne et costumière qui a reçu le César 89 des meilleurs costumes pour *Camille Claudel*.

Œuvre, 55, rue de Cligny, St. A. À partir du 8 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 48-74-47-38. De 25 F à 160 F.

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jean-Paul Roussillon, avec Michel Escobedo, Michel Aumont, Françoise Seigner, Alain Pralon, Dominique Rouen et Véronique Vella.

Reprise d'une mise en scène imaginée par Jean-Paul Roussillon en 1969 pour son ami Michel Aumont qui jouera le rôle d'Harpagon le soir de la première pour la deux cent cinquante fois. Autant dire que, comme Françoise Seigner (Roxane) et Alain Pralon (La Flèche) qui tiennent ces rôles depuis le premier jour mais avec un tout petit moins de constance, Aumont est absolument à l'aise dans les frusques de cet avare que bouleversent les beaux yeux de Mariane (Véronique Vella). Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. À partir du 13 juin. Le mardi à 20 h 30 (et les 14, 16, 18, 22, 25 et 28 juin). Tél. : 40-16-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F.

Investitures

de Philippe Moryna, mise en scène de Robert Cantarella, avec Florence Giorgetti, Judith Magre, Jean-Jacques Schaffner et Edith Scob.

Retour à Paris d'un spectacle créé il y a deux ans à la Bastille et qui, après une tournée, retrouve la capitale dans le très beau Théâtre

Paris-Villette. La plume encore fragile d'un auteur dramatique célébré par les jeunes générations, professionnels et amateurs confondus, et la présence de Florence Giorgetti et Judith Magre, deux grandes comédiennes qu'on aime beaucoup.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. À partir du 12 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 30. 50 F et 110 F.

Long voyage vers la nuit

d'Eugène O'Neill, mise en scène d'Ingmar Bergman, avec Bibi Andersson, Tommy Berggren, Katarina Gustafsson et Peter Stormare.

L'un des plus grands auteurs de ce siècle, l'Américain Eugène O'Neill, qu'il est excessivement difficile de jouer en Europe. Il exige de grands metteurs en scène et de grands interprètes. Ingmar Bergman et Bibi Andersson sont deux garants de l'intérêt de cette production en langue suédoise.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Clément, 9^e. À partir du 7 juin. Du mercredi au dimanche à 20 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 48 F à 135 F. Dernière représentation le 11 juin.

Le Nouveau Rameau

de Jakob Michael Reinhold Lenz, mise en scène de François Ruffin, avec Olivier Achard, Emmanuel Brunswig, Danièle Chénou, Nathalie Chénou et Olivier Py.

Nous avions suivi avec beaucoup d'intérêt les premiers pas au théâtre d'un jeune homme intelligent et audacieux lors du défunt Printemps du théâtre de Paris il y a trois ans. François Ruffin, avec ce spectacle présenté l'an passé à Avignon, dans le Festival in, nous a beaucoup déçu. L'audace et l'intelligence de son travail sont là, toujours, mais son parti kitsch et légèrement hystérique rendent la découverte de ce texte foisonnant, écrit en 1774 par Jakob Lenz, assez fatigante. Malgré une admiration. ➔

GALERIE DENISE RENÉ

196, Bd Saint-Germain - Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57

SCHOFFER

DESSINS RECENTS - RELIEFS - SCULPTURES
Vernissage vendredi 9 juin à 19 h

THEATRE EUROPE

Direction Giorgio Strehler

LÅNG DAGS FÄRD MOT NATT

Long Voyage vers la nuit

de Eugène O'Neill

Mise en scène Ingmar Bergman

PRODUCTION KUNGL. DRAMATISKA TEATERN/Stockholm

Location : 43 25 70 32

LE NOUVEAU MÉMOZA

Comédie de JACOB LENZ

Mise en scène de FRANÇOIS RANCIAC

du 8 juin au 2 juillet

THEATRE DE LA PLAINE/LOC. 40.43.0182

« Une mise en scène digne des meilleurs Monty Python » (LE MIDI LIBRE)

« Un véritable régal de l'âme » (LE JOURNAL DU PEUPLE)

« Un Nouveau Mémoza qui déménage ! » (LE DAUPHINÉ LIBRE)

NUIT PARIS BEAUBOURG

PARIS • 1^{er} JEU • 2^e JEU • 3^e JEU • 4^e JEU • 5^e JEU

JEUDI 8 JUIN

50 ŒUVRES D'ART CONTEMPORAIN OUVERTS JUSQU'À MINUIT

Tél. : 48 24 10 30

La Compagnie D. Houdart - J. Heuclin

Théâtre d'EPINAL

présente le 6^{ème} Festival de Colportage d'EPINAL

les 10 - 11 juin 1989

avec : Le Royal de Luxe, l'Institut de Jonglage, the Crazy Idiots, le Théâtre Décalé, la Cie Phil. Roussel, Baby Boom, la Compagnie Archipel...

La Compagnie Houdart - Heuclin - Théâtre d'EPINAL y jouera

"Le Colporteur de la Révolution"

tournée du spectacle : France, Moyen Orient, R.F.A., Amérique Latine, Afrique de l'Est, Autriche, Hongrie, Pologne.

Avec l'aide de : A.F.A.A., Ministère de la Culture, Ville d'EPINAL, Région Lorraine.

Sixième Saison

Octobre 89

Mai 90

CHOREGRAPHES INVITES

Gérard DUBOC

Maria GREYRONA

Daniel THIERON

Anne-Marie PASCOLI

Daniel LARRIEU

Bernard GLANDIER

Marguy HAREN

Sidonie ROSSIGNOL

Catherine DIVIERRES

Harold DIASMAS

Dominique PETIT

Isabelle HERNU

Jean-Michel AGNES

Charles CREANGE

Laura de MERCY/BRUNO BIZIER

Jean-Claude GALLOTTA

* Dans le cadre de la programmation de la Plaine des Arts et du Théâtre de la Ville

ABONNEZ-VOUS

50 F à 60 F la place

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE 9 rue Geoffroy-Lesclapier

75004 PARIS tél. : 42.74.46.22

Pour recevoir gratuitement le programme veuillez nous retourner ce bulletin.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ TÉL. _____

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

مكتبة أمينة الأصل

THÉÂTRE

qui elle, ne se dément pas pour la très singulière et talentueuse Nathalie Schmidt.

Théâtre de la Plaine, 13, rue du Général-Gaillard, 10°. A partir du 8 juin. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-52. Durée : 2 h 45. 60 F et 90 F.

Qu'ils crévent les artistes
de Tadeusz Kantor.

Troisième volet de l'homage de Chaillot à Kantor, avec, sur scène, le maître, « lui-même, en personne ». L'occasion d'un rattrapage pour tous ceux qui ne connaissent pas encore le travail magnifique du directeur du Cricot 2 de Cracovie et une joie pour tous ceux qui fêtaient ainsi de superbes retrouvailles. Du grand théâtre, jusqu'à épuisement, sous le regard-soleil noir de l'ange de la mort.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 10°. A partir du 7 juin. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 47-27-91-15. De 60 F à 130 F. Dernière représentation le 10 juin.

Chambord

Noël Marivaux

Dans le cadre du Festival de Chambord, qui continue jusqu'au 16 juin, l'excellent Théâtre du Campagnol présente trois œuvres en un acte de Marivaux mises en scène par Jean-Claude Penchenat : *Le Legs*, *L'Épreuve* et *La Provinciale*.

Festival de Chambord. Le samedi 10 juin à 19 h 30. ADAT-EC, 8, rue Saint-Pierre, Orléans. Tél. : 35-53-55-51. 60 F et 80 F.

Grenoble

Amour sans séjour
de Raoul Ben Yaghane.

mise en scène Mehdi Charaf, avec l'auteur.

C'est avec retard — *nostra culpa* — que nous annonçons la première mise en scène au théâtre de l'un de nos cinéastes préférés, Mehdi Charaf — *Le Thé au harem d'Archimède*, *Miss Mona*, *Cannibale* — pour un texte écrit et interprété par Raoul Ben Yaghane, comédien et metteur en scène lui-même. « Ni Mohammed, ni Hamlet ; être ou ne pas être n'est plus la question. Partir ou ne pas partir, c'est le vrai problème », écrit-il. D'où vient-il ? « Du ventre de sa mère ».

Maison de Mohamed, 2, rue des Trembles. Jusqu'au 17 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 78-40-10-28. Durée : 1 heure. 60 F et 80 F.

Paris

Troisième festival

Sympathique rendez-vous méridional donné chaque année par le non moins sympathique Roger Hanin. Il sera sur scène pour une variation sur le thème mis en scène par Pierre Berton : *Le Fils*, qu'il a lui-même écrit. Pau accueillera *Le Mariage de Figaro*, mis en scène par Marcelle Tassen-court autour de Francis Perrin pour le festival de Versailles, deux pièces de Molière — *Georges Dandin* et *Le Médecin malgré lui* — interprétées par Michel Galabru, puis *Tentative de suicide* ou *Le tueur*, de Serge Gauthier, avec Daniel Benoin et des créations de compagnies régionales.

Du 13 juin au 14 juillet. 5, rue du Boccador, 75008 Paris. Tél. : 47-20-95-40. Office du tourisme, place Royale, 64000 Pau. Tél. : 58-27-27-08.

SÉLECTION PARIS

Amour pour amour

de William Congreve, mise en scène d'André Stiger, avec Catherine Salviat, Claude Mathieu, Marcel Bozonnet, Jean-Philippe Pymartin et Thierry Hamelin.

Congreve a vingt-quatre ans quand il fait jouer, en 1695, *Love for love*. On s'aperçoit très vite, et l'on redécouvre aujourd'hui, qu'il n'a pas son pareil pour créer sans cesse, avec cynisme et bruyance, des tons de voix, des images, presque des hallucinations. Sa pièce met aux prises, autour d'un trio pas vraiment habituel — un jeune homme, une jeune femme, le père du jeune homme — toute une ronde d'obsédés, d'étrangers. Toute l'affaire est de rejoindre un lit ou son équivalent... Le décor de Claude Lemaire est splendide, la mise en scène d'André Stiger remarquable et l'interprétation des comédiens du Français d'une pureté de jeu parfaite.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Le 8 juin, 20 h 30 ; le 11, 14 heures (et les 15, 18, 20, 24, 27 et 30 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Grismant, Gérard Philou, Nadine Martouret et Jacques Mauclair.

Transposant les costumes de l'Avare vers un aujourd'hui un peu baby-boom, Jacques Mauclair joue un Harpagon assez clownesque. Il a fait des mises en scène plus subtiles mais pourquoi résister à la sincérité, au côté « gens du voyage » de sa troupe ?

An Marais, on a le cœur du théâtre sur la main.

Marais, 37, rue Volta, 3°. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 43-74-14-84. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.

Des Français

de Michèle Fabien, mise en scène de Laurence Férier, avec Anna Bonnet, Monique Goutier, Laurence Férier, Judith Henry et Jean-Robert Vial.

1789-1989, deux voix de femmes : celle de Claire Lacombe, fondatrice de la Société des citoyennes révolutionnaires ; celle de Berty Albrecht qui fonda, aux côtés d'Hélène Frenay, le groupe Combat dans la Résistance. Un spectacle écrit par une femme et mis en scène par une autre qui, toutes deux, ont la même passion de la scène.

Arts de la scène, 45, rue Richard-Lenoir, 17°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-08-30-02. Durée : 2 heures. De 60 F à 90 F.

L'Ex-femme de ma vie

de Jeanne Bérthel, mise en scène de l'auteur, avec Jean Birkin, Richard Berry, Cécile Aulert et Daniel Berthou.

Jane Birkin retrouve le rôle qu'elle avait créé l'an passé au Splendid Saint-Martin aux côtés de Thierry Lhermitte. La voici cette fois opposée à Richard Berry pour le récit des retrouvailles amoureuses avec un écrivain qu'elle n'a jamais cessé d'aimer, malgré plusieurs années de séparation. Près de deux heures d'un rire signé Balasko, qui a



BENNY WANGELER

Pour ceux qui avaient aimé deux précédentes mises en scène d'Ingmar Bergman présentées au Théâtre de l'Europe à l'Odéon, le Roi Lear (1985) et John Gabriel Borkman (1986), voici Long voyage vers la nuit, d'Eugène O'Neill, entrepris aux côtés de Bibi Anderson et Joel Katin. 1912, la destruction inextinguible d'une famille traditionnelle, celle de l'auteur lui-même ; un témoignage noir et blanc sur la jeunesse douloureuse d'un des plus grands dramaturges du siècle.

Le Fusil de chasse

de Yasuzaki Inoue, mise en scène de Stuart Seide, avec Martine Pascal, Laurence Roy et Alison Hornum.

Nouvelle mise en scène de Stuart Seide, talentueux acteur et metteur en scène américain installé à Paris depuis bientôt vingt ans. Une nouvelle fois, il s'est entouré de servants du théâtre de qualité — les comédiennes Martine Pascal et Laurence Roy et le compositeur Pascal Dusapin — pour adapter le récit d'un écrivain japonais, l'une des plus importantes plumes de son temps.

Théâtre, 13, 24, rue Deviot, 13°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-58-15-30. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F.

God Save The Queen

de Kado Kertzer, mise en scène de l'auteur, avec Marilù Marini.

Marilù Marini est la « fée du logis » du groupe Tsé. Elle est la coquette, la brillante, et elle adore se déguiser. Elle a été la femme assise, de Copi, Caliban dans la *Tempête*, et elle est aujourd'hui une pauvre

femme qui attend un enfant en même temps que la reine d'Angleterre. Elle fantasme. **Théâtre de la Commune**, 2, rue Edouard-Poisson, 53000 Auverville. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 1 h 15. 80 F et 100 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster, Jacques Spierer, Laurence Boudry, Antoine Duléry, Georges Garot et Monique Méliand.

Revoici Francis Huster pour une nouvelle mise en scène à grand spectacle. Il s'empare du plus grand poème dramatique de notre répertoire, s'entoure de plusieurs dizaines de comédiens, et interprète lui-même, entre cynisme machinal et vilaine enfance, le personnage saisissant et ténébreux dessiné par Musset. Le public est ravi.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8°. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-66-08-80. Durée : 3 h 45. 160 F et 200 F.

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Amosé Vitez, avec Catherine Samie, Geneviève Casile, Alain Pralon, Dominique Rozan, Catherine Salviat, Dominique Constant, Richard Fontana, Claude Mathieu, Véronique Vallé et Jean-François Rémi.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la tête de

la Comédie-Française déçoit essentiellement par les faiblesses de la distribution mais aussi par la distance prise par le metteur en scène avec une œuvre écrite pourtant avec beaucoup de simplicité. Dans le petit rôle de Marceline, Catherine Samie est excellente mais, hélas !, bien essouffé.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Le 7 juin, 14 heures ; les 9 et 11, 20 h 30 (et les 17, 21, 25 et 29 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Monsieur Souge

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Sella, avec Nadia Barentin, Danièle Lebrun, Jacques Boudet et Jacques Sella.

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Sella et Jacques Boudet, épaulés par deux parfaites comédiennes, Danièle Lebrun et Nadia Barentin, estiment les mots d'un de nos auteurs contemporains les plus réjouissants, Robert Pinget. Si la tristesse vous prend, ou si elle ne vous a pas pris, allez voir *Monsieur Souge*. C'est à mourir de rire.

Poches-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 8°. Du mardi au vendredi à 20 h 45. Le samedi à 20 heures et 22 heures. Tél. : 45-48-82-87. Durée : 1 h 30. De 60 F à 160 F.

Roset et Epave

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schiavoni, avec Agathe Alexis et Christian Ruché.

Roset est une reprise d'un spectacle créé avec succès

en 1988 et interprété avec une maestria bouleversante par Agathe Alexis, rejointe pour une seconde œuvre, *Epave*, par Christian Ruché, l'un des tout meilleurs de l'ex-troupe de la Salamandre. A conseiller donc, à tous ceux que n'effraie pas la plume d'Harald Mueller, notissime, déprimante, terrifiante, l'un des exemples les plus sombres des tourments infinis de la dramaturgie allemande de l'après-guerre.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de la Pyramide, 12°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-30-30. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F.

Une folie électrique

de Diderot, d'après « Mystification », mise en scène de Michel Vainier, avec Fabrice Luciani, François Dorner et Hélène Dos.

Dans un conte inachevé, *Mystification*, Diderot s'emploie à décrire l'effet des objets, ces « révéls de mémoire », sur un esprit blessé, en l'occurrence celui d'une jeune danseuse aux prises avec un faux médecin. Reprise à Mogador d'un succès de l'hiver dernier créé avec un luxe inusité dans une chapelle réaménagée avec le soutien d'EDF.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-78-76-00. Durée : 1 h 20. De 80 F à 160 F.

Yves Huster

de et avec l'auteur.

Yves Huster est un jeune acteur belge qui n'était jamais venu ici. Le voici aux Bouffes-du-Nord, seul sur un plancher de bois. Courageux, donc. Et très drôle, disant, avec un accent exquis et en recourant au mime, beaucoup sur son art et beaucoup aussi sur la façon dont le public le regarde ou pourrait le regarder. Entre comique pur et tragique dur, un fabuleux « personnage en quête d'acteur ».

Bouffes-du-Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-30-34-60. 70 F et 100 F.

RÉGIONS

Villeurbanne

Férocé, la nuit...

de Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavandant, avec Patrick Plassat, Sylvie Orler, Charles Schmitt, Marie-Paule Tryss et Marc Botton.

A propos de sa nouvelle pièce, le dramaturge Michel Deutsch, dont on vient de voir *Sit venia verbo* au Théâtre national de la Colonne, écrit : « *Férocé* est celui qui se bat contre un être qu'il ne connaît pas. Qu'il va désespérément chercher à retrouver. Dans sa quête, il va alors rencontrer des animaux étranges, des financiers véreux, des dieux. Il va aussi rencontrer une femme (...). Un duo, donc et tant de personnages mis en scène par le codirecteur du TNF, Georges Lavandant.

TNP. Jusqu'au 9 juin. Du lundi au samedi, horaires variables. Tél. : 78-84-70-74. Durée : deux heures. De 76 F à 100 F.

DANSE

Alvin Nikolais

Le vieil enchantement aux cheveux de neige fête ses vingt ans d'idylle avec Paris. On verra des œuvres récentes, jamais montrées ici : *Crucible*, *Velocities*, *Blank* ou *blank*, *Persons and structures*, *Graph*.

Théâtre de la Ville. Les 8, 10, 12 et 13 juin à 21 h 45, le 11 juin à 14 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée non précisée. 90 F et 140 F.

Jeune ballet de France

Dances et musiques de la Révolution Française, spectacle monté pour le Bicentenaire, partage l'affiche avec *Musiques et danses du Japon en 1789*, par de jeunes artistes venus du Japon. Au profit de la Fondation France-Liberté.

Théâtre des Champs-Élysées. Le 8 juin à 20 h 30. Tél. : 42-75-15-84. Durée non précisée. De 100 F à 200 F.

Hervé Jourdat

Un jeune chorégraphe promoteur, auquel on a donné « carte blanche » : il présente ses propres *Avances d'octobre* et *Confesse*, ainsi que *Messidor*, de Nadine Hermès et *Petit colloque*, de Christy Van Marcken.

Maison de la Culture de Boulogne. Les 6 et 7 juin à 21 heures. Tél. : 48-31-41-45. Durée non précisée. 70 F et 90 F.

Bienvenue du Val-de-Marne

Kalbebasar, chorégraphie d'Angèle Margat Vinals, par la compagnie catalane Mudances : la grande surprise et le grand prix du récent concours de Bagnolet. A ne pas manquer.

Champigny, Théâtre Jean-Vier. Le 10 juin à 20 h 30. Tél. : 48-85-41-20. Durée non précisée. 80 F.

Et toujours

Jeune danse européenne

C'est au tour de l'Allemagne, qui nous envoie Urs Dietrich : formé à la Folkwang Hochschule d'Essen, vivier de la jeune chorégraphie, il danse souvent avec Pina Bausch ou Suzanne Lihse. Il nous propose *Job*, sur le *Magnificat* de Bach, et *Das Kalte Gloria*, sur des musiques de Vivaldi, Mendelssohn et des chants grégoriens.

Centre Pompidou. Les 14 et 15 juin à 21 heures, le 16 juin à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-13. Durée non précisée. 70 F.

Béjart Ballet Lausanne

Avec *1789 et nous...*, Béjart célèbre le Bicentenaire de la Révolution française et revisite notre histoire de façon plutôt déformante.

Grand Palais. Du 8 au 17 juin à 21 h 30, rebelle le dimanche. Tél. : 48-78-76-00. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

Patrick Dupont et le Ballet de Nancy

Quatre chorégraphes pour un hommage à Ulysse Doves.

Palais des sports. Jusqu'au 11 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-28-40-80. Durée : 2 heures. De 80 F à 250 F.

Régions

Les grands noms de la danse

Un méli-mélo d'extraits du répertoire classique et moderne, mais un délectable plateau d'étoiles : Sylvie Guillem, Evelyne Desutter, Dominique Khaloufi, Françoise Legrée, Michael Demard, Denys Gamo, Laurent Hilaire et Frédéric Ollivier.

Vichy, Théâtre-Opéra. Le 8 juin à 20 h 30. Tél. : 70-59-50-55. Durée non précisée. De 80 F à 200 F.

La sélection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.

Dans : Sylvie de Nassac.

MUSIQUES

DES IMAGES ET DU JAZZ

Quand le blues est là

Les dix minutes que dure *Jammin' the Blues* sont les plus aimées, les plus heureuses, les plus justes des rencontres souvent décevantes entre jazz et cinéma. Gjon Mili a filmé ces dix minutes de bonheur en 1944. On peut les revoir le 8 juin.

Si tous les films, pas seulement les films de jazz d'ailleurs, étaient de cette intensité, de cette chance dans l'expression, ils pourraient durer dix minutes chacun, peut-être moins, ce serait amplement suffisant. Quiconque aime le jazz ne se lassera jamais des dix minutes de *Jammin' the Blues*. Ce n'est pas par fanatisme béotiste — enfin, pas seulement —, ce n'est pas par fétichisme maisot (bien d'autres films après tout, avec des figures plus importantes, ne captivent pas à ce point), c'est parce que *Jammin' the Blues* trouve instantanément l'esprit du blues, l'esprit de l'improvisation, l'esprit du studio et des répétitions : ce qui (se) passe entre les musiciens lorsqu'ils sont entre eux, ce mystère. Il le trouve dans l'instant, comme un bassiste double soudain un tempo, comme un drummer invente une couleur.

Nul traficotage romanesque pour faire passer la pilule. Il n'y a pas de pilule. Le film est creux. Gjon Mili ne prend pas son public pour une nursery. Ça nous change. Nulle acrobatie de plateau pour faire croire qu'un type incapable de siffler le *Pont de la Rivière Kwai* peut miraculeusement jouer du cornet à pistons en agitant ses petits doigts comme de petits boudins sensibles : Gjon Mili ne nous prend pas pour des débiles — même légers. Ça nous change. Nul montage d'hystérique strabulaire pour illustrer savamment la syncope et la frénésie du jazz. Gjon Mili ne se prend pas pour un génie. Ça nous change. Nul travail de mixage pour épater les niais. D'ailleurs, Gjon Mili ne pense ni à nous ni à lui : il a trop de tendresse pour la musique, c'est la vraie force du film. Et ça nous change.

Le seul scénario de *Jammin' the Blues* c'est le blues. Le blues dans sa splendeur et son appétit sans ficelles. Les seuls comédiens de *Jammin' the Blues* sont indéniablement dans leur propre peau, si indéniablement que c'en est excessif. Ils ne sont rien d'autre, ni look, ni symboles, encore moins idoles. Tout juste des musiciens de jazz. Ils ont nom Harry « Sweet » Edison, Illinois Jacquet, Barney Kessel, Red Callender, Sidney Catlett, Marlowe Morris, John Simmons, Mary Bryant — et Lester Young, bien sûr, l'homme au chapeau plat.

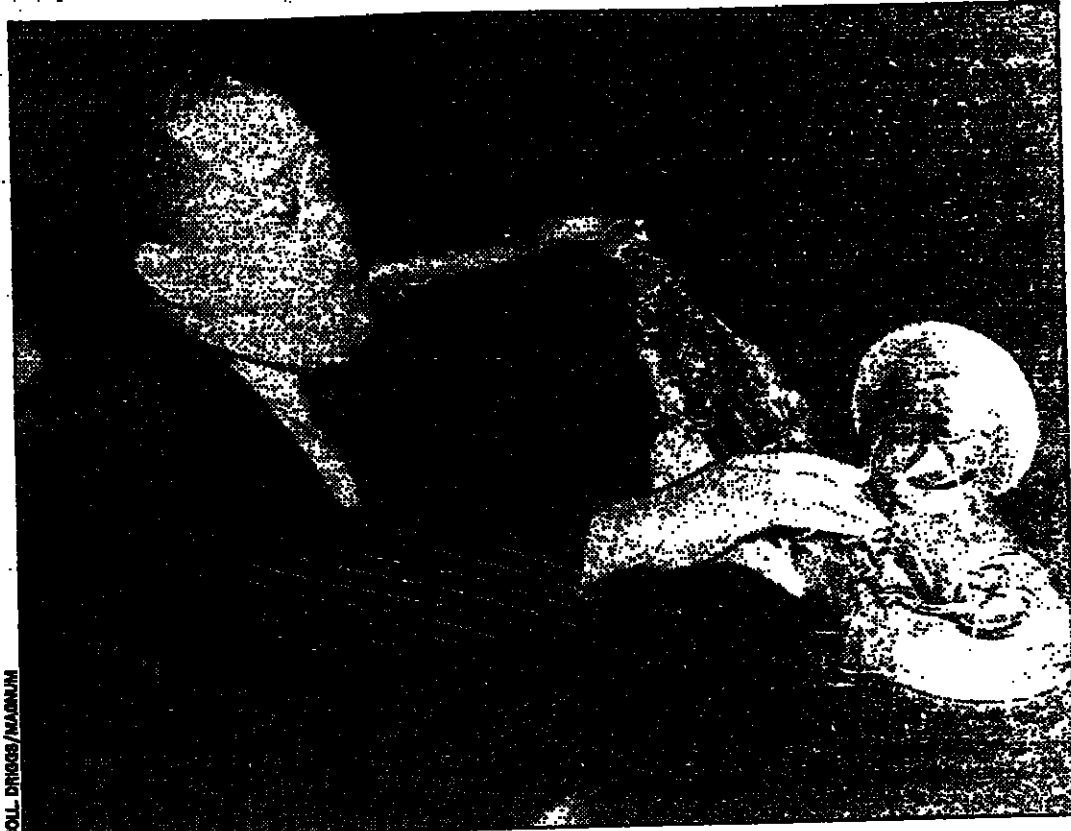
A force de rester discret devant cette scène de création pure (pure et, tout de même, si désinvolte, si légère, comme pour dire : n'en faites pas un plat, les amis, nous sommes les meilleurs musiciens du monde, mais c'est pour rire, ce n'est que du blues, ce n'est qu'une histoire de vie et de mort, sans plus), à force de rester invisible et comme sans expression, Gjon Mili finit par inventer à son insu un style, une esthétique, la placidité amoureuse du regard à l'écoute. Le cadrage, les lumières, le jeu des fumées, tout ce qu'une rhétorique lourdingue s'ingénie, quarante ans après, à réinjecter dans des clips besogneux, est là, évident, simplement justifié par la musique d'une jam.

L'EVIDENCE DE LA MUSIQUE

Si *Jammin' the Blues* a immédiatement pris des airs de film-culte, ce n'est pas pour ces images de Lester Young, si posées et résumant l'Univers à coup de détails qu'on aurait tort de prendre pour inessentiels (un chapeau, une cigarette, la cambrure du cou, l'angle que fait le bec du ténor, les jambes croisées). C'est pour l'évidence de la musique où s'inventent dans l'instant une esthétique de la pose.

La jam est libre rencontre, spontanée, sans autres règles que celles des rencontres amoureuses, mais entre musiciens qui attendent que le dernier client soit parti pour enfin laisser venir à eux la musique qu'on joue lorsqu'il n'y a plus que des musiciens. La musique qu'aiment jouer les musiciens entre eux. La jam n'a d'autre raison que ce qui se passe entre musiciens quand il n'y a plus aucune raison (le public, le patron, le divertissement) de jouer. Le jazz, et la jam dans le jazz, est l'histoire de cette passe-là. Par hommage de la musique rendu à la musique. Musique purement destinée aux musiciens. La rencontre n'y sublime rien qui ne devrait pas (ou ne pourrait pas) s'effectuer : elle est sans plus sa propre histoire, une histoire d'amour où la rivalité ne s'exerce qu'obliquement : on improvise, le seul que vous ne puissiez jamais tromper, c'est un autre musicien. Dans la musique de jazz la plus écrite, la plus réglée, c'est cet esprit-là qui reste intact, comme pour la distinguer de toutes les musiques où les musiciens ne s'autorisent pas un tel négligé dans l'orgueil d'inventer.

Jammin' the Blues est au programme du Théâtre Maurice Ravel, « Histoire du jazz par le cinéma », avec d'autres documents plus courts, plus longs. L'orchestre de Jimmy Lunceford en 1936, Louis



Lester Young

Armstrong en 1941, Count Basie et Duke Ellington en 1943, Fats Waller, Billie Holiday, etc.

Comme une introduction rêvée à la manifestation qui constitue le coup d'envoi des festivals de l'été : « Halle That Jazz ». On verra là le Jay McShann City Band, un All-Stars cossu main pour impressionner (Dizzy Gillespie, Stan Getz, Phil Woods, Max Roach, Hank Jones, Milt Jackson, Percy Heath, Billy Eckstine !). On verra aussi que les saxophonistes ne font pas gigoter de petits boudins hystériques sur le corps de l'alto, mais en caressent les touches sans

presque bouger. Comme Lester Young dans *Jammin' the Blues*...

FRANCIS MARMANDE.

★ « Histoire du jazz par le cinéma », le 8 juin, Théâtre Maurice Ravel, 6, avenue Maurice Ravel, Métro : Porte-de-Vincennes, 75012 : That's the Spirit, Houray for Love, Jimmy Lunceford ; All Stars Goes to Town, avec les Peter Sisters ; Hi De Ho, avec Cab Calloway ; Count Basie et Duke Ellington en 1943, Fats Waller, The Sound of Jazz, avec Billie Holiday, etc.
★ « Paris Halle That Jazz », à la Grande Halle de La Villette : Jay McShann City Band (le 13), « The » All Stars (les 14 et 15), European All Stars et Alto Summit (le 16), Strings et Alto Summit (le 17). Rem. : 42-45-77-22 et 42-40-27-23.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Ravel
Sonate pour violon et piano
Tigiano

Beethoven
9^e Sonate « A Kroutzer »

Bartok
Dances roumaines

Kreisler
Le Tambourin chinois

Hagai Shoham (violin).
Arron Erez (piano).

Il ne se passe pas de mois sans qu'Israël nous envoie un jeune violoniste prodige, et il faut bien reconnaître qu'ils sont plus prodigieux les uns que les autres.

Hagai Shoham est un tout jeune homme (moins de vingt ans) dont le nom commence à grandir (à ne pas confondre avec Gil Shoham, autre tout jeune violoniste israélien qui, après ses débuts avec l'Orchestre de Paris, va publier son premier disque chez Deutsche Grammophon). Comment joue-t-il ? Faisons confiance aux programmeurs de l'Auditorium du Louvre.

Le 7, Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-62-23. 150 F.

Bech
Suite française n° 5

Schumann
Kreisleriana.

Fantaisie pour piano

Brahms
Variations et fugue

sur un thème de Haendel

sur un thème de Haendel

Olli Mustonen (piano).

Il y a trois ans, Olli Mustonen faisait ses débuts au

Festival de La Roque-d'Anthéron ; il avait dix-sept ans. Au-delà de certaines maladresses dues à son manque de pratique du récital, il montrait des qualités exceptionnelles de maturité artistique.

Qu'en sera-t-il ce soir ? Son programme est ambitieux, à la mesure de son talent (il est également compositeur).
Le 12, Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-62-23. 150 F.

Schubert
4 Impromptus

Schumann
Fantasies op. 177

Chopin
Nocturne op. 27 n° 2

Balade n° 4

Bourrée

Andante spianato et Grande Polonaise brillante

Bernard d'Anso (piano).

Il est français, il mène sa carrière en Grande-Bretagne et demeure ignoré dans son propre pays. L'histoire a beau ne pas être nouvelle, elle n'en est pas moins désolante, car ce jeune pianiste aveugle joue avec un sentiment poétique et une variété de couleurs admirables.

Son dernier disque (Nimbus 5170), consacré au Carnaval, aux Papillons et aux Phantasies, est celui d'un artiste.

Le 13, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-06-07. De 90 F à 160 F.

Danses et Musiques de France et du Japon au temps de la Révolution Française

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE

sous le patronage

de la Mission du Bicentenaire de la Révolution Française

JEUDI 8 JUIN 1989 - 20 heures 30 - Théâtre des Champs-Élysées

En présence de Madame Mitterrand
Présidente de la Fondation France-Libertés

organisée par

les Jeunesses Musicales de France

l'Association des Concerts

et



Avec

LE JEUNE
BALLET DE FRANCE

ARTISTES,
MUSICIENS et DANSEURS
TRADITIONNELS
du JAPON

Téléphone : 42.78.19.54

مكتبة الامم المتحدة

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mercredi 7 juin

Haydn

Variations en fa mineur

Beethoven

33 Variations sur un thème de Diabelli

Georges Pledermacher (piano).

Georges Pledermacher joue les Variations Diabelli depuis ses treize ans. Dès lors, comment s'étonner qu'il les joue comme personne ? Sachant débiter d'infimes détails d'écriture, ordonnant les lignes de finesse, regroupant certaines variations, il rend intelligible par la seule puissance de son organisation mentale (et grâce, aussi à des doigts infatigables) une œuvre répétée longuement et ennuyeuse. Avec Pledermacher, on prend de la hauteur et dans le moment même où l'on perçoit les détails, on embrasse le devenir d'un texte joué dans un seul geste. Les pianistes de cette trempe ne sont pas légion.

Maison de Radio-France, 21 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Verdi

Missa De Requiem

Susan Dunn (soprano), Weizsäcker Meier (ténor-soprano), Gary Linton (ténor), Ferruccio Farnetani (basse), Orchestre de Paris, Chœur de l'Orchestre de Paris, Daniel Barenboim (direction).

Inutile de chercher des places, ce concert affiche complet depuis bien longtemps. Les chœurs (les prévoyants) qui ont des places vont assister aux débuts parisiens d'une soprano extraordinaire : Susan Dunn. Un nom qui occupera le haut de l'affiche dans peu de temps.

Salle Pleyel (le 8, 20 h 30 ; le 10, 18 h 30). Tél. : 45-63-88-73. De 48 F à 190 F.

Nebra

Requiem

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 70 F.

Une découverte de plus à mettre à l'actif du Festival de Paris : le Requiem de Nebra (1702-1768), compositeur espagnol dont on ne sait pas grand-chose en France. L'orchestre et les chœurs de la Chapelle royale n'ont pas leur pareil pour trouver dès la première

exécution les accents qui marquent une interprétation.

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Fnac, Minitel 3615 code MATIC. De 80 F à 140 F.

Jeudi 8 juin

Chama

Tambours de Claude Debussy

Patricia Martin (soprano), Monique Rollin (alto), Catherine Cournot (piano), Jacques Vandewille (hautbois), Nels Lindblad (flûte), Patrice Chazal, Gérard Perrotin, Francis Petit, Didier Vézot (percussions), Orchestre philharmonique de Radio-France, Arturo Tamayo (direction).

De ses origines espagnoles, Chama a gardé un goût marqué pour les couleurs fortes, pour une sorte d'ascétisme qui en fait d'une certaine façon le descendant du dernier Falla. Beaucoup joué à une certaine époque, il semble aujourd'hui qu'on ait tendance à le respecter de loin. Excellente occasion d'aller écouter ces trois œuvres d'un créateur résolument en dehors des dogmes et des modes.

Maison de Radio-France, 21 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Dragastinev

Première concert, oration

Schoeller

S. oration

Stroppa

Etude pour Palastor

Harry Sparany (clarinette basse), Ensemble InterContemporain, Peter Eberle (direction).

Trois œuvres, trois compositeurs, trois découvertes. Une chance pour ces jeunes créateurs : entre les mains de « l'intercom » et de Peter Eberle, ils n'ont rien à craindre.

Centre Georges-Pompidou, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 70 F.

Schubert

7 Lieder

Schumann

Liederkreis

Margaret Price (soprano), Graham Johnson (piano).

Si la voix de Margaret Price est idéale pour les opéras et la musique religieuse de Mozart, sa pureté, son intonation parfaite s'épanouissent dans le lied, qu'il soit allemand, espagnol ou français. Ce soir, elle chante sept lieder de Schubert et les Liederkreis de Schumann. Courrez-y !

Bobigny, Maison de la culture, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-67. 185 F.

Vendredi 9 juin

Richard Strauss

Don Juan, 4 Derniers Lieder, Suite du Chevalier à la rose, Capriccio, scène finale

Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marius Janowski (direction).

Lucia Popp, l'Orchestre philharmonique de Radio-France et Marius Janowski dans un programme Richard Strauss : formidable occasion de s'immerger une fois de plus dans les prodiges accomplis par une formation hier encore prisonnière du carcan de la musique contemporaine.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 80 F à 140 F.

Beethoven

Concerto pour piano n° 4.

Brahms

Symphonie n° 4.

Murray Perahia (piano), Orchestre symphonique de Londres, Sir Georg Solti (direction).

Si Murray Perahia donne parfois l'impression de ne pas avoir les épaules suffisamment larges pour tenir son auditoire pendant tout un récital, il émerge de ces qu'il joue les concertos de Mozart, de Chopin ou de Beethoven. Pour l'occasion, l'Orchestre symphonique de Londres et Georg Solti font le voyage. Rencontre un sommet pour une vraie fête de la musique.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 120 F à 500 F.

Samedi 10 juin

Mozart

Concerto pour piano KV 467

Mahler

Symphonie n° 1, Titan

Murray Perahia (piano), Orchestre symphonique de Londres, Sir Georg Solti (direction).

Lire ci-dessus.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 120 F à 500 F.

Martin Y Soler

Nina

Serrano

Chopli

Aïra

Montserrat Caballé (soprano), Miguel Zametis (piano).

La divine Montserrat dans un programme fait pour elle et accompagné par un pianiste qui « mériterait » de jouer seul.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Fnac, Minitel 3615 code MATIC. De 50 F à 280 F.

Appassionata

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 23 juin, Vlado Perlemuter (piano) : Beethoven (les Adieux), Fauré (trois Nocturnes), Chopin (quatre Ballades). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 28 juin, Michel Béroff (piano), Orchestre de Paris, Claus Peter Floor (direction) : Rossini (Ouverture de Guillaume Tell), Richard Strauss (Parergon à la Symphonie domestique pour main gauche et orchestre), Dvorak (Symphonie n° 8). Salle Pleyel, 20 h 30. Renseignements, tél. : 45-63-07-96. De 48 F à 190 F. Les places retenues par téléphone sont retirées et payées le soir du concert.



GERARD BOURGEOIS

Zygmunt Kruszyński. Cinquante ans. Compositeur polonais que les dictionnaires placent « dans la mouvance des musiques non évolutives ». Auteur d'un opéra de poche intitulé « la Star » et repris jusqu'en 16 juin au théâtre de la Colline dans la mise en scène de Jorge Lavelli créée naguère au Festival de Lille. Discret, subtilement épiqué (ici de guitare et d'accordéon), la musique de Kruszyński s'écoute dans le calme. Viorica Cortez, hypothétique star, hâles ! avec zèle. (Rens. : 43-66-43-60.)

Lundi 12 juin
Schumann
Wolf
Schoenberg
Strauss
Alra, mélodies et Lieder
Arleen Auger (soprano), Irwin Gage (piano).

Le répertoire d'Arleen Auger s'étend de Bach à Berg, c'est dire l'éclectisme de cette soprano qui a travaillé avec les plus grands chefs et qui s'est particulièrement illustrée dans le rôle de Constance dans l'Enlèvement au sérail de Mozart, sous la direction de Karl Böhm. Au Théâtre de l'Athénée, elle sera accompagnée par Irwin Gage, un pianiste adoré des chanteuses sans doute parce qu'il hausse rarement le ton.

Athénée-Louis Jouvet, 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. 200 F.

Mardi 13 juin
Chopin
Baccarotti
3 Mazurkas op. 59
Sonata op. 58

Scriabine
8 Etudes op. 42

Stravinsky
Petrouchka

Mai et Juin sont les mois du piano, après Radu Lupu, Michel Dalberto, Mariha Argerich, Nelson Freire, Joaquín Achúcarro et Maurizio Pollini, voici venu le tour de Nikita Magaloff. Un pianiste au répertoire immense, au jeu fruité, intelligent, charmeur qu'on ne se lasse de réentendre, tant il nous émerveille.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 280 F.

Bourges
Festival de Bourges

De 7 à 11 juin, un panorama de la production électro-acoustique issue de studios les plus actifs du monde, et qu'on ne peut découvrir que là. Ce festival se double d'un concours qui se déroule pendant toute la durée. Un concours unique en son genre.

Festival de Bourges. Tél. : (16) 48-20-41-37.

Dijon
Été musical

Le 12, Gossec, Davaux, W. F. Bach, Mozart, par le Concerto Köln, Dordoir des bénédictins, 21 heures. 80 F et 100 F.

Le 14, Haydn, Mozart, par The English Concert, Trevor Pinnock (direction), Grand Théâtre, 21 heures. De 80 F à 120 F.

Le 19, Scarlatti, Corelli, par Véronique Dietsch, Alain Zaepffel, l'Ensemble Grégorien, église Saint-Michel, 21 heures. 60 F et 80 F.

Le 23, Chœur du monastère orthodoxe de Zagorsk, cathédrale Saint-Bénigne, 21 heures. De 50 F à 100 F.

Le 26 juin, Mehul, par Les Musiciens du Louvre, Grand Théâtre, 21 heures. De 80 F à 120 F.

Festival de Dijon. Tél. : (16) 80-67-17-71.

Rouen, Le Havre

Festival de Seine-Maritime

Le 15, Mozart, Grandos, Ravel, par Margaret Price (soprano) et Graham Johnson (piano), Le Havre, cathédrale, 20 h 30. De 70 F à 100 F.

Le 17 et 18, Arvo Part (création), par The Hilliard Ensemble, Paul Hillier (direction), abbaye de Saint-Martin de Boscherville, 20 h 30. De 50 F à 80 F.

Le 29 et 30, Berlioz, Stravinsky, Beethoven, Montsorgski, Schubert, Debussy, Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Munich, Sergiu Celibidache (direction), Rouen, chapelle du lycée Corneille, 20 h 30. De 80 F à 120 F.

Margaret Price, une création du compositeur estonien Arvo Part, Les Musiciens du Louvre, Sergiu Celibidache : la programmation de ce jeune festival combine habilement grands interprètes et découvertes.

Festival de Seine-Maritime. Tél. : (16) 35-70-04-07.

JAZZ

Eric Le Lann à la croisée des chemins

Un phrasé lumineux, une capacité d'invention trompeuse : le trompettiste Eric Le Lann entre dans une période décisive. Tout ce que peut faire un excellent instrumentiste européen, il l'a fait. Les rencontres espérées sont derrière lui. Les récompenses et les reconnaissances, il les a connues. Il n'a que trente-deux ans. A ce tournant d'une carrière, un musicien si doué n'a pas le choix : on il se simplifie (il se sacrifie) et il obtient un succès facile. Ou il va encore plus loin sur sa propre voie. Ces derniers temps, Le Lann s'est arrêté de jouer. Il est revenu. Il a présenté, au Sunset, une formule qui a séduit. Il continue d'avancer. Il a donc choisi la voie étroite. C'est exactement le bon moment pour l'attendre.

Le 23, Chœur du monastère orthodoxe de Zagorsk, cathédrale Saint-Bénigne, 21 heures. De 50 F à 100 F.

Le 26 juin, Mehul, par Les Musiciens du Louvre, Grand Théâtre, 21 heures. De 80 F à 120 F.

Festival de Dijon. Tél. : (16) 80-67-17-71.

Helen Merrill et Ron Carter duo

Une sensibilité voilée, la tendresse de la voix même, et ce sens de la mise en place

qui fait les grandes chanteuses : Helen Merrill, qui a enregistré l'an dernier en duo avec Gil Evans, récidive avec le maître incontesté des stances (de studio) à la basse, Ron Carter. Ron Carter, toujours approximatif dans la justesse, comme s'il tournait autour des notes, est d'une musicalité et d'un tempo parfaits. Le répertoire ? Tout ce que vous connaissez, comme on dit, par cœur : Les Feuilles mortes, I fell in love too easily, Lover Man, My Funny Valentine, I don't stand a ghost of a chance with you, etc.

Le 12 juin, à Colmar, Parc des expositions, 19 h 30. 140 F. Le 13, à Lyon, Palais des Sports, 19 h 30. 140 F.

The Pixies
Doolittle, leur dernier album, est le succès surprise de la saison, ce quartet de Bostoniens lunatiques qui joue un rock joyeusement pervers ne figurait pas parmi les favoris dans la course aux hit-parades. Sur scène, le gros Black Francis (le Pixie chanteur) et Joe Santiago et sa guitare à découper l'acier ne devraient pas rater leur effet.

Le 7 juin à 20 h 30 au Bataclan, 50, bd Voltaire, Paris 11^e. 80 F.

La sélection « Musiques » a été établie par :
Alain Lompech
« Jazz » : Francis Marnaud
« Rock » : Thomas Sotinel

Pour les abonnés du « Monde »

SALLE PLEYEL, DES PRIX PRÉFÉRENTIELS POUR TROIS RÉCITAUX DE LA SÉRIE PIANO QUATRE ÉTOILES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de trois pianistes, en bénéficiant d'une réduction de 16% sur le tarif habituel. C'est places en première et en seconde catégorie leur sont réservées, pour chacun des récitals suivants :

— Le mardi 13 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Nikita Magaloff : Chopin (Baccarotti, Mazurkas op. 59, Sonata en si mineur op. 58), Scriabine (Etudes op. 42), Stravinsky (Petrouchka).

Du monde entier, les jeunes pianistes viennent percer les secrets de l'art du piano auprès de ce fringant septuagénaire qui a connu les plus grands musiciens de ce siècle — et joué avec eux ! Les riches heures d'un prince du clavier que Paris ne reconnaît pas encore pour ce qu'il est : l'un des grands pianistes de notre temps.

— Le mardi 20 juin, à 20 h 30, récital de la pianiste Maria Tipo : Bach (Fantaisie chromatique et fugues), Schubert (Sonate en la mineur op. 42), Debussy (quatre Préludes), Bartok (Danse roumaine).

Un début de carrière éblouissant, suivi d'un repli vers l'enseignement et l'enseignement de disques mieux que beaux, utiles (une intégrale des sonates de Clementi), puis des retrouvailles avec la scène. Paris ne cesse de les fêter.

— Le vendredi 23 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Vlado Perlemuter : Beethoven (Sonate et les Adieux), Fauré (Trois Nocturnes), Chopin (quatre Ballades).

Le plus grand auctel, sans doute, depuis la grande époque de Nax et de Cortot. La leçon d'un grand maître.

Cent places, au prix préférentiel de 220 F (au lieu de 280 F) et de 150 F (au lieu de 190 F). Location par téléphone (au plus tard 14 jours avant le concert) au 45-63-88-73, règlement par Carte bleue uniquement (donner votre numéro d'abonné), ou au caissier de la Salle Pleyel (venir avec votre dernière bande d'expédition), tous les jours de 11 heures à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés.

Retenez vos places

Les 14 et 15 juin, Alain Moglia (violin), Orchestre de Paris, Gunther Herbig (direction) : Haydn (Symphonie n° 6), Britten (Concerto pour violon), Beethoven (Symphonie n° 5). Salle Pleyel, 20 h 30. Renseignements, tél. : 45-63-07-96. De 48 F à 190 F. Les places retenues par téléphone sont retirées et payées le soir du concert.

Le 19 juin, Alicia de Larrocha (piano) : Schubert (Impromptus op. 90 n° 1 et 4, Sonata op. 120), Albeniz (Evocation, Rondes, Triana), Granados (Los Requiéscitos, Quieres o la maja y el ruiseñor, El Pelele). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 220 F.

Le 19 juin, Alfred Brendel (piano) : Haydn (Sonate Hob. XVI/44), Brahms (Ballades op. 10), Weber (Sonate op. 39), Mendelssohn (Variations sérieuses), Beethoven (Sonate

Appassionata). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 23 juin, Vlado Perlemuter (piano) : Beethoven (les Adieux), Fauré (trois Nocturnes), Chopin (quatre Ballades). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 28 juin, Michel Béroff (piano), Orchestre de Paris, Claus Peter Floor (direction) : Rossini (Ouverture de Guillaume Tell), Richard Strauss (Parergon à la Symphonie domestique pour main gauche et orchestre), Dvorak (Symphonie n° 8). Salle Pleyel, 20 h 30. Renseignements, tél. : 45-63-07-96. De 48 F à 190 F. Les places retenues par téléphone sont retirées et payées le soir du concert.

La liste complète des musées et des galeries paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément « Arts et spectacles ».

SÉLECTION PARIS

De la Riviera à la côte d'Azur

Modérisme et visionnaire, Charles Nègre archive les sites du midi de la France en 1860, avec une grande variété de points de vue. Et brosse un superbe portrait d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet ouvrage se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier aluminé. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 19^e. Tél : 47-23-36-52. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Jusqu'au 21 août. 25 F (comprendant l'ensemble des expositions).

Dessins de Mariette

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Mariette dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, de la fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 9^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F. 50 F. Billet compli Grande Halle et Centre Georges-Pompidou.

Jean Fautrier

Le projet d'une exposition Fautrier était dans l'air du côté de Beaubourg, avant de se concrétiser au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Qui rend un grand et juste hommage à l'auteur des *Ongles* : plus de cent cinquante peintures, des dessins, des gravures ainsi que la quasi totalité des sculptures retraçant l'ensemble du parcours de cet artiste majeur de la scène française.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 19^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Le Panthéon : de l'église au Temple des grands hommes

L'histoire du chef-d'œuvre de Soufflot est compliquée. Louis XV posa la première pierre de cette église grecque dédiée à sainte Geneviève. Les travaux traînèrent en longueur et l'architecte était mort quand l'église fut ouverte à la veille de la Révolution. Pour peu de temps. Sa transformation en Temple de la Raison s'accompagna de modifications architecturales qui en augmentèrent la hauteur et la froideur.

Cité nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris, 4^e. Tél : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 juillet. 22 F.

Les Siècles d'or de la médecine

La médecine de l'Ancien Régime ne se limite pas aux préceptes des praticiens de Molière. L'exposition du Jardin des plantes nous raconte l'évolution de cette science du XVI^e au XVIII^e siècle, à Padoue, l'une des plus célèbres universités d'Europe. C'est aussi une plongée dans un imaginaire des plus curieux.

Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 9^e. Tél : 43-36-14-41. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre. 25 F.

L'Inspiration du poète

Autour d'une toile maîtresse de Nicolas Poussin, qui célèbre la poésie et l'art, une enquête sur les allégories du Parnasse du seizième au vingtième siècle, à travers tableaux, tapisseries, gravures, dessins et livres illustrés.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, Entrée porte Jaquet, côté jardin des Tuileries, Paris, 7^e. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Conférence par Marc Fumaroli lundi 12 juin à 18 h 30 à l'Auditorium. Jusqu'au 28 août. 25 F. (billet d'accès au musée).

Magiciens de la Terre

Au cinquième étage du centre Georges-Pompidou et à la Grande Halle de La Villette, une exposition d'art contemporain d'un type nouveau. Elle rassemble sous un même toit des vedettes de la création occidentale et des inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine, d'Amérique centrale. Pour un dialogue des cultures du monde.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F. 50 F. Billet compli Grande Halle et Centre Georges-Pompidou.

Michel-Ange dessinateur

Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque Laurentienne... Sélectionnées dans les plus grandes collections, quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Mollien, Entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1^{re}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Via conf. 15 F. 15 F. Jusqu'au 31 juillet. 25 F. + 7 F. (impression du droit d'entrée au musée).

1889, la tour Eiffel et l'Exposition universelle

Une célébration peut en cacher une autre. On souffle au Musée d'Orsay les cent bougies de la tour, elle-même érigée pour le centenaire de la prise de la Bastille. C'est aussi l'occasion de revisiter l'Exposition universelle de 1889, fête du métal et de la faïence polychrome, où pour la première fois les visiteurs purent contempler les habitants des lointaines colonies de la République.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris, 7^e. Tél : 40-49-40-14. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 21 h 15, samedi, dimanche de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 15 août. 30 F.

Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement, en France, les œuvres des artistes indiens du seizième siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-66. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Jusqu'au 10 juillet. 15 F.

Mucha

Ivan Lendl n'est pas seulement le n° 1 du tennis mondial. C'est aussi un amateur d'art. Le Musée de l'afrique expose sa collection de



Montauban, ville natale d'Ingres, possède un impressionnant fonds de dessins légués par le peintre, virtuose en la matière. Le Pavillon des arts à Paris en présente un choix significatif. Ici une étude pour le portrait du musicien Cherubini. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, 75001. Tél : 42-33-82-50. Fermé le lundi, jusqu'au 3 septembre.

Charles Lapicque

De Jeanne d'Arc traversant la Loire (1940), au *Tigre de Ming*, en passant par les vases baroques de Venise, un choix de tableaux complétés par des œuvres sur papier présentées à la galerie voisine de Thomas Le Guillou. Des sculptures en têtes d'acier inox sont aussi exposées chez Alain Oudin, rue Quincampoix.

Niki de Saint Phalle

Ludiques et souvent monumentales, les œuvres des années 80, dont certaines ont été « stabilisées » par Jean Tinguely, autrement dit des œuvres réalisées à quatre mains, comme la fontaine Stravinski à Beaubourg, ou la fontaine de Chateau-Chinon, inaugurée en 1988.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot, Paris, 9^e. Tél : 43-26-12-06. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 24 juin.

Tai Cost

On connaît Tai Cost peintre au figuratif des années 50 et 60. Mais on a rarement eu l'occasion de connaître le peintre d'avant-guerre, auteur de portraits et de Massacres inspirés par la guerre d'Espagne. C'est dire l'intérêt de cet exposition.

Galerie Fanny Guillou-Laffaille, 133, bd Haussmann, Paris, 8^e. Tél : 46-83-82-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 juillet.

Hervé Télémaque

Hachées, mêlées, reconstituées, les images d'un kaléidoscope mental où les souvenirs d'attaches lointaines collent à la réalité quotidienne d'un peintre qui connaît la peinture.

Galerie J. Mousson, 110, rue Vieille-du-Temple, Paris, 3^e. Tél : 49-57-76-51. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 20 h. Jusqu'au 30 juin.

William Wegman

Méditation sur le mimétisme et la copie, hommage ou détournement... sous le signe de Man Ray, les dernières facéties d'un vidéaste, dessinateur et photographe loufoque.

Galerie Baudouin-Lebon, 34, rue des Archives, Paris, 4^e. Tél : 42-72-08-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 19 h. Jusqu'au 13 juillet.

RÉGIONS

Calais

Sculptures du XX^e siècle

Laurens, Lipchitz, Pevsner, Archipenko, Giacometti, Caro, tous sculpteurs

majors de ce siècle ont été collectionnés par le Wilhelm-Lembrück Museum de Duisbourg. Celui-ci a prêté leurs œuvres au musée de Calais, qui a rarement été à pareille fête.

Musée de Calais, 25, rue Richelieu, 62100. Tél : 21-46-62-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à

17 h 30, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

Gravelines

Jacques Villon, œuvre gravée autour d'une collection

En plus de cent gravures, pour la plupart issues de la collection de M. et M^{me} Pressat, l'œuvre en noir et blanc d'un peintre qui débuta comme illustrateur de mode à la Belle Époque, vécut le cubisme, en tira une grande rigueur qu'il aime faire passer dans des visages et paysages gravés, taillés, tracés au burin.

Musée du dessin et de l'estampe originale, Hôtel de ville, place Charles-Victor, 59200. Tél : 22-23-06-13. De 14 heures à 17 heures, samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Entrée gratuite. Jusqu'au 3 septembre.

Grenoble

Leon Polk Smith

Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal, soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis.

Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-09-32. De 10 heures à 12 heures et de

14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 10 juillet.

Lyon

De Géricault à Léger

Le Musée des beaux-arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle.

Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux. Tél : 78-28-02-08. De 10 h 30 à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Montpéroux-en-Bourbon

Avant la Pyramide, le Louvre

Une exposition sur les fouilles conduites avant les travaux de construction de la Pyramide. Pas moins de quatre cents objets du Haut-Moyen Âge au dix-neuvième siècle, dont les fameux moules de Bernard Palissy, y sont présentés.

Fondation Septentrion, 69700. Tél : 20-46-28-37. De 14 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 1^{er} octobre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breccia, Philippe Dages, Frédéric Edelmann, Patrick Riegler et Emmanuel de Roux.

CHAILLOT 89/90

LAPIN-CHASSEUR, MACHA MAKEIEFF, JÉRÔME DESCHAMPS
7 SEPTEMBRE - 6 OCTOBRE

HORACE, CORNEILLE, HEINER MÜLLER, BRIGITTE JAKES
4 OCTOBRE - 11 NOVEMBRE

LORENZACCIO, MUSSET, JOSÉ-MARIA FLOTATS
18 ET 19 OCTOBRE

LE MISANTHROPE, MOLIÈRE, JOSÉ-MARIA FLOTATS
21 ET 22 OCTOBRE

LE BOURGEOIS GENTILHOMME, MOLIÈRE, JÉRÔME SAVARY
8 NOVEMBRE - 31 DÉCEMBRE

LE FIDELLE, LARIVEY, JEAN-MARIE VILLÉGIÉ
6 DÉCEMBRE - 27 JANVIER

MACBETH, SHAKESPEARE, MATTHIAS LANGHOFF
8 FÉVRIER - 17 MARS

LE MALADE IMAGINAIRE, MOLIÈRE, HANS PETER CLOOS
14 FÉVRIER - 24 MARS

ZAZOU, JÉRÔME SAVARY
24 AVRIL - 30 JUIN

ELVIS, SERGE VALETTI, CHARLES TORDJMAN
17 MAI - 30 JUIN

THÉÂTRE DES ENFANTS-MARIONNETTES
DANSE - CONCERTS - CINÉMA - APÉRITIFS CONCERTS

ABONNEMENTS 3 SPECTACLES DU PLUS
ABONNEMENTS PROVINCE 2 SPECTACLES DU PLUS

RENSEIGNEMENTS/LOCATION 47 27 81 15

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1 PLACE DU TROCADERO, 75116 PARIS

France Inter

JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT LA BROCHURE CHAILLOT 89/90

NOM _____

ADRESSE _____

A RENVoyer AU T.N.C., 1 PLACE DU TROCADERO, 75116 PARIS